Rédacteur en chef: Cloude Julien

Prix: 5 F

nents : voir tarif page 2.

Publication measurelle (vingt-deuxième avaée)

Le Monde

Fondateur: Hubert Beuve-Méry

5, rue des Italiens, Paris-IX

diplomatique

LEMONDE

Directeur: Jacques Fauvet

Dans ce numéro:

Vers une convergence des systèmes de l'Est et de l'Onest?

Somalie: rendre l'État au peuple

Le Sahara occidental

convoité par ses voisins (Page 15.)

Par CLAUDE JULIEN

'AVERTISSEMENT laccé la 25 juillet par M. Henry Kissinger — une intervention scriétique au Portugal servit « incompatible avec l'esprit de la détente » — n'était évidemment pas destiné, en promité, aux aux destinés de la détente » — n'était évidemment pas destiné, en promité aux aux des la company de la compa dirigeants de Moscou. Et cela pour aa moins trois raisons: d'abord porce que la Kremlin connaît si bien les règles du jeu qu'il est inutile de les lui rappeler; ensuite parce que, comme le secrétaire d'Etat l'avait précédemment déclaré, l'U.R.S.S. a'est pas responsabla da la crise portugaise; enfin parce que les contacts permanents entre Moscou et Washington rendent superfétatoire une tolle déclaration publique.

Les propos de M. Kissinger visaient, en réalité, deux autres auditoires : le public américaio et certains milieux politiques européens.

T E public américain a, en effet, besoin d'être ressuré dans la mesure aû de larges secteurs, proches da sénateur démocrate Jackson mais aussi de la centrale syndicole unifiée et de certains milieux d'affaires, estiment trop élevé le prix payé par Washington pour organiser la « détente » avec Moscou. Au moment où, contre la vœu de beaucoop de ses compotriores, le président Ford s'apprétait à rencontrer M. Brejaev à la conférence panearapéenne d'Helsinki Ivoir pages 9 à 13), il convenait do désarmer les critiques par une preuve de fermeté, et cela sur desax plans : bien que le document d'Helsiaki consacre la « stotu que » territorial, M. Gerald Ford, dans une déclaration dont la texte fut modifié après avoir été diffusé, affirmait que les Etots-Unis n'admettent pas l'intégration des Etats boltes à l'Union soviétique ; bien que Moscoa a'ait guère de moyens d'intervenir an Portugal, M. Henry Kissinger formolait une mise en garde qui na peut froubler ni la sérénité de M. Brejnev il la dicheau entre les Deux Grande. ni le dialogue entre les Deux Grands.

Les équipes aa pauvoir à Washingtoa et à Moscoa aut en commun, toute opartica gardée, d'avoir beaucoup misé sur la « détente » et, pour cette raisoa précise, de sa heurter à des appositions intérieures. Celles-ci, bien entendo, se magifestent plus volantiers et avec plus d'ampleur dans une société ouverte où la course à la présidence est déjà engagée. Ranimant le vieux fond d'acticommunisme, la critique du repprochement américano-soviétique jouera un rôle de plus en plus important daes la compagne électorale. Qu'un poq mobile da « rideaa de fer » s'abatte sur le Partugal, et les chances de l'administration républicaine seraient sérieusement com

M Als ce jas de politique intérieure reste relativement mineur par rappor LVI à la tactique internationale avec laquelle il coïecide. Le sonci majeur de M. Henry Kissinger, en effet, était de se faire entendre en Europe. Et ce souci, chez lui, ne date pas d'hier.

Deja, trois aus avant la chute de Salvador Allende, M. Kissiager prévoyait que le succès de l'Unité populatie poseroit e les plus grayes problèmes » aux intérêts américains non seulement en Amérique latine, mais aussi en Europe. Et il citait nommement l'Italie et la France, où des forces de gauche pourraient mettre l'accession des communistes aa pauvoir.

Quelques jours oprès la premier anniversaire du coup de Santiego, le secrétaire d'Etat redoutait que « l'impossibilité de résoudre les problèmes economiques mondiaux ne condulse à un effondrement des structures politiques de l'Ouest quelques pays ». Répondant alors aux révélations officielles qui venaient d'être faites sur le rôle de la C.L.A. dans le renversement de Salvador Allende, M. Kissinger ajoutuit, avec une fainte aégligence : « Si l'Italie devenait communiste, on reprocheralt aux Etats-Unis de n'avoir pas fait suffisamment pour souver ce pays. > Un mois plus tord, does l'un de ces briefings dont il a le secret, il précisait que « le Portugal pourrait être le premier pays à devenir communiste » et évoquait la spectre de ce qu'il appelait « une théorie des dominos de l'Europe méridionale, incluant l'Espagne, l'Italie et la Grèce ».

Pures spéculations intellectuelles, comme celles qui précédèrent le blocaga des crédits pour la Chili et l'envoi de millions de dollars par la C.I.A. à certains journaux de Santiago comme aux propriétaires de comions dont la grève paralysait le pays? Anodines remarques d'au secrétaire d'Etat qui, dans le document sur la sécurité et la coopération en Europe, solennellement présenté à Helsinki, souscrit au principe socro-saint do la nou-ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays?

MOSCOU ET LES COMMUNISTES POR

A presse soviétique a montré le prix qu'elle attachait à l'action des communistes portugais et la répulsion que lui inspirait l'attitude de M. Mario Soares. Mais, jusqu'à présent du moins, elle s'est imposée une certains réserve. La jois que donne au Kremlin l'évolution actuelle de la situation est tempérée par la crainte du lendemain. Les « manosuvres des réactionnaires » sont dénoncées comme il convient à Moscou, mais elles u'ont pas encore suscité une de ces u'ont pas encore suscité une de ces campagnes dont les propagandistes ont le secret.

ont le secret.

Les motifs de satisfaction sont nombreux Le parti dirigé par M. Cumhal compense par la « fermeté révolutionnaire » sa relative faiblesse unmérique. Il est fait de ces militants que Staline appelait « des bolchevits à la mâchoire d'acter » et dont les idéologues ont gardé une certaine nostalgie. Les communistes russes n'attachent pas, c'est le moins qu'on puisse dire, une importance majeure au suffrage universel. Ils savent que. au suffrage universel. Ils savent que, pour s'installer solidement au pouvoir, Lénine a commence par dissoudre une Lenine a commence par dissoudre une Assemblée constituante régulièrement élue dans laquelle ses adversaires se trouvaient largement en majorité. M. Cunhai est aussi, pour l'URSS, un ami d'une fidélité à toute éprenve; il l'a montré lorsqu'il approuva l'intervention en Tchécoslovaquie des troupes du porte de l'approuve alors de l'approuve de l'approuv du pacte de Varsovie alors que la plupart des P.C. occidentaux manifestalent leur réprobation ou à tout le moins leurs réserves. Le leader portuPar BERNARD FERON

gals est dans la droite ligne du comgais est dans la druce figue du com-nunisme tel qu'on le conçoit à Moscon lorsqu'il place la légitimité révolution-naire au-dessus de la légalité.

Ensuite, les évènements de Lisbonne ont le mérite d'illustrer ce que répètent depuis bientôt deux ans les doctrinaires à propos de la crise de l'Occident capitaliste. Dans les situations révolutionnaires, il est possible de brûler quelques étapes, comme ce fut d'ailleurs le cas en Russie il y a on dami-siècle, de passer directement ou presque de la féodalité, de la dictature, à la construction du socialisme. Le Portugal est même beaucoup plus compréhensible pour les cadres soviétiques que ne le serait un pays « avancé » évoluant sans trop de soubresauts de la démocratie bourgeoise au socialisme.

Certes le vingtième congrès, en 1956. Ensuite, les évenements de Lisbonne

Certes le vingtième congrès, en 1956, Certes le vingtième congrès, en 1956, avait bien retenu parmi les manières possibles et souhaitables de créer le nouveau régime une transition tout en douceur, mals ce n'était guère qu'une hypothèse d'école. Khrouchtchev plaisantait lorsqu'il affirmait qu'une Angleterre marxiste-léniniste pourrait fort bien conserver sa reine. M. Mikoyan, lui, était beaucoup plus sérieux lorsqu'il assurait que l'histoire offrait un exemple presque parfait du passage pacifique du capiparfait du passage pacifique du capi-talisme au socialisme : la Tctéco-slovaquie de 1948.

Préoccupations et malaise

A UTRE motif de satisfaction pour A les dirigeants soviétiques: les événements leur permettent de déve-lopper une thèse qui leur est chère sur la « trabison » quasi congénitale de la social-démocratic. Parfois ils sont obligés de mettre une sourdine à leurs avertissements. Il u'est pas opportun de trop insister sur ce sujet lorsque des partis frères nouent des alliances avec les socialistes pour se rapprocher du pouvoir. Moscou est rapprocher du pouvoir. Moscou est alors obligé de traiter avec quelques alors oblige de traiter avec quelques ménagements les uouveaux amis de ses amis. M. Mario Soares, lui, n'a jamais bénéficià de telles faveurs. Alors qu'il était ministre des affaires étrangères, il fut reçu en URAS. avec froideur. On savait déjà, il est vrai, qu'il avait de fortes chances de devancer largement, aux élections, les communistes, ses associés dans la coalition gouvernementale et néanmoins ses rivaux. On pouvait deviner coalition gouvernmentale et néan-moins ses rivaux. On pouvait deviner que beaucoup de citoyens portugais approuveraient le F.S. et son cher davantage par volouté de barrer la route au communisme que par désir de jeter les bases du socialisme. Les Soviétiques ne sont pas mécantents d'administrer la preuve que l'évène-ment justifie leurs prévisions. Il n'est

évidemment pas question pour eux de rechercher quelles peuvent être les responsabilités du P.C. dans la rupture consommée entre les deux principales formations qui se réclament de la

Mais la satisfaction u'est pas sans mélange. Bien qu'il ait remporté des succès que u'expliquent pas les forces numériques dont il dispose, M. Conhal u'est pas le maître du jeu. Pour continuer d'avancer, il lui faut faire confiance à un Mouvement des forces containce à un mouvement des forces armées très complexe, Sera-t-il en fin de compte l'inspirateur du M.F.A., ou devra-t-il se plier à la volonté des militaires? Les hommages qu'il rend aux officiers sont dans une large mesure dictés par des considérations tactiques : il faut « coller » aux hom-mes qui avaient seule le moven de tactiques: il faut a coller » aux hom-mes qui avaient seuls le moyen de renverser l'ancien régime et qui enten-dent se maintenir au pouvoir pendant quelques années encore. Le P.C., néan-moins, sait mieux que les formations politiques traditionnelles s'adapter à des situations qui sortent de l'ordi-naire. Au côté de son appareil propre-ment dit, il dispose de toute une série de courroies de transmission par les-quelles il espère aussi et surtout quelles il espère aussi et surtout exercer une influence déterminante au sein du M.F.A.

Mais les précédents historiques inci-tent à la prudence. Dans les sociétés do genre du M.F.A., les retournements do genre du M.F.A., les retournements les plus spectaculaires sont toujours possibles. L'U.R.S.B. a même commis jadis quelques erreurs dont les conséquences se font encore sentir. N'avaitelle pas par exemple conseillé à ses amis chinois de participer au Koumintang jusqu'au jour où, sûr de lui, Tchiang Kaï-chek les fit massacrer? L'expérience a donc enseigné à ne s'engager qu'avec précaution sur ce terrain.

Autre sujet de préoccupation : le

Portugal reste jusqu'à nouvel ordre dans la sone d'influence occidentale. Les hommes qui ont ordonné l'intervention à Prague des armées du pacte de Varsovie peuvent se demander si les Américains ne seralent pas tentés, eux, de rétablir à Lisbonne, le cas échéant, un ordre conforme à leurs désirs. Les kébologues trouveraient dans une telle évolution la confirmation éclatante de leurs analyses sur l'impérialisme. Cependant les politiques out éclatante de leurs analyses sur l'impé-rialisme. Cependant les politiques ont en quelque sorte un « complexe du Chili ». Il n'est jamais bon de crèer ou de laisser se développer une situation telle que les progressistes, après avoir semblé triomphants pen-dant quelques mois, soient écrasés sans qu'on puisse rien faire pour eux.

Et, même si le pire n'arrive pas, un Portugal socialiste ne demandera-t-il pas one assistance à l'Union soviétique ? La situation économique du pays était difficile avaut 1974. Il ne faut pas attendre de remede miracle, au contraire, en période révo-lutionnaire. Les groupes de la popu-lation sur les quels s'appuient ou voudraient s'appuyer les communistes réclament tout naturellement un redressement rapide des injustices dont ils ont souffert pendant des années. Le nouveau pouvoir est ameué à dépenser plus qu'il ne gagne, d'autant que les concours extérieurs se font plus rares. La Communauté économique européenne pose ses conditions à l'octrol de crédits : elle veut être tout à fait rassurée quant au caractère de le démogratie podiumies. Le Armé de la démocratie portugaise. Les Amé-ricains, eux, u'ont nulle envie de venir au secours d'un régime de

L'U.R.S.S., bien sûr, a souvent dit qu'elle mettait ses ressources à la disposition des révolutionnaires. Mais Il y a loin des promesses à la réalité. Elle s'est parfois trouvée embarrassée cuand des gouvernements anti-impe-rialistes ont pris ses paroles à la lettre. M. Fidel Castro avait d'autant plus fermement résisté aux Etats-Unis en 1960 qu'il comptait bien trouver à Moscou les coocours dont il avait besoin. Pendant des années, Cuba fut un lourit fertieur pour l'accourie se un lourd fardeau pour l'éc viétique. Les responsables du Kremlin ne l'ont pas oublié.

(Lire la suite page 26.)

Lire pages 2 à 4:

LA FRANCE EN ASIE DU SUD-EST

Par Marcel Barang

EN AMÉRIQUE LATINE

LES FORCES ARMÉES ET LA C.I.A. S'ATTAQUENT AUX SECTEURS PROGRESSISTES DES ÉGLISES

ES 1968, les Etats-Unis e'inquiétaient du développement de secteurs pro-gressistes au sein de l'Eglise latinoaméricaine. Témoin le rapport rédigé alors par l'actuel vice-président Neison Rockefeller, au moment où l'Alliance pour le progrès avait pratiquement échoué. Il s'agissait de trouver un remède à la sensible détérioration des reletione Interaméricaines et ao progrès des forces do gauche dans plusieurs pays comme le Chili. Aujourd'hul, on peut comprendre ce qui passa presque complètement ina-perçu à l'époque : le rapport Rockefeller exaltait les militaires en tant que principale force d'oppui des Etats-Unis ; Il marquait en même temps une certaine défiance envers l'évolution de l'Eglise, considérée jusqu'alors comme un rempart anticommuniste et comme une prole facile aux incursions de le C.I.A. (1).

Un document émanant du service de renselgnement des forces ormées boli-viernes éclaire d'un jour cru la nouvelle politique nord-américaine à l'égard des Eglises dans des pays où les États-Unis comptent sur des réglimes militaires et civils répressits, c'est-à-dire tous les Elais du cône sud de l'Amérique latine, à l'exception du Pérou. Ce document (2). a reception du Perou. Ce document (2), qui est un condensé des repports et circulaires émis par le deuxième bureau de l'armée bolivienne, dévoile l'habile ctratégia élaborée pour àliminer les sec-

100 A 5.50

Par GONZALO ARROYO*

teurs progressistes de l'Eglise. Ces secteurs, radicalisés au contact de la misère et de l'exploitation croissantes des mineurs, des Indiens et des paysans boilviens, dénoncent les injustices et les violetions des droits de l'homme, pratiques devenues courantes dans le monde sous-développé soumle de façon croiscante au capitalisme multinational.

L'authenticité du document ne fait pas de doute, non plus que l'identité de son inspirateur : le C.I.A. se révèle loi dessinant stratégies et tactiques à appliquer eux Eglises par les bourgeoisles dépen-dantes et par les gouvernements qui garantissent les intérêts capitalistes.

Pour pervenir à aliminer les secteurs chràtiens progressistes, la etratégie edop-tée consiste à partir des contradictions internes des Eglises, elles-mêmes le reflet en queique sorte des contradictions inhé-rentes à le société bolivienne. Le document précise qu' « il ne faut pas s'en prendre à l'Eglise en tant qu'institution et encore moins aux évêques dans leur ensembla, mais uniquement eu senteur le plus avancé », en particulier à l'archevêque de La Paz, Mgr Manrique : « Les

* Professeur sesocié à l'université de Paris X, auteur de Coup d'État au Chût, Edit. du Cerf, Paris, 1974.

être de type personnel. Il faut parvenir à l'isoler par rapport à la hiérarchie et à créer des problèmes entre lui et le clergé

Les militaires et la C.I.A. agissent donc à un premier niveau de contradiction, celle qui affecte l'apiscopat et le clergé. En outre, le recours aux sentiments chauvins doit contribuer à la division da l'Eglise : « Il faut surtout s'en prendre eu clergà étranger directement lié au groupe des prêtres étrangers qui sont en contact avec - Justice et Paix - (...) et avec les partis politiques de gauche, principale-ment l'E.L.N. - (3). Tenir le clerge national à distance du clergé étranger : c'est la seconde contradiction sur laquelle on agit. Enfin, on e recours au laic, pour qu'il s'oppose publiquement au clergé et aux évêques : « Il taut utiliser certaino moyens de communication (en particulier le journal El Diario) pour taire paraître des lettres de lecteurs qui discréditent Mgr Mansique et les prêtres ou religieuses représents de la tendance avancée de l'Egliss. » (Lire la sutte pago S.)

(1) Cf. l'article « Les missionnaires américains victimes de la C.I.A. », par Gary M a c E o i n, in les Informations cutholiques internationales, le avril 1975.

(2) Publié par DIAL (Diffusion de l'information sur l'Amérique latine), à Paris.

(3) Armée de libération nationale, un des groupes de guérilla les plus connus.



Baccalauréat (séries A, C, D) Baccalauréats suisses. Admission des 10 ans. Internat et externat.



3, chemin de Préville, Tél. 19-41-21/201501

FRANCE EN ASIE DU SUD-EST

Pénétration économique et équilibres politiques

A fin des guerres d'Indechine Invite à s'interroger eur la politiqua et le présence françaises dans la région. Traditionnellement, l'Indochina était une eorte de « chasse gerdée » des intérêts françale, au point que le reste du Sud-Est asiatique était en grande partia ignoré de nos industriels elnon de nos banquiers. Les investissements français au Vietnam du Sud attelgneient plus d'un millard de francs: c'est une banque françalea qui recuaillait le quasi-totalité des dépôts vietnamiens. Les intérêts françala étalent preliquement les seuls intérêts étrangers tant eu Cambodge qu'eu Laos, en dépit d'una forte présence américaine orientée vers l'effort de guerre.

Aujourd'hul, blene étrangera et échanges commerciaux avec l'Occident sont — provigoirsment — galés au Vietnem : le nelionailsation de toue les intérêts étrangers e été procleméa au Cambodge, et l'évolution de la eituetion eu Laos pourrait ramettre en question le présence francaise dans le royaume. En outre, Parta a eu la douteuse setisfaction de conserver à Phnom-Penh ta derniàrs ambassada ouverte et de voir ses ressortissants mieux traités que les diplometes du camp soviétique - evant l'expulsion de tous les étrangers. A Saigon, les tardifs bons offices de l'ambassadeur de France, M. Mérillon, n'ont pas eu la récompense escomptée En revanche, les autres pays da le région répondent favorablement, semblet-II, aux avances françaises.

Les récents événements dans le péninsula indochinoise ne se cont effectués ni

Les contradictions

de la thèse

officielle

me Pai

vie din

Au-delà de l'Indochine, de vastes marchés mais aussi des risques de convulsions

Par MARCEL BARANG _

su rythme ni dens le direction que l'on prévoyalt. Les initietives (teut-il dire plutôt : l'absence d'initiative ?) de notre diplomatie ont suscité des critiques. Alors que M. Etlenne Manac'h met an avant l'héritage pompidolien pour justifier l'action du président Giscard d'Estaing qui a, selon lui, - pria un virage nécessaire mais tardit . (1), M. Couva de Murville fuetige publiquement, blen qua tardi-vement, l'attitude du gouvernement francals dana la question cambodgianne. M. Michel Jobert parle d'una « polluque floue . . donnant le spectacle de l'indéciston -. D'eutres, d'une politique - qui se rallie eux falts accomplis -. Les milleux d'opposition dénoncent l'intéodetion eux Intérêts américains, tandla qu'un intariocuteur geuilliste regrette que, « depuie la disparition du général, la France alt été absente d'indochine «...

Sans doute les - bavures -, les - erreurs -, les - petites gettes e que l'on e'est plu à dénoncer dene l'ettitude des responsables trançaie ces derniers mois peseront-alles moins tourd dans nos tutures reletions avec lee trole pays Indochinois que les positions adoptées par le France tout au tong du conflit. A cet égard, Paris escompte recuelliir l'usulruit de la politique geuilliste, telle qu'elle e'est exprimée dans le fameux discours de Phnom-Penh. Il est touteloie remarquable que, si les responsebles actuele affirment ee situer dans le droit fil de cette doctrine, ce sont précisément les geullistes qui en dénoncent le plus vivement la « trahison ». « Pensezvous que le général sût toléré le coup d'Etat de mars 1970 au Cambodge ou, à tout le mains, qu'il n'eût pas aussitôt rompu evac le régime Lon Noi ? », nous ant demandé, de façon purament

Le discours du génàral de Geulle à Phnom-Penh en 1966 proposait une neutra-lisation des « balkans » du Sud-Est aslatique sous le garantie des grandes puissances, idée apparamment empruntée à Nehru. La condition en était le départ des Américains de la régidn. Le discours en lui-même, le lieu et l'occesion choisis pour le prononcer, étalent une manifestation d'antiamàricanisme en même temps qu'une affirmation de le grandeur sinon de la puissance de le France.

rhétarique d'ailleurs, certaine de nos interlocuteurs geuillates.

Ironle de l'histoire : les Américains ne donnărent raison à de Gaulle qu'à la fin de son rècne, lorsou'ils se déclarèrent enfin décidés à quittar l'Indochine, et c'est le nécessité de ne pas gener ce retrait qu'ont invoquée les successeurs du général pour justifier une politique qui avait le moins, prélérait les témoignages de cenciltation aux gestes de défi. Avec le renversement du prince Sihanouk, le docvecu. Le discours de Phnom-Penh était vidé de son contenu. Les références inceseantes à ce discours devenaient tormelles, pas tout perdra du prestige qu'avait valu é la France un tal geste, tout en pour-suivent une politique fonclàrement différente. - C'est le Chine qui sera dena le droit fil du discours de Phnom-Penh », naus e dit M. Michel Jabert, qui, lui-même, du temps où il était ministre des affaires étrangères, n'a pourtant guère contribuà à renverser le courent.

Côté officiel, toutefois, on ee dăfand d'evoir changă de ligne. L'argumentation est double, et lourde de centradictions. D'une part, on e'efforce de démontrer que GRUNC et le gouvernement républicain da sevoir el la baience devait être tenue égale. D'autre part, on met en avant des considérations juridiques : la France reconnait les Etats et non les gouvernements - principe qui soutire pourtant des exceptions... Une foie eccompil le coup la question de le reconnelssance du régime de Lon Noi -, qui - atlait de soi -. jours evant la fin effective de ce régime tmala. Il est vrai, qualques haures après

le départ des derniers Américaine du Cambodge...), Parte reconnaissait le GRUNC. Pourquoi cette entorse à le théorie de le reconnelssance des Etats? C'est que, nous a-t-on expliqué au Quel d'Orsay, le France a, ce jour-là. - pris en considération une eltuation de fait at constaté que le pouvoir était exarcé par bian les responsables ignoralent depuis cinq ans que le «eituation de fait « évoluait en faveur du GRUNC, ou blan le recours à le théorie de la reconnaissance des Etats n'était qu'une feçade.

La Qual d'Orsay certifia également que, dens le conflit cambodgien, le gouvernement français étalt - très convainou qu'il n'existait pas de possibilité de compromis. que le position du GRUNC de refus de touta négociation était fondamentale, qu'il faliait écarter la solution du dielogue «. Il en étalt si convaincu qu'aussi tard que décembra 1974, dans la communiqué conjoint publié à l'issue du « sommet » de le Martinique, M. Giscard d'Estaing invitait - par inadvertance, devait-il expliquet qualques jours plus tard (2) — les deux parties cambodgiennes à négocier... Si convaincu que les milleux proches du GRUNC continuent de s'interroger eur le rôle joué per le France dens les demières heuree du Phnom-Penh républicain (voir encadré page 3).

Le second type d'argumentation consiste à eouligner certains « geates » du gouver-

Ambiguités

au Vietnam

et au Laos

nement français : dès le lendamain du coup d'Etat, il gelait le prêt accordé un mois plus tôt eu gouvernement royal ; Il conservalt le contact evec le prince Sihenouk et son entourage é Pékin par l'Intarmédizire de l'ambassadeur Etjenne Ma-nac'h (3) ; il autorisalt l'Installation d'une mission du GRUNC à Paris : en juillet 1971. Il décidait de ne, pas renvoyer d'ambas eadeur é Phnom-Penh et de refuser l'agré-ment de l'ambassadeur de Lon Nol en France ; plus récemment, le chef de l'Etat demendait au vice-consul Dyrac da rester

en place... - Nous avons pensé, nous e-t-on expliqué au ministèra des effaires étrangères, que le maintien de le présenca trançaise pouvait êtra utile au Cambodge ; nous ne voulions pes laisser le piece é d'autres et, de toute taçon, notre coopération n'était pas une coopération evec la régime mais avec le Cambodge, « Pourtant, le coopération avec l'emité Cam-bodge se traduisait bien, dans le pretique, par une coopération evec un régime artificialiement créé (soutenu per les Américains), et dont l'autorité réelle se réduisalt cemme une véritable peau de chagrin.

La résistance cambodgienne en e tiré les conclusions. Ainsi a'explique, pour une bonne part, l'Impasse où se trouvent é l'heura ectuelle les raietions franco-cam-bodgiannes. Il fallalt cholair entre le Cambodge de la résistance et le Cambodge du coup d'Etat. La choix fut fait. Ce n'était pas le bon.

Au Vietnam eussi, un choix s'imposait. Le jeu de le France fut plus subtil, at les explications données aujourd'hui sont sans doute moins confuses, einon plus satisd'hul sont sans doute moins comuses, emini più sant faisantes. Passons eur l'assertion d'un porte-parole qui, confessant qu'il ne possédait pas à fond ce dossire expliquali par la difficulté de localiser géographiquement le G.R.P. le fait que le France na se fût pas préoccupée de l'aider autant que le régime Thieu... Une voix plus autorisée devait nous déclarer : . La reproche qui peut âtre fait concerne le différence du statut accorda par le France à Saigon et au G.R.P. : remarquone qu'un traitement sur un pled d'égalité ne résulte per des eccords de Parie; que tous nos intérêts économiques et culturale étalent dans la zone de Saigon; qu'après

en ce qui concerne le Laos. A la fin de

l'année demière, le ministre de l'écono-

mie, membre du Front patriotique, M. Soth

Pelrasy, e entrepris une toumée des pays

« emis », parallélament à catte de M. SI-

souk na Champassak, elora ministre de

le défense et piller de la droite, sfin

d'obtenir une eide pour le Laos. La France

est le seul pays où le représentant du

Front n'e pas été reçu en visite offi-

cielle (4). D'eutre part, alors que, voilé

quelques semaines seulement, avant que

aux commendes, Paris se disait prêt à

accroître son aide é Vientiene, le Oual

d'Orsay déclara aujourd'hui que, el la

France est prête à maintenir sa centri-

bution au Fonds d'opération des changes (FOC), qui soutient la monnele lactienne,

tout accroissement de sa part serait eujet à négociations... Si l'on n'y prend garde,

on risque, là encore, de se préparer des déconvenues. Des manifestations popu-laires é Vientiane ont déjà contesté une coopération culturelle française qui n'a

Ouvrier de la onzième heure eu Cam-

francais a donc observé vis-à-vis des trois

pays indochinois one attitude qu'il tente

désormals de faire oublier, en mettant

opportunement l'accent sur le respect

d'une doctrine reniée et sur certaines

mesures qui passent aujourd'hui pour tavorables aux régimes vainqueurs mais

qui, dans le centexte de l'époque, n'étalent

quère que de prudentes précautions pour

guèrs évolué depute l'époque colo

bodge et au Vistnam, le gouverne

le Pathet-Leo ne s'installe plus ferme

les négociations de Paris, un eccord a permis l'établissement d'une mission permenente du G.R.P. en France en mai 1974. >

L'argument de le présence des intérêts françale dens la zone de Saigon est fondé. Male fallelt-li pour autant, comme y invitait M. Missoffe eu lendemain de se tournée Indochinolee en 1974, convier les Industriels à investir dans le Vietnam de M. Thieu pour en faire la « rampe de lancement de notre expension en Asie du Sud-Est « ? Fellalt-Il pour eutent prêter la mein eux manœuvres visant à étayer l'économie d'un régime que les Elats-Unie n'arrivalent plus seula é tenir à bout de bras ? Fallalt-il - tout en prenant bien soln, certes, de tenir le balance égale evec Henol par un échange d'ambassadeur — rétablir les raixtione dipiomatiques avec le régime Thieu ? Comment dès lors, ne pes paraître lui apporter une caution que le France, pourtant garante de l'application des eccorda cignés, n'e izmais assortie d'une exigence de respecter cas accords? D'eutant plus que Paris, en 1968 puis début 1989, avait repousse les demandes de normalisation de Salgon. Plue récemment, lorsque le départ des Américains et la démission de Thieu furent acquis, les diplomates français sur place ont tardé d'abord à intervenir alors que le régime Thicu s'affondrait, pour miser ensuits cur le général Minh, retardant peut-être ainsi la dénouement salgonnais. S'agissait-il oniquament, comme l'e affirmé le chef de l'Etat français, d'éviter un bain de sang ou bien de tenter tardivement de tirar les marrons du tau? Le Oual d'Orsay na fournit aucun élément de réponse à ces questions : « li taut laisser à le presse se part da spéculations . dit-il... La même attitude ambigué se manifeste

Une attitude

nouvelle à l'égard de Washington Il reste é expliquer les fondements et les chemi-nements de cette diplomatie. Certains de ses artisans, et non des moindres, affirment que c'est d'abord sifeire d'incompétence et de désintérêt. « Les grands asistes ont disparu, à quelques exceptions près -, note l'un d'eux. « La cenièrence de Paris en cours, le Cambodge plongé dans la tourmente, le dossier indochinois avait cessé d'être prioritaire », dit un autre. « Nous nous sommes révalilés trop tard, entre les petites phrases malheureuses de M. Jobert at les petites gaffes calamiteuses de M. Sauvagnarques », affirme un troisième. Toutefole, de même qu'il serait trop facile da consi-dèrer comme un simple lapsus calami les termes du

communiqué de le Martinique relatifs au Cambodge, de même le reproche d'incempétence ne seurait tout expliquer. Faut-il alors incriminer, comme l'ont fait certains de nos interiocuteurs, les structures et les méthodes de fonctionnement du pouvoir ? La ministère des affaires étrangères, nous a-t-on fait ramarquer, a changé plusieurs foie de titulaire, ce qui n'était pas tait pour assurer la continuité et la cohérence de notre diplomatie. Mais, selon un autre point de vue, le Qual d'Orsay n'est, en tout état de cause, que l'exécutant des grandes orientations tracées par l'Elysée. D'aucune crolent pouvoir constates une rupture entre services économiques et services diplomatiques, un cloisonnement nuisible entre ministères, entre services ministériels. Les diplomates sont relativement lenue à l'écart des décisione économiques ; inversement, les services économiques n'accordent pas toujours aux considérations politiques l'importance qu'alles méritent. « Vous devriez lire certains rapporta de nos missions commerciales», nous e dil, d'un ton eccablé, un haut tonctionnaire d'un de ces services.

Mais rien de tout cela ne suffit à expliquer certaines options. Or la diplomatie française s'inscrit dans un contexte pius vaste, hier la vision anti-Yalta de --Gaulle, aujourd'hul ce qu'C d'appelar le « mondialisme » giscardien, notion à vrai dire encora mai élucidée et

qui se définit surtout e contrario (5).

Qu'on le loue ou qu'dn ls déplare, la diplometie geuillenne était dynamique. Heurtant eu besoin la puissance américaine, elle était prête à sacrifier certains intérêts immédieta à des desseins plus vastes et plus payanta à long terms --ainsi de le reconnaissance de le Chine, ainsi du discours de Phnom-Penh. Sauf peut-être dans certaine eacteurs priori-taires, les auccesseura du général ont été plus passifs. En ce qui concerne l'Indochine, l'absence d'un grand dessein régional comme le equel reconnu de pré-server les intérêts en place favorisaient les visées de groupes économiques précis et les « calculs à courte vue ». Au niveau rapidement écarté du flamboyant nationelieme de son prédécesseur et a mis en sourdine son antiaméricanisme. D'une politique da prestige, il est passé à une politique de négoce : les impératifs économique de neguce : les imperans considérations. La priorité accordée à l'expansion, et é l'expansion par le commerce extérieur, exigealt que l'on transigeât dans certains domaines, voira que l'on composât avec les intérêts américains. La défense du franc, les Etats-Unie le firent comprendre, passait par le défense du dollar; la pénétration de nouveaux marchés, par des eccords de gré à gré avec la puissance dominante. Cette orien-tation s'est eccentuée, depuis un en, avec le régime de la technocratie triomphente, où le chef du gouvernement se

En tout ces, l'indochine prenaît piece parmi les « dossiers sacriflés » : le volonté

(1) Dans Orolssance des jeunes nations, juin 1975 : « Giscard a pris un virage nécessaire mais tardij. Le gouvernement de Georges Pompidos lui avait, c'est trai, laissé une situation embarrassante...»

laissé une situation embarassante... >
(2) «Alors le communiqué, je le dis très franchement, reflète imparlutiement ce que francis dans l'esprit, concernant en particulier le Cambodge. (...) L'expression qui a été utilisée dans le communiqué au jond ne reflête par, je vous le dis, ma pensée : cette négociation entre les parties est uns hypothèse particulière, mais n'est par, à l'heure actuelle, semble-t-il, adaptée à la situation. Il y a d'autres formes d'épolution politique qu'il faut rechercher, qui sont d'un tipse différent, et que nous jugeans personnellement souhattables, » Valéry Giscard d'Estatoy, conférence de presse du 21 décembre 1974.
(3) Le mince Sibanonk, pour se part, (3) Le prince Sibanouk, poor sa part, laisse entendre qu'il s'agissait d'une initiative personnelle da M. Manach: c'e suis reconsuissant à voire embasadeur à Pékia, M. Etienne Manach, d'avoir eu le comma mersonnel de rester en contect étroit avec le GRUNC...> Norodom Sina-teroit avec le GRUNC...> Norodom Sina-nouk, L'Indophine pue de Pélris, Entre-tiens avec Jean Lacouture, Le Seuil, 1972, p. 165.

(4) Les autorités françaises affirment que, dans la mesure où M. Sisouk na Ohampanak avait déjà été regu à tipre officiel, il n'y avait pas lieu de réserver le même traitement à M. Soth Petrasy.

le même traitement à M. Soth Petrany.

(5) e Le mondialisme, cela ne consiste pas à être bien evec tout le monde, encore que, d'une façon générale, si on le peut, il vout mieux être bien evec tout le monde. Ce n'est pas une espèce de politique à l'eau de rose, dans laquelle on distribus partout les bonnes paroles, sans tenir compte des réalités du monde contemporain. Le mondialisme, c'est le fait, à mes yeux, qu'un cortain nombre de problèmes, qu'on le peuille ou non, sont des problèmes de nature mondiale.

Valèry Giscard d'Estaing, e déjeuner de presse » du 21 mai 1975.

Directeur de la publication : JACQUES PAUVET Rédactrice en chef adjointe : MICHELINE PAUNET

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Etranger 73

(Abconement et taxes)

Marco et Tunisia 87

Afriqos francophone, Guadeloupe, Guyane française, Martinique, Réunion 96

Comores, Madagascar, Lace, Vietnam do Sud, Noovelle-Calèdonie, Nouvelles - Hébrides, Polynésia française, République khmére, Saint-Pierre-et-Miquelon, Wallis et Futuns 116

Arable Saoudita, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Liben, Libye, Egypte, Syrie 141

Jordanie, Liben, Libye, Egypte, Syrie

Strinaule, Chine, Corée, Hongkong, Japon, Indonésie, Macao, Malauje, Mongolie, Philippioes, Siogapour, Taiaman, Timor, Thallande, Vietnam du Nord, Australie, Nouvelle-Zélande, sutres pays d'Océanie

Rédection et administration : 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09 (Chêque postal : Parts o* 4207-23)

Tél Rédaction : 770-91-29 Tél. Publicité: LAP. 05-02 Télex: Le Monde 65-572 Paris elegraphique : Jourmonde Paris

rituelles : sane doute e-t-on cherché à ne

ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE LA FRANCE ET L'ASIE DU SUD-EST

	Importations	Exportation
	(en milliers de franca)	
CAMBODGE	8 676	29 334
LAOS	515 713	25 617
dont perles, plerres, gemmes	(515 117)	
VIETNAM DU NORD .	8 123	18 163
VIETNAM DU SUD	55 631	116 025
BRUNEI	348	3 482
dont fonte, fer, scier		(1 351)
INDONESIE	296 411	495 923
dont caoutchouc étain navigation sérienne	(78 658) (62 995)	(113 003)
MALAISIE	907 220	281 524
dont cacotchouc étain bois mécanique au tomobils	(432 521) (229 562) (149 448)	(68 397) (62 263)
PHILIPPINES	198 136	226 114
dont bois oléagineux engrais cheudières, machines, appareils mécan,	(105 627) (33 525)	(40 108) (35 528)
SINGAPOUR	321 929	353 098
dont appar. électriques à usage électronique. machines électriques	(128 749)	(73 842) (40 573) (35 451)
THAILANDE	253 367	376 698
TIMOR PORTUGAIS	z 634	5 490
dont esoutchoue	(1 538)	(2 674)
UNION BIRMANE	20 338	58 473

3478 22 Mary 4 18 latée en Corée du Sud at à

The State of the S

Committee of the commit

Trans.

déclarée des Américains de sa dégager du bourblar indochinola permettalt de justiller, on l'e vu, que le France s'ebstint de gener Washington dans sa difficite opération de retrait ; en même temps, elle ouvrait la perspective d'un ranforcement eventuel des positions françaises sur place. En somme, il aurait sutti de ne pas mécontenter les Etats-Unis pour, le noment vanu, s'engouffrer dans le vide qu'ils laissersient, en erguant de relations demeurées « relativament bonnes » avec tes forces révolutionnaires et patrio indochinoises. C'était compter sans l'accé-ಚರೆ ಎಸ್..ಶ್ವರ l'histoirs, sans l'effondrement Tresco :2: nuproaméricains de la pénin

En pronant la neutralisation des « baikans - asiatiques, en acqueillant la contérence sur le Vietnam, le France e'étalt clairement placée en position d'arbitre. Toutefole, par la suite, elle alleit tout aussi clairement se situer dans l'orbite américaine, bien qu'elle se soit efforcée de continuer à jouer les « utilités » diplo-matiques. Dans la mesure où la préservation de ses Intérêts propres requerrait un minimum d'autonomie, il serait excessi de penser que la France s'est, tout du long, mise au service de la puis américaine. Cependant le virage pris après de Geuile a donnà plus d'importance à

Second souffle

des pétroliers

et des planteurs

une complicité de fait qu'é la concurrence avec les Etats-Unis. C'est ce que les régimes indochinois ectuels ne sont peut-être pas disposés à oublier, le nou veau régima cambodglen en particuller, qui multipliait depuis des années ses mises en garde à l'edresse de Peris. D'autant que les initietives diploma récentes de Paris, eutour d'abord de le rencontre Ford-Giscard à le Martinique (avec un échange préaleble de correspondance entre les deux présidents — et M. Kissinger — et un séjour à Hanoi de M. Missoffe, ostensiblement occupé é négociar des questions économiques de deuxlème ordre...) n'ont guére servi à ae démarquer par rapport à la ligna sulvia du temps du président Pompidou. Faute d'explications officielles estisfaisantes, on a pu voir dans ce ballet diplometique une ultime cons ultatico antre Perle at Washington pour la répartition des rôles dans ce qui allalt être les demlers moic de l'Indochine dépandante. On a pu, à l'inverse, estimer qu'il a'agissait de l'amorca d'un retour à une position diplomatique originale, de la réaffirmation de la singularité de le diplomatie française - meis les interventions suiventes, sur le terrain, tant au Cambodge qu'au Vietnam, tendent à etténuer une telle im-

Ouel sera l'avenir des reletions de la France avec les trois pays Indochinois? Sur le Cambodge, les milieux officiels français évitent de se prononcer. Manifestement,

Quant au Vietnam, » normalement, au Sud, nous alione entrer dans une phase intermédiaire, explique M. Mis-sotte, chargé de mission aux affaires àtrangères. Plentatione et eutres vont être fatalement socialisées. Reste à savoir dans quela dàlais. Il nous faudra définir avec les Vietnamiens comment gârer nos intérêts sur piece dana la période intermédieire. Sans douts y aura-t-il des indemnisations, avant de déboucher sur la phase ultime, calle des échanges avec un pays sociellate : et ça, nous connaissone », souligne notre interlocuteur, en spéculent sur le tait que Saigon, à le

diffàrence de Hanoi, acceptere peut-être, par nécessité, une aide multiletérale. investissements « gelés »,

Dans l'immédiat se posent le question de l'affectation de l'aide 1974, non répartie par le régime Thieu (il s'agit d'une aideprojet liée de 100 millions de francs) ce sera le préalable à l'attribution d'une nouvelle tranche d'aide, affirme-t-on (6), et celle du réglement du contentieux avec

le Vietnam du Sud pour les biene et les

Le contentieux svec Hanoi - bian plus modeste — n'a-t-il pas jadia servi eu ministèrs des finances à repousser un certain nombre d'eccorde avec le Vietnam du Nord ? - Giscard, nous a dit un encien

ministre geulliste, bioqualt tout ce dont il ne e'occupait pas directameni »... A l'évi-dence, le paesit servira de levier de manosuvre pour la France, même si l'on convient communément que «les intérêts

Les principaux investissaurs trançais en indochine n'ont pas perdu de temps pour sonder leura nouveaux partenaires. Les ntants du GRUNC à Parla ont opposé une fin de non-racevoir aux solli-citations des planteurs. Début mai, un (S.N.P.A.) tentait auprès du G.R.P. é Paris une démarche collective, au nom du consortium Et-Erap, Mobil Oli et Sunningdale (société canadienne), présent eu Vietnam du Sud, pour négocier une reprise des activités. Les milieux pétroliers français manifestalent alors un certait optimisme. Its e'estimaient en effet les mieux placés, compte tenu de leur expérience Indochinoise, de leurs capacités technologiques et du fail même qu'lla sont Françala, c'est-à-dire plue » acceptables » pour les révolutionnaires vietnamiens que les compagnies liées à l'impérialisme américain. Toutefols, el le Vietnam du Nord e fait appel à des conseillers de l'institut français des pétroles, le G.R.P. vient de réserver son premier contrat é la société algàriagne Sonatrach.

Si l'idée est récandue dans les milleux industriels occidentaux que les considérations économiques vont primer, que le « réaliema » finirs par l'amporter, et ai les Vietnamiens, plus encore sans doute que les Cambodgiene et les Laotiens, mettent

l'accent sur leur voionté de taire appel à l'aide étrangère (non llée) et de témolgner de souplesse en faisant table rase du passé, il est évident que les considàrations d'ordre politique ne sont pas absentes de leur démarche. Quoi de ptus » réaliste » el en mêma temps quoi de plus politique en effet que la priorité qu'ile viennent d'accorder à la Sonatrech I signifier l'orientation des régimes indonînois en faveur du non-alignement, leur détense des Intérêts du tiers-monde, etc. On salt que tes Vietnamiene sont de redoutables négocialeurs ; on s'est résigné à t'idée que les nouveaux contrets n'offriront assurément plus les aventages de ledia. Meis, comme le souligne un représentant du patronat français : » A côté des ancians, qui ont connu l'indochine de papa et ne cessent de critiquer les conditions nouvelles, il y e des jeunes qui soni prêts à teire aillance avec le diable. -Les planteurs font savoir qu'ils restent prets à reprendra du service. Quant aux pétrollers, les forages off-shore es sont revélés trop prometteure pour qu'ils n'enviespent pes de revenir rapidement à pied d'œuvre. Car, pense-t-on, passée le période de remise en ordre, l'indochine offrirs de nouvelles chances. Et c'est avec satisfection que l'on constate que la forte colonie française au Vietnem semble evoir bénéficié d'égards exceptionnels, compte tenu des circonstances. avons réussi notra second eoutile en Indochine » : cetta réflexion d'un industrial reflète une opinion largement pertagée.

- Avant le seconde guerre mondisie, l'Asie, pour nous,

c'était l'Indochine; depuis le choc psychologique de Dien-Bien-Phu, nous sommes absents d'Asia », constate,

un peu rapidement, M. Missotte. Traditionnaliement, la

diplomaile asiatique de le France s'est effectivement centrée eur l'indochine, puis également eur le Chine.

Toutelois, depuis quelques années, on assiste à un

àlargissement du champ d'action. Les autorités tran-

caises tantent de tavoriser une implantation vigoureuse

dans l'ensemble de l'Asie. Ce redéploiement e prati-

quament coincidé evec la eigneture des eccords de

« voyages à crédit » pour les investisseurs potentiela français désireux de se rendra dane le région, les pouvoirs publics e'efforcent de mettre en place des orga-nismes blistéraux de coopération économique et de multiplier evec les gouver-nements locaux les conventions destinées è encourager tes investissements trançais. Une commission mixte franco-indonéelenne, fonctionnant sur le modète de celle qui existe pour l'inde, devrait se réunir dens quelques mois pour examiner l'évolution des échanges et de la coopé-ration industrielle. Les conventions visent à éviter la doubla imposition ; elles fournissent ausst. aux industriels prêts é pour des opérations à couri terme quand toutes les assurances financières traditionnelles ne paraissent pas réunles. La garantie de la COFACE (Compagnie françaisa pour la commerce extàrieur) à 80 % est de plus en plus souvent complétée Intégralement par des opérations de crédit de banques françaises ectives locelement. notamment en ce qui concerne t'indonésia. Des crédits exceptionnels à l'exportation ont até dégagés...

Toutefols, ces efforts considérables sont toin, semble-t-II, d'avoir eu jusqu'à présent les résultate attendus. » Les antraprises implantées depuis longtemps dans le région n'ont guère besoin de nous, souligne-t-on dans les services économiques officiela, et les petites et moyennes entreprises ne sont que médiocrement intéressées. - » L'Intendance est là, mais f'infanterie ne euit pas », note plus ronde-ment M. Samplero Mancini, chef du service développement et coopération industrielle et économique du Conseil national du patronat français.

- Les industriels, précise-t-il, ont menilesté un certein engouement pour la toire de Kuala-Lumpur, un Intérêt moindre pour le foire de Singapour, el en manifesten moins encore pour la prochaine, à Djakarte. L'industrie française n'est pas mûre pour laire des efforts dans ce secteur. En dehors des ecciètés dàis Implantées et dont lee ressources d'investissement ne sont d'eilleurs pas lillmitées - les chefs d'entreprise trencais convoitent plutôt le Chine merché hypothàtique mais fascinant (11) ou e'oriantant vers les grands secteurs tels que l'U.R.S.S., le Brésil et, bien sûr, le Marché commun. » Si bien que, comme le note un responsable de la Direction des reletions économiques extérieures (D.R.E.E.), « le pert du merché trançais dans ces paye varie entre 0,5 et 2,5% depuie dix ans, alors que l'Allemagne tédérale par exemple etteint 7 à 10 % pour le même période, avec les mêmes moyens financiers . Deux industriele françale présents en Indonésie et en Melaieie nous ont confirmà ces observations.

(Lire la suite page 4.)

Efforts considérables. maigres

résultats Paris, Toutefois, ei le liquidation greduelle du confiil Indochinois n'a pu que le favoriser, elle ne l'e pas motivé : il répondait aux nouvelles orlentellons économiques tondamentales de la France. Il n'en reste pas moins que l'on peut penser, seion le formule d'un porte-parole d'Elf-Erap, que » l'ettitude du gouvernement français vis-à-vie de l'indochine nous e rendu eervice dens le reste de la région ».

L' - absence d'Asie - dont parle M. Missoffe se traduit par une faible implantation des intérêts français hors d'indochine et par le niveau encore peu élevé (male en leusse) des échanges commercieux avec les pays de le région. Le commerce extérieur e prie un rôle croissant dans l'économie française. En quelques années, il ast passé de 8 % à 14 % du P.I.B. Toutefoia, il s'effectue pour près des deux tiers evec les voisins immédiats de le France, et ne concerne que marginalen du Sud-Est. « Les exportations en direction (des pays de la zone) sont inlàrieures à 1 % du lotal de nos ventes tandie que nos importations ne sont guère plus brillantes. Inversement, le part de la France dans les importations (de ces pays) comme dans (leurs) exportations reste très feible dane blen des cas et se situe la

plupart du temps eutour de 1 % » (7). L'Implantation des Intérêts françale dans la région est aurtout le fait des grandes firmes « Indochinoises » (groupes bancalres, entreprises de traitement du latex, industrie miniare) et des » grands » de l'Industrie française (Pechlney-Ugine-Kuhlmann. Alsthom-C.G.E., Thomson-C.S.F., Spie-Batignolles, etc.). Si la venue des seconde date essentiallement de la fin des années 60, la présence des premières est souvent bien antérieure : la Banque d'indochine s'est implentée dans le région dès le fin du siècle demier : le querre française d'indochine a facilité cet anfrançaises en provenance d'Asie du Sud-Est montre que ses points lorts sont le caoutchouc, l'étain et le bois - activités traditionnelles des » anciens d'indo-

chine = (9). Riches en metlères premières, les pays concernés ont eouvent de grosses possi-

bilités financières et pretiquent des conditione interessantes pour les investisseurs étrangers, euxquels lis ouvrent largement leur économie. Ces alouts, le gouvernement français ne se lait pas faute de les relever. Il n'e pas épargnà ses efforts pour intéresser les industriels français à la région, précisément dans le cadre de le relance du commerce extérieur, désor-mels pourvu d'un ministère à part entière. Son titulaire, M. Norbert Segard, e repris la formule des voyages commercieux inau-gurée par M. Guicherd en Indonésie en 1967, en invitant une polanée de chefs d'entreprises à le suivre dans ses déplacemants. Fin novembre 1973, ce fut M. Valary Giscard d'Estaing en personne, alors ministre des finances, qui inaugurs la foirs industrielle et technique française de Kuale-Lumpur, en Malaiste. Celle-ci vient d'être sulvie d'une exposition à troisième doit evoir lieu l'an prochain à Diakarta. La région e élé sillonnée ces demières années par de multiples missions parlementaires, comcourant du mois de mars dernier, tandle que M. Segard se rendait en Maialaie, deux délégations parlementaires (de la commission des finances de l'Ass et de la commission des effaires cultu-relles du Sénat) se succédelent en indoet M. Stirn, secrétaire d'Etet eux départements et territoires d'outre-mer, parcoureit l'Australasie (10). Invarsement, des dàlègetiona de haut niveau des pays du Sud-Est asietique ee sont rendues en Frence. La prochaine visile attendue est celle de M. Redlue Prewiro, ministre indonèsien des finances.

Tandie que les compagnies eériennes françaises étudient une tormule de (6) Ls. question pourtant ne se posait pas du temps du régime Thieu, puisqu'on s'apprétait à lui attribuer l'aide 1975 sans presiable.

(7) Rapport d'Yves Le Go, Les possibi-lités offertes à nos exportations dans le Sud-Est asiatique, 6 février 1974, p. 49, Consell économique et social.

(8) Cf. le livre de Jacques Despuech, le Trajic des piastres, récemment réédité. La Table ronde, Paris, 1974. (9) D'aucuns arguent de la reconversion de ces industries et banques dans le reste

de cas industries et banoues dans le reste de la région et ou monde pour estimer qua les intérêts économiques français n'ont pas fortement orienté la politique française. O'est oublier que, dans l'Indochine a chasse gardée » de la France, les intérêts français sur place sont considérables et éminemment profitables, que les banques et les entreprises implantées sont extrémement coocentrées of qu'elles out traditionnellement joul d'une forte infinence sur la politique française.

fluence sur la politique française.

(10) Il y faut ajouter, outre une mission du C.F.C.E. en mai-juin 1973 au Japon, à Taiwan, Hougkong et en Thailende, et une mission Sudreao (C.N.P.F.), des missions telles que celles de M. Georges Picot, alors président du Comité France - Extrême-Orient, fin 1971 puis iln 1973, ou encore des études de marché, en particulier celle réalisée en 1973 par M. Bernard Paris, délégué en Asie du Sud-Est de la Fédération des industries mécaniques et du Syndicat général de la construction électrique.

(11) Les importations françaises en

(11| Les importations françaises en hins en 1974 se montaient à 878 millions de france, les exportations à 769 millions de france, soit environ cinq et trois fois moins respectivement qu'avec le Japon.

En Asie du Nord-Est

Percée en Corée du Sud et à Taiwan

ANTOMATIQUE ou hésitante dans l'ensemble de la zone Asie-Pacifique, la présence française ne s'en est pas moins affermie, à des degrés dioers, en Asie du Nord-Est, dans deux pays où paurtant les relations économiques ne manquent pas d'impli-cations politiques compromettan-tes: la Corée du Sud et Tanoan, La Corée du Sud, qui, ces der-nières années, s'est lancée sur les

traces du Japon à l'assant des taux traces du Japon à l'assaut des laux de croissance records (+ 16 % en 1973), a particulièrement atité les Français. « Ce pays est une réalité économique que l'on ne peut ignorer », dit-on au Quai d'Orsay. D'autant plus que Séoul a besoin, pour mener à bien son programme de restructuration industrielle, d'un apport en technologie de notate et apport en technologie de pointe et d'investissements. Six Airbus vendus aux Korean Air Lines (dont le premier est lipré en août), la construction de centrales électriques, des contrats de licences, bientôt une participation à l'exten-sion de l'acièrie de Pohang, et d'importants investissements pour la production d'aluminium et de charbon blanc sont les plus no-tables opérations françaises. A la fin de 1975, nos engagements com-merciaux avec la Corée du Sud s'élèveront à plus de 2 milliards de francs. Ce montant est égal au total des ventes françaises en Thailande, aux Philippines et en Indonésie au cours de l'année der-

Un accord de garantie des inves-tissements français, des facilités de crédits et l'ouverture d'une suc-cursale de plein exercice d'une banque française à Séoul forment le cadre financier de la pervée économique de la France en Corée du Sud, alors que la coopération entre les deux pays se voyait renjorcée il y a un an par la création, sous l'égide du C.N.P.F., d'un Comité franco-sud-coréen. Enfin, sur le plan technologique, Paris a contribué, par des subventions im-portantes, à la création en 1972 d'un collège technique à Ajou, près de Séoul. Chaque année y sont formés aux techniques de pointe françoises de jeunes cadres co-

riens.

Face à un Japon protectionniste, la Corée du Sud constitue, estimeton à Paris, une tête de pont pour la percée française en Extrême-Orient. Le calcul est certes judicieur. Mais la vision de la Corée du Sud « Japon des années 90 » a, semble-t-ū, taut jasciné les dirigentis français qu'us en oublient votontiers l'une des composantes du « miracle » coréen: une répression sans merci. La « démocratie an a mirucie » corea: una repression sons merci. La a democratie musclée » du président Park a queiquefois gêne les projets frunçais. Mais Paris n'a manifeste qu'une désapprobation toute protocoloire derant la libertés bainuées quant descriptions and provides colaire detant les libertés bajonées et n'en a pas remis en question pour autant son rapprochement avec autant son rapprochement avec Séoul. Au contraire, alors que le régime Park ne cesse de renjorcer sa répression, la France a franchi une nouvelle étape dans ses rela-tions avec la Corée du Sud en lui apportant un soutien politique. Du noint de nue économique. la apportant un soutien politique.

Du point de une économique, la France présente certes un intérêt non négligeable pour la Corée du Sud, qui cherche à secouer le joug du Japon et des Etats-Unis. Mois les dirigeants de Sévul ne s'en sont

pas moins vite aperçus que, pour

promouvoir la présence française en Asie extrême-orientale, Paris était prêt à certaines concessions. C'est, curieusement, au moment où se négociait la vente des six Airbus — un marché important pour les Français — que pour la première fois, lors du vote à l'ONU, Poris prenait position en faveur de Séoul. Concidence encore: ce fut mati-Concidence encore ; ce fut prati-quement à la même époque que se signait la vente par la France à la Corée du Sud de missiles Exocet (contrat s'élevant à 12 millions de dollare). Une partie du financement de cette opération a été fournie par une banque nationalisée française, elle-même engagée dans l'affaire des Airbus. Enfin. lors de la visite en juillet de M. Nam Duk Woo, vice-premier ministre de Corée du Sud, la France acceptait le principe de la vente d'équipements de recuclage nucléaire, confirmant ainsi l'orientation politique que prennent les relations entre les deux pays. Le processus de soutien, implicite, de Paris au régime Park semble d'ailleurs si bien engagé que la rumeur circule dans les milieux coréens et français que M. Chirac pourrait se rendre à Séoul en octobre que en roccumbre. tobre ou en novembre.

Si, dans le cas de la Corée du Sud, la France pratique un jeu ouvert — qui n'est pas sans irriter les Coréens du Nord, — avec Taiwan il en va autrement. Il n'est pas question pour Paris de s'attirer les foudres de Pékin. Mais, les les jouares de Peian. Mais, les « affaires » existant, on joue en clair - obscur. Officiellement, la France a renié Taipeh en 1964 en établissant des liens diplomatiques avec la Chine. Et le Qual d'Orsay s'offusque lorsqu'on demande des précisions sur la présence — cel arrice — de qualque ministre de Taiwan en visite « privée » à Paris. It y a pourtant pius de boursiers français à Taiwan qu'en Chine et le consulat de Hongkong est désor-mais habilité à délibrer en quelques heures des visas aux porteurs d'un passeport nationaliste. A Paris même, sous différentes étiquettes, résident en permanence des repré-sentants officieux de Taipeh.

Par contre, la présence française à Tawan est pratiquement inexis-tante. Elle se réduit à une société de financement, la CIAVE, qui a notamment signé l'an dernier un contrat de 70 millions de dollars avec la China Petroleum Corp. avec la China Petroleum Corp. (Tuinon). La Banque française du commerce extérieur a d'ailleurs participé à cette opération. Mois, si une grunde marque française d'automobiles détient une part importante du marché d'importation de Tainon, les affaires au « coup par coup », allant de la vents d'équipements pour la production d'énergie nucléaire lencore) aux aciers spéciaux pous casques et aux matériels militaires divers, demeurent la règle générale. Après tout, pensent cependant certains industriels français, Taiwan est une province sent cependant certains industriels français, Taiwan est une province chinoise et nos contacts peuvent servir plus tard. C'est possible. En tout cas, un fittt avec Taivan, problème certes prioritaire pour la Chine mais que Pékin considère comme pratiquement révié. est finalement peut-être moins comprometiunt pour l'avenir que des tractations, qui impliquent des choix politiques, avec le régime de Séoul.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.





Voyagez Air Algéria. 3 nouvelles escales (Bissau, Douala, Kinshasa) 14 pays desservis en Afrique. A partir d'Alger, mais aussi de Paris, Londres, Bruxelles, Francfort, Prague ou Moscou. Au rythme de vos affaires.

Air Algérie vous transporte au carrefour des nouveaux échanges.

> / النشوط البوية البرائرية AIR ALGERIE





Garanties.

culture

et commerce

Les raisons d'un tel désintérêt relatif sont connues. D'abord, les aléas de le conjoncture économique françsise, qui incitent les exporteteurs à la prudence. Ensuite, l'éloignement, le méconnaissance de ces pays d'un abord dillicite; l'abstacle de le langue (an cite volontiers le cas d'entreprises « incepebles de publier leurs brochures en anglale », qui est la langue de travall des hommes d'affaires de la région) ; la relative inexpérience exportetrice française; le priorité eccordée à d'autres secteurs et les « obligations liées à le zone d'influence française en Afrique »; l'insuffisance de l'implantation et des dimensions des sociétés de commerce, qui ne leur permettent pas de brasser le volume d'affaires de leurs concurrents : un réseau bancaire

ancore faible, mai relié au tissu industriel françaie ou sciérosé (c'est notamment le raproche que l'on edresse communément è le Banque d'Indochine)... D'autres considérations interviament aussi : putre le « non-compétitivité » des prix français, le comportement même de certaines firmes qui » n'ont pas tout le sérieux voulu » pour le respect des termes du contrat, en ce qui concerne les déleis en particulier.

vent eu niveau du mode d'intervention, L'industriel Irançais, nata M. Mancini. est un exportateur anarchique. » Pas de calcul de heut vol. Peu ou pas d'investissements de pointe, dans des joint ventures à participetion minoritaire confrôle. Le cas de ce jeune courtier en Malaisie une société é capitatix mixtes où il détiendrait une participation minoritaire jui permettant toutelois d' » occuper le marché » reste, semble-t-il, exceptionnel. - Les Françaie, note égalemant le représentant du C.N.P.F., ne sont pes prêts à des opérations triletérales, ils cherchent des clients, non des partenaires induspour les patiles et moyennes entreprises. Les grandes enciétés ne reculent pas devant les joint ventures. Les compegnies pétrolléres tendeni é s'associer pour perteger les risques. Certaine responsables Ainsi M. Missoffe, qui fut embassadeur de France au Japon et qui e gerdé des liene avec les milieux d'affaires japonaie, écrivait-il récemment que le France » peut chercher é convaincra les Japonais de l'intérêt de camoufler jeur présence économique derrière une participation suropéenne et de favoriser les jaint ventures européo-japonaises »... M. Jean-Pierre Brunet, ambassadeur de France à Tokyo depuis mars 1975 aurait précisément été chargé d'Intervenir en ce eene (12).

Ces carences ou ces limites se retrou-

S'est-on Interrogé eur les conséquences politiques que pourrait avoir, dans les pays visés, une talle orientation? Le petronet, il est vrai, is coneidere comme Improbable. Il critique par ellieure certaines initietives gouvernementales el quailfie, par exemple, de - tarce - is vogue des - groupes de consultation réciproque - et eutres commissions mixtes Intergouvernementales qui, suscitées pour développer les échenges, se borneralent à - pholographier la situation -. De même, si l'on qualifie volontiers M. Segard de démarcheur hors de psir » et d' » élonnents » les efforts récents des pouvoirs publics pour ls pénétration des marchés du Sud-Est asietique, on ne menque pas

 $_{1}$ Cr

12

da rappeler, au slège du C.N.P.F., que, seut en ce qui concerne le vente du procédé SECAM ou de l'Airbus, qui relève de la politique de prestiga, «ce sont les Industriela qui tont les affaires ». « Que le ministre lasse du bruit, c'est bien, car cela suscite un certain intérêt, de le curiosité. Mais cele change-t-il tes termes et le volume des contrats ? » C'est également l'evis qu'on peut recuellilir dane les missions commerciales trancaises à l'étranger, où tout le monde n'apprécie pes forcément que tel ou tel ministre

s'ettribue le mérite de contrats négociés

par ellieurs... et qu'il appartiendra eux

industriels d'honorsr à leur mesure. Reproches mineurs, qui s'aiourdissent parfois de rivalités personnefies... A l'inverse, les services gouvernementaux a'inquiétent de le tandance des exportateurs français à ne e'intéresser » qu'aux possibilitée de ventes d'ensembles industriela, auxquelles des financemants exceptionnels permettent d'éviter le confron tation svec le concurrence étrangère (...), tendance localement encouragée par des merquées par leur hérédité (eic) colo-niale = (13). lle tentent d'y remédler, non aeulement é l'aide des geranties el des crédits exceptionnels é l'exportation, mels eussi en invitant é une perticipation accrue eux adjudications de le Banque mondia el eutres organismes spécialisés. D'où une contribution rentorcée de l'Etat français eu budget de ces arganismes (14). En même temps, les pauvairs publics encouragent les groupements locaux (une représentation permenente pour plusieurs enfreprises...) pour une meilleur pénétration des marchés. Mele, en l'état ecluel des choses, c'est evant tout la présence française, plutôt que le seule industrie, que l'on cherche é ecclimeter en Asie du Sud-Est pour « assurer un metalas à une implantation plus permanente», selon la curieuse formule d'un haut fonction-

Qu'entend-on exactement par la promtion de le présence française? Il e'egil de diffuser non seulement l'image de merque de le France du cognec et des parfums, du Concorde et du SECAM, mais sussi le culture et la langue françaises, par le biais de le coopération culturelle eur laquelle vient se greffer la coopération technique. On s'efforce d'encourager la vente de le tormation prolessionnelle à l'exportation, les échanges de techniciene et de stagleires. En indonésie le programme culturel de la France, apparemment hors de proportion avec ses intérêts economiques immédiats, doit faciliter l'essor de le présence économique per-

Choisir

bases

de bonnes

manante : dans les neuf centres provinciaux de l'Alliance française et les deux centres culturels de Burabaya et Djakarta. queique deux mille cinq cents indonésiens s'initieralent eulourd'hul é le langue de Molière et de Poinceré. Cel effort ne se retrouve pas avec la même intenelté dans les autres pays de le région. C'est que le France est encore à la recherche de ees points d'ancrage dans le Sud-Est

La crise de l'énergie, en 1973-1974, a entraîné une

ce qui concerne le Maiaisle, les pouvoirs publics fondent

redélinition des priorités. En mars 1974, le ministre de l'économie et des finences annonçait que, pour rééquilibrar son commerce extérieur, la France allait concentrer ses efforts de prospection des marchés étrangers sur quaire groupes de pays : les pays pétrollers du tiers-monde ; les grands producteurs de matières premières ; les peys développés et les pays de l'Est En Asia du Sud-Eat, les deux premiers critères s'eppliquant à l'indonésie et é la Malaisie, c'est-à-dirs eu monde malais, é l'Asie musulmane. Ces deux pays sont les nouveaux marchepieda de le France dans le région. En

de grands espoirs aur l'assistance apportée notamment par des experts da l'Institut français du pétrole é la jeune compegnie nationale pour l'énergie, Petronas, fondée en octobra dernier. Ell-Aquiteine est présente en Maleisie et en Indonésie, mais c'est le Compagnie trançaise des pétroles (C.F.P.) qui e marqué les points déclaits dans ce dernier pays, où elle est présente depuis 1967. Le pétrole qu'ette e découvert dans l'est de Kalimantan commencera d'être exploité en 1976. La France joue un rôle très actif au sein du consortium d'aide é l'indonésie (15).

Un groupe de trole banques, dont une françales (16), vient de se substituer à le Banque mondiele dans le rôle de conseiller euprès de la Banque nationale Indonécienne et de Pertaminas. la tenteculeire compagnie pétrofière indonésienne. En mai dernier, les industriele françaia des télénications ont décroché plusieurs contrats d'un montant global de 370 millions de francs. La présence sur ces marchès a été « préparée » par de substantielles venies d'armements ou de matériela stratégiques (17).

Pourtant, un haut functionnaire estime que, faute de cadres et de formetion professionnelle, un - goulet d'étranglement - sera rapidement etteint dans ce pays « riche d'avenir », selon la tormule du ministèra des finances, et qu'il faut y « prendra des options è long terme » quele que soient par ellleurs les risques d'instabilité politique. En fait, note cet Interloculeur, « c'est en Malaisie (et en Corée du Sud) qu'il teut Investir maintenant ». Ce point de vue ne tait pas l'unanimité. La Maleisie est en balance evec Singapour. Ces deux Etats se livrent une concurrence efirénée pour attirer les Investisseurs étrangers et offrent quasiment les mêmes avantages. - Singepour. rendez-vous compte, le seul pays sans droft de grève / », s'exclame un directeur de la Banque d'Indochine... Singapour rélorque le patronat, e une fiscalité contraignante. Ses evantages sont temporaires. Se « fuite en avant » technologique inquiète ou laisse perplexe, « A tout prendre, Hongkong vaudralt mieux ; c'est

le liberté totale, les salaires de 1 dollar par jour, ce existe encore ! »

Il semble, en tout état de cause, que l'on ee dirige vers une diversifice des activités : on ancourege l'impiantation dane les secteure de pointe à Singapour et dans les secteurs intermédiaires en Maielsle. Pour leur pert, les milleux bancaires s'inquiètant des effets de la récession qui doit, selon eux, frapper de piein fouet la plupsrt des peys de le région dans les prochains mois. Ils n'en sont pas moina ettirés per le projet philippin - encare incertain création d'un marché financier off-shore sur le modéle de celul de Singepour, Dans la foulée de le visite de M. Missoffe. les Philippines - où Pennarova vient de eigner un contrat portant sur l'achat en dix ans de 240 000 tonnes de cuivre phillopin - vont-elles susciter un engouement plus ou mains momentané? Le patronat retiendra sans doute que « les salaires et charges sociales (y) semblent bian en général les plus bas de toute is région » (18). Mais le Thellende ? Mais le Birmanie ? Ces pays n'ont jamais été évoqués spontanément par nos interiocuteurs. Il est cielr que « les taiblesses de l'économie et les Incertitudes politiques - (19) de l'un, l'isolement et le pauvreté relative de l'autre, découragant les investisseurs soucieux de etabilité et de rentabillé, il y e quelques exceptiona, notamment l'industrie touristique dans le cas de le Thallande, mais c'est en Meleisle que le Club Méditerranée s'apprete aujourd'hul à s'implanter.

FAUTE DE RI Blen que le réglon soit riche en metières premières, largement ouverte aux Investisseurs étrangers, les industriels français, sollicités par ailleurs, peu motivés ou trop traditionnels, préférant vendre MALAISIE PEUT plutôt que s'implanter comme le leur consellient les pouvoirs publics. Ceux-cl s'afforcent de prandre des options é

Ministration Topic Grands

moyen ou long terme, et les avantages financiers consentis profitent en premier lleu aux grands groupes industriels et financiers. Le mode de pénétration de le région repose é le fois eur le promotion de l'image de marque traditionnelle de la France, eur l'expansion d'une présence culturelle et linguistique à caractère fonctionnel et eur le recours à toute la gamme des procédés commerciaux et financiers us, é l'exception — du fait du traditionatisme du capitalisme Irançaie - des participations triangulaires systématiquement pratiquées par les sociétés multinationales. Sans doute n'est-ce là qu'une question de temps. En dehors des dons imantaires eouvent symbotic l'aide trançaise est une alde liée, c'esté-dire qu'elle e'accompagne de l'obligation d'acheter des produtts Irançais. En même temps, l'eccrols ment de l'elde multilatérale, soit par les organismes relevant da l'ONU, solt surtout par des Institutions bancaires telles que la Banque asietique de développement, le Société financière Internetionale, le Banque mondiale ou l'Association Internationale de développement, représente une participation accrue de le France au concert occidental. Les critères d'Intervention retenus sont puremant économiques. La nature des régimes evec lesquels a'établissent des reletions et des échenges ne paraît être prise en considération que pour s'assurer qu'ile Joulssent d'une stablilté rassurante ou, dane le cas contrairs, pour conseiller des Interventions relativement modestes et qui pulssent étre rapidement amorties d'ettention est eccordée aux données politiques. Tant pour l'Indochine que pour le reste de la région, on se rassure en affirmant que le tait d'être français ne peut que susciter la sympathle; que le ence française dans ces pays est plutôt bien vue des Chinois », sene pour eutant être menacante pour les Américains et les Jeponeis; qu'en tout état de cause, is fin de le guerre d'indochine ee traduit certes par une période d'incer-titude dans le péninsule, maie sere propice à une relance économique é laquelle la France se doit de prendrs pert et que, dens le recherche de débouchés européens des pays de l'ASEAN, Paris doit être l'interlocuteur de choix, du fait notamment de ses « liens privilégiés avec A-t-on cherché à tirer les leçons des

déboires en Indochine ? S'interroge-t-on sur ce que pourrait être une politique d'expansion régionale qui trandreit compte des aspirations politiques des nouve régimes de le péninsule et qui chercherait à favoriser un suthentique non-alignemant des pays du Sud-Est asialique ? Il ne le semble pas. Modestement, is France devrait s'efforcer de ne pas sggraver les contradictions socieles, économiques et politiques dans lesquelles sont pris les régimes de la région et qui portent en germe les conflits de demain.

MARCEL BARANG

(77) Errore

(12) Eurasie-Echanges, no 100, 2 evril 1975.

(13) Le consellier Ilnancier pour l'Asie, direction du Trésor, relations avec l'étranger, ministère de l'économie et des finances (non daté).

(14) La part du financement de la Banque mondiale par la France est de 1269 millions de dollars (dont seulement 10 % out été appellés); en 1974, la Banque a investi 715 millions de dollars en Asie du Sud-Est (sur 3218 millions de dollars en Asie du Sud-Est (sur 3218 millions de dollars en Asie du Sud-Est (sur 3218 millions de dollars en Asie du Sud-Est (sur 3218 millions de dollars eur 1095 millions; Malaisie ; 122 millions, la millions de follars sur 1095 millions (dont 34 millions à l'Indonésie). Soit 45 % du total des crédits accordés par les deux nrganismes (la proportion était de 15 % dans la période 1941-1969). En co qui concerne le S.F.I. (203 millions de dollars d'investissements en 1974, dont 19 millions en Asie), la France contribue pour 5,8 millions, de dollars, soit plus de 5 % de a participation des Etats (une partie des activités du S.F.I. est assurée par le recours direct aux divers marchés financlersi. Four ce qui est de l'IDA, la quatrième reconstruction (1974-1976) s'élève à 4,5 milliards de dollars, la E.F.A. 5/4 millions, le Japon 425 millions, soit 5,66 % (contre 5,17 % à l'origine) alors que, à titre indicatif, les Etats-Unis fournissent 1500 millions de dollars, la E.F.A. 5/4 millions, le Japon 425 millions, le Boyeume-Uni 499 millions, ce qui est degnificatif quand on considère le P.M.B. respectif de ces pays. Source : ministère des finances, Faris.

(15) Le consortium d'aide est une sorte de ciub de créanciers, dont le siège se trouve aux Pays-Bas La France y joue un rôle relativement important dans la consolidation de la dette indonésienne. En 1972 (Philippe Simonnot, Le Monde daté du 16 mirones en 1972, «Le Trésor frances supportait environ 100 millions de fours se pour le seu capital de la dette 150 millions de nuevembre 1972, «Le Trésor frances en 1988 à environ 100 millions en 1972».

(18) Franço

12000

 $\frac{dP}{dx_1} = \frac{1}{x_2} \left(\frac{1}{x_2} + \frac{1}{x_2} + \frac{1}{x_2} \right)$

e diserse in the



eles, sauf accord avec l'administrat

Troubles relations franco-cambodgiennes

ARS 1970, avril 1975 : deux dates cruciales de l'histoire L L contemporaine du Cambodge, mais aussi des relations franco-cambodgiennes. Comment, en effet, ne pas se demander dans quelle mesurs les autorités francaises étaient au courant des pré-paratifs du renversement du prince

Sihanouk?

Nul ne saurait contredire le prince Norodom Sihanouk lorsqu'il reiève que « la France disposait, dans l'armée par sa mission militaire puissante, dans l'administration par ses nombreux experts, (...) de postes d'écoute incomparables » (1). Comment ces « postes d'écoute » n'ont-ils pas perçu les intrigues qui se nouaient? « S'agissant du rôle de le France et des Français, note le prince, on peut distinguer entre groupes privés distinguer entre groupes privés français du Cambodge et représen-tants de l'Etat français à Paris et à Phnom-Penh. Les premiers, ou du moins un fort courant parmi eux, étalent depuis longtemps irrités par ma politique de contrôle de l'économia et de réduction du secteur privé. »

Le chef du FUNK critique le Le chef du FUNK critique le comportement nussi bien du comte Jean de Beaumont, directeur de la Compagnie du Cambodge (princi-pale société française d'hévéaculture dans le royaume) et « porte-parole des intérêts des planteurs», que « du principal représentant de la France à Phnom-Penh e : l'un et l'autre, à son avis, savaient parfat-tement à quoi s'en tentr sur le complot et s'étaient tus. Du moins, e ni à Grasce où j'étais soigné, ni à Paris, ni à l'Elysée, où j'étais, le 10 mars, l'hôte à déjeuner du préto mars, l'note à dejeuner du pre-sident Georges Pompldou, ni à Orly où je pris l'avion le suriende-main (...), je ne fus le moins du monde préveuu e, alors même que «la déclaration conjointe de 1966 (...) impliquait des consultations entre nous eu cas de crise • (2).

Est-ce à dire que Paris ignorait tout de ce qui se tramait? Si tel est le cas, on peut s'étonner d'un tel désintérêt (par le passé, les services français avaient aidé le prince à déjouer d'autres complois) comme de l'absence de sanctions à l'encontre de ceux qui se seraient absienus de transmettre leurs in-formations. Un des responsables de la politique indochinoise de l'époque nous a assuré que le gouverne*ment fut « ré*ellement choqué » d'apprendre la déposition du prince. Le choc no fut sans doute nas insurmontable et, en tout cas, n'empêcha pas Paris de s'accommoder du régime Lon Nol, qui restauratt la libre entreprise et permit aux intérets français en place de conti-

nuer de prosperer. Ces intérêts étaient considérables. Le Quai d'Orsay chiffre les investissements français à environ 600 millions de francs, « amortis depuis longtemos v. Outre les monopoles ongremps w. Outre les monopoles du secteur secondairs (brasseries industrie pharmaceutique, oxygène et acetylène (Air Liquide), tabacs) et, dans le secteur tertiaire, la forte préssnce d'U.T.A. et d'Air France (3), les cinq strièmes de ces innestiesement des concernations de investissements concernaient les plantations d'hévéas (et de ca-féiers). En 1979, les 47 000 hectares exploités produisaient 50 000 tonnes de caoutchouc. Les cinq principales plantations étaient contrôlées par trois groupes financiers : la Banque de l'Indochine, la Société d'investissements métropolitains et d'ou-tre-mer (SIMER) et le groupe Rivaud.

La plupart des plantations, si-tuées dens l'est du pays, se trou-vèrent très rapidement en zone libérée. L'exploitation, interromme en avril 1970, n'en reprit pas moins en décembre. Elle se poursuivit jusqu'au 29 juillet 1974, date de la nationalisation des plantations par le GRUNC, puis de nouveau d'oc-tobre 1974 à dvril 1975. Les documents officiels français parlent, pour cette dernière période, d'« ar-rangements avec la résistance»; le GRUNC soutient, pour sa part. qu'il s'agissait d'une transaction commerciale pure et simple. Alors que précédemment l'ensemble de la production était payée en monaie locale (riel), les planteurs versaient désormais les trois quarts du prix en devises. Le latez recueilli en zone libérée était achemine vers Phnom-Penh, traité dans des usmes à la périphérie et exporté.

Le général Sosthène Fernandez, Le general Sosthène Fernandez, ancien chef d'état-major des forces républicatives, aujourd'hui réjugié en France, nous a déclaré que « le marèchai Lon Nol avait autorisé ces échanges avec l'eutre camp parce qu'ils étaleut profitables, mais à la condition expresse que les planteurs refusent à l'autre côté les produits stratégiques qu'il leur réclamait en échange »... La proréclamait en échange »... La pro-duction des usines de Phnom-Penh. nulle en 1971, atteignait 8 365 ton-nes de caoutchouc l'année suivante, 21 371 tonnes en 1973 et 15 780 ton-nes en 1974 (4). Pour les planteurs, les « accommodements » passés, en temps de guerre, avec la résistance cambodgienne, laissaient bien augurer de l'aventr. D'autant que, en mars 1975, un directeur de plantation de caféiers aurait passé deux semaines dans sa plantation en zone libérée... La libération de Phnom-Penh allait mettre un terme

à ces espoirs. La France était également bien placée dans le domaine pétrolier. La compagnie Elj-Cambodge, filiale d'Elj-Erap (5), avait obienu, avant mars 1970, une zone de prospection

off shore (6). En outre, Elj-Erap

détient 35 % des parts de la société khmère de raffinage de pétrole de Kompong-Som. La raffinerie, inau gurée en 1969, fut partiellement endommagée lors des premiers afrontements de 1970 et complète-ment détruite par un bombarde-ment américain lors de l'affaire du Mayaguez (7). En 1972, Elj-Cambodge entreprenait des « recherches prometteuses », dans lesquelles elle investissait quelque 15 millions de francs.

jrancs.

Du pètrole a-t-il été découvert au large du Cambodge? Un représentant d'Elj-Cambodge, interrogé, a jormellement démenti que ce fût le cas. Toutejois, selon d'autres sources pétrolières jrançaises et de source cambodgienne, Elj-Cambodge aurait fait un jorage positifen août dernier dans la zone contestée au largs du Cambodge et du Vietnam, à la hauteur des iles de Way (Kho Way). Alors que la société procédait à un second société procédait à un second forage, Saigon adressait la 29 aout une note diplomatique à Phnomune note usponazione Penh hii demandant de mettre fin aux activités de prospection d'Elf-Erap dans la zone contestée. Saigon Erap aus a zone contesses, saugus laissait à la compagnie quinze jours pour retirer ses installations de jorage de cette zone. « Fétais prêt à riposter en faisant donner la marine et l'aviation contre Saigon, maine et l'aviation contre Saigon, nous a dit le général Fernandez. Mais nous avons suhi de fortes pressions américaines et l'affaire s'est réglée au plus haut niveau — à l'amiable. e Elf-Cambodge a retiré sa plate-forme de forage de la zone contestée (8).

La préservation et la promotion des intérêts français dans le paye (auxquels il faut ajouter la pré-sence culturelle, demeurée impor-tante alors que la mission militaire s'était très vite amenuisée) allaient justifier une diplomatis à tout le moins attentiste. Mais quel fut le rôle joué par la France dans les dernières semaines du Phnom-Penh républicain? Pourquoi Paris a-t-û attendu le départ du dernier Américain pour reconnaître une a situation de fait »?

Les milieux proches du FUNK s'interrogent sur l'existence d'un s'interrogent sur l'existence d'un plan des « puissances occidentales qui sont parties prenantes au Cambodge », Cs plan, peut-être évoqué lors du « sommet » Ford-Giscard à la Martinique, aurait cherché à diviser les forces de la résistance en essayant de convaincre les « sihanoukisies e de reprendre la lutte contre les « Khmers » lesion une distinction rouges > |selon une distinction chère à certains Occidentaux mais que le FUNK, pour sa part, récuse totalement st, semble-t-il, non sans

raison) 19). Quel que soit le bien-jondé de telles suspicions, il convient de noter la campagne — surtout radio-

diffusée et télévisée — contre un régime qui, certes, ne fait guère d'efforts de relations publiques ; en outre, le gouvernement français tolère les activités en France d'as-sociations telles que le FEANK (Front républicain d'action natio-nale du Kampuchea) qui se flatte de ses liens avec l'extrême droite de divers pays et prône la lutte armée contre le nouveau régime cambodgien ; de surcroit, des pres-sions discrètes seraient exercées par l'administration française si par les organismes d'aide aux réfugiés, qui suggéreraient aux ressor-tissants cambodgiens actuellement en France de se jaire naturaliser français ou de demander le statut de réjugiés politiques... Tout cela laisse, semble-t-d, mai augurer de l'évolution des relations entre la France et la nouveau Cambodge.

(1) Narodom Sihanouk, l'Indochine ous de Pékin. Entretiens avec Jean Lacouture, le Seuil, 1972, p. 101.

(2) Ibid, pp. 101 et eq. (3) Air France et U.T.A. disposaient d'importants intérêts dans l'industrie bôtelière (28 % du capital de la Société hôtelière du Cambodge) et dans la compagnie Air Cambodge (45,34 % du capital).

(4) Chiffres fournis par la Compa-gnie du Cambodge.

(5) Elf-Erap possédait 80 % du capi-tal d'Elf-Cambodge. Cf. John Howell et Michael Morrow, Asia, Oli Politics and the Energy Crisis, I.D.O.C., New-York, 1874, p. 74. (6) Exxon a acquis 35 % de la oncession en 1572.

171 On a rapproché cet acte de la destruction systématique des plantations d'hévéas de Chup au Cambodge in ra de l'offensive américano-sudvietnamienne en avril 1970, voire du bombardement de l'amhassade de France à Hanol qui devait coûter la vie à M. Susini.

vie à M. Sumini.

¿el L'existence éventuelle de pétrole contribuerait à expliquer certains aspects de l'affaire du Mayoquez, en particulier la présence our les lieux d'un fort contingent de la marine kinmère. Les nonveaux régimes cambodifier et vistnamien ont hérité du différend frautalier maritime. Le G.R.P. e'est empressé d'occuper les lles contestées.

les contestées.

(9) A l'appui de cette « thèse », on fait valoir nntamment la reconnaissance « prématurée » du GRUNC par la France; les appeis réitérés de Phoom-Penh et de Washington au prioce Sihanouk; la conflance manifestée jusqu'à la dernière minute par le premier ministre répoblicain, Long Boret; le refue de calui-ci et de Sisowath Sirik Matak, deux des sept « super-traitres » désignés par la résistance à la vindicte populaire, de quitter le pays; l'abscure odyssée des deux cerus membres du « MONATIO » qui « übérèrent » Phom-Penh sans qui « übérèrent » Phnom-Penh sans qui * ubeterent * Prinom-Penn sans coup férir quelques heures avant le PUNK et qui, selon le général Pen-nandez, ne seralent autres que les hommes de main de Lon Non, le frère cadet du maréchal Lon Nol...

FAUTE DE RECTIFIER SA TRAJECTOIRE ÉCONOMIQUE LA MALAISIE PEUT-ELLE DEVENIR UN «DOMINO» CHANCELANT?

EQUILIBRE des forces dans le Sud-Est asiatique se trouve indéniahement modifié par l'écroulement à Phnom-Penh et à Saigon de deux importants bastions d'nn système conçu pour endiguer le socialisme dans la région. La chute de ces deux « dominos » peut-elle cependant entrainer celle d'autres plèces ? Les changements intervenus en Indochine sont-ils de nature à affecter sèrieusement le ments intervenus en Indochine sont-ils de nature à affecter sérieusement la situation interne des pays voisins?

La Malaisie, pour sa part, conteste avec vigueur la validité de la « théorie des dominos ». Son ministre de l'intérieur, M. Sri Ghazali Shafte, l'a déclarée (le 6 mai) « sans fondement » et u avoir été inventée par les Américains que pour des raisons de politique interne. N'a-t-on pas souvent répété interne. N'a-t-on pas souvent repété, pourtant, depuis 1941, que c'était en Indochine, au Cambodge et au Vietnam surtout, que se jouait la sécurité de la Malaisie? Le 18 février dernier, le futurologue Hermann Kahn ne déclarait. declarait-il pas à Kuela-Lumpur qu'aussi longtemps que Saigon et Phnom-Penh ne tomberaient pas aux mains des communistes, la sècurité

de la Thaïlande a et donc à long terme celle de la Mulaisie » ne serait pas en danger? Le changement s'étant produit, que doit-on en conclure? Le fait que les guérillas communistes n'aient, en Malaisie, jamais cassé la lutte depuis 1948 et aient même pu récemment manifester plus d'activité ne dolt pas inciter aux analogies trompetues Le parti communiste de Malaisie, aujourd'hui divisé en trois factions rivales, ne peut en rien se comparer aux mouvements ou aux fronts de libération indochinois. Fraction minime d'un groupe ethnique lui-même minod'un groupe ethnique hui-même mino-ritaire (il est encore presque exclusi-vement chinois), il ne perturbe qu'à peine la vie d'un Etat qui, en dix-huit ans a su faire la preuve de son indé-pendance et de sa soildité. Aucune menace extérieure sérieuse

ne pèse actuellement sur la Malaise. Le gouvernement de Kuala-Lumpur, lucide, a depuis des années compris que la sécurité du pays dépendait, an fond, moins de la protection britan-nique ou américaine usans doute éphèmere) que de la nature des relations qu'il saurait nouer avec ses voisins.

le plus dynamique, le plus actif du pays.

De ce clivage résulte un double blocage : d'une part les Malais, qu'irritent ou qu'inquiètent l'emprise, la puissance et l'activité des Chinois, entendent non sculement empêcher ceux-cl de déborder du terrain économique sur le terrain politique, mais encore imposer, dans tout le pays et à toutes les communautés, l'usage de la langue malaise, le cadre politique malais, une priorité à l'emploi des Malais, à leur eccès aux universités, etc. D'autre part, les Chinois, exaspérés par ces « interdites », quotas et discriminations, conscients d'être les

A égale distance des Trois Grands Qu on te veuille ou non, la défaite américaire en Indochine est largement perçue, dans la région, comme une victoire chinoise. L'influence que Pèrin peut exercer sur les Chinois d'Asie du Sud-Est sera, plus que tamais, un élément dont la politique malaisienne devra tenir le plus grand compte. La Malaisie est certes avant tout le pays des Malais, dont la religion est l'islam, la langue le malais, et dont des Chmois sont venus, assez récemment, partager le destin. Les Malais ne forment toutefois que 47 % d'une population totale de douze millions d'individus, les Chinois en constituant, enx, 34 %. Les Indiens et les entres gronpes ethniques (de Bornéo surtout) forment les 19 % restants. Les Malais possèdent certes la terre. Ils ont l'armée et la police, dominent le gouvernement, l'administration et l'éducation. La souveraineté leur eppartient, Mais les Chinois, numériquement majoritaires dans les villes, tiennent le commerce, dominent l'industrie et la finance. Ils sont l'élément le plus dynamique, le plus actif du pays. De ce clivage résulte un double

DEPUIS la fin de sa confrontation avec l'Indonésie en 1966, la Malai-sie n'est en conflit avec aucun Etat. sie n'est en conflit avec aucun Etat. Ayant adopté une politique étrangère d'indépendance et de non-alignement résolu, elle ne s'est identifiée à aucun camp. Elle cherche à développer des relations amicales avec tous les pays, quel que soit leur règime, et ne demande des autres qu'une attitude identique. Elle se tient « à égale distance » de chacune des trois grandes puissances et, n'étant liée à aucune d'elles, uon seulement ne s'attire aucune hostilité mais valorise encore cette neutralité qui est de l'intérêt de tous.

Cette politique, qu'elle juge bonne pour elle-mème, la Malaisie a cherché à la faire adopter par les quatre pays qui, avec elle, ont formé en 1967 l'Association des nations du Sud-Est asiatique (ASEAN) et qui sont demenrès, eux, dans l'orbite anglo-amèricaine. Elle a fait beaucoup pour démontrer à ses voisins que leur neutralité dans les quarelles qui opposent les grandes puissances serait sans donte le moyen le plus efficace d'obtenir de celles-ci qu'elles n'interviennent pas dans les affaires de la région, y divisant pour régner. Cette politique s'est concrétisée dans la « déclaration de Kuala-Lumpur » du 27 novembre 1971, par laquelle les cinq membres de l'ASEAN se sont assigne comme objectif de faire du Sud-Est asiatique une « zone ce pair, de liberté et da neutralité ». La Malaisie » joné dans cette évolution un rôle éminent qui e été apprècie par la plupart des pays non-alignés. ciè par la plupart des pays non-alignés ten Inde comme au Pakistan, en ten Inde comme au Pakistan, en Proche-Orient comme en Afrique ou Amérique latine), mais aussi à Moscou, à Pêkim, à Tokyo, à Paris, et même à Londres. De tous les Etats membres de l'ASEAN, la Malaisie est ainsi le plus avantageusement placé dans la situation qui vient de se créer : il est le seul à ne jamais s'être assocle à l'entreprise américaine en Indochine et. s'il a conservé, plus longtemps peut-être qu'il n'aurait dil, des relations diplomatiques avec les régimes de Lom Nol et de Thieu, il avait pris soin de préciser qu'il appartenait aux peuples du Cambodge et du Sud-Vietnavn de décider de leur sort.

Au rendemain des accords de Paris

Vietnavn de décider de leur sort.

Al: lendemain des accords de Paris de 1973, la Malaisie avait reconnu la République démocratique du Vietnam et, en décembre dernier, une délégation quasi officielle malaisienne avait été fort bien reçue à Hanol, où elle avait en outre pris contact avec des représentants du G.R.P. C'est à l'initiative de la Malaisie que les pays de l'ASEAN ont, des je 18 avril, reconnu le GRUNC. Le G.R.P. de Saigon a été reconnu dès le 2 mai et, pen après, M. Abdul Razak, le premier ministre malais, a exprimé l'espoir que le Cambodge et le Sud-Vietnam coopèreraient avec l'ASEAN et y adhéreraient un jour.

Ce n'est donc pas du côté des pays

etc. D'autre part, les Chinois, exaspérés par ces « interdits », quotas et discriminations, conscients d'ètre les premiers artisans du développement économique et les grands créateurs de richesse, ressentent amérement (à l'exception peut-être d'une pet it e couche privilèglée qui tire grand profit de sa coopération avec les autorités malaises) l'orientation de la politique gouvernementale et lui sont en général hostiles. Mais en votant « à gauche », ils suscitent la méflance et même la colère des Malais, très traditionalistes, et risquent même, comme on l'a vu après les élections de mai 1969, de véritables pogroms. En fait, les partia malaisiens exigent de leurs dirigeants une politique de strict « containment » des Chinois.

Cependant, le premier ministre malais, M. Abdul Razak, a mesuré qu'à partir du moment où les Etats-Unis renonçaient à « contenir » la Chine, il devenait impossible de gouverner la Malaisle contre une communauté chinoise économiquement dominante, surtout si celle-ci vensit à être soutenue par Pékin et pouvait prétexter d'une politique antichinoise du régime pour justifier sa résistance devenue nationale. Ne pouvant plus compter sur le bouclier anglo-américain, le gouvernement malaisien a choisi de composer, d'adopter une politique répondant à ses moyens (et à ses intérêts véritables) et de réduire les risques au lieu de les accroître. Il lui fallait non seuiement ne pas apparaître comme un ennemi de la Chine, mais si possible la mettre dans son jeu. Ce n'est donc pas du côté des pays d'Indochine, ou du moins du Vietnam, que neut se dessiner, sur la Malaisie, une merace directe. Une situation nouvelle s'est néanmoins créée dans la région qui va vraisemblablement affecter l'évolution polítique du pays. Une large base : le Front national

Le voyage de M. Abdul Razak à Pékin (fin mai 1974), où il fut reçu cordialement par Mao Tse-toung, a permis de normaliser les relations sino-malaises sur la base d'une reconnaissance mutuelle des deux gouvernements, du respect mutuel de l'indèpendance et de la souveraineté de chacun, de la non-ingèrence aussi dans leurs affaires respectives. Les deux pays ont spècifié que ni l'un ni l'autre ne reconnaissaient la double nationalité. En consèquence, Pékin a déclaré que touts personne ayant librement acquis la nationalité malaisienne avait perdu la nationalité chinoise. Quant à celles qui gardent volontairement la nationalité chinoise, Pékin leur recommande de se conformer aux lois du pays hôte et de vivre en smitié aver ses habitants. Leurs droits et intéréts légitimes seront « motégés par le gouvernement chinois et respectés par le gouvernement chinois et respectives par

de la situation nouvelle. La Chine, qui cherche à rassurer les Etats voisins et à caoter leur conflance, gagnera beaucoup à le respecter. Elle a dèja pu, grâce à lui, installer son ambassade à Kuala-Lumpur, au centre même de la plus importante communauté chinoise de la région. Ses diplomates y observent une prudence, nne discrétion et me correction exemplaires. Le gouet une correction exemplaires. Le gou-vernement malaisien en a-t-il pour vernement malaisien en a-t-il pour vernement malaisien en a-t-il pour antant consolidà sa position et, si l'on peut dire, « neutralisé » la Chine ?

A son retour de Pékin, M. Abdul Razak était sans donte plus convaincu qu'auparavant qu'il ne pouvait espèrer gouverner encore longtemps le pays avec le sontien des seuls Malais et des conservateurs de la bourgeoisie chinoise contre les classes moyennes, les intellectuels et les ouvriers chinois, tout en se défendant encore, à droite, contre certains traditionalistes da l'alam malais. Il sut en tout cas mener, de main de maitre, une vaste opération de « récupération politique » et rénsait à attèler, au char de l'Alliance — la coalition gouvernementale groupait alors seulement le parti nationaliste malaisien (UMNO) et les conservateurs chinois (M.C.A.) et indiens (MIC) — non seulement le parti « intégriste a musulman (le PAS) mais aussi des partis de classes moyennes ayant de fortes positions locales, et qui se trouvaient être, soit chinois (comme le Gerakan à Penang ou le SUPP à Sarawak), soit kadazan (tel que la Sabah Albance). En unissant les Malais, il sut à la fois les rassurer sur ieur force et la permauence d'une politique de « prépondérance », et neutraliser la surenchèce traditionnaliste qui aurait risqué de faire échouer son ouverture aux Chi-

De notre envoyé speciol PHILIPPE DEVILLERS

nois. Unis et forts, les Malais pouvaient en effet se montrer plus conciliants.

C'est, dans le climat exceptionnellement favorable créé par sa visite à Pèkin et par le boom économique que connaissait alors le pays, que M. Abdul Rarsk éscids, en juin 1874, de demander aux électeurs un nouveau mandat. La Malaiste, souligna-t-il, a besoin d'un gouvernament multimaial, cap a b le d'obtenir la coopération de tous, ou du moins du plus grand numbre, quelles que soient la race, la langue ou la religion. Les affrontements raciaux entre communautès unisent au pays et entravent son développement. Ils consument trop de frustrations. Il faut y metre fin. Les bases de l'Etat demeureront ce qu'elles sont, et ni la Constitution, ni l'islam, ni la position de la langue malaise ne pourront ètre noises en question, et les droits de chaque communauté ethnique ne pourront ètre contestés. Il s'agit même de chaque communaute ethnique ne poir-ront être contestés. Il s'agit même de sujets tabous qui ne peuvent, sous peine de sanction, être discutés en public

Cc qui était auparavant une mani-festation de suprématie malaise deve-nait néanmoins une garantie pour les Chinois, qui se voyaient offrir de ral-lier un « Front national » (Barisan Nasional). Ils seraient d'eutant micux défendus, leur dissit-on, leur sécurité serait d'autant plus grande qu'ils par-ticiperaient davantage à ce Front, en tant que citoyens malaisiens à part entière. Leur coopération était souhai-tée. Pourvu qu'ils acceptent le jeu, un avenir de stabilité et de prospérité leur était cette fois promis, Cc qui était auparavant une mani-

ctair cette fois promis.

Ainsi, pour mieux démontrer encore qu'il ne fait pas une politique anti-

chinose et d'étroit nationalisme ma-lais, le gouvernement Razak a offert à la classe moyenne chinoise de s'asso-cier à lui. Autant que d'élargir la base ethnique du régime, il s'agissait de détourner cette classe, pleine da res-sources, des partis de gauche comme le Democratic Action Party ou le Pekemas, et de l'intéresser au succès des conservateurs, en lui donnant de substantielles satisfactions sur le plan matériel (crédits, subventions, contrats, etc.) en lui abandonnant même une eta.) en hil abandonnant même une certaine part des meilleurs fruits de la croissance, jusque-la largement accaparès par un establishment que les partis de gauche prenaient désor-mais pour cible principale.

mais pour cible principale.

Le gouvernement que préside M. Abdul Razak dispose aujourd'hui, à l'intérieur, d'une très forte position politique et d'une base populaire solide. Il n'est nullement, comme l'étaient les régimes de Saigon et de Phnom-Penh, le produit d'une intervention étrangère s'appuyant sur une petite classe de privilègiés, de fanstiques ou de mercenaires. Les élections du 24 août 1974 lui ont donné l'occasion d'élargir sa hase et d'améilorer son jeu.

Le Propi national a en effet obtenne

hase et d'améilorer son jeu.

Le Pront national a en effet obtenn une victoire électorale écrasante. Avec cent trente-cunq stèges sur les cent cinquante-cuatre que compte le Parlement fédéral, il domine complètement la srène politique. L'opposition, rèduite à dix-neuf sièges (9 DAP, 1 Pekemas, 9 SNAP de Sarawak) peut seulement attirer l'attention sur quelque problème. Elle ne peut rien bloquer. Le Front reste certes une confédération de partis (1) et ne tend pas, maigré certains appels, à devenir un malgré certains appels, à devenir un parti unique. Il n'en a pas moins formé, dans chaque circonscription de la Malaiste continentale, une organi-

La machine politique, tout comme l'administration, l'armée et la police, est l'administration, l'armée et la police, est donc complétement aux mains du gouvernement malaisien. Les mass media (presse, radio et télévision) sont, malgré des apparences libérales, sous son contrôle étroit. Mais, contrairement aux régimes pro-américains de Thieu ou de Lon Nol, il n'affronte pas une opposition armée massive engagée dans un combat de « libération nationale ». Il représente, sans aucun doute possible, les intérêts, tels qu'ils sont perçus actuellement, de la quasi-tots-lité des électeurs malais, et s'il n'a raillé que la montié à prine des électeurs chinois (2), il s'agit des plus influents et des plus réalistes. L'opposition chinoise n'a obtenu des succès appréciables que dans des villes hien déterminées, dans la capitale Kuala-Lumpur en majorité antigouvernementale) et sa ville satellite Petaling Jaya, à Penang, Malacca, Ipoh, etc. Quant aux guérillas communistes, elles ne rassembleraient guère plus que cinq mille hommes, qui opérent toujours surtout dans les jungles dn Perak et du Kedah et qui, si elles font l'objet d'une vaste propagande gouvernementale, paraissent constituer une menace terroriste plus que politique.

M. Abdul Razak n'est ni un idéologue ni même un intellectuel. C'est un nationaliste malais, devenu politicien après avoir été fonctionnaire, un homme pragnatique qui a pris la mesure des problèmes et qui tente de les résoudre hien plus que de les exploiter à des fins publicitaires. Il na peut le faire qu'avec les hommes dont il dispose, qui ont leurs défauts et leurs qualités. Son prestige, sa vision bien équilibrée des choses, sa fermeté, sa maturise de l'appareil lui permettent d'imposer, sans éclat, par la persuasion, la politique qu'il crolt juste. Il peut, jusqu'à un certain point, obtenir des conservaleurs > leur acquiescement à une politique plus « avancée » que celle qu'ils souhaitent.

Il sait aussi, habilement, conper l'herbe sous le pied de ses adversaires, priver d'arguments une opposition qui manque d'expèrience. Il reste toutefois à savoir ce qu'il vent faire de la Malaisie, quel type de société il veut finalement contribuer à instaurer et da quelle marge de manceuvre il dispose. C'est alors seulement qu'on pourra évaluer les chances qu'a ce pays d'échapper

alors seulement qu'on pourra évaluer les chances qu'a ce pays d'échapper

(Lire la suite page 6.)

(1) Le Front comprend neuf partis:
1 (1) Ile Front comprend neuf partis:
1 (1) Ille Front comprend neuf partis:
1 (1) Ille Front Comprend (1) Ille Front Called Malaysian Chinese Association), le MIC
(Malaysian Indian Congress), le Gerakan,
10 P.P. la Sabah Alliance, le SUFF
(Sarawak United People's Party) et un
petit parti de Sarawak.
(2) Sur les 154 sièges parlementaires,
47 ne furent pas contestés. Ils représentaiant environ un million d'électeurs inscrits sur quatre. Dans la lutte pour les
107 sièges restants, sur les 2 210 000 votants,
10 Front national en a obtenu 1 287 000
(soit 58 %), le DAP 383 000 (20 %), le
SNAP (Sarawak) 1 181 000, le Pekemas
101 000. Le Parti socialiste du peuple
(Hakyat) 84 000, les Indépendants 137 000.
Ainst l'opposition a obtenu 37,4 % des voix
Il y a cu 4.5 % de suffrages muls.

A tous ceux qui trouvent que louer une voiture en Europe, c'est trop cher.

Bientôt, vous allez passer l'agent Simca-Chrysler de vos vacances en Europe. Et naturellement vous avez besoin d'une voiture dès votre arrivée, afin de profiter pleinement de votre séjour. Alors, plutôt que de louer un véhicule, achetez-le. Oui, vous avez bien lu: achetez-le.

En effet, Locasim, filiale de Chrysler France a mis au point pour certains modèles de la gamme un système original de vente à crédit d'une voiture neuve avec garantie de reprise, qui tout compte fait est bien plus avantageux que la location.

Pour en bénéficier, rien de plus simple: allez voir

votre ville. Choisissez le modèle Simca-Chrysler 1975 qui vous convient et précisez la durée de votre séjour.

Vous serez surpris: disposer d'une voiture neuve avec garantie du constructeur et assurance tous risques sans franchise pour les vacances, ce n'est pas aussi cher qu'on le croit. En plus votre véhicule vous sera livré, là où vous arrivez.

A Paris comme à Toulon, à Roissy comme à Marseille, à Barcelone comme à Athènes.

N'importe où.

Locasim vous souhaite un bon séjour.



Locasim. Division des Ventes à l'Exportation. 74 bis, rue Lauriston, 75116 Paris - France . Tél. 553.31.89

(Suite de la page 5.)

Politiciens et fonctionnaires malais vont répétant que le gouvernement ne laissera pas les étrangers dominer l'économie malaisienne et appliquera sans défaillance son plan de « restructuration » de cette économie (New Economic Policy) qui se propose entre autres d'assurer aux Bumiputra (les Fils de la Terre, les Malais de souche) 30 % de l'économie moderne en 1990. Vaste programme s'il en fut car il ne s'agit de rien moins que de donner aux Malais le moyen de. contrôler un tant soit peu l'économie de leur pays.

de leur pays.

Si les Malais disposent du pouvoir politique, le véritable pouvoir économique et financier leur échappe. L'essentiel de la richesse du pays, et surtout ce qui afait » l'argent, est pratiquement aux mains des uon-Malais qui sont si mombreux, si capables et si corizoes qu'on ne peut songer à se passer d'eux. Les Malais possèdent certes terres agricoles et forêts, la plus grande partie de l'espace en un mot, mais de réceutes statistiques (3), encore peu comutes, sur les structures de bese de l'économie nationale (agride base de l'économie nationale (agri-culture commerciale, industries, com-merce et construction) ont révèlé combien leur part est infime dans les ecteurs modernes.

Elle ne dépasse en effet pas 2 % en 1975 (contre 1,5 % en 1970), et il ne reste plus que quinze ans pour atteindre l'objectif de 30 %. A qui, et comment, prendra-t-on les 28 % qui manquent?

Les étrangers « non-malaisiens » contrôlent de 50 à 55 % de l'économie moderne du pays. Il s'agit essentiellement d'intérêts anglo-saxons et singapouriens. La moitié et même plus des plantitions de plantations de caoutchouc ou de pal-miers à huile, des mines d'étain, de l'industrie manufacturière est en mains britanniques (surtout), singapourien-nes et américaines (accessofrement). Le capital-actions des sociétés opérant en Malaisie (corporate sector) est pour 3/5 aux mains des étrangers, pour 2/5 aux mains des étrangers, cour 1/5 aux mains des Chinois). La part des Malais n'est que de 2 %. Elle atteint son maximum dans l'industrie des trangeres avec 18 %. des transports, avec 10 %.

Sur les deux mille quatre cent soixante-dix-huit plantations recensées en Malaisie occidentale en 1971, les

Malais n'eu possédaient que cinquante-trois, soit moins de 2 % (avec, il est vrai, 14 % de la superficie plantée). Sur 1503 millions de dollars malais d'immobilisation (fizze assets) dans les mines, manufactures et construction, les Malais n'en possédaient que 15 mil-lions, sort 1 %. Des mille cinq cent six mines, vingt-six sculement étalent ma-laisiennes (1,5 % de la valeur de la production totale). Sur trois mille ceut quatre-vingt-douze établissements industrieis recensés, cent onze apparte-naient à des Malais (0,8 % de la valeur de la production). La faiblesse

des Malais dans le secteur commercial était encore plus nette. Dans le secteur des « professions », a situation n'était guère meilleure. En 1971, sur sept cent soixante-dix avocats, cent soixante-deux étaient malais. Des deux mille trois cent onze médecins, cent seize seulement étalent malais, et vingt-deux des six cent vingt-trois dentistes. Sur 1017 ingénieurs, on ne comptait que ceut soixante-neuf malais et sur mille seize comptables, cent huit étalent malais. La situatiou s'est peu modifiée depuis. L'élite économique et professionnelle est étrangère ou non-malaisleme. Les Malais qui, pour 35 %, habitent les zones rurales, ne représentaient en 1970 que 28 % de la population urbaine alors oute les Chinois en formesent alors que les Chinois en formaient 58 %.

Le gouvernement ne cesse d'encourager les Bumiputra à se montrer
plus entreprenants, à prendre en
main leur destin, à ne pas compter
indéfiniment sur une protection et une
alde des antorités, qui ne les marchande pourtant guère. Il fait beaucoup pour promouvoir le développement économique malaisien : banques,
institutions spécialisées (Pernas, Urban
Development Authority, MARA, etc.)
aident les Malais à fonder ou à étendre
leurs affaires, à acquérir des propriéaident les Malais à fonder ou à étendre leurs affaires, à acquérir des propriétés urbaines, à construire. Intentions excellentes, moyens puissants, dépenses élevées. Les résultats ne sont toutefois pas concluants. Le personnel malais qualifié demeure rare, les facultés des sciences continuent de u'attirer qu'une minorité d'étudiants malaisiens, les entreprises privées malaisiennes percent difficilement. Serait-il impossible de combier l'écart économique entre les deux communantés d'établir entre elles un certain équilibre, au moins en un certain equilibre, au moins en régime capitaliste de libre entreprise et

Le "système Ali-baba"

A LA vérité, les Malais savent qu'ils A ne peuvent rivaliser avec les Chinois sans une protection bureau-cratique considérable et coûteuse. L'association avec les Chinois leur paraît à la fois plus rentable et plus confortable. D'où le «système All-Beba». LA vérite, les Malais savent qu'ils Baba ».

Ali, c'est le musulman, le Malais... Baba, c'est le Chinois converti à l'islam, souvent moins par conviction que pour se couvrir ou pour être tranquille. Pour ne pas être l'objet de dis-criminations ou de réglementations étouifantes, pour obtenir les licences ou permis nécessaires, le Chinois a besoin d'un associé malais qui, par son uom, ses relations et sa protection, lui assurera, contre rémunération bien sûr, paix et profit. De nombreuses entre-prises, a malaises » en façade, sout ainsi en fait chinoises.

Ces pratiques sont aujourd'hui cou-antes en Malaisie, du haut en bas de l'échelle économique ou administra-tive. Les Chinois, sans pour cela se convertir à l'islam, ont su mettre dans leur jeu nombre d'entrepreneurs, de fonctionnaires ou de politiciens malais. Plutôt que de se battre pour se forger une base économique moderne et autonome, l'aristocratie et la bourgeoisie malaises préfèrent souvent s'associer fructueusement an dynamisme chinois et lui devoir promotion, prestige et revenus.

C'est cette association qui explique que le développement, surtout urbain, de la Malaisle alt un caractère si peu malais. L'urbanisme original qu'on pouvait voir fleurir dans le pays entre 1955 et 1965 n'a pas tenu ses promes-ses. C'est maintenant un développement de type américain (florido-californien) que connaissent les villes de la Fédé-ration, celui-là même qu'on rencomtre à Singapour, à Hongkong, à Hawaf, a Bangkok, en Australie. Fonds publics. investissements chinois et étrangers se conjuguent pour modifier — et rapi-dement — le visage dn pays. La « skyline » (l'horizon) des villes se trans-forme de mois en mois sous l'action des promoteurs des « voleurs de clei » qui, à coups de tours plus hautes les unes que les autres, défigurent des sites de collines harmonicuses pour en

L e vent du changement » a déjà atteint la Malaisie, et les milieux conservateurs ont perçu le danger. Ils

conservateurs out parts in transpar. In redoutent la prise de conscience, par la masse des électeurs, des problèmes réels qui se posent an pays et que le gouvernement, lui, évoque fréquement, et termes généraux. Par foutes

gouvernement, lat., evoque frequentement, en termes généraux. Par toutes sortes de moyens ils en entravent toutefols ou en édulcorent la discussion. Ils craignent, dans l'immédiat, que la crise économique ne précipite cette prise de conscience et que les épreuves avielle mindigue sur couches sociales.

qu'elle va infliger aux couches sociales qu'elle va infliger aux couches sociales les plus pauvres (y compris les malaises) ne favorisent les progrès des « Idées subversives » et ne solent exploitées par l'opposition socialiste (DAP et parti Rakyat uokamment).

L'inflation, la baisse des cours de

L'inflation, la baisse des cours de matières premières comme le cacut-chouc et le bois, dont la Malaisie est

le premier exportateur, affectent les

revenus de nombreuses classes sociales.

Le gouvernement malaisien pense
toujours d'abord, en priorité, à sa
« base électorale », la population rurale
malaise. Aussi bien n'a-t-il pas tardé

maiaise. Aussi dien n'a-t-ii pas tarde à réagir en sa faveur. Pour tenir compte de l'inflation, il a revalorise le prix du riz à la production, celui auquel l'achète la National Rice and Padi Authority. Pour raffermir les cours du caoutchouc (dont la baisse

avait atteint 50 % en huft mois) il

s'est employé à constituer des stocks de réserve. Les revenus des cinq cent

Inflation, pouvoir d'achat et paix sociale

faire des répliques de Chicago ou de Hongkong. Le capitalisme chinois, eu Malaisie Le capitalisme chinois, eu Malaisic comme dans le reste de l'Asie du Sud-Est, est l'agent le pius actif de l'a occidentalisation », le promoteur le plus efficace de l'a American way of life », du luxe insolent de l'Internationale mammoniste. Il n'est pas exagéré de dire qu'il e dénationalise » et « dénature » la Malaisie… mais avec la complicté de Malais.

En fait, une « uouvelle classe » de bureaucrates, d'aristocrates et de cadres économiques malais a émergé, acquise à la société de consommation de type américain, et avide, malgré

acquise à la societé de consommation de type américain, et avide, malgré l'islam, d'en partager avec les Chinois bénéfices et avantages. L'inégalité sociale s'accroît, au lieu de se réduire, et les contrastes sont aussi vifs parmi les Chinois que parmi les Malais ou les Indiens. L'image d'une société divisée entre Melais pouvers at Chinois viches entre Malais pauvres et Chinois riches, ceux-ci exploitant ceux-là, ne corres-pond plus guère à la réalité. La société malaisienne, muitiraciale, est en train de se cliver en classes sociales trans-cendant les origines ethniques, et la pauvreté est fort répandue (4). Mais la perception des antagonismes sociaux, de l'inégalité et de l'exploitation, est sensiblement plus nette chez les Chisensimement pus nerte chez les Chi-nois (ce qui explique qu'ils votent eu majorité à gauche), que chez les Malais, sur qui les autorités et élites traditionnelles gardent une grande influence, et dont un puissant appa-reil de propagande et de coutrôle cher-che à retarder au maximum la prise de consilerce. de conscience.

Mais comment les masses rurales réagiront-elles lorsqu'elles mesureront pleinement l'ampleur des inégalités, les plemement l'ampieur des inegalités, les effets sur l'environnement, la vie quo-tidienne, le style de vie malais, du comportement, si peu conforme à l'en-seignement du Coran, d'une partie de leurs elltes? Que se passera-t-il lorsque la jeunesse malaise, dans sa majo-rité, à l'université, dans les villes et à la campagne, manifestera clairement son refus d'une forme de développe-ment privilégiant le seul profit et fai-sant si ostensiblement bon marché des besoins réels de la population, de l'équi-libre écologique et de la qualité de la

mille petits planteurs, qui assurent la

motié de la production, s'en sont trouvés revalorisés.

Le gouvernement s'engage maintenant, avec résolution, dans une politique à long terme, définie dans un Livre vert, et qui tend à consolider et dévalors et des la consolider et dévalors et des la consolider et de la consolider et de

Livre vert, et qui tend à consolider et développer l'économie rurale, à diversifier les revenus paysans tont en améliorant la balance nationale des palements, que la récession mondiale pourrait bien compromettre durablement. Il a précisé que le pays devait s'efforcer d'obtenir, dans un délai assez court (1960-1985), son autonomie dans le domaine alimentaire : Il doit notamment réduire, sinon supprimer, sa dépendance en riz (dont le tiers de la consommation doit être importé), produire les fruits et légumes dont il

produire les fruits et légumes dont il a besoin et qu'il achète en grandes quantités au dehors, augmenter sensi-

quantités au dénors, augmenter sensi-blement sa production de viande, de iait, de sucre. Un grand programme de défrichement et de mise en culture de nouvelles terres a été élaboré, qui permettra d'installer des milliers de paysans malais. En même temps, et

paysans maiais. En meme temps, et pour aider l'industrie forestière, très frappée par le ralentissement des achats étrangers (les cours ont baissé de 60 %), ou encourage de nouveaux

usages du bois, notamment dans le bâtiment. Mais on n'est pas encore

allé jusqu'à instituer un contrôle effi-cace de l'exploitation des forêts, dont

la dévastation spectaculaire par des

concessionnaires peu disciplinés frappe tout visiteur étranger et inquiète déjà les organisations internationales spé-cialisées, que préoccupent ses consées, que préoccupent ses conséquences écologiques.

L'inflation frappe particulièrement la population urbaine. Les prix ont mouté très rapidement en 1973-1974 (25 % environ de hausse en un an), un peu moins vite en 1974-1975 (17 %). Mais les salaires u'out uullement suivi (5 à 10 % seulement en deux ans). L'érosion manifeste du pouvoir d'achat a provoqué quelques mouvements so-ciaux. A Kuaia-Lumpur, de nombreux mployés ayant une éducation secondaire gagnent encore 200 à 250 dollars par mois (5) car ils peuvent difficile-ment revendiquer les demandes d'emploi dépassant ici de beaucoup les offres, mais dans le bâtiment, des ouvriers, hais dans le batanent, des ou-vriers, à peine qualifiés, parviennent à gagner 15 dollars malais par jour (soit environ 400 dollars malais par mois). L'offre et la demande règle le marché du travail. Les syndicats sont très falbies, et les employeurs forts. La société malaisienne, clivée en com-minautés et les resta dans le La societe malaisienne, cilvee en com-munautés ethniques, reste, dans le domaine du travall, très « paterna-liste », et la prédominance des petites entreprises, artisanales, industrielles commerciales, comme le système fami-llal, favorisent une certaine paix sociale. La crainte du licenciement et du chômage décourage d'autre part bien des révendications.

La menace de la récession est en effet depuis quelques mois plus dan-gereuse encore que l'inflation, et le gouvernement a modifié le budget 1975 en conséquence. Le taux de cho-mage dépasse 8 % de la population active et les licenciements se font de plus en plus fréquents dans les indus-tries modernes, blen équipées, souvent à participation étrangère, et dont la main-d'œuvre est plus chinoise que

Pour tenter d'enrayer le glissement et maintenir l'emploi, le gouvernement a augmenté sensiblement les crédits d'investissement, travaux publics (roud'investissement, travaux publics (rou-tes, ports, hâtiments) et équipements collectifs (santé et éducation) notam-ment. Il encourage vivement les inves-tissements étrangers, qu'ils soient aus-traliens, américains, arabes, japonais ou européens. Il leur donne des garan-ties sérieuses, mais dans les limites d'une réglementation qui assure la par-ticipation malaisienne au succès de detration malaisienne au succès de l'affaire (joint ventures). Dans les cir-constances actuelles, il ne pourra obte-nir de résultats significatifs que s'il peut préserver un bon climat social et laisser augurer une grande stabilité

Le choc de la modernisation

L'avoir si le climat général, en Asie du Sud-Est, ne s'est pas profondément modifié avec l'aggravation de la récession et surtout l'effondrement des régimes pro-américains en Indochine. En ce qui concerne la Malaisie, ce ne sont ni la sécurité ni l'indépendance ni même le régime du pays qui sont en question, mais plutôt la « voie de développement » que ses milieux d'irgeants ont choisie. Ce n'est pas encore un problème ldéologique, un conflit entre capitalisme et socialisme. Le gouvernement malaisten, tout en accordant une capitalisme et socialisme. Le gouverne-ment malaisien, tout en accordant une large place à l'initiative privée et à la libre entreprise, u'en a pas pour autant négligé le secteur public. Il l'a, bien au contraire, largement dève-loppé et persévère dans cette voie. Sa politique économique et financière s'est montrée réaliste et efficace, surtout si on la compare à celle d'autres Etats de la région et même du monde. La croissance est indiscutable, elle éclate à tous les yeux. La questiou qui se pose est de savoir à qui elle profite le plus et si, par ses excès et abus, elle ne compromet pas gravement l'ave-nir en créant plus de problèmes qu'elle u'en résout.

La modernisation de la Malaisie passe-t-elle obligatoirement par la vole choisie par les autorités, qui témoi-grent d'une complaisance surprenante à l'égard des banquiers, investisseurs, promoteurs immobiliers et « consultants », tous à la recherche de profits considérables et rapides ? On u'a pas encore à Kuala-Lumpur, pris la mesure de la démesure. N'importe quel visiteur ue peut que s'interroger sur l'ordre des priorités qui règne dans un tel système, sur les raisons qui déterminent tème, sur les raisons qui déterminent les pouvoirs publics à autoriser, dans des villes disposant de tout l'espace voulu, la construction de tant d'immeu-bles de luxe, de centres commerciaux ou d'hôtels de vingt, vingt-cinq et même quarante-quatre et soixante étages l' Le coût de tels immeubles etages i le cout de tes mineunes varie de 10 à 30 millions de dollars malais chacun, soit de l'ordre du bud-get annei total d'Etats fédéres comme Penang (32 millions) ou le Trenganu (24 millions). Ces permis sont donnés alors que le centre des villes est déjà congestionne par un trafic automobile incroyable, que les transports publics urbains sont exécrables et que le loge-ment social laisse pour le moins à désirer. Le gouvernement reconnaît que les Malais se sentent mal a l'aise dans ces villes, dans ces jungles de béton à la périphérie desquelles ils s'établis-sent souvent, en véritables squatters (trente mille familles squatters à Kuala-Lumpur), et il cherche les moyens de les inserer dans le tissu urbam dans des couditions psychi-quement acceptables. La capitale se vante d'avoir dépensé en un an 1 500 000 dollars malais pour ses espaces verts, tout en laissant néanmoins abattre, dans le même temps, des centaines, sinon des milliers d'arbres par

les promoteurs dans les quartiers extérieurs.

Le gouvernement de Penang va construire un centre commercial d'un coût de 200 millions de dollars malais. doté d'une tour énorme, Kuantan (ville de l'importance de Mâcon) en prévoit un de 30 millions, mais la moi-tié des villages du Perak et 80 % des maisons du Kelantan sont encore dépourvus d'electricité et d'une distridépourvus d'électricité et d'une distri-bution d'eau convenable, et la morta-lité infantile à la campagne est encore quadruple de ce qu'élie est dans les villes. La place prise par l'automobile est considérable. Les crédits pour l'amélioration du réseau routier, pour la construction d'autoroutes, sont très élevés, mais le 2º Plan u'a prévu que 99 millions de dollars malais d'inves-tissements pour le réseau ferré, qui se dégrade constamment : déraillements fréquents (il y en aurait cinq cents par an), matériel roulant vétuste (30 % des wagons ont plus de cinquante ans par an), matériel roulant vétuste (30 % des wagons ont plus de cinquante ans d'âge). On construit un téléférique pour desservir un casino construit à grands frais au sommet d'une montagne des environs de la capitale, à Geuting Highlands, mais le réseau médical public et la sécurité sociale sont très insuffisants. On a investi en 1973 300 millions de dollars malais en hôtels (la plupart luxueux), mais seulement 100 millions dans l'enseignement suoé-100 millions dans l'enseignement supé-rieur, ce qui explique en partie qu'il y ait vingt-six mille cinq cents étudiants malaisiens à l'étranger, et seulement treize mille deux cents dans le pays. On s'étonne de l'importance des dépen-ses somptuaires dans un pays où visi-blement il y'a encore tant à faire pour faire disparaître la pauvreté et corriger l'inégalité.

L'excellence de certains services pulics (comme la poste ou le téléphone), la parfaite organisation de maintes entreprises, la qualité et l'abondance de la distribution commerciale, du service dans les hôtels, restaurants, trans-ports, montrent que le pays dispose de ce qu'il faut pour réussir. Il est déjà en Asie un modèle dans bien des do-maines et il n'est pas de ceux où l'im-cortanne de le committe portance de la corruption compromet les chances de développement,

C'est la forme du développement qui est en cause, et la conscience des anomalies de la croissance progresse depuis quelque temps dans les classes moyennes, dans les milieux syndicaux et surtout dans la jeunesse universi-tatre.

Une partie nou uégligeable des étu-diants semble s'être fait une idée uou-velle du caractère réel de la société malaise et ne plus accepter docilement. les clichés traditionnels. Le fait qu'il s'agisse cette fois d'étudiants malais, d'origine modeste et pour la plupart sortis des kampongs (villages) où ils reviennent voir leurs familles, est de grande importance politique. Par les jeunes qui, dans les villes, sont témoins de la transformation que font subir au pays le capitalisme chinois et

étranger et les Malais qui lui sont associés, la population des campagnes commence à acquérir une meilleure vision politique.

PONT

 $_{(i,j)}:=(z,\gamma,Q\lambda\gamma \Xi$

والمراجعة والروار

 $(-1)^{n}\Delta v_{\mu} \cdot v^{\mu}$ 100

80.7

20.02

. . :

...

. . . .

10 mm

 $f(x_0) \cdot (x_0) = x_0$

.- . .

.

NAMIBIE

ms anti-imp

Le gouvernement paraît redouter beaucoup la confestation qui se dessine. Il a été surpris par les manifestations organisées en décembre par les étudiants pour protester précisément contre la misère prévalant dans cer-taines zones rurales, et il n'a voulu y voir que l'effet de l'infiltration d'élèvoir que l'entet de l'initiatatant des-ments subversifs communistes, chinois et australiens. Tout en adjurant les jeunes Malais de revenir au bercail, il a pris des mesures sévères. Une loi a été votée le 11 avril qui prévoit l'exclusion définitive des universités malaises de tout étudiant reconnu coupable de subversion. L'Internal Security Act, qui permet d'arrêter et de détenir in-définiment et sans procès tout individu reconnu dangereux pour la sécurité nationale, a été confirmé.

Ce n'est cependant que par la libre discussion des problèmes, par la concertation et par un processus démocratique qu'on pourra e rectifier la trajectoire », infléchir la croissance en domptant le capitalisme sauvage qui dans ce pays comme dans bien d'autres, va probablement faire le lit du communisme, surtout s'il se protège par la répression politique et le déni de justice. Il n'est pas sur que le destin du pays soit de devenir une a démocratie libérale de type avancé », mais il ne semble pas que le peuple malais il ne semble pas que le peuple malais acceptera sans réagir d'être dominé — et exploité — par le nouvel Hong-kong que tend à devenir sa capitale Kuala-Lumpur. L'exemple khmer est ici à méditer.

La victoire du nationalisme révolu-tionnaire en Indochine ne fait peser sur la Malaisie aucune menace d'or-dre militaire. Mais la révolution que vont sans doute accomplir les peuples du Vietnam, du Cambodge et du Laos ne peut pas ne pas affecter, par son exemple même, l'évolution politique des peuples du Sud-Est asiatique. Quelles que soient les réserves qu'ins-pireront, chez des musulmans, les voies adoptées par des Indochinois marxistes (mais bouddhistes), les modèles politiques, sociaux et économiques chi-nois et indochinois vont donner à rénois et moccamois vont conner a re-fiéchir et provoquerout inévitable-ment, à terme, un changement en Malaisie. Il paraît difficile que celle-ci puisse demeurer longtemps ce qu'un businessman américain appelait ré-cemment « un paradis du capita-lisme ».

Ce ne sont sans doute pas les Chi-nois qui prendront l'initiative d'un changement. La force et l'attitude des nationalistes malais ne peuvent en effet que les inciter à la prudence et à l'attente. Le choix décisif incombe au nationalisme malais lui-même, et plus précisément aux cadres de l'UMNO, pus precisement aux cadres de l'UMNO, de ses organisations féminines, de sa jeunesse. De « jeunes loups », dit-on, s'apprêtent à relever les politiciens chevronnés. La composition du Conseil suprême de l'UMNO a été, c'est un fait, profondément modifiée lors du congrès des 21-22 juin. Vieux ou jeunes, les musulmans de Malaisie sauront-ils comprendre les signes des temps, opérer le changement de ligne qui seul permetira au Front National de tenir ce qu'il a promis ? Le Front saura-t-il. comme le veut M. Abdui Razak, se mettre réellement à l'écoute du peuple tout eutier, en traduire dans les faits les aspirations? Un aver révélera. C'est alors seulement qu'on pourra mesurer les chances et le degré de stabilité du régime qui aujourd'hui oriente le destin de la Malaisie.

PRILIPPE DEVILERS.

(3) Principal Statistics on Ownership and Participation in Commerce and Indus-try, West Malaysia 1970-1971, Dept of Sta-listics, Malaysia, Kuala-Lumpur, 1973, 206 pages.

(4) Le rapport économique dn ministère des finances pour 1974-1975 a révélé que 40 % de la population du pays sont audessous du nivern définiment la renureté Ces 40 % comprennent les familles dont le revenn par tête est inférieur à 25 dollars malais par moia, avec une moyenne de 140 dollars malais (280 F) par foyer. (Sun-day Mail, 2 mars 1975.)

(5) Le dollar malais, une des plus fortes monnaies du monde, vaut environ 1,90 F.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET NOUVEAUX GOUVERNEMENTS

ARGENTINE
(11 juliet 1975)
Président de la République: Mme Maria
Estela Peron; ministre de l'intérieur:
M. Antonio J. Bentiez; affaires étrangères
et culte: M. Alberto Juan Vignes;
détense: M. Jorge Ernesto Garrido;
culture et éducation: M. Oscar Ivanisevich; justice: M. Ernesto Corvelan Nanclares; travall: M. Cecilio Conditti;
économie: M. Celestino Rodrigo; blenêtre social: M. Carlos Alejandro Gustavo
Villone.

FINLANDE FINLANDE

FINLANDE

(Gouvernement intérimaire formé le 13 juia 1975)

Premier ministre : M. Keijo Antero Lijnamaa; vice-premier ministre et ministre des atfaires étrangères : M. Olavi Johannes Matfala; ministre du cabinet : M. Kario Pekka Antiala; justice : M. M. Kario Pekka Antiala; justice : M. M. Kario Pekka Antiala; justice : M. Helikti Juhani Koski; second ministre de l'intérieur : M. Arno Mikael Sirômmer; détense : M. Erkki Kalervo Buurtamo: finances : M. Helikti Aukusti Tuotumen; second ministre des finances ; M. Teuke finances : M. Lauri Albert Pozit : agriculture et forèts : M. Velkko Arituri Ihamuotita; transports et communications : M. Esa Eilas Timonen; commerce et industrie : M. Arno Ryklöhen; second ministre du commerce et de l'industrie : M. Jorna Armas Erkki Utito : sifaires sociales et de la santé : M. Grels Oloi Teir; travail : If. Ilmu Seperi Pennanen.

HONGEIE

H. Ithis Seperi Pennanen.

HONGEIE
(II juillet 1975)
Fréeldent du conseu des ministres :
M. Gyorgy Lazar; vice-présidents :
MM. Gyorgy Aczel, Janos Borbandl, Ferenc
Hausst, Istran Hussar, Gyula Szeler;
ministre des affaires étrangères : M. Frigyès Puja; agriculture et alimentation :
M. Pal Romany; commerce extérieur :

M. /case/ Biro; commerce intérieur :
M. Istvan Szurdi; communications et
postes : M. Karoly Rodonyi; construction
et urbanisme : M. Jozse/ Bondor;
culture : M. Laszlo Orban; défense nadoase : colonel général Lajos Crinege;
éducation nationale : M. Karoly Polinszèly : finances : M. Lajos Falunégi;
industrie légère; Mme Janos Kaseru;
industrie légère; Mme Janos Kaseru;
industrie légère; Mme Janos Kaseru;
industrie lourde : M. Pal Simon; intérieur . M. Andras Benkei; justice :
M Mihaly Korom; métallurgie et industrie mécanique : M. Titudar Nemeslaki;
eanté . M. Emü Schultheisz; travell :
M Laszlo Karakas.

REPUBLIQUE MALGACHE

M Laszlo Karakas.

REPUBLIQUE MALGACHE
(16 jain 1975)

Conseil suprème de la Révolution :
Frésident chef de l'Etat et du gouveruement, ministre de la défense et des
forces armées : capitaine de jrégate Didier
Ratsraka; membres du conseil : lituteuaut-colonel Joël Rakotomalola, lieute-

Ministres:
Fonction publique, travail et lois sociales: M. Marius Randranto; intérieur :
iteutenant-colonel Jaona Mampila; travaux publics: M. Salomon Rahatoka;
isunesse: M. Rajaozandry; économie et
commerce: M. Justin Rariosson; imances
et pian: M. Ralcotonao-Razakabona;
éducation nationale: M. Justin Rakotonicina; développement rural et réforme
agraire: M. Pierre Rajaonah; affaires
étrangères: M. Rémi Tiandrasa; santé:
M. Jean-Jacques Seraphin; justice, garde
das sceaux: M. Portos Ampy; transports,
ravitaillament et tourisme: M. Jean
Bemananjara; information: M. Gaston
Laha.

les remies....

温度 打工工 医红斑麻红

FONDATION DE L'ÉCOLE INTERNATIONALE DE GENÈVE

62, route de Chêne LA GRANDE-BOISSIERE 1208 GENEVE (Suisse) Tél.: 022-36.71.30

LA CHATAIGNERAIE 1297 FOUNEX (Youd) (Suisse)

Tél.: 022-76.24.31

BACCALAUREAT INTERNATIONAL Maturité fédérale suisse - Baccalauréat français Internat et externat pour filles et garcons Sports d'été et d'hiver

Films anti-impérialistes au Festival de Grenoble

ES trois précédentes rencontres de Grenoble avaient pour but la défense et l'illustration du court mêtrage, injustement dénigré par les producteurs, mal aimé par le public en général; ce quatrième festival, sans renier le projet initial, a consacré un intérêt particulier an film documentaire (de court ou de long métrage), qui s'impose comme le plus apte à exprimer, sur le ton de l'essai, un discours critique, une parole politique.

Parmi le très grand uombre de films projetés, certains venaient lliustrer un déhat engagé sur le cinéma du tiers-monde et dégrossir la définition du « film anti-impérialiste ». C'est, bien entendu, vers ces longs métrages qu'est allé notre intérêt, et plus particulièrement vers ceux qui nous instruisent sur des combats souvent ignorés on mal connus, comme ceux que mènent les guérilleros du SWAPO contre la République Sud-Africaine, en Afrique du Sud-Ouest, et que montre la Luite de libération en Namible.

Ce film, réalisé pour la télévision suédoise par Rudi Spee, est assez exemplaire tant par la quantité d'informations qu'il fournit que par le soin apporté à la qualité de l'image. Exploitant avec goût d'anciens documents et des photos d'archives, l'auteur reconstitue l'histoire de la colonisation de la Namible par l'Allemagne au début du siècle; les deux tiers de la populatiun africaine furent alors exterminés. Il expose ensuite comment, après la défaite de l'Allemagne en 1918, la Namible fut placée sous l'autorité de la Société des Nations, qui en confia l'administration à l'Afrique du Sud. Cet Etat, se substituant de fait à l'ancienne puissance eoloniale, entreprit l'exploitation systématique des mines de dismant et des très riches gisements d'uranium. A partir d'août 1966, le SWAPO, qui avait déjà organisé des manifestations pacifiques de protestation sans aucun résultat politique, engages la luite armée. Le film montre, pour la première fois, des scènes d'entraînement des guérilleros dans la brousse ; il informe sur la répression extrêmement brutale que pratique, à l'abri d'un bl la brousse; il informe sur la répression extrê-mement brutale que pratique, à l'abri d'un black-out complet de l'information, l'armée sud-africaine. Un témoin raconte le massacre des cent cinq habitants de son village, fusillés puis arrosès d'essence; les cinéastes clandestins, sur le terrain vague qui fut jadis un village namibien, découvrent, à fleur de terre, des monceaux d'ossements et des crânes calcinès. Le même témoin, un vieillard, nous lit sur son propre corps l'histoire de ses tortures; la camè-ra parcourt le dos marqué au fonet, les aisselles lacèrées pur des cordes, les cuisses transpercées lacèrées par des cordes, les cuisses transpercées par une balonnette: blessures anciennes mais qui demeurent lisibles sur le corps du vieil homme devenu parchemin vivant, épigraphe et témoignage de la résistance d'un peuple. Le film expose d'autres aspects de la vie quotidienne des combattants : les problèmes de ravitaillement, de conservation de la viande par

POUR DES PROJECTIONS-DÉBATS

salaison, fumage, houcanage; de préservation des sources contre les produits toxiques de la guerre chimique; de protection médicale des

HATTI LE CHEMIN DE LA LIBERTE, 16 mm, n. et b., 103 min, Halti 1975.

Réal.: Arnold Antonin.

* Sairesser & : Serge Duney, Cahiers du
ciréma, 9, passage de la Boule-Blanche,
75012 Paris. — Tél. : 343-92-20.

JETAIS, JE SUIS, JE SERAI, 35 mm, n. et h., 76 min, R.D.A. 1974. Réal.: Heynowski et Scheumann. * Sadresser à : UNICIDE, 50, rue Edonard-Fallest 217 Basselt. Tél.: 858-22-00.

LA BATAILLE DU CHILI, 35 mm, n. et b., 100 min, Cuba 1975. Real : Patricio Guzman.

* S'adresser à ! Production Elton, 63, boul. de Grenelle, 75015 Paris. PUERTO-RICO, 35 mm, n. et b., 80 min, Cuba 1975 (non sous-titré en français). Réal. : J. Diaz et P. Perez.

* Sodresser à : M. l'Attaché culturel, ambassed de Cuba. 51. rue de la Faisanderie, 75:16 Paris. — Tél. : 704-37-70. LA LUTTE DE LIBERATION EN NAMI-BIE, 16 mm, couleurs, 36 min. (non sous-

titré).

Réal : Rudi Spee.

* Sadresser à ; FILMCENTRUM, Taptogatar. 4. S. - 115 28 STOCKHOLM. — Tél. : 08/67 S1 78.

VERS UN CINEMA DU PEUPLE 16 mm. couleurs, 35 min, Pays-Bas 1975 (non sous-titré). Réal. : Léonard Henny et Kees Hin. * S'adresser à : Léonard Henny, BEIDEL-BERGLAAN, 2 - Utrecht (Hollande). — Tél : (030) 532 012.

FIGHTING FOR OUR LIVES, 16 mm, couleurs, 58 min, Etats-Unis 1974.

Real: Glen Pearcy.

EXPLOTADOS Y EXPLOTADORES, 16 mm, n. et b., 45 min, Mexique 1974 (non sous-titré). SOUS-ILITE).

Réal : Grupo Octubre.

** Pour ces deux films, se renseigner auprès de : Bernard Trèmège, Service de presse, Festival de Granoble, 5. rue Labie, 75017

Parts. -- Tél. : 756-24-92. Par IGNACIO RAMONET

populations civiles par l'intervention, dans des dispensaires de campagne, de « médecins aux pieds nus » qui vaccinent les enfants et soignent les malades. La formation militaire des nouveaux volontaires est assurée par des cadres namibiens, formés dans les pays socialistes, qui enseignent le maniament des armes (françaises partois) saistes à l'ennemi; ils donnent également des cours de théorie politique pour mieux faire comprendre l'enjeu historique de la lutte de libération. La dernière séquence nous permet d'assister à une exhortation de M. Sam Nujowa, président du SWAPO, qui s'adresse sux cuéprésident du SWAPO, qui s'adresse sux gué-rilleros pour expliquer le coucept d'impérialisme et rapprochar leur combat de celui que menent les autres peuples du tiers-monde.

lles polluées et sanglantes

DEUX autres films venaient révèler la lutte D'sourde que soutiennent, dans la quasiindifférence internationale, les progresalstes de
Porto-Ruco et d'Halti. Le long mêtrage Puerto
Rico, produit par l'Institut cubain du cinéma,
réalisé par Jesus Diaz et Fernando Perez, se
vent une contribution documentée à la campagne ou une entreprise les mars les acaires. pagne qu'ont entreprise les pays latino-améri-cains en déclarant l'année 1975 année de soli-darité avec Porto-Rico.

darité avec Porto-Rico.

Les auteurs rappellent comment les EtatsUnis, en 1898, sous prétexte d'aider les patriotes
qui lutaient comtre la colonisation espagnole,
occupèrent militairement l'île, en devinrent les
administrateurs et retardérent sans cesse l'octroi
de l'indépendance. Ils dénoncent la réalité
coloniale qui se cache sous l'euphémisme
d' « Etat associé », rappellent que 40 % des
Portoricains vivent aux Etats-Unis dans des
conditions pitoyables, exercent les labeurs les
plus rudes et les plus mai payés, mais restent
attachés à leur île natale et refusent de se
laisser assimiler culturellement.

Au moyen de tableaux statistiques et d'entretiens avec des travailleurs, les réalisateurs
montrent comment une nouvelle politique économique se met actuellement en place; il ne
s'agit plus de conserver Porto-Rico comme
réserve de main-d'œuvre mais de transformer
l'île en un enclos de surpolintion. Les Etats-Unis
y construisent en effet, toutes les usines polluentes (raffineries produits chimiques) que

l'ile en un enclos de surpollation. Les États-Unis y construisent, en effet, toutes les usines polluantes (raffineries, produits chimiques...) que les uouvelles législations écologiques interdisent sur le territoire nord-américain. Dans ce dessein se poursuit actuellement la construction du super-port d'Agnadilla, et déjà l'île possède la plus forte densité en raffineries de pétrole; l'U.S. Navy a aménagé des bases atomiques; la pêche au large de certaines côtes est devenue impossible : des maladies nouvelles semblables

la pêche au large de certaines côtes est devenue impossible; des maladies nouvelles semblables à celles de Minimata (Japon) apparaissent. Contre l' « écocide » actuel, comme contre la écorial » actuel, comme contre la écortation déguisée d'il y a quelques années, les Portoricains protestent, manifestent en se réclamant d'une longue tradition d'affirmation nationale que le film retrace à l'aide de documents d'une très forte expressivité.

On nous rappelle ainsi le dur calvaire d'albisu Campos, intellectuel progressiste qui s'opposa depuis les années 20 à la colonisation politique nord-américaine et à la tentative d'acculturation de l'île. Plusieurs fois incarcéré, souvent torturé (il en resta pratiquement paralysé des membres inférieurs), victime de plusieurs attentats policiers, Albizu Campos demeure le symbole de la résistance du peuple portoricain, dont certains des plus importants combattants sont dans les prisons des Etats-unis; en particulier Oscar Collaso, qui tua un gouverneur militaire de l'île et qui demeure le unis; en particulier Oscar Collazo, qui tua un gouverneur militaire de l'île et qui demeure le pius aneien détenu des péniteneiers américains sans qu'aucun mouvement de solidarité internationale alt réussi à abréger sa peine; c'est également le cas de l'héroine nationale Lolits Lebron qui tira contre un senateur au Congrès L'ebron qui tira contre un senateur au Congrès pour attirer l'attention internationale sur la struation politique dans son pays. Le film, au moyen de scènes parfaitement reconstituées et de documents d'archivea retrace l'action de ces deux nationalistes. Présenté en première mondiale à Grenoble, et long métrage, peut-être à cause de l'absence de sous-titres français, u'a pas eu l'accueil que sa facture méritait ; il constitue pourtant un modèle de film-essai par l'empiol intelligent de documents très divers au service de l'analyse objective d'une situation politique méconnue. politique méconnue

politique méconnue.

Aussi généralement voilée est la situation en Halti, que le long métrage d'Arroid Antonin, Halti, le chemin de la liberté, étudie, critique et explique. Le film, très long, extrêmement documenté (presque trop touffu tant ou arrive mal par moments à retenir toute l'information fonrale), se veut une tentative de contrehistoire visant à rétablir, sur des bases matérialistes, le processus historique de constitution de la nation haltienne et la réalité contemporaine des luttes du prolétariat. Après avoir rappelé les exactions des conquistadures espagnols, l'auteur évoque la victoire de la première révolutium anticolonialiste des temps modernes sur les troupes expéditionnaires françaises envoyées en 1804 par Napoléon : enfin il relate les cironnstances de l'occupation militaire américaine (1915-1834) qui sont à l'origine de la ricaine (1915-1934) qui sont à l'origine de la altuation politique actuelle. C'est l'armée des

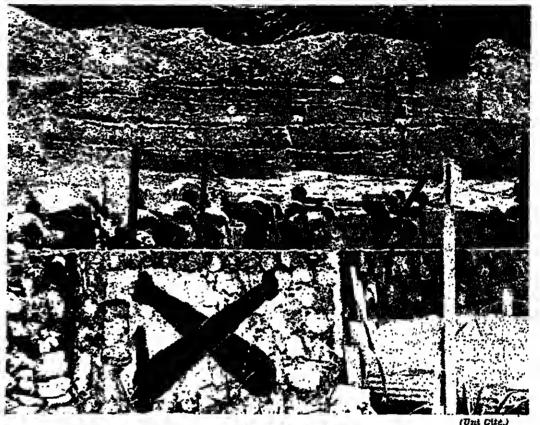
Etals-Unis qui installa au pouvoir la série des présidents-marionnettes dont le dernier avatar fut Duvaller, lequel réduisit les prérogatives de l'armée au profit de ses sinistres « tontons-macoutes ». Le film dénonce la dictature de Duvalier, qui n'a rien de folklorique, — Il estime à trente mille le nombre des opposants massacrés en quatorse ans de présidence « à vie ». En avril 1971, le mort du dietateur u'ouvrit pas sur la libéralisation annoncée par la presse américaine. Si l'héritier, Jean-Claude Duvalier, limita les activités des « tontons-macoutes », il a créé par ailleurs les « léopards », corps anti-guérilla entrainé par les Américains, qui interviennent dès lors massivement dans l'économie haitienne. Les Etats-Unis contrôlent toute la production de bauxite, de cuivre et de sucre, organisent l'exportation la plus sinistre du commerce mondial, celle des cadavres humains et de plasma sanguin. Le film aligne quelques statistiques qui laissent perplare: 90 % de la population analphabète, espérance Etats-Unis qui installa an pouvoir la série des

duits au Chili avec de faux papiers et ayant obtenu des autorités chiliennes la permission de visiter les camps de concentration, les auteurs ranienent des témoignages terribles sur la vie au camp de Chacabuco, dans le désert d'Antofagasta, et du bagne de Pisagua. Le film se double d'une réflexion sur la résistance onvrière dans ces mêmes lleux du nord du Chili, berceau des luttes de Recaharren et des mineurs du salpètre contre les propriétaires étrangers et les interveutions de l'armée.

C'est la lutte d'une minorité culturelle à

interventions de l'armée.

C'est la lutte d'une minorité culturelle à l'intérieur des Etats-Unis que montre Fighting for our Lues. Il s'agit de la grève menée par les ouvriers « chicanos » des plantations de raisin et de laitue pour la revalorisation de leurs salaires; grève qui dura plus de cent jours. Le film s'attache à montrer comment la conviction politique est directement liée à une oppression culturelle et souligne tous les aspects de la microculture « chicano » qui naît de cette lutte puis la renforce. Apparaissent ainsi des chansons dédiées à la grève, des représentatious qui exorcisent l'angoisse liée à la lutte, des cris de ralliement euvoûtants (« Vive la grève !,



« JETAIS, JE SUIS ET JE SERAI » Les documents uniques sur les camps de concentration au Chili.

de vie : quarante ans, 50 % de la population active en chômage, salaire pour une journée de douze heures : 6 francs. Ce premier long métrage haltien vise à informer le publie le plus étendu sur la véritable situation politique dans l'Ile ; il voudrait coutribuer également à la creation d'un large front démocratique pour

Rétablir la vérité

DEUX autres films répondaient de la même D'assière à l'un des principaux objectifs du cinema militant : modifier les rapports d'inforchema militant: modifier les rapports d'information et rétablir la vérité historique. Traitant du Chill, ees deux films sout pour l'instant inaccessibles à leur public naturel, mais lis constituent des archives qui lui permettront de retrouver la mémoire. Le premier d'entre eux. la Baiallie du Chili, de Patrieio Guzman, reud compte de l'ambiance de haine de classes qui existait à Santiago à la veille du coup d'Etat et en partieuller durant la période qui suivit le triompbe de l'Unité populaire aux élections de mars 1973. Il révêle les manipulations dont furent l'objet certains leaders syndicaux du cuivre et des dirigeants de la corporacaux du cuivre et des dirigeants de la corpora-tion des camionneurs. Le film est assez fascinant par l'efficacité de la technique journafascinant par l'efficacité de la technique journalistique du direct qui lui confère un style enlevé,
impressionniste, mais qui ne parvient pas à
dissimuler la mollesse politique de l'entreprise.
En effet, les divergences des principales familles
de l'Unité populaire ne sont pas abordées, les
solutions avancées par le MIR ne sont pas
évoquées et l'ensemble baigne dans un discours
humaniste sans véritable ners.

Au contraire, le film des Allemands Heynowski
et Scheumann l'étais, je suis et je serui
(deuxième partie de la Guerre des momies)
possède une force de conviction tout à fait
exceptionnelle grâce à un ton politique cohérent
et à une construction d'une rare rigueur. Intro-

Vive la Vierge de Guadalupe! »). Le film met en vaieur la partieipation massive des femmes, ainsi que des prêtres qui s'opposent aux policiers et soutiennent les ouvriers. Il montre elaire-ment que le combat anti-impérialiste peut se mener non seulement depuis le tiers-monde, mals aussi au sein même des Etats-Unis. C'est précisément la recherche d'un ton et

d'un style propres à un cinéma du tiers-monde que se proposaient deux autres films à vocation théorique.

Explotados y explotadores démontre que les différences sociales ne sont pas le fruit d'une quelconque sélection naturelle mais le résultat d'un processus historique. A l'aide de dessins animés d'entretiens, de documents et d'exemples pris dans la réalité mexicaine, le film illustre clairement les concepts de plus-value, de rientres presultations de morand de productions. de riebesses naturelles, de moyens de production, de forces productives, d'appareil d'Etat, d'apparell idéologique... Véritable cours d'économie et de politique marxistes ce moyen métrage répond bien à ce qu'il faudrait attendre d'un film

men a ce qu'il raudrait attendre d'un film didactique au service du peuple. Le court métrage hollandais Vers un cinéma du peuple analyse les expériences cinémato-graphiques cubaine, colombienne et soviétique (1931) pour essayer de parvenir à la définition d'un elnéma qui servirait réellement les aspira-tions populaires. Un entretien avec le cinéaste authin fontiere. Alment persont les carbins de eubain Santiago Alvarez permet la synthèse des différentes propositions avancées par les réali-sateurs militants du tiers-monde pour un ciné-ma politique qui contribue à la libératiou

Ces films vus à Grenoble prouvent qu'un cinema réellement anti-impérialiste doit veiller à maintenir vivante la mémoire des combats populaires; même si aucun document, écrit ou filmé, n'à conservé la trace de l'oppression, le cinéaste doit savoir chercher les vestiges de la résistance sur le corps même des combattants; il doit soutenire que « la politique est la seule culture » d'un peuple qui lutte pour sa libé-

Dans les revues...

L'éditorial de la REVUE PRAN-CAISE D'ÉTUDES POLITIQUES AFRI-CAINES (n° 1141. « Sahara espagnol : comme la Guinée portugaise ». Une étude sur Disbouti. (Mensuel, 28 F. – 32, rue de l'Echiquier, Paris-10°.)

5 Dans les ETUDES, L. Trivière, pour décrire et analyser l'attitude de Mao Tectoung à l'égard des chrétiens, suit l'évolution d'une pensée très tôt partagée entre la haine des Occidentaux c'hrétiens et l'admiration pour Jésus. (Juillet 1975, mensuel, 10 F. - 15, rue Monsieur, 7500; Paris.)

5 Dans LA NOUVELLE REVUE SOCIA-LISTE (100 10-11), une « nots d'actua-lite » de Pierrette Chalendar sur le « Nouveau Portugal » (Mensnei, 12 F. – 12, cité Malesherbes, 15069 Paris.)

E. cite Milesnetues, 1869 Paris.)

E. Le dernier numéro de AUTOGESTION ET SOCIALISME (nº 30-31) étudie l'autogestion en Youguslavie, en Algérie et en Hongrie. Un document : le
e texts commun provisoir » élaboré par
le « Groupe de gestion démocratique »
réunissant des représentants des trois
formations de la gauche. (Bimestriel, ce
naméro dogbie. 25 F; le n° 15 F; abou.,
50 F. - 12, avence du Maine, 75015 Paris.) 5 c L'Europe pous les régions 2 : TRENTE JOURS D'EUROPE (12° 204-205), mensuel d'information politique publié par le buresu parisien des Commu-nautés européannes, consacre son dossier du mois aux disparités régionales qui « créent une grave menace pour l'exis-tence même du Marché commun ». Avec un exposé de la nuvelle politique régio-nale de l'Europe. (Juillet-apaît 1975, men-suel, 3 F. - 61, rue des Belles-Fenilles, 75016 Paris.)

6 Rauis Prebisch, ancien secrétaire gènéral de la CNUCED, aujourd'hui secrétaire général adjount des Nations unles, plaide dans la ravue CERES, publiée par la FAO, en faveur du « recyclage triangulaire » des revenus tirés du pétrols : il s'agit de saisir une occasion de modifier le schéma des investissements et des échanges commerciaux à l'échelle mondiale. (Mai-juin 1975, bimestriet, 786 lires. — Vix delle Terme di Caracalla, 60160 Rome.)

Home.)

El Inaugurant une série de « Cahiers » destinés à faire commitre les travaux de ses chercheurs. l'Institut d'étudée du développement de Genève consagre, eaus le litre « LA PLUEALITE URS MONDES, théories et pratiques du développement », l'essentiel de son premier recnell au thème de la science et du développement dans la relation entre les Occidentaux et les peuples du tiers-monde. Jacques Grinerald, dans une longue étude, y remet en question is doctrine internationale du développement par la science et la tech-

nique, credo sacro-saint des institutions de l'ONU, contus à partir d'une pratique scientifique occidentale dominants e qui occulte et excint les autres cultures, les autres modes de connaissance... ». (21, rue Rothschild, CH 1202 Genève.)

El Dans la revus FROJET (n° 87); « La sodété chronninge », evec un ensemble d'études arèes sur les conséquences de l'auxelération du progrès et les nouvesux sythmes imposés à la vie humsine. Paul Valladier y pose la question de « l'idéologie du progrès, le devenir et la morale ». (Juliet-acêt 1915, neusuel, 7,58 F. – 14, rue d'Assas, 75066 Paris.)

El Des préoccupations voisines inspirent à Bertrand de Jouvenel une réflexiou sur « la civilisation de l'éphémère » dans le n° 1-2 de FUTURIBLES. (Hiver-prin-temps 1975, trimestriel, 24 F. - 10, rus Cernuschi, 75017 Paris.)

5 « Le problème des naissances e0 rance » conduit J.-G. Mérigot à s'interreaces consult J.-C. Merigot a Staterroger, dans le dernier numéro de la EEVUE DE LA DEFENSE NATIONALE, sur l'accélération inquiétante de la baisse de la natalité. Au sommaire, également, un entretien avec le général de Boisseu sur les problèmes actuels de l'armée. (Juliet 1875, mensuel, 9 F. - 1, place Joffre, 75001 Paris.)

BIBLIOGRAPHIE

QUINZE ANS DE CINEMA MONDIAL. — Guy Hennebelle.

★ Editions do Cerl, collectino a 7° Art 2, Paris. 1915, 432 pages, 53 P. A Editions do Cerf, collection a 7° Art s. Paris. 1915, 432 pages, 53 F.

Depuis la disparition de Georges Sadoul, persoone u'avait tenté de clarifier et d'ordonnar la masse des films produits dans le monde, en partiruller ceux des jeunes chiémetographies apparues après 1960. C'est un des principaux nòjectifs que se fixs Guy Heonebelle dans cet ouvrage monumental. Comme critère de classement. Il choisit la lecture politique des filme et privilégie ceux qui, par apposition à Hellywood, proposent one nouvelle esthétique fondée sur les valeurs nationales et les traditions populaires. In passe cinai en revus les principales productions des cinémas latino-américains, arabes, africains et assetiques : Il consacre également une estention particulière à la convelle vague » française, au jeune ninéma suisse et en cinéma québécola. Il établit de le sorte un catalogue critique et raisonné des melleurs filma réalisés depuis 1950 et expose les conditions politiques, économiques et culturelles qui ont favorisé jeur réalisation.

La première partie du livre est consacrée à l'analyse de l'empire américain : l'auteur explique comment, grâce à la création en 1955 de la M.P.A.A. les Estatunis nut pu innonder de leurs films les marchés extérieurs et parayser les productions localas. Il étudis également les

codes du cinéma hollywoodien et démon-tre leur puissance mystificatrice. Cet aspect de l'onvrage eat une importante contribution à l'étude des mécanismes de l'impérialisme culturel. L'auteur expose, d'autre part, les ap-ports théoriques des principaux cinéastes sout-impérialistes, particulièrement ceux de Fernando Bolanas et d'Octavin Getino. Par la richesse de l'information, la rigueur du classament et le sérieux de la démarche, ce livre a'impose désormais comme notil de travait indispensable à tout animateur de ciné-olub, à tout amnteur de cinéma.

LISEZ



LR

Specimen sur simple demande.

11 bis, bd Housemann, 75009 PARIS.

écouler le précieux liquide entre Lago-Agrio, dans l'Amazonie, et le port d'Esmeraldas, sur le Pacifique. Les résultats ne se sont pas fait attendre. En 1971, les caisses de l'Etat étalent presque vides et la balance commerciale largement déficitaire. Mais, en 1972 déjà, grâce aux ventes d'hydrocarbures, qui se sont élevèes à 60 millions de dollars, sot 20 % du total des exportations, les échanges avec l'extérieur sont devenus 20 % du total des exportations, les échanges avec l'extérieur sont devenus excédentaires. En 1972, la banane a occupé, pour la dernière fois, la pre-mière place dans les exportations de l'Equateur, avec 36 % du montant total. Mais, depuis 1973, le pétrole arrive largement en tête, constituant désormais pius de la moltié des ventes à l'étranger. En 1974, celles-ci ont à l'étranger. En 1974, celles-ci ont atteint près d'un milliard de dol-lars, soit quatre fois plus qu'en 1971. SI l'on parle beaucoup de pétrole à Quito, il faut cepeudant aller dans l'Oriente on à Esmeraldas pour voir avec quelle rapidité s'est développée son exploitation. Ainsi, il n'a falln que quinze mois pour construire l'oléoduc transéquatorien, insuguré en août 1972. Des centaines d'hélicoptères ont vrombi jour et nuit au-dessus de l'immense taois vert de la juncie amavrombi jour et nuit au-dessus de l'immense tapis vert de la jungle amazonienne pour transporter les hommes et le matériel. De gigantesques machines ont été déposées en pièces détachées dans les clairières puis, rapidement montées, ont été mises à coutribution pour éveutrer la forêt, ouvrir nne voie d'accès et établir un premier aéroport. Ensuite, les avions prirent le relais et les anneaux gigantesques de l'oléoduc ont été assemblés sur place par des ouvriers spécialisés.

D'une longueur de 500 kilomètres et d'une capacité de 250 000 barlis par jour, cette impressionnante réalisation technique traverse d'abord la forêt amazonienne, puis escalade les Andes jusqu'à 4000 mètres d'altitude, avant de redescendra vers le Pacifique pour relier le centre d'exploitation de Lago-Agrio, dans la province de Navo av Agrio, dans la province de Napo, an port de Balao, près d'Esmeraldas. Il y port de Balzo, pres d'Esmeraldas. Il y a quelques années, Lago-Agrio était encore inexistant. Aujourd'hui pourtant, une intense activité règne en pleine forêt vierge et plus d'une centaine de puits sont en exploitation, antour de ce campement du consortium de la Texaco Guif. Pour arriver à ce résultat, il a d'abord fallu défricher les forêt et assécher les merais a ce resultat, il a d'abord faill dell'i-cher la forêt et assécher les marais, puis construire une route à travers la jurgie et monter des baraquements confortables pour loger techniciens et constructeurs. Lago-Agrio est quoti-diennement relié à Quito par voles ter-restre et agrienne, sa petite raffinerie satisfait aux benins en carphystible de satisfait aux besoins en combustible de la communauté locale et un ordinateur contrôle ses installations pétrolières, parmi les plus modernes du monde.

propret et pourvu de toutes les com-modités de la vie moderne, un eutre monde a lui aussi fait son epparition. Attirées par le mirage du pétrole et Attirées par le mirage du pétrole et l'appat d'un hypothètique emploi, des centaines de personnes ont quitté leurs tristes bourgades de l'intérieur du pays pour s'agglutiner autour des grillages entouraut Lago-Agrio. A côté de la technique la plue avancée, c'est le règne de la pauvreté la plus criante. Pour les autorités équetoriennes. Lago-Agrio n'est toutefois que le début d'une longue aventure. Ailleurs, dans l'Oriente et dans la province de Guayas, d'autres compagnies comme la Cayman et l'Anglo-Ecuadorian Oilfields poursuivent activement leurs la Cayman et l'Anglo-Ecuadorian Olifields poursuivent activement leurs recherches. La production de l'Equeteur reste, certes, modeste, puisqu'elle représente à peine 1 % de la production totale de l'OPEP. Actuellement, ses réserves connues sont évaluéea à 1500 millions de barils. Pour s'assurer un minimum d'exploitation d'une vingtaine d'années, les responsables out fixé un plafond d'extraction de 210 000 barils par jour. A en croire les estimations du département d'Etat des Etats-Unis, l'Equateur détiendrait près de 20 % des réserves d'or noir d'Amérique latine.

SE proclamant nationalistes et révo-lutionnaires, les militaires qui ont renversé le président Velasco Ibarra le 15 février 1972 ont amorcé un virage dans la politique pétrolière équato-rienne. Moins de quatre mois après leur arrivée an ponvoir, ils promul-guaient le décret 430, qui en constitue la base juridique. Il stipule expressé-ment que les hydrocarbures font par-tie « du patrimoine inaliénable de l'Etat ». En vertu de ce décret, le gou-vernement s'est empressé de récupérer l'Etat ». En vertu de ce décret, le gou-vernement s'est empressé de récupérer 4 096 000 bectares de coucessions déjà octroyées, tandis que près de deux mil-lions d'hectares restaient aux mains des compagnies avec lesquelles de nou-veaux contrats étaient conclus. A la suite d'un scandale qui avait levé le volle sur d'importants trafics d'in-fluence en normbre 1972 le gouver-

volle sur d'importants trafics d'influence, eu novembre 1972, le gouvernemeut déclarait nulles les concessions
accordées précédemment dans le golfe
de Guayaquil, où se trouvent d'importantes réserves de gaz naturel.
Pour appliquer et coordonner leur
politique pétrollère, les antorités de
Quito ont créé un nouvel organisme
— la Corporacion Estatal Petrolera
Ecuadoriana (CEPE). Dans un premier
stade, la CEPE a passé des contraits stade, la CEPE a passé des contrats d'association avec plusieurs compagnies étrangères pour la prospection, le raffinage ou la commercialisation des hydrocarbures. Mais, à la longue.

des hydrocarbures. Mais, à la longue, elle espère pouvoir accomplir ces travaux elle-même et renforcer son contrôle sur l'exploitation.

A cet effet, l'Equateur a décidé de monter sa propre flotte pétrolière, la FLOPEC. Il s'agit d'un consortium avec participation de capitaux japonais, où l'Etat équatorien dispose de la majorité et assume la direction de l'entreprise. La CEPE s'est également associée avec le groupe japonais Sumitomo-Shiyoda pour la construction d'une raffinerie d'Etat à Esmeraldas, D'une capacité de 60 000 barils de pétrole par jour, elle devrait pou-

voir fonctionner dès le début de 1976 et permettre ainsi à l'Equateur de ne plus devoir importer de pétrole raffiné pour sa consommation intérieure. Sous l'impulsion du premier ministre des ressources naturelles du gouverne-ment militaire, le contre-amiral Gustavo Jarrin Ampudia, l'Equateur a entamé une politique de récupération des richesses pétrolières. En novembre 1973, il est devenu le douzième membre de l'OPEP et, à la même époque, la capitale équatorienne était choisie comme siège permanent de l'Organisation latino-américaine de l'énergie (OLADE). À l'issue de la quatorzième réunion de l'OPEP, qui e'était déroulée en juin 1974 à Quito, le contre-amiral

Par JEAN-CLAUDE BUHRER

Jarrin avait été porté à la présidence de l'organisation. Mais, quelques mois plus tard, en octobre, il était démis de ses fonctions ministèrielles. Plus qu'une simple peripètle de poli-tique intérieure, l'éviction du contre-amiral. Jerrin Ampudia e suissi été

uque interieure, l'aviction du contre-amiral Jarrin Ampudia a aussi été interprétée à Quito comme l'une des conséquences des pressions exercées par certains milieux américains pour ramener l'Equateur à davantage de souplesse. L'ancien ministre avait été à l'arigine de la révision des contrets souplesse. L'ancien ministre avait été à l'origine de la révision des contrats avec les compagnies étrangères et d'un alignement des prix de référence sur ceux de l'OPEP. Le pourcentage des royalties perques par l'Etat a été fixé à 16 % et la CEPE a pris une participation de 25 % dans le consortium Texaco Guif, qui assure la presque totalité de la production actuelle. Avant resact d'air, qui assire la presque to-talité de la production actuelle. Avant d'être relevé de ses fouctions, le contre-amiral Jarrin avait proposé que cette participation solt rapidement portée à 51 %.

portée à 51 %.

Intiées par cette politique, les sociétés étrangères ont alors eu tendance à délaisser l'Equateur, si bien que sa production est tombée, en 1974, de 204 000 à 165 000 barils par jour. Les entreprises pétrolières ont également dédaigné un appel d'offres lancé par la CEFE pour l'adjudication de quelques lots de prospection, à l'exception des compagnies d'Etat argentine et polonaise. Estimant ses bénéfices pen satisfaisants, la Texaco Guif cherche à limiter ses investissements. Le ministre équatorien des finances a nistre équatorien des finances a d'ailleurs dernièrement accusé les compagnies américaines d'avoir fait perdre en 1974 à son pays 80 millions de dollars, compromettant ainsi la réalisation du plan quinquennal.

POURTANT, grâce aux nonveaux reverus du pétrole, l'économie équatorienne est entrée dans une période d'expansion. Depuis 1972, la croissance du produit intérieur brut se situe autour de 10 %, tandis que les réserves monétaires se sont élevées à quelque 400 millions de dollars. Avec les bénéfices dn pétrole, les müitaires se proposent de sortir l'Equateur de son sous-développement et d'améliorer les conditions de vie de la poulation.

ments ont déjà été faits, notamment dans l'agriculture, l'éducation, la santé et des travaux d'infrastructure.

D'autre part, le gouvernement actue a sensiblement accru le budget de la défense. Les trois armes se partagent la moitié des royalties, notamment pour renouveler leur équipement. L'Equateur a passé commande de douze chasseurs à réaction franco-bridouze chasseurs 2 reaction framiques « Jaguar », de chars AMX et de sous-marins allemands. Cela a aussi valu des critiques aux autorités, et le cardinal Muñoz s'est retiré de la Junte de défense en raison de « sordides affaires d'armement ».

Pour la période 1973-1977, les mili-taires équatoriens ont lancé un ambi-tieux plan quinquennal. Son objectif fondamental est « une réorientation de fondamental est a une récrientation de la société, afin de mettre un terme au sous-développement, aux injustices so-ciales et à la dépendance écono-mique ». Jusqu'à la fin de 1977, le gou-vernement e'est fixé les priorités sui-vantes : assurer le plein emploi et ré-duire la marginalité; augmenter le P.I.B. de 9 % en moyenne par an ; ra-mener le taux d'analphabétisme de 32 à 20 % de la population ; améliorer les prestations sociales, les services médi-caux et sanitaires; développer le com-merce extérieur; stimuler la produc-tion industrielle et appliquer la ré-forme agraire d'octobre 1973. forme agraire d'octobre 1973.

Pour l'heure, le pétrole est encore loin de profiter à l'ensemble des Equatoriens. Plus de la moitié de la population active demeure toujours en marge du circuit économique. Alors que 7 % des Equatoriens absorbent 50 % du revenu global, 54 % n'en percolvent que 9,5 %.

colvent que 9,5 %.

Faute d'une véritable redistribution des revenus, le pétrole ne fait qu'accentuer les inégalités sociales. La demande croît d'abord en fonction des besoins des groupes privilégiés et les promesses du plan ne sont pas toujours faciles à traduire dans les faits. Alors que les importations d'automobiles, de postes de télévision, de whisky et d'articles de luxe sont en hausse, l'industrie équatorienne, elle, ue travaille pas à plein rendement. L'un des rares secteurs en progrès est celui de la construction, où, en 1973, l'emploi a augmenté de 8,9 % et les importations de matériaux de 53 %. Mais cela est surtout perceptible dans Mais cela est surtout perceptible dans la multiplication des nouveaux édifices et des résidences de luxe.

La réalisation du programme d'in-dustrialisation se fait lentement. Ainsi, sur deux cent dix projets prévus par le sur deux cent dix projets prévus par le plan quinquennal, neuf seulement avaient été mis sur pied au début de 1974. La situation ne s'est guère amélorée non plus dans le domains de l'emploi. Selon le Centre d'analyses démographiques, 65% de la population active travaillerait actuellement selon ses capacités, 30% serait sous-employée et 5% serait an chômage. Mais, à en croire d'autres sources, 50% au moins de la main-d'œuvre n'aurait pas d'occupation effective.

Pivot dn plan de développement ancé en 1973, la réforme agraire

l'urgence d'une transformation ra-dicale des structures particuliè-rement arrièrées de propriété de la terre. Qu'on en juge : alors que 1348 grands propriétaires disposaient cha-cum en moyenne de 1312 hectares, 538 874 petits paysans devaient se contenter de lopins de 22 hectares en moyenne. En Equateur, le secteur agrimoyenne. En Equateur, le secteur agri-cole occupe plus de 50 % de la popu-lation active, et on y compte 42 % d'Illettrés, soit 10 % de plus que la moyenne nationale.

Pour atimuler la modernisation et la mécanisation de l'agriculture, le gouvernement a octroyé de nouveaux crédits, et deux mille tracteurs ont été importés en 1974. Le salaire minimum des ouvriers agricoles a été porté de 450 à 750 sucres par mois, soit l'équi-valent d'une trentaine de dollars.

valent d'une trentaine de dollars.

Mais les tentatives d'application de la réforme n'ont pas tardé à se heurter à la vive résistance de la puissante oligarchie terrienne, qui s'est toujours obstinément refusée à accepter le moindre changement fondamental. Moins d'une année après la promulgation de la loi, le ministre de l'agriculture, M. Guillermo Maldonado Lince, qui avait été déclaré « persona non grata et traître » par les chambres d'agriculture, était ameué à démissionner, de même que ses principaux collaborateurs. Comme a ensuite pu le constater l'Institut de recherpaux collaborateurs. Comme a ensuite pu le constater l'Institut de recher-ches économiques de l'université cen-trale de Quito, « la pression des grou-pes de propriétaires terriens, qui avait déjà compromis la réjorme de 1964, s'est répélés en tous points en 1973 jusqu'à canuler les vellétés réjormis-tes du régime. tes du régime ».

YANT réussi à neutraliser l'opposi-A YANT reussi a neutraliser l'objosi-tion civile, les militaires équato-riens gardent la situation bien en main et ne songent nullement à céder les reet ne songent nullement à céder les rè-nes du ponvoir. Mais ils ne forment pas pour autant un groupe monolithique et sans faille. Ainsi, à diverses reprises, depuis le début de l'année, et malgré les démentis officiels, des rumeurs ont couru à Quito sur l'existence d'un ma-laise dans l'armée et l'éventualité d'un nouvean pronunciamiento, Mais, jus-qu'ici, le président de la République, le général Guillermo Rodrigues Lara, a réussi à consolider peu à peu sa po-sition et s'affirmer comme l'arbitre des luttes d'influence entre les trois armes. luttes d'influence entre les trois armes

En politique étrangère, l'Equateur se montre solidaire du reste de l'Amérique montre solidaire du reste de l'Amérique latine dans ses revendications envers les Etats-Unis, et le gouvernement de Quito a été l'un des premiers à protester vigoureusement contre la loi sur le "commerce extérieur" (1). Mais, comme d'autres militaires, les militaires équatoriens hésitent à organiser la mobilisation populaira et préfèrent gouverner seuls. « Le peuple équatorien, écrivait dernièrement à ce propos le mensuel Nueval, ne sait rien de sa le mensuel Nueva, ne sait rien de sa politique pétrolière. Le moment venu, il ne saurait défendre ce qu'il ne

(1) Voir t'article de Jean-Pierre Cierc, le Monde diplomatique, mars 1975.

piétine. Pourtant, des leur arrivée au les conditions de vie de la population. Cependant, autour du campement de pétrole par jour, elle devrait pou-A cette fin, d'importants investissepouvoir, les militaires avaient reconnn Les forces armées, la C. I. A. et les Eglises en Amérique latine

(Suite de la première page) Simultanêment, on eulvra une politique de reporochement evec les secteurs eccléslaatiques tavorebica au gouvernement et é l'impérialisme : - Entretenir des relations amicales avec certeins évêques, membres da l'Eglise, prêtres boliviens, de façon que l'opinion publique ne soit pas amenés à croire qu'il s'agit d'une persécution systématique de l'Egilse, male seulement de quelques-uns da ses membres. Il taut Insister eur la caractère authentique d'une Eglise nationala. -

Cette atratégie, tondée sur l'exacerbation des contredictions intra-ecclésiastiques, utilise, il est curieux da le constatar, une méthoda d'analyse at d'intervention qu'on pourrait qualiflar de marxiste. Cela confirme ce qui a dàjà été dit au sujet du putsch chillien notamment : les bourgeoigies latino-amàricaines sont à l'école que la prolétarial les enseignements da

la lutte des classes. L'idéologie véhiculée par ica moyens da communication efin d'etteindre les objectils prévus est evant tout l'anticommunisma primaire, auqual s'ajoute le nelionalisme cheuvin et un zeste da chriatianisme è la sauce du gouverner des forces armàes. On tantera de prouver qu'il existe un lien entre lca secteurs progressistes et la - communisme Intarnational -. les expêriences da guérille de neliate-progressiste de Torres, renversé dans la sang an 1972 par les militaires boliviens en llaison evec les forces armées brésillennes : - !! laut (...) faire le rapprochement entre leur action (des prêtres étrangers), la guérilla de Teoponte et les agissements du curé Prats (5). Il faut montrer de laçon Insisiante qu'ils sont dans la ligne de ce demier, qu'ile prêchent la lutie armée, qu'ils sont liés au communisma international et qu'ils ont étà anvoyès en Bollvie dans le seul but d'amener

l'Eglise au communisme. » La clergé étranger est majoritaire en Bolivie, eurtout dans les ordres religieux, l'Eglise eyant peu da vocations en dépit de son enrecinement dans les masses. Au nom de l' > apolitisme - Préché per le hiérarchie catholique, on va l'accuser de taire da le politique. On entend einsi cacher le fait que ni les secteurs progressistes ni, encore moins, les évêques, n'ont

aujourd'hui de positions partisanes; tout eu plus ont-lis une ection pastorale et sociale qui, ces demiers temps, a, il est vral, pria une résonance politique. Ainsi la section bollvienne de - Justice et Paix a-t-elle publié un documant eur le massacre paysan de Cochabamba an 1974 tandle que les redice catholiques on détendu les revendications syndicales des mineurs de l'Altiplano. La campagne des cant mille algnatures lancéa pour protester contre l'occupation et la destruction de Radio-Pie-XII et l'expuision de prêtres da Justice at Palx et pour délendre les droits dea mineurs epoliés, a étà qualifiée de - plan d'agitation - par la ministre bollvien de l'intérieur, qui se dit chrétien.

Comment opare cette campagne Idéologiqua ? Grēce eux pressiona toujours plue fortes sur les moyens d'information : opèrent surtout dans la région minière et à La Paz : campagne de presse (lettres da lecteurs) ; oblention de lettres d'adhéaion da secteurs de droite des Follses et pressions sur la presse catholique : - Il leut accentuer las pressions sur Presencia pour qu'il ne donne é le limite que des informetione très partielles sur les laits. Il laut exigs: qua touta communication dans le journal soit signàe afin de pouvoir véritier son origine et ses

- Actuellemant est déjè prêts une flete

une lettre d'eccusation contre Justice et Paix eignée par dix prêtres et religieuses

La collaboration de la C.I.A. est acquies et effective. - Par l'Intermédiaire da Freddy Vargas (5) et d'Alfredo Arce (7), la C.I.A. a décidé da s'occuper directement du problème. Elle s'est engagée è donnar toute information nécessaire sur certains prêtres, en particulier nord-américains. En quarante-hult heures, elle a remis entre les maine du ministre de l'intérieur un dossier complet sur quelques prêtres (antàcadents personnele, àtudes, relatione amicales, edresses, publications, contacte avec l'extérieur). (...) Des informations ont également étà lournies sur d'autres prêtres et religieuses qui ne sont pes de nationalité nord-américaina. »

La tactique éleborée avec l'elda et la participation de la C.I.A. sa réalise en plusieurs phases. La première consiste è aurveiller de très près certains ordres religieux (...) et contrôler leure liens (...) avec les activités religieuses sur les hauts plateaux, avec les journallers du coton et aurtout las minaure ». Oblats du Québec et jésuites catalans réalisent en effet uie de nombreuses années un travail en étroit contact avec les ouvriers. De même, paroisses, instituts da rechercha et quelques évêques doivent être contrôlés at surveillés et les informations centre-Ilsées dans des fichlars au ministère de

da dix prêtres à arrêtar. - Il exista, eu ministère da l'intérieur,

A seconde phase consiste è încuiper des innocents à partir de fausses preuves : - Dès qu'un prêtre est arrêté. les agenta du ministère doivent prendre soin de allsser dens son porte-documents. at si possible dans sa chembra, des trects aubverkifs et une arme (de prélérance revolver de gros calibre); lle tiendront prêt son curriculum vitae pour pouvoir le discréditer euprès de son évêque et devant l'opinion publique. - L'objet sat d'impliquer les prêtres dans des délits de subversion iomentée par des lorces politiques étrangères. - En principe, il taut éviter les perquisitions dans les maisons religieuses, cer cele est trop facilement eulet à publicité. - En effet, le termeture des redios

Impliquer des innocents de Catavi et le perquisition brutale des presbytères n'ont-elles pas entraîné una grève des mineurs, diffictie à contrôler ? Les prêtres portés sur le liste seroni arrêtés dans la rue, de prélérence dans pagne. Les policiers dolvent es déplacer en civil et dans des taxis utilisés pour

Troisième phase : expulsion du pays de possible : - Il faut mettre le hiérarchie ecclésiastique devant le fait accompil. Les raligieux arrêtés discrètement ne doivent pas être transférés dans les locaux du ministère ou du DOP. Les policiers doivent entrer en contact radio avec le

service de renseignements. Pendant que le ministère de l'intérieur prépare les masures appropriées, le mieux est d'emmener lea prisonniere en voiture hore de le ville. Les évêques ne seront mia eu courant qu'après expulsion telte. -

L'expulsion des étrangers, prêtres et pasteurs, catalogués comme subvereifs, est l'objectif dernier de cette tactique élaborée pour museler los Eglises. Cel el se verraient ainsi privées de leure éléments les plus dynamiques. L'ection policière est dûment atimulée : - // a étà promis aux policiers qui travaillent le mieux à la mise en œuvre de ca plan de les récompenser avec les attaires confisquãos au cours des perquisitions dans les maisons de certains religieux.

- La mutation du chet du service de renseignement, le colonel Arabe, (a'expliqua par le fait) qu'il n'étalt pas tavorab à une attaque directe de l'Eglise. Le nouveeu chef du service de renselgnement, le major Vacatior, est un homme très dur, evec des tendences au sadisma : ll e dėjė directement participà è des séances de torture. Il est prêt à mettre strictement en pratique le plan prévu.

La réaction des évêques boliviens est trop faible et trop timide. Même les progressistes parmi eux n'ont pas conscie du caractère continental da la etratégia mise au point contre les chrétiens les plus engagés. Lorsque le comità permanent da l'épiscopat se réunit eprès le destruction da Radio-Pie-XII et du fait de la grève des mineurs qu'elle provoqua, il recut le ministre de l'intérieur mais non les prêtres et les mineurs concernés. Le cardinal Maurer e'est déclaré « très satisfait du dialogue avec l'Etat avec lequal il espère travalller d'un commun accord pour le bien de la patrie = (8).

En 1968, la CELAM (Conférence épiscopale latino-eméricaine) organisa le conférance de Medellin, qui prit des positions critiques envers le capitalisme et le néocolonialisme et qui se déciere en taveur de le libération des peuples d'Amérique lebne. Aujourd'hul, ia CELAM, récupérée par les secteurs traditionalistes de l'Eglise, se talt devant la répression, le toriure et les coups d'État sanciants comme celul du Chill (9). Le Vatican, en général plus attentir à la défense des droits de l'homme que certaines Eglises

locales, cherchs evant tout à jouer un rôle de médiation en faveur de le paix mondigle, ce qui l'oblige é meintenir de bonnes relations diplomatiques avec les Etats-Unis et les gouvernements en place. Contrairement au Consell recuménique des Eglises à Genève, Il cat moins libre da rence de la C.I.A. dane le contrôle et le désarmement idéologique des chrétiens Eglises elles-mêmes dans un continant particulièrement croyant

Si le cries du capitalisme continue de e'eggraver et si le répression doit augmenter en conséquence dens les pays dils du tiers-monds, on peut se demandar Jusqu'à quel point les reletions conflictuelles entre Etats totalitaires et Eoliges institutionnelles vont s'exacerber. Oublieuses de leur miesion évangélique qui les presse de défendre les droits humains bafoués, mêmes (et plus seulement leur alle progressiste) manacées da disparition, se dàcideront-elles enfin à lutter contre les Etats répressifs pour leur propre survie ? Si tel est le cas, les religions chrétiennes, qui ont largement servi à véhi-culer l'idéologie l'ibérale bourgeolae, cesseront d'être considérées par la technostructure ectuelle comme l'un des pillers de la sociaté capitaliste post-Industrislie. Dans les pays développés, le schéma idéologique du capitalisme multinetional accorde peu de plece à la reilgion (il en va da même pour le rôla des Etats-nations). Toutefols, le religion et les Eglises sont fortes dans beaucoup da pays sous-développés où précisément éévit le répression, favorisant l'apparition de nouvalles contradictions.

GONZALO ARROYO.

(4) Groupe de guérilla ayant opéré de juin à octobre 1970 at connu surtout à cause des e carnets de route » du jeune christian Nastor Paz Zame (5) Prêtre bolivien qui a servi de média-teur dans une affaire de séquestratioo politique: sumônier d'étudiants. (6) Sous-secrétaire du ministère de l'in-

(71 Ancien ministre de l'intérieur. (8) La réaction des oblats, de quelques évêques isolés et de prêtres de Bolivie fut. à tout orendre, beaucoup plus ferme, (9) Ci l'article de François Eoutard, les Informations catholiques internatio-nales, le juin 1975.

ERS UNE ES SYSTEMEL ET

y designilities les credutions

Coopération et sécurité en Europe

VERS UNE CONVERGENCE DES SYSTÈMES DE L'EST ET DE L'OUEST?

Le déséquilibre et les évolutions

A conférence paneuropéenne d'Helsinki (30 juillet-1" août) a une portée politique dont les clauses mêmes du texte auquel souscrivent les trente-cinq participants ne suffisent pas à rendre

D'une part, certains Européens de l'Ouest s'interrogent aujourd'hui sur les raisons pour lesquelles ils ont souhaité ou accepté que deux puissances extraeuropéennes — les Etats-Unis et le Canada — participent de plain droit aux travaux de la conférence. Sans doute a-t-on trop vite dit que, s'agissant de sécurité, la présence de deux grands alliés qui entretiennent des troupes en Europe allait de soi. Par lui-même, en effet, cet argument se retourne contre lui-même : il implique que ces mêmes pays auraient pu rester étrangers aux débats portant sur l'autre polct de la conférence, - la coopération entre Européens. Toujours est-il que l'Europe n'a pas osé s'affirmer en tant que telle. Elle estime ne pas pouvoir, seule, prendre en charge son propre destin, et cet aveu de faiblesse,

quelles qu'en soient les diverses causes, tient nécessairement une place importante dans toute analyse.

Pourtant l'Europe s'est réunie pour débattre de ses propres problèmes qui, trop souvent, ont été et sont encare traités, même en dehors d'elle, entre les deux Super-Grands. Que les protecteurs soient parfois tentés d'abuser de leurs privilèges ne suffit certes pas à garantir l'efficacité de leur dialogue exclusif. Très vite le monde découvre la fragilité et les limites des accords conclus entre Moscou et Washington en matière, par exemple, d'armements stratégiques. En revanche, les petites et moyennes puissances ont pu s'exprimer, et les longs travaux de la conférence, comme son acte final, devraient les inciter à poursuivre entre elles les consultations et les échanges ainsi engogés, qui n'ont nul besoin d'obtenir le « feu vert » ou la caution des deux Super-Grands.

Tout en consacrant le statu quo territorial, la conférence paneuropéenne est déjà, et peut être encore plus à l'avenir, l'occasion de développer souplesse et fluidité sur un continent dont les pays qui le composent n'ont aucun intérêt à le poir retrouver une anachronique rigidité. L'objectif ne peut être atteint en un jour, par un geste solennel. Une lente et patiente évolution peut seule y conduire. Encore foutil que les intéressés se libèrent de leurs craintes et de leurs trop simples schémas politiques, et qu'ils aient la volonté d'être eux-mêmes.

Le dossier ci-dessous présente, pour les réfuter, certains concepts à la mode qui monquent de réalisme. Il suggère du même coup les grandes lignes d'une action prudente qui pourrait, sans le bouleverser radicalement, modifier progressivement le grave déséquilibre actuel pour accroître la marge de manœuvre dont disposent les petites et moyennes puissances de l'Est et de l'Ouest européens.

Coexistence des États et confrontation des idéologies

L'insécurité et l'interdépendance sur le vieux continent

UVERTE avec solennité le 3 juli-let 1973 à Helsinki, le conférence sur la sécurité et le coopération en Europe (C.S.C.E.) s'est achevée, le soot 1975, dans la capitale finlandaise. Réunis dans l'intervalle é Genève, les experts nationaux ne se sont lamais certains morosité. - Gardons-nous toute Illusion I », lançait M. Rudolf Bindschedler, chef de la délégation suisse, aux correspondants de presse. vegu. Nous voulions faire un petit pes en avent dans l'établissement d'un système international. Il nous faut aujourne constituera pas un événement histosigne.... - Le lourd forum de trente-cinq Elais d'Europe et d'Amérique du Nord auralt-il été décidément Impropre eu délicat dialogue paneuropéen? Une horloge conflée à un dinosaure. commenterent certains...

Dans le même temns, le décor international général e'est modifié, du fait de la crise de l'énergie. L'insécurité de l'Europe occidentale se trouve-t-elle eggravée, l'Union soviétique éprouvant le tentation d'exploiter les difficultés de l'eutre camp? L'interdépendance des deux parties du continent serait-eile, au contraire, approfondle, une complicité

A conception soviétique de la coexis A conception soviétique de la countre tence promet la paix, c'est-à-dira l'éliminadon de l'hostilité et de la violence, au plan des rapports entre Etats. La renonciation multiletérale à la menece ou à l'emploi de la force entre Etats second des dix principes fondamentaux devant régir les relations paneuropéannes - exclut la conversion de la nissance militaire en contrainte ouverte. Reste la tonction politique du potentie réaliste du rapport des torces - apparait aux Etats socielistes comme le » gage nècessaire d'une coexistence pacifique solide et durable = ; le processus continu d'armement poursuivi par les gouverscou, qui se montrent soucieux dans les entretiens sur le limitation des armements stratégiques (SALT) ou dans les négociations sur le réduc des forces en Europe centrale (M.B.F.R.) de maintenir une avance quantitative

LIRE PAGES 10 A 13 P. 10-11. — Progrès industriel et dépérimement des idéologies. C. Z. — Des conrectifs qui n'entament pes le logique des systèmes, Marie Levigne. — En Union soviétique : la bureaucratie et l'opposition face à le contergence, Jean-Jacques avarie. P. 12-13. — Coogération et conflits: les deux Super-Grands et les autres. Pierre Hassaet. — Convergence des complexes militaires américain et sutistique, Dieter Senghant.

objective se dessinant entre Elets développés de réglmes différents ? Il serait tentant de discerner une neu-

velle stratégie des dirigeants soviétiques dens leurs rapports avec l'Europe et l'Occident. L'ébranlement de l'ordre économique, social, polítique des sociétés capitalisme annoncée comme imminente depuis plus d'un demi-siècle, une crise provoquée par une lutte des classes Lenha - en la circonstance. l'effrontement des producteurs d'énergle et des nations industrialisées. Le raiour é le pureté idéalogique des origines impliquerait non plus le coopération avec les ouissances occidentales, mais la préparation de changements radicaux en leur

Pourtant, la manière d'agir des États socialistes européens semble inchangée : desir d'éviter tout rieque et d'exploitai toute occasion favorable. L'éclairage, il est vrai, est modifié : Il fait mieux apparattre le dustité de la « lione » coviétique - la rigoureuse séparation de la « cohabitation des Etets - et du développement de le lutte sociale. Maie n'était-ce pas déjà sur le différenciation de ces deux domaines que l'Union soviétique cherchait à londer, lorsqu'elle enlamait le - longue marche d'Helsinki -, les règles du leu paneuropéan ?

Les règles du jeu

concédée en vertu de leur inférienté qualitative de naguere, doit étayer un rapport des forces favorable au socialiame - et, finalement, à le paix pulsque, de par leur etructure sociale, les Etats socialistes ne eauraient provoquer une confrontation armés.

Les rapports pacifiques entre Elats

ainsi réglés, les principes paneuropéens le confrontation au nivaeu des sociétés. La structuro pluraliste de l'Etat et de la société en Europe occidentale offro les points d'ancrage les plus variés eux tentatives extérieures de prise d'influence ; mais elle comporte l'avantage d'exercer une certaine séduction sur les opinions publiques des pays de l'Est par les possibilités d'épanoulssement Individuel qu'elle ménage. Neutraliser le pouvoir d'attraction de l'Occident dans les sociétés socialistes, ou plus simplement la tolèrance croissante à l'égard de son mode de vie public et sociel, tout en revendiquent le droit d'exercer une influence politique sur les système adverses : tel est le double impératif des dirigeants soviétiques. Ainsi, é long terme, les modifications politiques ne pourront-elles se dessinar que dans les sociétés occidentales — et dans le sans d'une adeptadon prograssive aux modèles socialistes

Dans cette attente, la direction à sulvre est implicitement indiquée, à Heisinki puie à Genève, par les exi-gences soviétiques en matière de coopéoccidentaux ne devralent plus es déroPar CHARLES ZORGBIBE

ber, sous le prétexte de libertés formailes, à leur responsabilité an metièra d'influences « contraires é le paix ou à la morale .; Il leur reviendrait d'exerce une sorte de censure eur leurs propres és en vue d'éviter eux Etals soci listes le contamination des idées occi-

Un programme de coexistence requé-

rant, eu niveau des sociétés, l'ouverture

au niveau des Etats, le démantélement progressif des appareils militaires et le conflance généralisée dans l'innocence de le politique soviétique : cette argumentation est, certes, le fait des idéoloques, plus que des hommes d'Etat ralativistes qui peuplent, en nombra croissant, les directoires des pays de l'Est. Reste que le disqualification des conceptione concurrentes des rapports Est-Ouest sous l'étiquette diffamante de - guerre froide - l'appei é partir de « réalités » procédant elles-mêmes de sance soviátique, marquent le détermination de Moscou d'imposer ses propres règles du jeu peneuropéen. Male il eppar tenait aux Etats occidentaux et neutres d'opposer leur propre définition des . réalités politiques . et leur propro conception des rapports Est-Ou

Las travaux d'Helsinki et de Genève offrant un exemple sadsfalsant de coopé ration politique efficace entre neut Elais de le Communautà eurocéanne voirs entre les Neuf et les eutres Etats occidentaux ou neutres qui partagent leurs positions de principe. Sans doute des erreurs Lactiques onielles été commises. Certain documen raiatif à « l'exécution de bonne foi des obligations assumées », en falsani référance eux - droits, obligations et responsabilités découlant des traités, accords et arrangemente précédemment conclus ». a pris un tour ambigu : ses auteurs evalent en vue les responsabilités des Quetre sur l'Allemagne : mals la formule utilisée fieurait sa - doctrina Brejnev -. elle Inquiéts Yougoslaves et Roumaine : plus généralement, le distinction entre est tout à fait contraire é l'esprit de la conférence qui reflète une certaine démocratisation des reletions inter-éta-

Surtout, les Nauf sembleni avoir concedé trop vite - event le peuse da billià des frontières, consécretion de ce statu que territorial si cher aux Soviétiques (etténuée, il est vral, per l'allusion arrachée à une possible modificaprincipal abattu, les négociateurs occidentaux ne pouvalent plus attendre de progrès que d'une réalle volonté poiltique des puissances de l'Est.

En tall, les ensembles construits n'apne cont guera compromettants : cur les - grands principes -, qui cont repris du droit internedonal général ou de la

charte des Nations unles, et eur les diverses questions fechniques de coopéoltres - opérationnele - (mesures destinées à créer un climat de confience dans des paye socialistes furant sporadiques et partielles el n'oni guera aide é la nise au point de textes cohérents lusqu'é la présentation par les Neuf, la 15 mai 1975, d'un document général portant é le fois sur les contects humaine et les problèmes d'information, qui fut favorablement accases III par I'U.R.S.S.

L'essentiel e cependant été ménagé : les Européens de l'Quest sont parvenus à maintenir, en ces temps de «Resipolitik », laur exigence d'une détente é dimension humeine, suscepdbie de procurer des bienfaits réels eux peuples européens. Comment prolonger, au-delà de la conférance, le grand débat sur le progrès des échanges et des liberles

A défaut d'un véritable mécanisme peneuropéen pour le protection des droits de l'homme, il semble possible d'améliorer l'applicadon des conventione existantes - el particuliérement de calles qui refiélant é la lois les deux textes - périphériques -, peu contestés dans leur principe - conventions humaeur la génocide de 1948, convention de 1965 sur l'élimination de la discrimination raciale... -- l'ecceni pourrait être mie sur les pactes des droits de l'homme

des Nations unies : seuls parmi les Etats européens, Bulgeria, Chypre, Denemark, Suède et Yougoslevie les ont ratifiés, meis ne forment-lls pes un microcosme des divers courants

Le problème plus général des suites

intionnelles de la Conférence e déli été amplement débettu. Les réticences manifestées en Occident lece eu projet é l'origine - socialiste - d'organis paneuropéenne permenente ne sont pas absolument convaincantes Les risques d' - ingérence - soviétique sont limités, du fait de le procédura d'edoption per consensus qui permet é tout Etat perticipant de bipouer la prise de décision sillon donnée. Et la harcèlement - si harcélement II y e - sera-t-il forcément é sens unique? L'Union soviétique e été souvent mise au pied du mur en deux ans de contérence, et la création d'une organisation permanente ne semble plus l'un des objectifs majeurs de la dinjomatia soviátique. De fait una Institution paneuropéenne offrirait un double avantage : elle parmettrait le contrôle de l'application des principes paneuropéens ; elle alderalt, au sein du dialogue peneuropéen, au « déblocage » des positions des petits Etats neutres. voire membres d'un bloc. A court terme cepandent, cette double fonction sera assumée per des organismes techniques restreints se réunissant à dates réqulières... dans l'attente du futur - rendezvous » général, cefui de Beigrade en

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE PRIVÉ Fondée en 1899.

de réputation internationale, cette Ecole vous opporte la sécurité pour l'Instruction et l'éducation de vos fils.

ÉCOLE PASCAL

à PARIS, 33, bd Lannes 75116. - Tel.: 504-14-23 AUTOBUS - METRO: Porte Dauphine ou Pompe

& MORZINE (Houte-Sovoie) 74110. - Tel.: 187 S.N.C.F.: Thonon AEROPORT : Genève

INTERNAT - DEMI-PENSION - EXTERNAT

Du jardin d'entonts DUX BACCALAUREATS

Sports et plein air ga bois de Boulogne. Lebaratoire. Week-ends grasnisés

Du lordin d'entonts à la classe de Troisième (B.E.P.C.)

> Sports Yété - Ski Phiver. Vie saine à la montague.

Amerique |

Le progrès industriel entraîne-t-il

un dépérissement des idéologies?

'IDEE que les systèmes sociaux, économiques et politiques de l'Est et de l'Ouest tendent à se rapprocher progressivement, voire à s'interpénétrer, est relativement ré-cente. Les théoriciens de la convergence ont, certes, leurs « grands ancêtres»: Tocqueville a prédit, dans De la democratic en Amérique, non seulement une rivalité de puissance entre les Etats-Unis et la sance entre les Etats-Unis et la Russie, mais aussi une marche des deux nations vers la démocratie sociale et politique, résultant de l'industrialisation; Max Weber a montré que les systèmes de clanx concrétement vécus ne sont jamais identiques à un modèle théorique abstrait, qu'ils sont des « ordres mixtes » en changement permanent; Thorstein Vehlen a annencé la prise du pouvoir de décision, dans toutes les sociétés industrielles modernes, par les s technocrates et managers e les sociétés industrielles modernes, par les s'echnocrates et managers e — processus que devait éclairer James Burnham, en 1941, dans son célèbre essai l'Ere des organisateurs. Mais les théories ne pouvaient s'épanouir qu'après l'apparition des premiers signes de convergence entre systèmes, dans les années 50, lorsque se confirma la poussée des résimes. systemes, dans les années do, lorsque se confirma la poussée des régimes occidentaux vers l' s Etat-Provi-dence », et s'esquissa l'irruption des s mécanismes de marché » dans les régimes socialistes.

regimes socialistes.
Economistes, sociologues on politologues, les théoriciens de la convergence ont en commun une conception déterministe du progrès industriel

De Rostow à Sakharov

« [] N manifeste non-communiste »: "I manifeste non-communiste »:
le sous-titre du célèbre euvrage
de Walt Rostow sur les Etapes de la
croissance économique (1960) marque bien l'ambition de l'auteur.
Rostow se propose de formuler une
histoire globale du déveleppement de
l'humanité, qu'il schématise en cinq
phases: la société traditionnelle; la
préparation du « décollège » éconophases: la société traditionnelle; la préparation du « décollage » économique; le s décollage »; le progrès vers la maturité: l'ère de la consommation de masse. A l'assue de cea cinq phases s'ouvrira une étape plus humaine, celle de l' « au-delà de la consommation », dans laquelle les Etats-Unis semblent sur le point d'enfrer.

Selon Rostow, l'Unien soviétique Selon Rostow, l'Unien soviétique se trouve, comme les Etats-Unis, dans une période de changement rapide. En effet, entre le développement des sociétés capitalistes occidentales et celui des sociétés socialistes, il y a seulement une différence d'étapes, donc de degré, et non de nature. L'Union soviétique est techniquement et psychologiquement prête à accèder à l'ère de la consommation de masse. L'ultime obstacle mation de masse. L'ultime obstacle est suscité par les gouvernants qui s'efforcent d'affecter la plus grande part de l'augmentation du revenu annuel aux dépenses militaires et à l'industrie lourde — elic-même liée au potentiel militaire — afin d'attendre à la domination mondiale.

continu et la conviction de l'adap-tation inéluctable du ponvoir poli-tique à ce processus économique : comme les marxistes, ils font dependre la superstructure politique de l'infrastructure économique. De pendre la superstructure politique de l'infrastructure économique. De même, ils assurent tous que la prospérité engendrée par le progres technologique conduit à une relative s désaffiliation s idéolégique, à une dépolitisation progressive. An-delà, des nuances sont perceptibles entre les auteurs. Parmi les premières théories de la convergence, certaines — telle celle de George Kennan — étalent, en réalité, des théories de la « submergence s des systèmes de l'Est par ceux de type occidental. Mais d'autres courants peuvent être discernés, selon la distinction proposée par Marie Lavigne: ceux de l'« hybridation» et de la « synthèse s des systèmes. Hybridation, symblose, naissance d'un système mixte procédant des emprunts réciproques des techniques du développement économique et des modalités d'erganisation sociale: telle est la conception du sociologue P.A. Sorokin, qui entend dégager une lei des schangements socioux progressifs », et surtout de Jan Tinbergen, qui, d'un point de vue micro-économique, énumère et analyse les manifestatiens de l'interpénétration des systèmes. Synthèse, c'est-à-dire passage à un système nouveau, radicalement différent des deux systèmes originaires: système nouveau, radicalement dif-férent des deux systèmes originaires : de ce courant relèvent les principales approches actuelles.

Mais cette situation n'est que tem-poraire; l'évolution vers la consom-mation de masse ne pourra être toujours freinée L'Union soviétique toujours freinée. L'Union soviétique va s rejoindre e les Etats-Unis : cette égalisation des conditions objectives amèners l'U.R.S.S. à une conversion typologique. An-delà de la cinquième étape du développement, la production et la diffusion des biens de consommation et des services ainsi que l'urbanisation caractériseront, de la même manière, toutes les sociétés industrielles.

Moins ambitieux que Rostow, John Moins ambitieux que Rostow, John Kenneth Galbraith n'interprète que l'étape industrielle actuelle du développement de l'humanité. La révolution technologique transforme les sociétés modernes en s sociétés d'abondance s; elle affecte ansabien les sociétés de type capitaliste, en réalité dominées par quelques centaines de grandes entreprises, que les sociétés socialistes. Ainsi émerge le s nouvel État industriel», qui est le snouvel Etat industriel », qui est une synthèse des deux sociétés et dont l'originalité réside dans sa « technostructure ». La technostructure, qui résulte de la collusion des managers de l'économie et de l'appareil d'Etat, révèle l'absence de conflit majeur entre le ponvoir poli-tique et le secteur économique, voire l'harmonie fondamentale des intérêts en présence. La technostructure

Espoirs et illusions d'un rapprochement des structures économiques et politiques

assure la sécurité, la croissance, le progrès technique qui permettent la maximisation des profits : non seu-lement ses représentants manipulent lement ses représentants manipulent la production et les investissements (en Occident, du fait du déclin du rôle des propriétaires de capitaux dans le processus de décision), mais encore ils dirigent la consommation, car il importe d'éliminer les risques — la programmation remplace le marché. Gigantisme de la production, ampleur des capitaux nécessaires, caractère avancé de la technologie : le nouvel Etat industriel est le produit historique inéluctable de l'évolution des sociétés industrielles de l'Est comme de l'Ouest. s Deux systèmes industriels ostensiblement différents entrent en convergence. industriels ostensiblement différents entrent en conservence.

Raymond Aron constate, lui aussi, que toutes les sociétés industrielles convergent vers un nouvean type de société: elles tendent vers l'égalitarisme social et la participation politique; elles s'essaient à s concilier la hiérarchie avec l'égalité, la hiérarchie du pouvoir avec l'égale dignité humaine s. Mais, sur l'avenir, Raymond Aron est plus nuancé : des différences subsistent salon le type de société et, particulièrement, le mode de propriété et de régulation des rapports éconemiques, l'intégration des économies nationales an marché international, l'influence des consommateurs sur la distribution consommateurs sur la distribution des biens et services. Finalement, « nul ne connaît le putur et celui-ci n'est pas prévisibles, car « des ren-contres et des accidents » sont toujours possibles.

Un autre sociologue, R. Bendir, s Convergence et coexistence

L A vision des théoridens de la convergence est, en principe, optimiste : la dévaluation des facteurs idéologiques, la remontre des granda systèmes sociaux et politiques, la création d'un « homme nouveau e la création d'un « homme nouveau e né et formé dans le nouveau contexte technologique, sont autant d'élèments prometteurs pour l'avenir de l'humanité. L'une des rares versions pessimistes de la convergence est celle d'Herbert Marcuse: à l'Est comme à l'Ouest, les sociétés industrielles font servir le progrès technique à la déshumanisation des rapports sociaux: l'homme moderne. rapports socialix; l'homme moderne, « unidimensionnel », est conditionne et aliéné par la technologie inhim-maine qui le dépasse; ainsi se forme une société qui manipule ses mem-bres dans le sens le plus profitable au développement social apparent. Pourtant, les théories de la conver-gence laissent subsister une triple incertitude: rapports sociaux : l'homme moderne

incertifiede:

1º ON NE SAURAIT ETRE SUR
QUE LES METHODES DE PRODUCTION ET LES STRUCTURES SOCIALES SE RAPPROCHENT IN-DEFINIMENT. II se peut, au contraire, que des divergences im-portantes se maintiendent ou s'ac-

On sait déjà les doutes

comparé les effets de l'industrialisation en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et en Union soviétique. Le résultat essentiel de l'évolution des sociétés industrielles serait l'acces-sion aux postes supérieurs d'un nou-

veau type d'hommes, porteurs d'une nouvelle idéologie. Ces nouveaux gouvernants ne ressemblent ni par leur recrutement, ni par leur fermatien, ni par leur mentalité aux dirigeants ni par leur mentalité aux dirigeants des sociétés anciennes. A l'Est. Andrei Sakharov reprend le méme thème : s Le développement social, tant en Union soviétique qu'aux Etats-Unis, évolue maintenant vers une complexité croissante des structures et du mode de gestion des entreprises, d'où l'apparition d'une catégorie spécifique, les cadres supérieurs, groupe dont les caractéristiques sociales varient peu d'un pays à l'autre. 3 Et l'académicien soviétique de dessiner les quatre étapes qui permettraient à l'humanité d'éviter la catastrophe finale : démocratisation politique des pays socialistes, et victoire des « réalistes s partisans d'une coexistence pacifique renforcée et victoire des « réalistes » partisans d'une coexistence pacifique renforcée (1960-1980); dans les pays capita-listes, transformation des structures de la propriété et collaboration avec les pays socialistes, sous la conduite de faile réformiste de la bourgeoisie (1972-1985); union des efforts sovié-tiques et américains pour sauver la mottié la plus pauvre de la population mondiale (1972-1990); révolution scientifique et technologique an sein des deux systèmes qui aboutira à la des deux systèmes, qui aboutira à la création d'un gouvernement mondial et à l'élimination des contradictions entre nations (1980-2000).

mond Aron. Plus généralement, l'uni-versitaire canadien Théofil Kis reproche aux chantres de la conver-

gence leur tendance à ériger en absolus certains phénomènes mo-mentanés ou accidentels : s La portée

mentanes ou accidentels; s La porte de certaines descriptions, explications et généralisations est parfois démesurée ou disproportionnée. s De même, des sociologues comma A.S. Feldman et W.E. Moore, bien que partant des concepts de « société industrielle » et d' « élite technocrations en remembre de la proportionnée.

partant des concepts de « sociéte industrielle » et d'« élite technocratique », en viennent à nier la possibilité d'une convergence entre les systèmes de l'Est et de l'Ouest : les analogies et rapprochements, si manifestes qu'ils puissent nous paraître, ne seraient qu'extérieurs et superficiels ; les écarie typologiques seraient toujours considérables. En fait, une véritable « école de la divergence » existe any Etats-Unis, qui utilise les données empiriques compilées par le Russian Research Center de l'université Harvard. Mais c'est surtout à l'Est que la notion de convergence est réfutée. Selon les auteurs soviétiques proches du pouvoir étabil, le développement technologique, les changements dans les sizuctures de production on le comportement des consommateurs, ne séraient que des facteurs auxi-

liaires de l'histoire ; le trait distinctir irréductible des deux systèmes résiderait toujeurs dans le régime de propriété. Les théories occidentales de la convergence auraient un caractère essentiellement non scientifique, car elles auraient été conçues pour combattre l'inévitabilité historique de l'avènement du socialisme. de l'avènement du socialisme.

SE SEM COMVIDENCE

2º LA CONVERGENCE ECONO-MIQUE DES DEUX SYSTEMES A DM ISE, EST-ON ASSURE QU'ELLE ENTRAINE UNE CON-VERGENCE DES STRUCTURES POLITIQUES?

Les rapports entre les faits économiques et les faits politiques sont d'une grande complexité. Dans une étude comparée du pouvoir politique aux Etats-Unis et en Union soviétique, Z. Bræzinski et S.P. Huntington contestent l'existence d'une relation directe entre le développement économique et l'évolution des systèmes politiques: certaines ressemblances dans le comportement politique des dirigeants américains et soviétiques sont évidentes; mais le fait de vivre dans le même type de société industrielle eu de jouir du même bien-être ne conduit pas némême bien-être ne conduit pas né-cessairement à la démocratie pluraliste ; les techniques politiques res-tent très dissemblables.

Bien que plus nuancé, Théofil Kis parvient aux mêmes conclusions: la notion de convergence devient vague et ambiguë dés qu'on veut l'utiliser sur un autre plan que celui des structures s' technelogiques-technocratiques s, pour lequel elle a été conçue, Et n'est-ce pas la même spécificité du politique qu'entendent préserver les auteurs des pays de l'Est, lorsqu'ils nient la possibilité d'une désaffiliation idéologique, lorsqu'ils opposent à la bienfaisante coopération économique le nècessaire maintien de la inte idéologique?

3º A SUPPOSEE QUE LA REN-Bien que plus nuance. Théofil Kis

S' A SUPPOSEE QUE LA REN-CONTRE DES DEUX SYSTEMES SE PRODUISE NON SEULEMENT DANS LE DOMAINE ECONOMI-QUE MAIS AUSSI AU PLAN SOCIAL, POLITIQUE, CULTUREL, EN RESULTET-IL UNE CONSE-QUENCE DECISIVE POUR LA PAIX DU MONDE?

Le relation est évidente pour les premiers théoriclens de la conver-gence. Ainsi, pour George Kennan, les enjeux des tensions Est-Ouest perdront progressivement de leur intensité; des modalités plus nor-males s'offriront aux relations inter-nations les

Mais l'évolution vers une société Mais l'évolution vers une société plus homogène n'exclut pas néces-sairement affrontements et crises. An cours des siècles, comme le remarque Jean Laloy, des sociétés de structures identiques se sont anéanties dans des guerres innombrables. L'unification des rapports de production, voire des structures politiques, entraînera-t-elle celle des esprits?

to figure the second second

ter and transcription of a few and a

Table 1

All the specialists of the second second

Project and a second se

the Land or the London or the

Potters of the control of the contro

Comme to a second

an harried manners

Secretary of the second

State of the state

Tale -

Table 1 the

And the second

G St. Sales Services

The state of the s

See tall and the second second

Mary Andrews

And the state of t

A Second Second

The second secon

De s

the second second

The state of the same

77 ...

CT I'M TI

The server

6M 444raign. Entrest

en de la companya de

Special Control of

بويلال بالمست

· which is

ereniges discounts.

• everyone

the same and the s

ويستنفاه بموسده

Company of the conwhite was supply to the per-

the Paul

· marine 178 m 1 m 198/g - مرغ وما ذري ميماري م

A SECTION AND ADDRESS.

EN UNION SOVIÉTIQUE

La bureaucratie et l'opposition face la convergence

Par JEAN-JACQUES MARIE*

A neture de l'U.R.S.S. Son évolution possible eu probable. Questions presque eussi viellles que l'U.R.S.S. elle-même et qui se sont posées avec une acuité porticulière à partir da moment au, se bissaat sur les épaules de la révolution isolée, affamée, socerclée, une coste de privilégiés s'est emporée de pouvoir de la révolution, en utilisant et su démantelant è la fois le porti bolchevik qui l'evait conduite. Cette bureaucratie est-elle une coste aa une classe? Une nouvelle classe ea rôls historique derable, una excraissance monstrucuse et tem-paraira sur la corps de l'Etat auvrier, au l'avant-garde méritante (et eux mérites largement poyés) de la classe auvrière soviétique? L'U.R.S.S. est-ells le poys de sociolisme, de collectivisme bureaucratique, da copitalisme d'Etat, de capitalisme (restauré) tout court, un Etat euvrisr dégénéré ? En quel sens évolu-t-elle ?

La réponse è cette dernière question dépend à l'évidence de la réponse que l'eu donne aux questions précédentes. C'ast dans la mesure au les apposants soviétiques s'attachent à définir uns posities sur la ceture de l'U.R.S.S. et la fonction de la bureaucratie, qu'ils peuvent tenter d'esquisser une acalyse de leur devenir et, catre entres, eccepter eu rejeter la théarie dite ds le « coevergence », c'est-à-dira de la fusion progressive entre deux systèmes socioux reposant sur des rapports de propriété

Si le mot e'est pas encere ridé, l'idée est vieille. Dès la proclamation de le NEP, les

· Auteur de Staline, Edit. du Seuil. Paris

menchevika, d'esciens codets comme les partisons d'Oustrielev, en définissent les premiers linéaments : l'U.R.S.S. va évoluer vers une variante plus es moins antionale de capitalisme. Dès 1929, la groupe français « Coetre le courant » voit dans le bereaucratis « une clesse intermédieire et privilégiée », et l'exsecrétaire du parti communiste beige, Ven Overstraettee, dénence, quaraete ens ayant Moe, la « sociel-impérielisme saviétique », significant einsi qu'à ses yeux l'U.R.S.S. est devenue un pays impéreliste comme les autres, eu presque. Le triomphe du foscisme en Italie, en Allemague, en Espogne, les similitudes frappantes (dens les mœurs, les méthodes politiques, le parasitismel sotre les bureaucraties fasciste et stoliaienae, menent un Itelien, Bruno Rizzi, è décrire dens le Burequerotisotion du monde (sous-titre : le Collectivisme bureaucretiqus) le rapprochement accéléré, à ses yeux, entre les pays capitalistes et l'Union soviétique : « Le collectivisme bureaucratique e sa base sociale dans les clesses dominantes qui ont établi leur siège dans l'Etat, en Russie. en Allemagne, eu Jepon et dans les Etats plus petits, faibles eu point de vue capitaliste, et places sous la rayon d'action des grands Etats tatalitaires. > Dans l'Ere des managers, Burnham donne à cette « nouvelle classe » cammune eux poys capitalistes et à l'U.R.S.S. as contens sociologique précis : les managers, les directeurs d'entreprise, ceux que l'es appellera plus tard les technocrates. Avec dsa variantes multiples, le thème e, depuis lars, connu en yaste succes.

A l'Ouest en tout cas. Dons les poys de l'Est, il se va un peu différemment... Ne porlons pos, pour le moment, de la prose de bois afficielle, qui, derrière ses formules stéréotypées, leisse cependant parcer bien des bouts d'ereille. L'écrasante majorité des apposants, à en juger por les textes counus, esquivent la question de la actura de l'U.R.S.S. et donc la discussion sur son évolutioe probable. Lis la règlent ce mieux por quelques sffirmations rapides : au bien ils conservent les termes de « puys socioliste », sons que l'en soche clairement s'il s'exit là d'indifférence, de coaviction aa de tactique, eu bien ils repreneent la vicille formele de « capitalisme d'Etat », chargée de contenus divers, se bien, contestaur cette dernière expressice, comme Roy Medvedev, ils qualifient l'U.R.S.S. de pays socialiste au règne le « pseudo-socielisme », ee bien ils ee disent rien du tout (1).

Deux raisons au moins expliquent cette dis-

D'ebord, l'epposition s'est coestituée sur un terrain fort large : la défense des libertés et des droits recoenns por la Constitution, la lutts contre la répression. Elle a donc, le plus longtemps possible, évité en son seie la différenciation politique qui, inévitable synceyme de division, n'e que récomment commencé à

s'eperer. Ensuite, elle est très démunie poer aborder ces problèmes. Théorisant la prétenden division de moede en deux marchés parallèles sons interpénétraties et l'entercie économique de « monde socialiste », le stalinisme e rampu le continuité consciente de la pensée bolchevique, internationeliste par vocation, et brisé les liens evec le mouvement euvrier international, réduit l'un et l'autre è des manceux de codeaux adressés à Staline et à des lituries de citations. L'apposition e donc grand-paine à saisir la réalité internationale des problèmes e axquels elle est confrontée, è les replacer dens leur contineité dans l'espaca et le temps. Née en réaction contre le staliaisme, la pensée des apposents se meut capendaut par force dans le carcae que le stalieisme lui e, dès l'erigias, imposé. Les plus internationalistes d'sutre sax, soit dans leur mode de pensée (So-kharav), soit dans leur beritage et leur ection politiques (Grigorenko, Roy Medvedev), soisissent coefusément dans cette dimension leur histoire d'hier comme les réalités profondes de la lutte des classes enjourd'hui à l'échelle

Propriété et contrôle

des moyens de production

A INSI Sakharav écrit : « Nous devons éviter les interventions politiques dans l'erène Internationale, dont naus savors si peu de choses. > En même temps, pressé por un jour-soliste de s'exprimer sur la nature de l'U.R.S.S., il rétorque avec réticence qu'il a'a rien d'un théoricien et répond essex vaguement : s On peut considérer, comme le disoit Lénine eu début de notre révolution, que nous evens tout simplement effaire è un capitalisme d'Etat. c'est-à-dire que l'État assume le monopole du contrôle de l'ensemble de l'économie. Mois ciors, ce sociolisme-là n'e rien de nouveau. C'ast tout simplement une forme limite de la voie de développement capitaliste qui existe, disons, eux Etats-Unis et dans d'autres pays capitalistes, mais poussée à un extrême degré de monopolisation. (2) >

Ainsi, Sakherov met entre parenthèses les rapports de propriété au profit du « contrôle » sur l'économie et de son « monopole ». La bureaucratie nazie « controlait » l'éconor ellemaede et pourtaet la capital privir en restait le propriétaire. Gommer cette différence essentielle, c'est bisser le forme è des hauteers vertigineuses eu-dessus du contenu. On ettendroit une argumentation. Sakharav, par eilleurs fort précis dans sa description des privilèges en U.R.S.S., l'esquive, clars même que la théorie de la cuevergence est la pierre engu-laire de sa pensée politique. Elle epparaît des lors plus comme une espiration que camme une

L'ue des rares mouvements d'epposition qui partagent les vues palitiques de Sakherov, ls Mouvement démocratique, est eussi discret. Dans les soixante pages de son programme, ae milies d'une descriptios précise des maux dent saufire l'éconemie soviétique, il avance cette formele lapideire sons commentaire ei explirtice : « Les rapports de production (es U.R.S.S.) n'ont pas, en fait, un caractère socieliste, mals celui de capitelisme d'Etat, evec tautes les canséquences qui en découlent. »

La « convergence » apporaît einsi beaucoup plus chez Sakharay comme ene aspiration que comme le prodeit d'une évolution esgendrée par un certaie nombre de forces ebjectives et encouragée por ene politique dannée. Il est, de ce point de vue, coractéristique qu'il esquisse la réalisation de la convergence dans un bref ponorama faturalagique : victoire des « forces réalistes des communistes-léninistes de gauche » (et des « occidentalistes de gaeche »)
en U.R.S.S., victoire de l'eile gauche réformiste de la bourgeoisie eux Etats-Unis et dans les pays capitalistes en particulier, a sous le pression de l'exemple des pays socielistes », peis l'U.R.S.S. et isa États-Ueis, « eyant surmonte leurs divisions », s'attacheront è sauver la moitié la plus « pouvra » de glabe terrestre en prélevant une toxe de 20 % sur leur revene national, pour aboutir à une « convergence socialiste des systèmes » qui stimalera le progrès des sciences, des forces productives et de la liberté intellectuelle. Quels éléments de la réalité économique, sociale, politique poussent en ce sens ? Quelles deuvées de la situation ectuelles y ménent ? Sakharov e'en dit rien et son « programme » de convergence e donc plus

(1) On sait que cinq étudiants de Gorki ont diffusé, en 1959, un texte sur le Socialisme et l'Etat, e reposant entièrement sur l'analyse de documents marxistes-lénnistes », d'après ls « Chronieuse des évésements »; qu'un autre groupe s publié une longus étude sur la Dégénérassence de bolchevisme, mais ces textes d'ont pas franchi les frontières de l'UR.S.S.

pas franchi les frontières de l'U.R.S.S.

(2) Le « capitalisme d'Etat » est on terme vague sur contenus multiplés ; il peut désigner la conceetration entre les mains de l'Etat bourgeois d'un certain nombre de zecteurs économiques, un système d'intervention et de direction économique assumé par l'Etat bourgeois, l'utilisation d'un certain numbre de méthodes du capitalisme par l'Etat auvrier, le contrôle per l'Etat (sans contenu) de l'ensemble de l'économie, etc. Utiliser cette notion sans autres développements que l'insistance eur le « coutrôle » et l'exemple... des Etats-Unis renvois donc à tout ce que l'es veut, sauf, es tout état de cause, à l'analyse de rapperts de propriétés et aux rapports sociaux.

Tobi te :::: 5047

Des correctifs importants mais qui n'entament pas la logique des systèmes

Une symétrie beaucoup plus formelle que réelle

A théorie de le convergance das systèmes socialiste et capitaliste, dans le domeine économique, a feit l'objet d'un nombre considérable d'études. Une enalyse bibliographique réalisée en Allemagne fédérale [1971), par les eoins du servica d'âtudes économiques du Bundestag, e recensé cent cinquante-huit références. Depuis, le liste e'an est encore allongée.

Les partisans de le théorie, beaucoup plus nombreux que ceux qui la contestant, sont loin d'evoir des positions idéologiques identiques. Certes, la majorité d'entre eux soutiennent les mérites du système d'économie de marchà, mels certains es signalent par une critique poussée de ce système (comme J.K. Gabbraith); les plus ardents défenseurs de la théorie sont assurément les laudateurs de la voie chinoise » vers le socialisme, à leurs yeux exclusive, les modèles dits socialistes d'U.R.S.S. et d'Europe de l'Est ne représentant qu'une variants de capitalisme d'Etat, de moins en moins distincte de ses équivalents occidanteux.

La démonstration es présente le plus

souvent, au départ, comme neutre et dépassionnée. Elle suppose l'existenca d'un modéle économique commun, vers lequal tendent simultanément capitalisme et socialisme, Jan Tinbergen, par exemple, définit un modéle de régime écononique optimum, é partir de le théorie néoclassique du bien-êtra qu'il compléte par l'introduction d'un système d'instiudons eyent pour objectif de maximieer le bien-être collectif : capitalisme et socialisme, tous deux encore bien éloignés de ca modèle, pourraient e'y identilier é long terme. Male le grand économètre hollandeis est l'un des reres é maintenir jusqu'eu bout le balance égale entre les deux sulets du processus. La convergence évolue implicitement vere le « submergence » d'un système par un eutre. Les réformes économiques réalisees dans la demiére décennie sont Interprétées comme un recui (bénéfique) du socialisme, fié à un rôle croissant du profit, du marché, à une décentralisation de ta décision ; c'est parce que l'évolution en question est trop lente que les réformes eont considérées comme un marxistes de le théorie de le convergence se piecent d'ailleurs dens le même perspective, en démontrant qu'il jameis les pays socialistes ne seront capables d'edapter les règles de fonctionnement des systèmes capitalistes (ainsi Zbigniew Brzezinski, théoriclen de l' « ère technètronique »).

Les premières propositions de convergence ont été formulées par des sociologues, L'évolution des sociétés contem-

* Maître de conférences à l'université de Paris L

poralnes feralt appareître uno sociaté Industriello moderne dent les tretts sont communs, quel que soit le régime : haut niveau technologique, daclin de l'agriculture et part importante de l'industris dans l'emploi et dens le produit ristionel brut, taux d'investissement élevé; adep tation des Institutions, symbolieée par la pauvoir accru des « menegere », de le technostructure » seion Galbreith, relègue eu second plan le propriétaire du capital, octionneira d'une société privée ou edministrateur de l'Etat. Cette Igne de raisonnement, dont les élàments se retrouvent avec des variantes chez Raymond Aron, John Kenneth Gelbraith, Walt Rostow, vient de loin pulsque l'on peut en attribuer le patemité au sociologue eméricain Pitirim Sorokin (Russia and The United States, 1944) gul develop pait le théorie d'une société unique de type = intégral ». li n'est)usqu'à Marx que l'on n'invoque à l'eppui : Marx n'a-t-il pas visagé des stades successits d'évolution sociale, et prouvé le déterminist des forces productives conditionnant le superstructure de le société ? Meis, pour Merx, les forces productives déterminent le superstructure sociale et culturelle conjointement avec les repports de production, c'est-à-dire evec le mode de propriétà sur les moyens de production. Ces rapports définissent à jeur tour les classes eoclales, dont le structure ne résulte donc nullement de le technologie

La seconde ligne théorique e, en commun evec le première, tendence à

Por MARIE LAVIGNE*

gommer le rôle des repports de propriétà eur les moyene de produc considéré comme purament formal. Elle généralisée » ayant des lois objectives. SI l'économie est lo ecience de l'orgafinalità de tout système économique est de bien-être, le problème général de la ecclété se ramène, en formulation mathématique, à la meximisation d'une tonction soue contraintes. Le recherche des illeures eclutions dolt guider les deux systèmes économiques vera l'edoption de méthodes communes : à l'Est, on nprunte aux aconomies de marché certains modes de régulation ; à l'Ouest on corrige les injustices et inefficiences du marchà par une pianification indicative. Jen Tinbergen denne le version la plue éleborée de catte conception.

La démonstretion empirique se ramène elors à un catalogue, le plus compiet possible, des « emprunts » mutuels. Contains économistes américains le systématisent en une analyse « spectrale » : les couleure du spectre sont les différentes nuances des types concrets d'organisation ; eux extrêmes, on e le socielisme centralisé é planification eutoritaire et le capitalisme de concurrence perfaita ; au milleu, le socialisme décontralisé de marché voielne avec le cepitalisme interventionniete...

Les réformes économiques à l'Est

POUR réfuter cette argumentation, Il seralt d'eilleura erroné de démontrer d'abord que les économies de merché n'évoluent pas vere le socialisme et ensuite seulement que les économies socialistes ne cherchent pas é calquer l'économie de marché. La symétrie est plus formelle que réelle. Pour le capitalisme, dans cetta analyse, l'extension du secteur public, le rôle croissant des politiques budgétaire, monétaire, le recours aux techniques de la planification. le contrôle des conditions de la concurrence, ne sont qu'un ensemble de correctifs n'entamant pas le logique du système. Pour le socialieme, le réintroduction de catégories monétaires dens le planification. l'établissement d'influences de le demande sur l'offre, la rationaliestion des prix, le rôle ettribué au profit comme guide et stimulant de l'entreorise avec l'autonomie croissante de celle-ci, l'emploi de techniques mathématiques dans la planification, signifieraient l'abandon de l'idéologie socialiste, le reconnaissance impliche de la supéCelul qui conteste ca achéma, el évidant en apparence, feit volontiers tigure de stalinien ettardé. On lui opposera les déclarations ou écrits d'économistes socialistes, les réalités de mécanismes économiques ectuels des pays de l'Est. Pourtant, l'observation des réformes économiques en coura dans ces peys montre éloquemment qu'il n'y e guara de convergence; les «échecs» constatés dans l'epplication de ces réformes ne proviennent pas d'une imitation mai réussie du modàle capitaliste, meie de le poursuite difficile d'un équilibre différent, Le débet sur le profit en est une ll'ustration.

Que n'a-t-on écrit sur le « réintroduction», le légitimation» du profit en éconemie socialiste, depuis qu'il y e un peu plus de dix ans les articles retenlissants du professeur Evsel Liberman ont proposé de substituer à le multitude d' « indices», ou tâches plenifiées obligetoires imposées à l'entreprise, deux indices seulement : le volume des ventes, et le rentabilité ou rapport du profit aux fonds productifs. L'économiste soviétique euggérait par là que le premier indice deveit guider l'entreprise vers une production

mieux adaptée à le demande, et que te second, à condition que l'entreprise soit effectivement intéressée à la réalisation du profit, l'inciteft à obtenir celui-ci evec la mollieure combinatson possible do ses ressources productives - de ses cepitaux fixes et circulants. Et voltà incidemment le deuxième mot lâché : celui de « capital ». Comme oimuttanément l'Introduction d'une redevanco sur le capital était proposée, un nouveau pas vers le capitalisme sembleit fait : reconnaître qui le capital d'une antreprise « coûte » une charge incorporée deos le prix de revient, « repporte » un intérêt, n'est-ce pas abandonner ca que l'on eppelle à l'Ouest le dogme dépassé de

Certes tous las économistes des pays socialistes ont toujours pris soin de rappeler, en contormité avec la théoria merxiste, que ce capital n'âtait en fin de compta que le travail passà eccumulé. De même, ils ont distingué le » profit » socieliste et capiteliste, meis en ne loe a guére écoutès, pranant cette réserve peur une précaution de lengage à lequelle on les soupconneit d'ellieurs de ne point trop croire. On e eu, é petra eens, bien tort.

notra eons, bien tort.

L'idée même que le recherche du profit maximum conduit é le mellieure utilisation des ressources, tout en assurant la satisfection optimale des besoins des consommateura tele qu'ils s'expriment eur un merché, est le cœur de la théorie néoclessique de l'équilibre éleborée é le fin du slècle demier par Walras et Paretto. Cette théorie, édiflée par référenca à une organisation conourrentielle, se fonde sur des hypothèses précises qui ne sont plus vériflàes dens les capitalismes contemporains (carectérisés per l'existence de monopoles et oligopoles privés, d'interventions mutiples de l'Etat). En revanche, elle peut

s'appliquer pour l'établissement de modales de planification, dans lesquels le planificateur résout un programme methémetique d'affectablen des ressources disponibles, compte tanu des contraintes technologiques et dans le but de maximiser la tenction-objectif du plan qui exprime les « prétérences » du plenificatour. De tele modèles sont effectivement àleborés — ca qui ne veut pas dire eppliqués — dans les pays eoclelistes, lie ne signifient nullement une convergence des systèmes; le programmation linéaire eur lesquele ile réposent, d'elileurs « inventée » par l'économiste eoviétique Kantorovitch, est un instrument d'enelyse mathémetique que l'on ne saurelt annexer à un système.

L'Intéressement de l'entreprise é son profit dolt être examiné au niveau concret de le gestion courante. Le profit est un « Indicateur de succès ». Cetta proposition exprime seulement que, dans les conditione d'une gestion normele, la différence entre les ressources produltes par l'entreprise et les ressources consommées doit être positive. Antérieuremen aux réformes économiques, ce n'étali souvent pas le cas, pour deux raleons : les prix àtaiant fréquemment, surtout pour les medères premières et biens sous des coûts ; le réalisation du profit ne figureit pas parmi les tâches prioritaires de l'entreprise. Le mécanisme de la réforme tend à lier profit et plan. Si l'entreprise exècute correctement un plan exigeant, c'est-à-dire définissant un objectif de production qui corresponde à uns utilisation complate des ressources, elle eure droit é une partie du profit total réalisé; si le plan est moins bian exécuté, le part de profit qui lui reviendre eera plus faible en proportion, et calculée le plus souvent sur une masse de profit Inférieure.

Profit capitaliste et profit socialiste

O N voit donc que le profit est lci un critére d'efficacité d'une gestion économique. Il ee distingue du profit cepitaliste par eu moins quatre treits :

1) La rentebilité normale d'une entreprise est donnée par le système des prix. Ceux-cl sont encore partout solt fixés centralement par l'Office des prix, soit étroitement contrôlés comme c'est le cas en Hongrie où les prix « libres » ou « à fourchette » ne permettent en fait eux entreprises qu'une merge limitée d'ection. Le taux de profit incorporé dens les prix est verlable selon les branches; les entreprises ne peuvent lirer parti de ces différences car le champ de leurs activités leur est assigné. Même en Hongrie où les regroupements et concentrations d'entreprises sont, dens une certaine mesure, leissés à l'initietive de celles-cl, il leur est interdit de prendre des parlicipations dans d'eutres entreprises de branches différentes par concentration « conglomérale », qui se justifiereit par le seul mobile de profit;

2) La réalisation d'un plen de profit est essociée à l'exécution d'un plan de production, défini par un chiffre d'efiaires meis eussi, dans le plupert des pays socialistes, par une nomancieture de produita é fabriquer. Un des problèmes auquel se heurie le planificateur est le stimuletion é l'innovation. L'entreprise socieliste est traditionnellement routinière, répugne à l'infroduction de produits nouveaux qui, dans une premiàre phase, lui coûtent plus cher é lebriquer sane lui rapporter davantage. Défaut classique de le planification, ou volonté de ne pas pénaliser par des prix élevés les utilisateurs ou consommateurs de produits améliorés ?

(Lire la suite page 12.)

l'opparence d'une rêverie que d'un pronostic

Le Mouvement démocratique a tenté d'oller plus lain dons son programme en définissant oinsi les modalités de la convergence en U.R.S.S., « création d'une économie triple ovec trois types de propriété des moyens de production : proprieté d'Etat (de tout le peuple), propriété de groupe (collective) et propriété privée (personnelle) réglée par la consommation et le marché ». Ce rétablissement de la prapriété privée des moyens de production s'accompogne d'un programme palitique de démocratie porlementaire et d'un certain nombre d'impê-rotifs, ou premier chef l'idée que la société DOIT passer d'un état « non démocratique » à ua état « démocratique », « par une action puissante et de masse, mais NON VIOLENTE ET PACIFIQUE; les hommes ne peuvent se développer pleinement et se perfectionner que par la voie d'une évolution pacifique et libre ». Le programme ue pose jamais le questiou : le rétablissement de la propriété privée peut-il se produire pacifiquement? Le caractère paci-fique des processus sociaux a'est ici qu'ua par impératif maral. Le retour sauhaité d'uno partio de l'économie collectivisée sous le talon da capital est assimilé à una simple opération d'écri-tures. Ce serait bien la première fois dans l'histoire qu'un changement de ropport de propritte s'effectuerait sans douleur. Si le miseroble milliard des émigrés de 1815 d'aboutit à rien, on imagine aisement quelles convulsion unit un pareil retour en urrière en U.R.S.S. Le Mouvement Démocratique n'y pense même

Deux attitudes de refus

T ES courants les plus réactionnaires de l'appo sitioa, se tournant vers le passé de la Russie, l'empire des tsors, la religion orthodoxe et ses pompes, écurtent, esx, toute idée de rapprochement social et politique éventuel avec l'Occident copitaliste. Dans sa Lettre oux dirigeonts de l'Union saviétique, Sollenitsyne dé-nonce d'ailleurs avec emphase les idées venues de cet Occident : « Le sombre ourogan de l'idéologie progressiste o fondu sur nous d'Occident à la fin du siècle dernier, il o suffi-Comment déchiré, détruit notre pays et notre ume. » Aussi précise-t-il : « La tôche qui nous ottend n'est pas uno « convergence » avec le monde accidental, mais une rénovation complète, une reconstruction de l'Occident et de l'Orient, car tous les deux se trouvent dans l'impasse. » Ce refus explique qu'à côté de positions nationalistes et réactionnaires, Salitsyne suggère... le retour da pauvoir Soviets, avant de se transformer en croisé da

Ce refus, qui retrouve la vieille tradition slavophile, et se nourrit de roythes défraîchis, reflète à sa manière l'isolement systématique cultivé por Staline et le stalioisme. A l'autorcia élevée ou rong d'un bleafait répond ici la fuite en orrière dans le temps : Staline, à la fin de sa vie, attribuait ou génie russe toutes les inventions de l'humacité; formée à ce moala, une postie de l'opposition adore l'hier russe, ses papes barbus et son Etat annivere...

A l'eutre bout de spectre, tous ceux qui, dans l'apposition, se réclament plus es moins nettement de marxisme ou du mouvement auvrier ignorent l'idée de la convergence et roême le refusent actrement. On n'en trauvera pas traco chez Grigorenko, Martchenko, Gabaï, Delaunay. Roy Medvedev la récuse dens la perspective de co qu'il appelle une « évolution du pseudo-sociolisme vers le sociolisme è visage humain » :

« Il est naturellement irréel, dans les conditions octuelles, qui se sont développées chez nous, de rechercher une issue dons la tronspiontotion sur le soi soviétique des structures économiques et socioles qui existent aujourd'hui dans les pays copitalistes. Nous ne pauvons partir que des possibilités de la société aui existe en U.R.S.S., et qui n'est ni une société de capitalisme d'État, comme certains la soutiennent, nl une société de sociolisme « développe » et « mûr », comme d'outres le disent. L'immense mojorité des citoyens soviétiques sont inconditionnellement favorables à la voie socioliste de développement de notre société. même si l'on se représente le sociolisme de focon très différente chez beaucoup de gens. C'est pourquoi l'Union soviétique n'o pes d'autre voie réelle de développement que le perfectionnement de la société socialiste, la possage des variontes primitives bureaucrotisées du socialisme et du pseudo-socialisme au socialisme à visage humain. »

Pardelà le vocabulaire, s'exprime ici, sans aucua doute, une analyse politique mains évolutionaiste qu'il n'y paroit : évoquer en U.R.S.S. le « sociolisme à visage humoin » oprès l'invasion de la Tchàcoslovaquie et, dans le même texte, insister sur le nécessité de crèer un second parti, c'est mettre l'accent, fût-ce de foçon détournée, sur l'affroutement politique inévitable pour passer du « pseudo-sociolisme » as socialisme. La voie tracée par Medvedev tourne en tout cas le dos à toute idée de coavergence.

Tentation et mise en garde

L' N réalité, blen que cela ne s'exprime que da Li façon détournée, les partisons les plus conséquents et les plus ochornées de la convercenco se trouvent au sein même de la bureoucratie dirigeaute; parmi coox qui, par d'autres voies, proposent d'introduire dons l'économie planifiée et collectivisée des secteors entiers d'économie privée ou « mixte », parmi ceux qui proposent quo les « trusts » soviétiques puissent négocier directement ovec leurs « homologues » bourgeois en soutant pardessus le monopele du commerce extérieor, pormi ceux qui tentent de « rentobiliser » l'économie soviétique pour pauvoir l'intégrer réellement ou marché moodiel et à la division internationale du travail domines par le ca-

Les teadances à la restauration de la propriêté privée, qui traversent des secteurs entiers de la bureaucrotie désireose d'asseoir des privilèges peur le moment encore liès à la soule fonction et qui ne pouvent être ni stabili transmis, s'expriment oinsi avec une extrême vigaour ou sein des couches dirigeantes, aû lles suscitent des tensions profondes, la caste bureaucratique ne pauvant subsister an tant que telle que sur la basa de la propriété llective des moyens de production que su domination mine pourtant. Aussi les déchiremoute sont-ils nambreux en soa sein. C'est pourquoi un éditorial de la revue da Comité central Kommunist (31, destinée oux codres du porti, a-t-il consacré quatre longues pages à dénoncer politiquement la théorie de la convergence de Sakhorov. Les écrits et les déclarations de ce dernier ne touchent qu'un nombre iofime de codres du parti. A travers lui, c'est onc bion eux fractions de la bureaucratie les plus décidément favorables à la « convergence > - et doat Sakharov est, sur ce paint, un parte-parole public (fort encombrant par stance qa'il met à combattre peur fibertés et les droits démocratiques!) que la

Après avoir affirmé que Sakharov ne représento rien qu'an ensemblo d'idées impartées, l'auteur da l'article anonyma déclare :

« S'appuyant sur lo théorie de lo « convergance », Sokharov vaudrait « redresser », « soignar » la société socialiste à l'aide da médicoments capitalistes connus depuis long-temps, ovant taut à l'oide de « l'initiative privée » et da la « liberté d' « entreprise ». Il commence par proposer de permettre l'emploi de solariés dans l'agriculture et outres « mesures » susceptibles, sì elles étaient appliquées, de replacer peu à peu la paysannarie sous le joug des koulaks, et conseilla ensuita « d'àlargir les passibilités de l'initiative privée » à d'autres domaines : santé, éducation, presse, culture, etc. C'est au fond ce que proposait l'onticommuniste Z. Brzezinski, qui exprimait, dans la revue Nawweek, la « modeste » désir qu'en Union soviétique, à côtà de l'économie socialiste, trouve également sa place la copitalisme, l'entreprise privée, ce qui conduiroit finalement

à une « réforme radicale » du système socioliste. »

Puis l'article dénonce les positions de l'ocadémicien sur la détente : « Lul, « le combattant de la démocratie », il exige des pays occidenteux qu'ils n'acceptent la détente qu'à la condition expresse que les gouvernements capitalistes aient le drait d'exercer, comme il le déclore, « un certain contrôle » sur l'Union soviétique. » (Mais n'est-ce pas justement la ce qu'une partie de la bureaccratie est prête à accepter de payer comme monnale d'échaoge dans l'alliance mondiale entre la Krerolin et Washington?)

Sous doute celo ao vise-t-il nommément que Sakhoroy, mais tous les éconoroistes et respon-sobles gouvernementaux, comme le vice-minis-tre du commerce Smeliakov lui-mêros qui propose, does un récent ouvrage ser le comreerce International, de mettre l'éconamie soviétique à l'école de l'éconoraie capitaliste, ne sont-ils pas, par ricochet, concernes par cette mise on garde dont les auteurs n'ont en réalité d'ailleurs pas d'autre politique à proposer (4)? La demination de la coste parasitaire sur l'éco-nomie collectivisée y introduit les éléments de dislocation at de gaspillage qui constituent, avec ses propres intérêts porticuliers et sa varocité, les moteurs les plus puissants de la restauration de copitalisme en U.R.S.S. Là sont les vrais tenants d'una coavergence impossible : les bases sociales de l'U.R.S.S. y apposent uce révulsion arganique qui rend fragiles les occords les roleux mitoanès. Ces boses sociales déterminent la puissance réelle des mosses soviétiques, privées de toute forme d'arganisa-tion, danc da toute passibilité de l'exprimer consciemment. Mals cette paissance mine tous les occords politiques entre l'impérialisme et la bureaucratie pear moiatonir l'ordre mandial existent, comme ello e sapé les accords da Paris et empêche à l'avaacs M. Brejnev de coocèder à M. Ford tout co quo ce dornier axigo pear accorder à l'U.R.S.S. les milliards de dollars que le Kremlia demaade. Avec la victoire de la révolution au Vietnam, ovec la révo-Jution prolétarienno ss. morcho ou Portugal et qui couve en lade, en Espagno et aillears, c'est l'obstacle formidable à toute mirifigae « convergence ».

JEAN-JACQUES MARIE.

(3) Septembre 1973.

(4) Le vice-président du Gosplan, Inosemtsey, vient d'affirmer, dans Literatournale Gacete du 11 mai : « Nous vivons dans la seconde motifé du XX» sécle, le sécle de la division internationale du travail (...). L'actarcia, c'est le passé, » Mais l'impéralisme ne veut fournir ses capitaux que contre des concessions sociales et politiques, Jusqu'où faut-il et peut-on aller en ce sens ? C'est là le débat qui se mène au Kremlin.

(Suite de la page 11.)

Le problème a été résolu en Union soviàtique et dans certains paye d'Europe centrale par l'introduction, eprès la réforme, d'indices obligetoires de « produits nouveaux » ; c'est le oigne d'un elourdissement do le planification, contreire à l'esprit initial de le réforme, c'est aussi la preuve que l'innovation n'est pas « payania » dans les paye accialistes — on peut lo déplorer, en remarquant que, pour nombre de firmes capitalistes. l'Innovetipn, même fictive ou très superficielle, est source do pro-

3) La part de profit laissée é l'entreprise est, quel que solt le système fiscal, très faible par rapport à ce que conservent, après impôt, les entreprises capitalistes (de l'ordre de 15 é 25 % au maxiessentielloment à la destination de ce profit : primes Individuelles paur les travailleurs (y compris les cadres aupériaurs, qui incontestablement trénéficient le plus, en valeur absolue et reletive, de cette redistribution); primes collectives (fonds dépensés en construction petites dépenses de modomisation. L'eutofinancement, par le profit et les do o investissements, se développe certes; malo la part du profit qui lui est consacrée échappe en fait à le décision de l'entreprise, an premier lieu parce que le montant des investisse ments (y comprie de caux qui sont financés sur ressources décentralisées est planifié, an second liau perce que les sommes destinées à l'eutofinar ment et prises eur le profit sont bloquées à un niveau supérieur é celui da l'entretère industriel). Seule le Hongrie e un eystème d'eutofinancement plus proche du modéle capitaliste, meie le planificateur y oriente lo grande majorité des ements:

4) On an arrive oinsi à le finalité ultime du profit d'entreprise en système ecclaliste, qui conditionne son attribotion, Le profit est effecté, pour une perl portanta (60 à 70 %). é l'Etat et redistribué par les mécanismes budgétaires selon les finalités collectives (éconoques et sociales) définles par les autorités ; pour une eutre part, il est réinvesti, pas nécessairement dans l'entrepries où il e été constitué, même s'il reste dans le même brenche, et, en tout cas, pas sur décision do cette antreprise ; le reste, on vient de l'Indiquer, sert à l'Inté-

1

ressemont des travallieurs et cadres.

Imeginer, dans ces conditions, que le directeur d'une entreprise sociellata puissa vouloir - maximiser son profit tout comme le fait (est censé lo faire) un entrepreneur capitaliste relève do l'eberration. Il n'est pas personnollement Intéresse à le croissance de l'entreprisa pulequ'il n'e pas d'autonomie véritable en matière d'investissement ; Il y est peut-être intéressé idéologiquement s'il est un bon maneger socialiste, mela la profit ne joue alore aucun rôle... Le profit personnel qu'il retire d'une bonne gestion, sous le forme de primes, ne peut âtre transfermé en capital productif privé : Il ne peut qu'être consommé. Or, malgré les inégalités certaines de revenus, et donc de niveaux de consommetion, quo l'on observe dans les pays socielistes, la consommation personn atteint très vite un platond, en reison des limitations institutionnelles (interdiction de posséder plus d'une malson résidence oecondeire, restrictions eux voyages à l'étranger, etc.) ou résultant moins abondante, moins diversifiés ou'é

l'Ouest. L'argent ne fait pas courir les menagers : npn par moralité innée, mals par la logique mêma du système. Le risque finencier d'entreprise (comme son corolleire, la poursuite de la réussite financière) n'existe pas ; la recherche du profit mplive beeucoup moins les cadres que celle de le sécurité, comma l'ont montré des enquêtes sociologiques effactuées dans des entreprisse hongroises. C'est paut-être regrettable, et l'économia socialiste gagnerait sans doute à evoir des cadres plus entreprenents.

Feut-II alors dire que le réforme n'est pas allée assez Ipin, que la pianification demeure trop impérative, que tes déci-cions de production ne sont pas assez décentralisées ? Il y e certes beaucoup à faire dans cette vole. Mais l'identification du profit socialiste avec lo profit capitaliste supposeralt une Ilbéralisation Incompetible avec le définition du socialisme, où l'approprietion collective des moyens de production a une signification essentielle et non saulement formelle. Rion n'indique une évolution convergente

Inflation et crise énergétique

L'ACTUALITE des daux demières années dément de façon significa-tive les thèses de la convergence. Pourquoi les économies sociellates résistent-elles mieux à l'Infletion ? Pourquoi ont-elles été moins touchésa par lo crise énorgétique ?

Sur le premier point, on doit constater que le rythme annuol de hausse des prix ee maintient entre P et 1% dono les pays sociolistes européens, et que le Hongrie, avec ses 3,6 % d'infiation en 1973 falt figure d'exception | Les pertisans de lo - convergence - répliquent que les poys de l'Est subissent comme les autres les poussées infletionnistes : calles-ci sont partiellement masquées par contenues par la rigidité des prix et des mécanismes de distribution (des blans L'inflation se propaga et se traduit diffé remment : par le non-réallestion des investissements effectivement projetės, porce que les plane ne sont pas « couverts - par des ressources metérielles : per une demande non astisfalto de biens de consammetion, les revenue non dépensés allent prossir les dépôts

d'éparane. Certes l'inflation existe sous cette

forms. Capandant lo tatt qu'elle na se tradulse pas par le heusse des prix lequelle frapperalt Inégolement tes différentes catégories sociales — introduit uno distinction essentielle avec l'inflation - capitalista -. Au prix d'uno rigidité économique, elle assure sux pava socialistes une indéniable stabilité sociale : le meilleure preuve en est foumle par la crice polonaise do 1970, cò una heusse des prix de détail justifiée sur un plen strictement économique e entraîné do graves remous sociaux.

La crise énargétique a, do même, besucoup meins touché les pays socialistes. Elle e assurément provoqué des plus dépendants de l'extérieur quani à leure epprovisionnements en matières premières : elle a considérablement eccru la coût de leurs importations en provenence de pays capitalistes; elle s influencé restrictivement les réformes internes, en contraignant les pays qui evalent commancé à Introduire une répercussion des prix extérieurs sur les prix internes à y renoncer. Ce n'est pas seulement perce que l'U.R.S.S., principal fournisseur de matières premiéres et de produits énorgétiques à ses partenaires,



LE PRESIDENT FORD VISITE UNE BASE AMERICAINE EN ALLEMAGNE... A Washington comme à Moscou, la politique de détente...

pratique, malgré l'eugmentation récente des produits pétrollers, des prix très inférieurs aux prix mondiaux. C'est aurtout parce quo le pénurle et le renchérissement de produits pétrollere n'ont pas induit uno - crise do civilisation comparablo à le prise douloureuse de conscience que l'on observe dans les pays capitalistes.

Les pays socialistes n'en sont pas encore au stade de la société de consommetion. Les consignes d'économie n'ont telt que se superposer aux recommandations traditionnelles our le - régimo d'économie - dans les entreprises : le récupération des métaux, des vieux papiera, n'e jamels cessé d'être pratiquée, les consommateure soviétiques, ou roumains, ou hongrols, étaient encore habitués à rendre les boutellles vides, à faire remailler les bas, à emporter les marchandises des magasins sans emballages; ts préférence eux transports collectifs n'e pas eu le temps d'être supplantée par le développement de l'eutomobile privée. Le gaspillage existe certes en économie socialiste, résultant surtout d'une répartition administrative des ressources productives, d'un prix trop bas, voulu pour des raisons sociales, de certains produits (ainsi en est-il du pain qui sert à l'alimentation du bétail î): li n'est pas le résultat d'une diverelfication excessive des produits ou des conditionnements, de dépenses abusives de publicité, comme à l'Ouest. Est-ca parce que les sociétés socialistes n'ont pas echevé leur « convergence » ? ou perce qu'alles cherchent é adapter lour développement à des finelités diffé-

MARIE LAVIGNE.

Domaines et niveaux divers de coopération et de conflit

L y e plus en commun, disait, je crois, Tocqueville, entre deux députés dont I'un est redical qu'entre deux radicaux dont l'un est député. Feut-Il dire de même qu'il y a plus en commun est communiste et l'eutre capitaliste qu'entre deux pays cepitalistes ou deux pays communistes dont l'un est une superpulsaence ? Il est certain que, comme direit un Maurice Chevaller - quand un Super-Grand rencontre une Super-Grand, qu'est-ce qu'on entend? Des histoires de Super-Grando ». Encore peut-on s'interroger aur le conienu de cette ressemblance et de ce d'elogue. Ici, c'est le lémolgnage de deux grande hommes d'Etat que l'on peut évoquer.

* Centre d'études et de recherches internationales de la Fondation datio-date des sciences politiques.

a la sula partaitement d'eccord avec François I'r de France, disait, parall-li, Charles Quint Nous evons exectement les mêmes buts. Tous les deux, nous voulons Venise. . A quoi fait écho, parremerque de Chou En-lei : «Les deux Super-Granda couchent dans le même lit, maio ils ne font pas las mêmes

L'Interprétation chinoise insiete, depuis una bonne quinzaine d'années, eur le convergence des sociétés eméricaine (dominée par le bourgeoisle capitalisto) et ooviétique (où le capitalisme est restauré par le bourgeoisle rouge) ainsi que sur celle de l'impérielleme de l'une et du social-impérialisme do l'autra. Mols elle est passée brusquement de l'idée quo cette convergence monait à un eccord pour encercler el attaquer la

Les deux Super-Grands et les autres

Por PIERRE HASSNER*

Chine à l'idée qu'ella mène à une oppoelliph et à una guerre inéluctable entre les deux Super-Grands.

dent, e également tendence à passe d'un extrême à l'autre tent sur le problème de la neture, opposée ou identique, des sociétés que sur celui du caractère conflictue: ou coopératif de leure reletions. Oscillant entre le menichéisme et la convergence, elle volt les Super-Grands tantôt ongagés dans une lutte inexplable, tantôl se partageant le mondo en aphères d'influence (mythe de Yalta) ou décidant de le gouverne ensemble (mythe du condominium Illustré per l'accord de 1973 sur le prévention de la guerre nucléaire). L'idée que le convergence des crises, des eltrations

et des problèmes ne algalfie pas forcément celle des réactions ou des solutiono, et que la convergence des formes d'organisation industrielle ne signifie pas cello des régimes politiques, l'idée que politiques contienne des sources de conflit aussi bien que de coopération et que la proportion de celles-ci varie selon les problèmes et les périodes, semblent evoir du mai à faire leur

Cependent, à l'Ouest, la théorie do lo maîtrise des armements fondée sur l'existence d'intérêts commune entre edversaires ou de « Jeux à motifs mixtes » ou - é somme non nulle - (ce que Thomas Schelling, dano The Strategy of Conflict, appelle une théorie de l'entrocnisme incomplet et de l'aillence imparfalte), à l'Est la dialectique mandate en

ganéral et plus particullarement, la théorie de la coexistence pacifique commo forme de la lutte des classes, devralent permettre de donner à l'ambiguité et à lo contradiction le rôle central qui leur de leurs rapports. Les discussione autour da le politique de MM. Kissinger et Brej-nev semblent indiquer un progrès dene cette voia : successivement, le - guorre foide - et le - détente - semblent en volo de démythification evec capendent, à l'Ouest, une tendance à interpréter les compromis provisoires comme des ententes garantissant le otabilité (d'où les lilusions et désillusions de le « structure de paix - chère à M. Kissingon, et é l'Est, uno tendance à concevoir l'union essentiellement comms un combat (d'où le difficulté à Intégrer l'acceptation d'Intérêts communs euthenfloues eutres

ARMEMENTS: COURSE ET CONTROLE

Une convergence des complexes militaires américain et soviétique

Par DIETER SENGHAAS*

T XISTE-T-IL une couvergence des politiques de sécurité, de défense et d'armement des daux blocs ? Peut-oa porler d'une convergence des complexes militaires? La riponse dépend essentiellemout de la définition théo rique du concept de convergence. Cette tache est néanmoins facilitée par le fait qu'elle se limite à une partie seulement des sociétés copitaliste et socialiste : le complexe militaire. Cenendant, même si acus constations dans co domaine de réelles tendances convergentes,

(2) Professeur agrégé, chargé de rechorchs à la Hessische Stiftung Friedens und Kon-filktiorschung, Francfort-sur-le-Main. Traduit de l'allemand par Thomas Bruns, docteur en droit assistant au Centre d'études juridiques fran-caises de t'université de la Sarre.

cela ne suffirait pas à prouver que les deux systèmes sociaux convergent globalement, comme l'ont soutenu certaines théories occidentales, à vrai dire scientifiquement pen fondées. ni qu'ils devraient la foire, compue la postule la théorie normative do la convergence de Tinbergen (« théoria des régimes optimo ») (1).

En matière de convergence, nous tenons ace démorche empirique pour plus pertinente dans la mesure où elle aous préserve des obstractions dauteuses propres aux controverses antérieures. Cette approche méthodologique, aussi restreinte qu'elle parvisse à première vue, per-met tautefois de trouver, dons le domaine concerné, des réponses précises qui, nitérieu-rement, sont susceptibles d'apporter des contri-butions plus concrètes à la solution de problème plus général de la convergence globale des

En co qui concernn les politiques de sécurité, de défense et d'armement, il fout d'abord mettre en évidence l'identité des mécanismes et des modes de comportement pour, ensuite, apprécier leur influence dans leur contexte sial respectif. La constatotica que la politique d'armement est aujourd'hai essentielle-ment de natura qualitative dat constituer la paint de départ d'une telle analyse. Evidenment, certaines données quantitatives comme le nombre des chars, bombardiers, fusées et têtes aucléaires demeurent ireportantes. Et, bien sûr, il est déjà arrivé, dans le passé, que la consse aux armements prenne un aspeci qualitatif; mais le repport quantitatif-qualitatif s'est considérablement modifié. En 1914, la suranchère germono-britannique paur la suprématie des mers était encore centrée autonr d'no seul système d'ormo - c'était donc un se relativement isolė — alars qn'aujourd'hui le course qualitative oux ormements se ponreuit constamment dans tous les domoioes essentiels : ormement nucléoire stratégique, armes aoclésires tactiques, conventionnelles, chimiques, lutte antisubversive. guerre psychologique (« guerre des ondes »), atervantions des services secrets; et cela dons l'espace, sur la terre et dans les océans. Aucun domaine u'est oublió dons la panoplia des

moyens de destruction. Les rapports do destruction, si l'an peut se permettre cetta analogie avec les rapports do production, se sont consint différenciés et internationalisés (2). Deux processus y ant particulièrement

1º L'ianovation constante de la technologie militaire, fruit des programmes de recherche et de développement qui bénéficient d'opulentes ressources. Cette recherche, jouissant d'une houte priorité politique, entraîne, à l'Est comme à l'Ouest, une prelifération des systèmes d'armes qui nn peuvent plus être rationuellement intégrés dans les apporeils mili-toires. La liste des projets avortés (« abortivo systems ») s'allouge sans cesse.

2º La modernisation continuelle de l'armement existant per son amélioration qualitative, c'est-à-dire per l'accroissement de la précision, dn la fiabilité et de l'invaluérabilité.

Une dynamique interne

ENORME impulsion donnée aux programmes do recherche, de développement et d'expérimentation a paur conséquence, et ceci dans les deux systèmes, que chaque puissance apprécie la menace venant de l'autre par rapport au aivean de développement de son propre ormement ou à celui des progrès possibles de so propre production, et non plus en function do l'armement et de la copacité technologique de l'adversaire potentiel. Dans un rapport adresse un Secrétariat général de l'ONU, en 1971, ann commission internationale d'experts do l'Est, do l'Ouest et de tiers-monde constrtoit d'ailleurs très pertisemment :

« A première vue, il sembleralt que les efforts visont à améliorer la qualité des ormements ou à mettre ou paint un système défensif sulvent un ordre logique : invention d'une orme nouvelle ou d'un système d'ormes nouveau, parade, contre-parode. Mais ce processus ne se déroule ni habituellement ni nécessairement selon uno séquence chronologique rotipanelle,

En général, ceux qui perfectionnent les ormes sont aussi ceux qui envisagent les nouvelles mesures à prendre. Ils n'attendent pas la réaction d'un ennemi éventuel pour réagir à leurs propres Inventions (3), a

Dons les laboratoires an les ataliers de production, la conséquence en est que les phases de recherche, de développement, d'essai, de mise au point et d'installation d'un type d'arme suivent un schéma rigide, indépendant de l'évo-lution de la politique internationale, comme por exemple la passage de la « gaarre froidn » à la « détente ». Si les établissements spécialisés dans la production d'armements veulent maintenir leur potentialité tachnalogique et stratégique, s'ils veulent utiliser pleinement les copacités existentes et tenir compte des exi-gences de « leod time », c'est-à-dire de délai nécessaire s'écoulant entre les premières esquisses et la mise en point définitive, ils dovent fonctionner continuallement au rythme le plus élavé. Les processes de la respectation de la les flavés les processes de la respectation de la les processes de la les le plus élevé. Les programmes d'armement doivent se suivre sons arrêt ; depuis ann quir vent se suivre sons arrêt; depuis ann quinzaine d'aunées, leur soccession est moins planifiée selon les options politiques et stratégiques nouvelles que selon la dynarcique interne des dévoluppements technologiques qui, toutefois, doivent être susceptibles d'« instrumentalisation » politique. Pour éviter toute équivoque, il reste à souligner qu'on on sourait considérer commo politiquement neutre la dynamique interne des Impératifs technologiques; bien au contraire, ces derniers ne doonent lenr pleine mesure qu'intégrés à l'ensemble de tous les intérêts

Cette combinaison de forces politiques est

(1) Pour une presentation de la théorie de Tinbergen, voir Johannes van den Doei : Kon-vergens von Verweltungsstrukturen in Ost und West, in Halina Jaroslawaka : Œkonomische Aspekte der friedlichen Koexistenn, Stuttgart. Erust Klett. 1974. pp. 125-166.

(2) Voir aussi, Dieter Senghaas : Absch-reckung und Frieden. Studien zur Kritik orga-nisierter Friedlosigkett, Frankfurt, Fischer Ver-lay. 1972 (2 Auflage). (3) Rations unies: Les conséquences économiques et sociales de la course aux armements et des dépenses múltaires, New-York, 1972, p. 4.



1 1 1 WW W

ومصح يرياني إي

Committee of the Commit

The second second

7 mgs -4

and the second of the second o

there is not be seen by see

The state of the same of the s

testing by the second of the

the state of the state of the state of

dimension of the second

the state of the s

the management of the same of

E TO CO.

B. Brown Live and Co. Co. Co. Co. Co.

the state of the s

Company of the control of the contro

Section 11

Marie Transport Control of the Contr

A STATE OF THE STA

The state of the s

See and the second seco

And the second s

Tryp Mot Mil A Sat - F1 - Apr

Barrier Commence

Se Lacture.





... AVANT DE PARLER DE PAIX AVEC LES EUROPEENS REUNIS A HELSINK! ... s'accompagne d'inquiétudes et d'arrière-pensées.

que celui d'éviter la guerre nucléaire) (1). Le rêve des Etats-Unia oscitle entre Is dépessement des conflits per le convergence économique et technique et leur gel par un consensus conservateur, insti-tutionnelisani l'équilibre de la terreur ou le concert des grandes pulssances. Le rêvs soviétique combine ces mêmes éléments avec une vision plus conflictuelle et plus dynamique : rendre la détente irréversible aignifie à la fois consolider le sistu quo à l'Esi et peser en faveur d'un « statu quo dynamique », c'est-à-dire d'une modification de le « corrétation des forces » dans le reste du monde (2). Mels la dissymétrie des perspectives à

long terme n'empêche pes la convergence des réactions à court lerme devani les dangers de bouleversament très rapides ou fevorebles à des tiers, comme. par exemple, les forces de contestation socisle et Internationale.

D'où l'ulilité d'opérer les distinctions qui sppereissant dans les articles précédents et que nous ne pouvone lel que reprendre sous forme de questions : convergence des sociétés ou conver gence des politiques? convergence conflictuelle ou coopérative ? symétrie ou dissymétrie dans l'attitude envers les eutres Etats sppartensni eux deux evstames ou su tiers-monde?

Convergence des sociétés et convergence des politiques

DEUT-ETRE teudreit-li surtout parler de convergences des altuetidas, evant tout de celles imposées par le situation nucléaire et bipoleire. Les politiques ètrangàres, en particuller militaires, des Deux Grands me semblent moins divergentes que leure régimes intérieurs. On peut certes attribuer celles-là sux pesoins ou à la dynamique de ceux-ci ; voir, par exemple, dans la course eux ermements l'effet du complexe militaro-Industriel el dans l'émergence de celuici, dans les deux Etais, l'effet du capitalisme, privé du d'Elet, ou de le technostructure (cf. l'article de D. Senghass).

SI pour les ventes d'armes, par exemple, les raisons économiques intérieures semblent prédominentes, le course sux ermements nucléeites semble avoir davantage sa source dans la dialectique

(1) Cf. le débat sur « La compétition des deux systèmes mondiaux », dans la Neuvelle Revue internationale du 6 juin 1975, qui discute avec queique embarras le problème formulé ainsi : « D'une part oous disons que la coopératio est une forme de lutte et, d'autre part, nous attrimons qu'elle est evantageuse pour tous les participants. »

(2) Cf. S. Sanakoev : « Problème du ra » port des forces dans le monde contemporain », la Vie internationale, n° 11, Moscou, 1974.

(2) D.M. Proektor : « La sécurité euspécoes — Queiques problèmes », Memo, n° 9, Moscou, 1973. (1) Cf. le débat sur « La compétition

de l'interection entre les deux grandes pulssances, quitte à créer une certaine evmètrie, d'allieurs partielle, des intérâts ecquie et des atructures d'organisation.

De même, si l'on considère l'ection extérieure de le C.I.A. et celle du K.G.B., elles pareissent plus semblables que le rôle de la police politique à l'intérieur des deux pays el des deux systèmes. Si l'effaire du Walergate prouve quelque chose, c'est blen le refus des Américaine d'eccepter à l'intérieur l'emploi de méthodes qu'ils ont fort bien ecceptées, en beaucdup plus grave, è l'extérieur. M. Nixon avait finalement blen moins de contrôle sur les institutions de son pays que sur celles de ses satellites. On ne saurait en dire eutant de M. Brejnev.

D'une manière plus générale, une crise enalogue des repports entre Etat el société, caractérisée à le tois par le rôle croissant de l'Etat et par son ineptitude croissante à entraîner la confiance ou l'anthousiasme des citoyene, se traduit par une réaction en force du Congrès, de la presse, de l'opinion publique sux Etats-Unis (alian) jusqu'à parsiyser en partie le politique étrangérel. Rien de pareil en Union sovié-

Au niveau de le société, le multiplication des contestations, du prolessionnel au spirituel, entraîne, à l'Ouest, une

érosion de l'autorité, parfois compansée par une grande eptitude é récupérer ou epprivolser les contestetaires; à l'Est, e'll se produit parfois des explocions, le règis est la répression. D'où, pour l'instant du moins, un contraste entre le termentallon eociale et politique qui eamble s'installer dans les pays occi-dentaux et le calme rigide de l'Union

Coopération et confrontation

A symétrie est-elle fecteur de coopéretion ou de conflit, de paix ou de querre ? Probablement le réconse diftère-t-elle selon les problèmes et ealon les régions. Ainsi l'équilibre nuclèaire est-il probablement étabilisateur quant eux risques de guarre, déstabilisaleu quant à le course oux ermements et eux chances de l'arrêter. Le felt que. désormals, les Deux Grands eient des intéréta et des clients sur toute la plenats est source de confrontations, meis t'affort pour limiter l'escateda de cellesci est source de coopération.

Le plus frappant est le coexistence simultanée des aspects les plus opposés de la coopération apatiele ou eclantifique (y compris dans les domaines louchant à l'idéologie, comme à l'institut pour l'eppification de t'analyse des systèmes, à Vienne) et de le lutte des propegandes et des polices. Un auteur aoviétique a proposé une distinction Intéreasante entre trois sphères : celle de la convergence (queetions touchant à le guerra, à le paix, à le détente, à le coopération économique, ecientifique, culturelle, écologique); celle de la convergence partielle, où un rapprochement est possible (projets et instilutions panauropéens, désamement, elc.) ; calle de le divergence, qui doit rester parmanants (cella de la lutte entre tdéologies) (3).

Il semble en effet conforme à la neture

soviétique. Au niveeu etretégico-diplomatique, au contraira, la symétrie tend é s'accentuer. L'U.R.S.S., è le foie ours et baleine, devient une putsance glo-bale — notamment navale — à l'instar des Elets-Linie et se trouve confrontée à certaines des tentations et à certains des dilemmes que ceux-cl ont connus dequie longtemos.

complexe des phénomènes et à l'intérêt de tous de distinguar les terrains d'apposition et d'entente. Encore teut-il évita que les premiers n'empoisonnent les seconds. Dr il est clair que, a'il est dens te nature des choses que les deux Grande ou les deux systèmes se combettent eur un terrain et colleborant eur un autre, il est non moins inévitable

qu'une hostilità trop absotue ou qui

emplolerait des moyens trop radicaux

eur le premier pose des limites à t'inten-

sité ou à la prolondeur de la coppé-

relion dens le second.

Peut-on concevoir uns dissolution des blocs militaires ellant de pair avec uns Intensification de la division du monde en camp impérialiste et cemp socialiste, une coopération technique eltent de pair evac t'intensification de la course sux ermements, une oirculation accrue des biens allent de pair evec une circulation

Impossible des hommes ? De mame, si la coopération passe par l'ecceptation d'une certaine dissymétrie. elle ne paut s'épanouir durablement sur le base d'une conception qui encourage, comme la font les Soviétiques, le lutte idàologique et les changements politiques à l'Ouest tout en les Interdisant antièrement à l'Est eous l'étiquette de te subversion et de le guerre psychologique. Comme l'écrit Richard Lowenthal : . La coexistence ne euppose pas is convergence, mais is coopération eup-

La parabole des éléphants

F INALEMENT, le problème qui pourreit se révéler comme le plus décisif pour les relations entre les deux Grende est celui de leurs reletions avec jous les sutres : et, per définition, cas derniers ont leur mot à dire pour en délerminer le caractère. A partir du moment où on suppose une cartaine symétrie ou un cartain équilibre dens le rôle mondiel des deux superpuissances, quetre formules semblent concevables pour régir ce rôle :

- Le retrait (ou néo-isolationnisme, la priorità étant donnée eux problèmes intérieurs);

- La compétition ou le conflit, direct ou intérieure, des tierces pulsasances; - Le partage en zones d'influence; - Le condominium, du partage du

pouvoir globel plutôl que régionel. Mais les éléments de dissymètrie entre les deux Grands, les réactione des tiere et l'ection des courants transnationaux concourent à rendre impossible checune de ces formules sous sa lorme pure. Le désengagement serait favorisé par certaines tendances de l'opinion américeine : msis le dynamisme des forces économiques (en particulier des sociétés multinationales) à l'Ouest, les exigences de la légitimité idéologique et les tentations d'une puissance militaire en expansion à l'Est, s'y opposent. Les tendances à la convergence e'expriment par la recherche du condominium et par celle du partage en zones d'influence.

Chacuns de cas deux formules corres pond à une nécessité réalle. La première resurgit inévitablement, en vertu du facteur nucleaire, en cas de conflit algu ; elle est peut-être smenée à se déva-

lopper de meniàre structurelle si la prolifération nucléeire prend des proportions elementes. La seconde correspond à le logique de l'équilibre de le terreur el eu vœu des Super-Grands de développer le détente entre eux tout en maintenent laur contrôle sur leurs elliés ou selellitas. Male les événements d'Asie, du Proche-Orient, voire d'Europe méridionele montrent blen l'inaptitude des Grands à régler entre eux le sort des peuples el des nelipns qui refusent de se laisser menipuler; d'autre part, la logique de le société transnetionale, surlout quand, par eilleurs, on recherche le diffueion des échanges et des lechniques, s'oppose à une délimitation géographique stricte, que ces Grands n'errivent guére à meintenir que chez leurs voletns, avec un succès remarquable en Europe de l'Est et pertiel en Amérique latine, Mêms el leur volonté d'eccord du de partage était plus grande, et leurs errière pensèes moins différentes qu'elles ne sont, l'évolution Imprévieible des altuatione ambigués dens les « zones grises » relencerelt leur comoétition.

Le véritable problème, des lors, est de savoir si leur dielogue peul imposer à celle-ci un certain nombre de règles, c'est-à-dire une certaine convergent dens la définition des buts et des moyens. Il e'agirail de limiter les uns et les eutres sans renducer à la compétitido, mais en etiani eu-delà du almnie refue de l'effrontement militaire direct. en particuller nucléaire. Le but serali de rechercher ou de maintenir teur intivence mais non de s'assurer le contrôle des régimes àtrangera, contre le gré de leurs populations. Les moyens,

diplomatiques ou économiques, s'arrêteraient eu seull de le subversion, du blocue ou des pressions militatres

C'est é détintr sérieusement un tel code de bonne conduire » que te conférence eur le sàcurité et le ccopération en Europe et, plus encora, leg conver-eations informelles des Etats surelent dù être consacrées, Mainsureusement, le logique des intérêle respectifs et communs des Super-Grande tend souvent à prendre une autre direction, plus llée eu maintien de leure ampires respectifs. C'est ainei que, pour le Portugal, eu lieu d'un dielogue qui tasse du respect de la volonté poputeire le condition du « sommet » d'Helsinki, on a l'impreseion, emtre les Etate-Unie et l'Union soviétique, d'une soliderità objective combinée à uns opposition réelle, meis qui a'exercent l'une et l'autre eu détri-ment du Portugel et de l'Europe. Un Portuget devenu - démocratie populaira -permettrait à l'U.R.S.S. de dàplecer eu moins symbotiquement l'équilibre du continent. A ce titre, il depleiralt aux Etats-Unte mels eervireit le « politique du pire » de M. Kiesinger, qui y trouveralt l'espoir d'un « vaccin » contre les progrès de la geuche dans le resie de l'Europe méridionele et le prétexte d'une réeffirmelion du les dership américaln sur l'OTAN. Inversement un coup de droits, eimileira à celul du Chili, comblerait d'aise les Etats-Unis mele n'aurait pas que des inconvénienta pour l'U.R.S.S., qui y trouvereit un prélexie à renforcer sea pressions sur le Roumanie el la Yougoslavie et protitarait des divisione que la estuetion créerest en Europs

Ceux qui perdraient dans les deux cas seralent le peuple portugsis et l'espoir des Européens de trouver un nouveau modèle de société et d'acquérir, ensemble, una nouvelle indépendance. Un proverbe indlen déclere : « Quand deux éléphants se bettent, c'est l'herbe qui est écrasée. » M. Lee Kuen Yew, premier ministre de Singapour, e eu raison d'ajouter : « Quand deux éléphants font l'emour, elle ne l'est pes moine. -

PERRE HASSNER

BIBLIOGRAPHIE

R. ABON, Dix-buit legons sur la société industrielle, Gallimard, 1962. La Lotte des classes, Galli-

mard, 1964. B. DAHRENDORF, Soziale Elas-teo und Klassenkonflikt in der industriellen Gezellschaft, Stutterst 1937.

Stuttmart, 1957. J. FOURASTIE, Le grand espoir do vingtième siècle, Gallimard,

H. MARCUSE, L'homme unidi-mensionnel, Ed. de Minuit, 1968. P.A. SOROKIN, Russia and the United States, Londres, Ste-vens, 1950.

J.R. GALBRAITH, Le noovet Etat iodustriel, Gallimard, 1958.

M. LAVIGNE, Les économies so-clalistes, soviétique et enro-péennes, A. Colin, 1970. F. PERROUX, La coeristence pa-cifique, P.U.F., 3 vol., 1958. W.W. ROSTOW, Les étapes de la groissance économique, Le Seuil,

O. SIK. La vérité sur l'écon tchécoslovaque, Payard, 1969. J. TINBERGEN, Convergence of West Rotterdam, 1965.

D. BELL, The End of Ideology, New-York, Pres Press, 1956. Z. BRZEZINSKI et P. HUNTING-TON, Political Power U.S.A./ U.R.S.S., New-York, Viklog.

G. F. KENNAN, Russis, the Atom and the West, Princeton, 1957. T. ElS. Etat des travaux sur la problématique de la conver-sence. Etudes internationales. Montréal, septembre 1971.

communément appelée « coroplexe militaroindustriel » ; il serait alors plus exact de porier de « complexe politique-administratif-militaireindustriel-scientilique (4) >.

Ce terme à langtemps eu à l'Ouest une significotion nettement pejorativo ; pourtant, unc efficiente politique de sécurité fondée sur la stratégie do la dissuasion est inconcevable sons uoe etroite imbrication des dirigeants politiques, de l'opporeil militaire, de l'industrie privée au étatique des namements, ni d'oilleurs sans une utilisation massive du savoir technologique. D'une telle collusion resultent les complexes d'armement qui un sont pas seulement militaires et industriels mais qui saglobent la classe politique, l'administration, l'apporeil militaire, l'industrie, la recherche scientifique et même les instituts spéciolisés dons la « pro-duction » des nouvelles doctrines de sécurité. Le défant d'une telle coordination priverait de son fondement la course qualitative oux armements olors que celle-ci se joue dons no codre elargi et dans un contexte international émiat compétitif. Ces exigences de la politique de sécurité engendrent des situations qui appellent une certaine convergence des

....

Même si la pluralité des intérêts qui s'offrentent est plus grande daes les sociétés copitalistes occidentales que dans les systèmes ciolistes, aò priment les injonctions de la direction politique, l'infrastructure de ces complexes se presente, à l'Est et à l'Ocest, commo coglition d'intérêts moltiples. On peut pourtant déceler, dans les deux systèmes, l'existence d'une elite qui monopolise l'élaboration de la politique de secorité porce que les processus de conception et de décision ne sont accessibles a un contrôle da public que dans ane très foible mesure. Dees les deux systemes, aucun damaine d'importance équivolente n'est autant éloigne de l'ideal démocratique que celui de l'armement. Dans nul outre secteur les ressources financières, scientifiques, technologiques et humaines ne sont investies avec autoot de prodigolité. Les élites de la puissance tirent leur force de la facilité ovec laquelle elles se justi-fient en recourant à des doctrions stratégiques dont on sait outourd'hot que militairement elles sont privers de toute valeur apérationnelle : elles n'opportienment qu'ou domoine de la psygie; o l'exemple de la doctrine de la porité, elles oe servent qu'o légitimer « o posteriori » des solutions devenues technologiquement possibles et politiquement sauhoitées. Dans les deux systèmes, les problèmes de sécu-rité sont encore considérés comme étant indépendonts de la porticularité des intérêts de chaque classe oo de certaines catégories sociales; ils apparoissent donc comme les options de la nation tout eatlère. Cette orientation idéologique est certainement mains monolithique à l'Ouest, mais la politique de securitá y bénéficie également d'un large

Des fonctions comparables

DEUT-ON déduire de cette onalyse one Coovergence des complexes d'armements des deux blocs ? En odmettant que les plénomenes evoques plus hoot sont coroctéristiques du saus-système en couse dans les deux sociétés, il est possible de répondre sues restrictica por l'affirmative. On pourrait ainsi dévelapper la thèse suivante : si la genésa des complexes militaires, de plus en plus porfectionnés, a été le produit particulier de chaque système (c'est por exemple l'Ouest qui, saes coateste, a été l'instigateur de la course aox armements oprès 1950), il n'en va pos de mârge de leurs développements qualitatifs oltériears. Du fait de la dimension et de la différenciation des complexes d'armement, ces dévelappements servient actuellement devenus radéndants des cooditions de pérennisation des poietés copitaliste et socialiste. A la différence de l'exemple da drait pénal, spécifique à chacun des systèmes, les consègoences orgoniques et politiques de l'effort en vue d'une politique qualitative d'armement penyent être teones pour simultanément compatibles avec les deux

ordres sociaux. Historiquement, cette interpretation corres-

pondroit d'outant plus à la réalité que la politique d'ormement suivroit dovantage des principes qualitatifs; en effet, les complexes militaires tendent de plus en plus à s'intégrer dans chocoo des deux ordres sociaux. Les progrès de la technologie militaire pe préfigurent-ils pos ceux de la technique civile? Ne faut-il pas conclure du coroctère uniquement symbolique de la diplomatie du contrôla des ormements et de l'exaspération de l'armement qualitatif à laquelle elle condoit (voir la conclusion des accords SALT (5), que les comportements des deux complexes en question montrent dans les faits des signes de convergence certains? Il est clair au'une stratégie de limitation véritable des ormements pourrait être appliquée sans risque, porticulièrement dans le domoige nuclégire où, de toute manière, les « copacités de supermassacre » (« overkill copocities ») sont largement ottoiotes. Que ni l'une ni l'autre des porties ne se mettent en devoir de poursuivre one telle stratégie - ce qui pourrait omener l'outre à en faire outant moatre bien que les deux « establishments » politico-militaires comprennent que, se livrer ainsi ensemble à une politique active d'ormement et à noe diplomotie symbolique de coatròle des armements leur rend pos même sous le signe de la « détenta », de maintenir la vieille politique onachronique de sécurità ou service de complexes militaires prosperes (6).

Bien évidemment, il est possible de décelor des functions de l'armement spécifiques aux deux systèmes existants (copitaliste et socialiste) : il fout procèder à des onalyses sépa-rées (7) dant les résultots de sourcient être oppliques indifféremment aux deux systèmes. Pensons, por exemple, à la fonction economique que revet l'armement dans le capitalisme pour la politique conjuncturelle et technologique; ou encoro à la fanctica disciplicaira exercée por l'ormée dans les sociétés socialistes et dans leurs relations mutuelles. Paur résoudre la problème de la convergence, la natore antagoniste, c'est-p-dire le corectère de classe de chacan des deox ordres sociaux, est becacoup plus décisive encore que l'ensemble des analogies et différences rolevées jusqu'à présent (8). Cette situation lie autaat qu'elle sépare les complexes d'ormement. Les liens consistent dans la fonction identique qu'ils jouent dans les deux systèmes et dans la contexte internoticool : stabiliser les statu que sociaux dominants : les différences résident dans la contenu des politigoes de statu que propres é chaque classe dominante, et reflétunt les contradictions sociales spécifiques à chaque

Nous sommes ainsi omoné à considérer les complexes d'ormement comme un des rares domaines où l'an puisse observer la développement d'une certaine convergence organique; en ce sens, il semble possible de soutenir k thèse d'une coovergence portielle. Il coavient d'ajauter que, formellement, la facction de l'ormament est comporable dans les deux systèmes puisage les structures des deux ordres sociaux, même si elles reposent sur des fonde-ments différents, sont dons la même mesure oatagoaistes. Naus tenons ógaloment à souli-gner que le cootenu de la politique de chaque classe dominacte demeare different; cinsi malgré les opporences, est-il problèmatique de dédoire do domoine étroit de l'analyse des complexes roilitaires un processus générol de cod vergence.

DIETER SENGRAS.

t4) Pour plus de détails, voir Dieter Senghaus : La dynamique de la course aux armements, condition restrictive de la détente Est-Ouest, in « Politique étrangère », tome 37, n° 16, 1972,

15) Pour une analyse détaillée des accords SALT, vois Dieter Senghaas: Aufrüstung durch Rüstungskontrolle. Über den symbo-lischen Gebrauch der Politik, Stuttgart. Urban.

(6) Vour sussi Dieter Senghaas : Armement put une politique de matirise des summements?; in : « Science et Paix », toms 1, 1973, 0° 2-3, pp. 20-48.

(T) Pour une analyse des différentes fonctions des complexes militaires, voir Dieter Scoghass: Gewalt — Konjilkt — Frieden, Essays zur Frie-dens oschung, Hamburg, Hottmann und Campe, 1974. pp. 37-54.

[8] Voir Egbert Jahn: Kommunismus — und was dann? Zur Bürokratisierung und Mittari-sierung des Systems der Nationalstatien. Ham-burg, Rowanit. 1874, et Dieter Senghasa: Rüstung und Militarismus, Prankfurt, Suhrkamp, 1972,

Politique et littérature

Le paysan dans le roman soviétique

Par VSEVOLOD SOURGANOV*

A vie de la paysannerie, les types, les caractères, les problèmes du village, ont toujours attiré les écrivains russes. Cependant, même les plus grands artistes d'avant la révoplus grands artistes d'avant la révo-lution ue surent pas discerner l'im-mense force explosive accumulée par la paysannerie russe durant des siècles d'oppression et de stagnation forcée. Nul « ne remarqua que dans ce milieu pouvait naître un Tchapaev. Et pour-tant, il naquit... ».

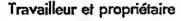
cette remarque revient à un des maîtres de la prose soviétique contemporaine, Serge Zalyguine. De façou concise et imagée, il formule une caractéristique en principe uouvelle que la révolution vient ajouter au thème traditionnel du village dans la littérature soviétique. Dès la guerre civile, aux yeux des écrivains, la paysannerie laborieuse apparut, avec la classe ouvrière, comme une force créatrice des plus actives de l'histoire. En l'espace d'une génération, au début de ce siècle, la nature sociale du paysan subit des changements radicaux.

« On a beaucoup trop écrit sur « le pauvre paysan », effacé et ignorant, et je l'ai beaucoup trop décrit ainsi », méditait Alexandre Serafimovitch, écrivain qui s'est formé bien avant

octobre 1917. Puisqu'il y a la révolution, a fécriral comment la paysannerie avance, telle une joule grondante; comment elle écrase, telle un
ours, les interventionnistes, les hobereaux, les généraux gardes-blancs...».
Cette avance, Serafimovitch la décrivit dans le Torrent de jer, à partir
d'épisodes de la guerre civile, sur
fond exotique de Caucase. La beauté
éternelle de la nature soulignait les
pauvres vétements, l'horreur des souffrances et des morts, la cruauté de la
lutte à laquelle s'étaient ilvrés les
insurgés au uom de la justice et de
la liberté.
Au cours de ces années (1921-1926),

la liberté.

Au cours de ces années (1921-1926), hien des écrivains décrivaient la naissance de nouvelles notions de morale et d'humanité dans le milieu paysan. Leonid Leonov racontalt ces événements dans son premier roman, les Blatreaux. Isaac Babel les reproduisit dans un cycle de brillantes unuvelles, sous le titre commun de la Canalerie russe. Vsevolod Ivanov mit eu scène les partisans de Sibèrie dans ses contes romantiques et philosophiques. Lidia Seifoullina, dans sa uouvelle Virineia, choisit pour persounage une jeune paysanne qui s'élève nage une jeune paysanne qui s'élève contre le mode de vie patriarcal et se lance dans la lutte acharnée entre paysans pauvres et paysans riches.



A INSI, dès sa naissance, la littéra-ture soviétique se peuple d'une série de caractères paysans d'un type uouveau. Vassill Tchapaev est peut-être le plus remanquable de cette lignée. Ce u'est pas un persounage imaginaire, mais un héros de la guerre civile, mort en 1918, que Dmitri Fourmanuv fit revivre dans un roman-chronique très original publié quatre ans plus tard. ans plus tard.

Fourmanov, lui-même d'origine paysanne, interrompit ses études de philosophie pour s'engager comme infirmier sur le front pendant la pre-mière guerre mondiale. Quand la révomportant centre textile de Russie. En janvier 1919, il part sur le frout de l'Oural combattre l'amirai tsariste Koltchak. C'est là qu'il rencontre le futur héros de son roman, qui commande à l'époque une division de l'armée rouge furmée pour l'essentiel de paysans insurgés. Envoyé dans cette division en qualité de commissaire, Fourmanov va vivre et comsaire, Fourmanov va vivré et com-battre aux côtés de Tchapaev pendant six mois, presque jusqu'à la mort de ce dernier. Dans son journal, le commissaire note ses réflexions sur le capitaine autodidacte, découvrant « quelle personnalité, quelle figure originale, haute en couleur, il est sur le tond de la payennesie inspracé la le fond de la paysannerie insurgée ! ». Homme hors ligne, Tchapaev, constate Fourmanov, est aussi le fils de

son milieu paysan, dont il incarne les traits les plus typiques et parfois contradictoires.

L'aspiration à une « vie véritable », l'affirmation de la dignité humaine, distinguent les paysans défenseurs de la révulutiou décrits par Serafimovitch, Babel, Seifoullina. Cette tendance ira croissant, sur le mode dramatique.

Mikhail Cholokhov l'a exprimée d'abord dans le recueil Récits du Don (en 1926), ensuite dans ces deux classiques de la littérature soviétique que sont le Don paisible, et le roman Terres défrichées. Constitués historiquement comme une commune pay-sanne originale, purement russe, les Cosaques méconnaissaieut le servage et la pénurie de terres ; la différen-ciation de classe dans leur milieu était moins intense qu'ailleurs.

Mais la psychologie particulière du Cosaque u'est qu'une manifestation des traits positifs et conservateurs propres à l'ensemble de la paysannerie, exprimés par Cholokhov d'une façon très accentuée. Il s'agit d'abord des paysans moyens, particulièrement sujets à la lutte entre les deux principes qui définissent, selon Marx, la nature de la psychologie paysanne: chaque paysan est en même temps propriétaire et travailleur. Si, dans son âme de travailleur, il est attiré vers ses confrères aux mains calleuses vers ses confrères aux mains calleuses, dans son ame de propriétaire il envie les bourgeois.

Naissance des kolkhozes

L a révolution a mis un terme à la pénurie des terres des paysans. Le niveau économique du village, pour un certain temps, s'est trouvé égalisé; la paysannerie moyenne constituait aiurs en Russie la majurité absolue. ce qui aggravait la lutte entre le préjugé et le jugement chez des mil-lions de paysans. D'autant que, bloquée

par l'ennemi affamée et ruinee, la jeune république des soviets était obligée d'établir un rigoureux monopole d'Etat du commerce des denrées alimentaires, ainsi qu'une « distribu-tion alimentaire » : on ue laissait aux paysans que le minimum vital pour se nourrir et assurer les semailles. Pour comprendre la nécessité de ces sacrifices, il a fallu que les paysans, sceptiques et hésitants, vivent leur



propre expérience sociale : ce fut le groupement des paysans dans les kolkhozes, à la fin des années 20 et au début des années 30.

Le paysan moyen était devenu, après la révolution, la figure centrale du village russe. Bien que toutes les positions-clès de l'industrie fussent aux mains de la classe ouvrière et que l'accroissement du uombre des paysans riches au village et l'exploitation fussent conteuns par les lois soviétiques, en 1925 uuns aviuns déjà 700 000 économies de koulaks et, vers 1927, leur nombre atteignait 1500 000 : c'était une menace directe de restauration du capitalisme.

Presque tous les écrivains qui trai-

ration du capitalisme.

Presque tous les écrivains qui traitèrent de l'édification kolkhozienne étaieut nés et avaient grandi à la campagne. Ils commencèrent comme journalistes et, souvent, des articles transpirait le canevas littéraire : c'est ce qui explique uotamment le caractère de chronique, la profusion de faits et de personnages, la faiblesse de composition des œuvres de cette époque. Autre trait original : ces livres s'ouvrent sur d'étroits conflits familiaux pour s'élargir brusquement et acquerir une orientation sociale blen nette. Reflétant la brève accalmie entre les tempêtes de la guerre civile et celles de la collectivisation, ces ouvrages mettaient l'accent sur les problèmes éthiques et moraux, résolus problèmes éthiques et moraux, résolus toutefois en liaisou directe avec la refonte de la vie du village : d'où leur actualité, et la tournure inattendue que prenalent des sujets apparem-ment traditionnels.

Les Filles (1928-1932) de Nikulai Kotchine, la Débacle (1929) de Kouz-ma Gorbounov, les Côtes d'acter (1927-1928) d'Ivan Makarov ou les Derniers Moujiks (1932) de Vassili Koudachev, appartiement à cette veine, la première série des œuvres sur la collectivisation. Four l'essentiel, ils enrefiétent l'étape initiale. Les événements décisifs reviennent à la deuxième série et d'abord à Fedor Panferov, auteur de Prune (1956-1936). auteur de Dun pas ferme (1926-1936) et à Cholokhov, qui, en 1932, publie le premier tome des Terres défrichées. (Le second livre a vu le jour en 1960 et ne relève pas de cette période.)

Panferov a étudié avant bien d'au-

tres le conflit absolument nouveau entre les deux formes de groupement entre les deux formes de groupement collectif des paysans, la commune des paysans pauvres et le kolkhoze, en soutenant les avantages de ce dernier. Cholokhoz, quant à lui, met l'accent sur la colère du peuple contre les koulaks. Pour lui, la collectivisation est la continuation directe de la révolution et de la guerre civile: refonte de la respectorie du respontératre. de la psychologie du propriétaire, recherche d'une juste organisation du travail collectif, naissance de nouvelles normes morales. Le principal, icl, c'est le rêve efficace de bonheur humain qu'incarment avant tout Semen Davy-

dov et Makar Nagoulnuv. Le charme de la epontanèité révolutionnaire s'accompagne chez Nagoulnov d'une intolérance acharnée, capable de causer bien des malheurs à lui-même, à ceux qui l'entourent et à l'œuvre à laquelle il est prêt à donner sa vie. Sa frénésie est étrangère à Davydov, qu'anime avant tout un attachement efficace et coucret aux travailleurs; une affection que ceux-ci lui rendent bien.

une affection que ceux-ci lui rendent bien.

La grande guerre nationale (1941-1945) dépeupla et décima les campagnes. Une sécheresse cruelle ruina en 1946 -les champs kolkhoziens hiessés par la guerre. Malgré les grands progrès des années suivantes, de graves prohlèmes allaient axer pour longtemps l'attention du parti communiste et de l'upinion soviétique sur la vie et le travail des campagnes.

C'est en 1952 que Valentin Ovietchkine écrivit le premier essai de son cycle, la Vie quotidienne du district, dans lequel il uppose les attitudes de deux dirigeants du parti. le premier secrétaire du comité de district. Borzov, et son adjoint Martynov. Le premier comprend ses fonctions d'une manière étroite; estimant que son travail est alguillé pour le bien de uombreuses gens, il trouve superflu, voire nuisible, d'entrer dans les préoccupations de chacun; cherchant à rempitr et à dépasser le plan d'approvisiunnement de l'Estat en vivres, il pressure les kolkhozes sans s'occuper des conditions de vie et de travail des kolkhozens. Tout l'inverse de Martynov, nul. devenu memier secrétaire,

kolkhoziens. Tout l'inverse de Martynov, qui, devenu premier secrétaire, accordera une attention particulière au chuix des cadres dirigeants des kokhozes: les qualités personnelles du dirigeant, sa qualification, ses connaissances, son habileté à travailler avec les hommes, voilà la « clé » susceptible, selon Ovietchkine, de sti-muler la prospérité de la campagne

miler la prosperte de la campagne holkhozienne.

Si ce cycle romanesque ne se distingue pas par des qualités littéraires particulières, il introduit dans la littérature de nouveaux rapports sociaux. Stricte orientation sociale, ingérence active dans la vie supposant une réaction sociale immédiate, le livre d'Ovietchkine agit comme une sorte d'amorce ». A sa suite — mais faisant preuve chacun d'originalité — parurent les essais et rècits sur la vie de la campagne de Vladimir Tendriakov (les Fondrières, la Chute d'Ivan Tchouprov), de Gavriil Troepoiski (Des notes d'un agronome), d'Efim Doroche (Un journal de campagne), de Serguel Zalyguine (le Printemps de 1954, le Trèfle rouge), etc. C'étaient des études littéraires détaillées sur la réalité rurale des années 50. Outre de vastes généralisations d'ordre social, psychologique et économique, elles contenaient une très riche informatiou locale, leurs auteurs vivant et travaillant dans différentes régions du pays.

Le problème des rapports entre le

régions du pays.

Le problème des rapports entre le dirigeant et le peuple étaient dévelupés anssi dans le roman de Fedor Panflorov, Méditation (1952-1958), le récit de Vladimir Tendriakov, Nœud serré (1955), le roman d'Elisar Maltzev, Entre dans chaque maison (1956-1967), ou celui de Nikolal Choundik, Dans le pays aux yeux bleus (1964-1972). Le récit de Tendriakov le Décès (1968) et le roman de Piotr Fomenko la Mémoire de la terre (1958-1970), font partie, dans une certaine mesure, de cette catégorie.

font partie, dans une certaine mesure, de cette catégorie.

Pantiorov schématise visiblement le conflit: selon lui, le défaut principal du chef du parti-se laissant dépasser par les événements est le dogmatisme. Maitzev et Choundik prennent l'exemple de personnages qui conservent un lien solide avec les masses du peuple mais qui, dirigeants formés dans des conditions extraordinaires, ont trop conditions extraordinaires, ont trop l'habitude de l'union furcée des efforts directeurs parvenant d'en haut et de l'enthousiasme des ouvriers et des paysans. Lorsque arrive une autre époque, lorsqu'il faut urganiser la production et l'agriculture sur une base moderne solide et scientifique, ils ue savent pas renoncer au style « extraordinaire » du travail.

L'essor de l'urbanisation

CERTAINES œuvres des années 50 racontent le destin du simple kolkhozien qui se voit bon gré mal gré obligé d'endosser les conséquences des actions erronées de certains dirigeants. Cette veine continue d'être expluitée. Ainsi, le récit de Vladimir Tendriakov rephémère, une vie si brève (1965), où la porchère Nastia, honnête et désintéressée, devient pourtant la complice du président du kolkhoze qui, pour se rendre célèbre, truque les rapports qu'il envoie aux autorités de la région. Ou encore Pélagueia, héroine du récit du même nom de Fedor Abramov (1967-1969), paysanne dure à la tâche mais cupide, qui se retrou-vera écrasée par la solitude à laquelle elle s'est condamnée.

Le récit de Vassili Belov Une affaire jamilière (1956) présente un « alliage » original et contradictoire des traits éternels de l'homme, fils de la nature, et des qualités que la participation à la guerre et aux affaires du kolkhoze apporte à sou caractère. On y ubserva un rétern à la tradition de Toletoi. ve un retour à la tradition de Toistoi, à une étape nouvelle et très impor-tante du développement du thème

Tout un groupe d'écrivains, agissant indépendamment les uns des autres, ont créé une immense toile épique, ayant ubservé la voie suivle par le consacrés aux événements de la collectivisation occupent sur ce plan une place particulière, notamment le deuxième tome des Terres défrichées (1954-1960) de Cholokhov. Les écrivains semblent appeler le temps à l'aide, s'efforçant de trouver dans le pracé passé les racines des nombreux phé-nomènes actuels de la vie rurale. Tendriakov, dans son récit le Décès, Tendriatov, dans son recti le Deces, transporte le lecteur des années 60 aux années 20. De même Troepolski, qui travaille à son roman Terre noire. Ou encore Serguel Zalyguine, qui passe du cycle d'essais le Printemps de 1954 à Sur l'Irtych (1964), dont l'action se découle aux printemps de 1951 au déroule au printemps de 1931, en pleime époque de collectivisation, avant de donner en 1967 la Vallée salée, étude sur la Sibérie de 1919. où l'auteur c'efforce de suivre et de montrer comment naît le pouvoir des soviets dans le milien paysan.

Mikhali Alexéev a consacré sa chronique autobiographique le Tourbillon des cerisiers (1961) aux destinées historiques de la campagne russe. Aux événements et aux hommes de la

campagne de la période de la guerre et de l'après-guerre, il a consacré le récit Pain, nom commun (1961-1963) et le roman encore inachevé le Saule et le roman encore macheve le Salle non pleureur, dout la première partie est parue en 1969. Le roman-chronique Lipiagui (1963-1965), de Serguel Krou-tiline, retrace le sort d'un ancien village russe au cours des dernières décennies. Composé de chapitres-récits à sujets autonumes, duut le narrateur est un instituteur de cam-pagne originaire des lieux, il uous mène d'une maison paysame à une autre, les problèmes de la vie kolkho-zienne étant lei considérés dans une corrélation organique avec des di-zaines de destins humains, dans le mouvement du temps.

.

mouvement du temps.

Enfin, on ne peut manquer de parler de l'immense toile épique à laquelle travaille depuis plus de dix ans Fedor Abramov, et qui doit être la chronique du village septentrional de Pekachino. Abramov a déjà écrit trois romans: Frères et sosurs (1958), où il évoque les difficultés et les peines de la guerre; Deux hibers et trois étés (1968), dont l'action se passe dans les premières années de l'après-guerre, et Chemins-carrejours (1973): à travers la famille paysanne des Priasline, l'écrivain parle de l'exploit spirituel et du travail réalisé par les kolkhoziens.

Les dix dernières années ont appor-té à la vie de la campagne kolkho-zienne de nouveaux changements qualitatifs et suscité des problèmes nouveaux. Elles ont été marquées par l'urbanisation accélérée : la part des citadins en U.R.S.S. est passée de 18 % en 1926 à 60 % (soit 150 millions de persuppes) en 1974 des pirreurs de de personnes) en 1974. Les niveaux de vie des citadins et des kolkhoziens se rapprochent. La ville et l'industrie, qui, pour beaucoup de choses, sont redevahles à la campagne des années 30 à 50, lui rendent aujourd'hui leur aide historique.

aide historique.

Gueorgui Radov, Leonide Ivanuv, Yourii Tchernitchenko, Viatcheslav Palman, traitent des questions qui ont le plus d'actualité dans l'édification kolkhozienne moderne. Ils parient des agronomes sélectionneurs, des spécialistes de la motoculture, des éleveurs, des travailleurs, des équipes de bouification qui poursuivent des recherches créatrices de méthodes d'avantgarde. Ils appuient les innovateurs, révèlent les erreurs, attaquent les garde. Ils apponent les innovateurs, révèlent les erreurs, attaquent les bureaucrates et les routiniers. Ainsi est créé le tableau vivant de la vie du village kolkhozien d'aujourd'hui.

Soul Peter I Lapur E SAHARA ES CONVOI

The second of the second of the second

July Jean Jacques Romanne

I nice ente d'azur !



Fardeau pour l'Espagne, casse-tête pour l'ONU

LE SAHARA OCCIDENTAL SUSCITE LES CONVOITISES DE SES VOISINS

E Sahara occidental sous dominetion espagnole esra-t-li una « nouvelle Palestine » comme certains l'ont hétivement evancé ou un « nouveau Ketanga - 7 En tout cas, le problème est complexe : il risque de provoquer une crise grave dans le région et le façon dont il sere resolu modifiera le visage du Meghreb.

Iture

Ces « quelques erpents de sable », convoltés par le Meroc et par la Meuri-tanie tandis que l'Algérie, qui ne revendique rien, soutient le F. POLISARIO (Front populsire pour le libération de Segulet-El-Hamra et du Rio-de-Oro), pertisan de l'indépendance pure et elmple, sont devenus un ferdesu pour l'Espegne. un casse-tête pour l'ONU, un sujet épineux pour l'O.U.A. et le Ligue erabe, et un objet de préoccupations pour les intérêts occidentaux qui y ont feil des investissements. Des mouvements de libération affirment que le sort du Bahere occidental ne leisse pas les Etets-Unis et l'OTAN Indifférents perce qu'il est lié à l'avanir des lies Canaries. De leur côté, les Africains es sentant menecés du fait que l'archipel risque de plus en plus de devenir une puissante base américaine.

Il suffit de regerder le carte pour constater que les frontlères établies per les puissances colonlales sonl d'uns perfection géométrique blen théorique pour les nomades qui, de tout temps, ont suiv) des zones de parcoure à la recherche de pâtureges, sane se soucier de ces « lignes conventionnalles » erificiallement tracées. Le territoire -284 000 kilomètres carrés - est divisé en deux grandes zones : Seguiet-El-Hamre eu nord, avec El Aloun comme capitale, et le Rio-de-Oro (Ouedi-El-Ohahab en arabe) au sud, dont l'egglomération principale est Villa-Cleneros.

La population est formée d'une vingtaine de tribus qui es rattachent é quetre grande groupes : les Reguibat, les Tekne, les Maquile et les Ouled Dellm. Combien sont-ile? Les Espegnots, qui ont procèdé l'an demler è un recenment, avancant le chiffre de soixantedix mille é quatre-vingt mille, mals lis edmettent qu'ile n'ont pu, évidemment, comptabiliser les Saluraouje qui se sont rétuglés dans les pays limitrophes et ceux qui y nomadisent. Des dirigeants du F. POLISARIO estiment, quant è eux, que le chiffre oscille entre deux cent cinquante mille et trois cent mille (1).

Se seralt-on avisé de l'importance de ce désert, position stratégique mise é part, si l'Espagne n'evelt commencé è exploiter en 1963 les fabuleux gisements de phosphales (découverts en 1947) de Seguiel-El-Hamre ? Longs de 75 kilo-mètres sur 1 è 15 kilomètres de large, lle

réserves, réparties en cinq zones, sont évaluées è 16 millierds de tonnes. Celle de Bou-Kraa, ob l'extrection se fait à ciel ouvert, ranferme 1,7 milliard de tonnes exploitées par l'ENMINSA (Em-pressa Nacional Mineras del Sehara). Fondée en 1962, elle fut rebaptiese, en 1969, Fostatos de Bu-Craa lorsque son capital e été porté é 5 millierde de pesetas et qu'elle e associé à son entreprise des intérêts occidentaux, notamment américaine, ellemends et français.

Le sous-soi recèle également du fer, du culvre, de l'uranium et du 982. Au lerge de la côta se trouve un des plus riches réservoire de poissons du monde et le neppa pétrollière sous-marine ne pétrollères sa montrent discrètes aur les résultats obtenue ou minimieent (as réserves. Selon le M.P.A.I.A.C. (Mouvement pour l'eutodétermination et l'indépendenco de l'erchipel canarien), les foreges commencés en 1959-1960 eurelent été prometteurs. Toutsfois, é l'époque, priorité eurait été donnée eu brut libyen dont l'extraction était moins onàreuse, - le Sahara allantique élant conservé me réserve etratégique ». Fait troublant, c'est en 1969 — ennée du renversement du roi ldriss et de l'accession au pouvoir du colonel Kadhafi - qua les sociétés éprouvent de nouveau un penchant pour le Sahere, et l'Union Cerbide Petroleum conclut, en julijet 1970, un contrat de deux ans evec Madrid, renouvelé deputa, pour des foreges en mer : le permis est octroyé pour une zone de 1 600 000 hectares é une de ses filleles espegnoles qui s'engegeail è investir 147 millione de pesetas. Des fillales de le Standard Oil, de le Guli Oil et d'eutres « sœurs « du cartel se sont aussi mises our les rangs,

Si le Maroc, dépourvu de pétrole mels pramier exportateur mondial de phos-phates, récupéralt le Sahara occidental. sa pulssance seralt considérablement eccrue. Si le Meuritanie, moine bien lotte, voyalt tout ou partie de ce terriloire lui revenir, ses capecitàs économiques en seralent d'autant renforcées. En revanche, un Sahere Indépendent, républicain et non aligné aurait tendance à se tourner vers l'Algèrie, à moins que les trois voisine ne s'entendent pour elder le jeune Etat é ea structurar et è exploiter ses richesses. Le jeu de l'Espagne a consisté à orgeniser une Indépendence qui se fasse dans sa mouvance; ses espoira e'étant estompés. Il semble qu'elle s'accommoderell d'un régime non eligné qui, tout an lui retirant les bases militaires, meintiendrait avec elle une ccopération économique et culturelle.

Por PAUL BALTA

le principe de l'eutodétermination est proclamé ; le résolution 1514, intitulée Déclaration sur l'octrol de l'Indépendence aux pays et peuples coloniaux, et edoptée par l'ONU le 14 décembre 1980, sent de rétérence.

D'une feçon plus précise, en 1966. l'Assemblée générale de l'ONU « réel-firme le droit inaliénable des peuples d'Hni et du Sahere espagnoi à l'autodétermination conformément à le résolution 1514 .. Le 18 décembre 1969, elle invite à nouveau la puissance administrania è arrêtar le plus idt possible, an conformité avec les aspirations de la population autochiona du Sahara dit aspagnol, at an consultation avec les

et toute autre partie întéressée (3), les modalités de l'organisation d'un référendum tenu zous les suspices de l'ONU afin de permettre à la population autochtone du territoire d'exercer librement son droit à l'autodétermination ... -

De même, le communiqué publié é Agedir déclere : - Les trois chets d'Etel ont consecré une attention particulière à l'évolution de le question du Sahare ancore sous domination espegnole. Ils ont réatfirmé leur attechement indélectible au principe de l'eutodétermination et leur souci de vallier é l'application de ce principe dans un cadre qui garanilt aux habitants du Sahara l'expressi libre et eufhentique de leur volonté conformément aux déclarations des Na-

La solidarité maghrébine à l'épreuve

I ES textes som clairs et le règlement de l'affaire perait reletivement elmple. O'où viant elors l'inquiétude brusquament éprouvée par les Marocains au printemps 1974 ? Les partis de l'opposition, principalement l'Istiqiai, l'U.S.F.P. (Union socieliste des forces populaires) et le P.P.S. (Parti du progrès et du socielisme) de M. Ali Yatta, qui ont mai eccepté de « perdre » la Mauritanie et la région de Tindouf, craignent de voir le Sahara occidental leur échapper è favorables à l'indépandance se manifesient, tandie que l'Espagne, qui e modifié sa tactique, donne l'impression de vouloir eccélérer son départ. Elle entend organiser, event le fin de l'ennée. un référendum qui aboutirait, selon Rabat, è mettra en place un régime fentoche manipulé per Madrid. L'oppoaltion presse le roi d'egir. La récupération du «Sehara apolié » leur permet de se rapprocher en felsant « l'union sacrée . le souverain dépêcha ses minietres et les chefs de parti comme émissaires è travers le monde pour exposer le thèse merocaine. Ils font valoir que le Maroc e des droits hietoriques sur le territoira sahraoul et que. d le population est consultée, l'alter native proposée devrait être : maintien sous le - férule du colonialisme aunagnol - ou ratour è la mère patrie. Missions eux résultats mitigés, les capitales visitées ne souhaitant pas ee brouiller evec un des protegonistes en prenant trop nettement parti-

La Meuritanie, qui ne dispose pes des moyens de ses deux voleins, se montre discrète et cherche è maintenir le en préservant ses Intérêts. Elle finit cependent per élever le voix pour rappeler qu'elle aussi e des droits. Mais, plus que sur le terre, elle met l'accent sur les hommes : « Noue ne pourrons, quant à nous, montrer des camps de rélugiés (4), pour le bonne raison que ce

sont les mêmes populations qui, de tout temps, oni habité de pari el d'eutre de cette frontière artificielle », déclare le président Ould Daddeh. L'Algérie, de son côté, es contente de réaffirmer son hostilité eu « colonielisme espagnol » et eon « ettechement eu principe de l'auto-

délemination ». Au coure de l'été, le presse merocaine e'en prend vivement à l'Algérie ; elle l'eccuse de faillir à le soliderité maghréone el de jouer un double jeu qui en fait l'alliée objectiva de l'Espagne. Alger évite d'alimenter la polémique et se contante de reppeler ees positions de principe per le truchement d'un article paru dans la République d'Oren. En privé, de heuts fonctionnsires font modifié con attitude en renonçant é le concertation tripartite et en donnent une interprétation unitatérale au principe et aux modalités de l'eutodétermination. En outre, dit-on, le processus de déco-lonisation a été eccéléré é la suite de le participation de l'Algèrie à le concertation tripertite de Nouedi

La Maroc va-t-Il savahir le Sehara, où l'Espagne a envoyé des renforts at meintient cinquante-six mille hommes? La question se pose quend Hassan II révèle, su coura d'une conférence de presse tenue le 17 septembra 1974, qu'il ve demander à le Cour Internationale de La Heye de dira le droit. Se démarche rédult le tension et entraîne l'ejournement du référendum annoncé per l'Espagne é qui le roi tend le perche : ayani é l'esprit les précédents de Cintre, de Barajas et de Fès, le souverain, qui Nouzkchott, suggére é Madrid de régler directement cette effaira evec lui é l'amleble. Il leisse entandre que des errangements sont possibles pour les bases militaires espegnoles eu Sahara et pour l'exploitation an commun des phosphetes. Madrid felt le sourde oreille.

étrangère, les mots d'ordra affirment le soutien du Front aux révolutions palesti-nianne et vietnemienne, réclement le levée du bjocus de Cuba et proclament : - Le golfe Arabique est arabe. - Le drapeau — trois bandes horizontales noire, blanche, verte, un triangle rouge près de le hampe et un croissent et une étolle rouges aur la bande médiane - est égement eignificatif, Les différentes coucombinaison des pavillons des pays progressistes du Proche-Orlant el du Meghreb tandie que le triangle rouge évoque celul des Pelestiniens, précise un res

Quant au Progremme d'ection natio nele edopté par le deuxiàme Congrès, il se propose, entre eutres, de « réaliser l'unité netionale eulhentique », de « netionaliser les ressources minières », de « suivre une politique d'industrialisalion », de favorieer le dévaloppement de l'egriculture et de l'élevage, de » proténuier toutes les formes d'exploitation ». Le mémorandum edressé au comité de décolonisation de l'ONU démontre que les tribus oni toujoure au leur organi-sation propre, qu'elles ne se sont pas confordues avec les populations marocaine et elgérienne, qu'elles n'ont jemels fait ects d'ellégeance eu souverein du royeume chérifien — ce qui est ebsolument exact (6) - et qu'elles ont opposé, depuie le seizième siècle, une vigourause résistance eux envahisseure européens - Portugeis, Espagnois et eutres.

Un des dirigeants é qui nous feisions remerquer que les erguments juridiques marocains paraissaient eu moins euesi solides, nous a répondu : « Les droits tàodaí qui ne vaut que s'il est entériné par le consansus populaire, Sinon, on nieralt le droit des peuples à évoluer et é s'eutodéterminer, Pourquoi, des lors, l'Angleterre ne revendiquerell-elle psa l'Amérique, les Arabes le sud de l'Espagne, etc. C'est le peuple qui donne eon Identité eu sol, non le contraira, -Il rejette égelement l'ergument eston lequel le territoira, falblement peuplé, na eeralt pes vieble. - L'autodétermination est un principe proclemé per l'ONU. Il ne peut y evoir deux poide el deux mesures : des Etats moins riches et eyant moins d'habitants - comme les lles Maldives - ont blen eccédé é

Reppelle-t-on l'existence du F.L.U. (Front de libération et de l'unité), les dirigeants du F. POLISARIO effirment qu'il e'egit d'une » troisie constituée - principalement de militaires maroceins détechés - qui n'eurelent réussi insou'ici eucune opération d'envergure. L'ergument est eccuellil evec colére par les Merocalns qui rétorquent avec raison qu'une perile de l'ermée du Sud est composée d'enciens réluciés sahraouls. Le F. POLISARIO, ejoutent-ile, rités espagnoles, ce que nient les responsables du Front en rappelent que leurs militants soni pourchassés et emprisonnés : ils précisent auest que le secréteire général du P.U.N.S. s'est réfuglé eu Meroc eprès avoir emporté le calsse l'organisation. Quant eu Morehob semmed seb szignanitulovás teamawaki bleus). Il eccuse tout simplement son Eduardo Mohe, n'e rien de sahreoul el n'e pas relilé grand nombra de partisans. Le leit eet que le comportement d'Eduerdo Moha n'est pes limplde : il affirmait, début 1973, à Alger, qu'il evalt eu des ennuis evec les autorités merocalnes perce qu'il défandeli l'indépendence du Sehare : Il dispend au moment du « commet » des non-align en septembre, après evoir emporté du matérial et contrecté des emprunts. iameis remboursés, auprès de mouvedens diverses capitales erebes et occidenteles, notemment é Bruxelles, et il e défand le thèse merocaine, pour le

(Lire to suite page 16.)

Un diable sort de sa boite

L A tension remonte eu printemps 1975, en particuller lorsque le mission d'enquête de l'ONU, présidée par M. Siméon Ake, représentant de la Côted'ivoira à l'ONU, se rend fin mel-début juin en Espagne, eu Sahara, au Maroc, en Algérie et en Meuritanie, il se prodult un coup de théâtre qui fait craindra eu Meroc d'être colffé eu poteau maigré les pointa marqués eu cours des mole écoulés : le F. POLISARIO, dont an conneissalt vaquement l'existence male qui n'evalt guére fait perfer de lui, sorf de es bolte comme un diable. La mission d'enquête se trouve à El-Aïoun ; le P.U.N.S. (Parti da l'unité nationale sahraoule), seul mouvement légelement reconnu et qui e le bénédiction de Madrid, décide de manifester. Or, è la grande surprise des autorités locales. las militants déploient des drepaeux du F. POLISARIO et sa révèlent être de ses partisans. Quelques loure plus tard. lorsque la mission se rend à Tindout, le Front lui présente quinze militaires espagnole falts prisonniers et une partie du metériel capturé, Enfin, an Meuritanie. une nouvelle manifestation se produit en favour du Front.

« Nous sommes Fémanation authenlique du peuple sahraoul, nous e dit un de ses dirigeants. Si on nous a ignorés lusqu'ici, c'est perce que, tant Expegnols que Marocains, on fait le ellence autour de nove. De plus, nous itions deventage préoccupés d'organiser la lutte que de mener une campagne publicitzire. Il teut que l'on escha toutefols que notre mouvement ne date pas

Dès 1968, explique-t-il, le Front de libération du Sahere (F.L.S.) (5) entame son action qui débouche, le 17 juin 1970, sur une grande manifestation à El-Aloun. A l'apoque, le mouvement se contante contester l'eutorité des cheixhs « aux ordres de l'Espagne - et les interventions étrangères, d'où qu'alles viennent. Les sutorités réaglesent : il y e des mons et des blessés ; quelque cinq cants personnes sont errêtées, dont le chef du ent, M. Mohemed Sld Ibrahim Bassiri. Ce dernier, eprés des études de journalisme au Caire et à Dames, avait gagné Rabat en 1967 et y evait

fondé un journel, Al Chihab (le Flambesu), evant d'aller animer le F.L.S. La répression du 17 juin conduit le F.L.S. é revoir sa stratégla. Il se trensforme en mouvement embryonnaire de libération et, eu cours des ennées 1971-1972, emasse des armes tout en se livrant é un traveil de réflexion qui aboutit é la tenue, le 10 mei 1973, du Congrès constitutif du F. POLISARIO, Ca demier élebore une piete-forme politique fondée sur l'indépendence et décide de passer à le lutte ermée pour ettele ees objectifs. Olx jours plus tard, I décienche es premiéra opération contra le poste militaira de Khange. Les maquizarde arrêtent des soldels sahraoule servant dans l'armée espegnole, leur exposent les buts de la - Révolution du 20 mai - qui e donné son nom eu Journal du Front - et les ranvolent pour

Le Front, qui ne dispose pas de beaucoup de matériel, déploie un Intense effort de mobilisation politique et tient son deuxième congrès du 25 eu 31 eoût 1974, an plein déseri, sous des tentes gardées par des guérilleros. Un bureeu politique est constitué. L'état-major du mouvement, composé de elx membres, respectivement des effaires politiques et des opérations militaires. Le secrétaire général, que nous avons rencontré à Tindout, s'eppelle Ouali Mustaphe Siyed, dit Lulei. Agé de vingt-hult ene, Il esratt né sa Meuritanie, appartiendreit à le frection Tahelet de le tribu des Regulbat et aureit étudié le droit au Maroc avan de reloindre le clandestinité. Les eutres cadres se recrutent permi une centaine d'étudiants sortie des universités espagnoles - dont une dizzine d'ingénieure dens le lutte ou dans d'eutres pays el les déserteurs de l'armés espagnole.

Les slogane lancés à El-Aloun, puis à Tindout, puls en Meuritanie par les Sahreouie résument parfaitemen dances du Front : « Le F. POLISARIO est le seul représentant légitime du peuple sahraoui », « Non su peteroalisme marocain et meuritanien -, - Nous voulons l'indépendance complète », « République erabe exhrequie -. - Un régime netional républicain et non aligné. - En politique

(1) Le mémorandum adressée par l'organisation au comité de décolonisation de l'ONU écrit cependant : « La oppulation est d'environ sept cent cinquante mille habitants, sans les exilés.» Il semble, sans que cels soit clairement précisé, que le F. POLISARIO avance ce chiffre en y incluant les poquiations de territoires restités au Maroc par l'Espagne, octamment la région de Tarfaya et peot-être suest celle d'Inni. faya et peot-être sussi celle d'Ifni.

[2] En 1957, des unités de l'Armée de libération marocaine avaient franchi Seguict-El-Hamra et traversé le Rio-de-Oro, menaçant la frontière mauritanienne et refoulant les Esgagnols sur une mince bande côtière. A la suite de cette alerte, la France, sprés avoir redressé la situation par l'opération de Ecouvillon s, accélérait la constitution de l'Etat mauritanien tandis que l'Espagne s'apprésait à rendre à Rabat la zooc de Tarisya pour assurer sa tranquillité dans le reste du Sahara.

[3] Il s'asti de l'Alkéria.

 (3) Il s'agit de l'Algérie.
 (4) Le Monde des 23 mai, 3 et 8 juin. (5) La création du P.U.N.S. est nettement postérieure.

(6) Les Algériens font rémarquer que ces actes d'allégeance étalent d'ordre spirituel et con politique, comme cela arrivait à l'époque dans le monde musulman où la cotion d'Etat moderne n'existait pas encore.

« Droits historiques » et autodétermination L'ENJEU est de taille. Quant è le cains qui reprochent é le France d'evoir

complexité du dossier, elle ne s'explique que dans sa perspective historique. Puissance coloniale en Meuritanie et en Algérie, le France avait obtenu entiera liberté d'ection au Maroc per le convention du 8 avril 1904 signée avec la Grande-Bretagne; le 3 octobre evivant, elle concluait une convention secréte avec Madrid reconnaissant les rétentions espagnoles sur la Rio-de-Oro et Seguiet-El-Hamra. Toutefols. ce n'est qu'en 1934-1935 que l'Espegne, de connivence evec Parie, qui s'inquiétait de le résistance des Berbères du Heut-Atlas, réussit é occuper le lotalité du territoire, transformé en province par le

En 1956, SI Allel El Fassi, leader de l'Istiqual, qui avait précédemment élaboré une carte du » grand Maroc » e'étendant jusqu'au Sénégal et eu Niger, procleme les droits de son pays sur la région occupée par l'Espagne. Le roi Mohammed V donne un caractère officiel à cette revendication le 25 février 1958 en effirmant, dans un discours prononcé à M'hamid, dane le Sud, sa volonté - de poursuivra son action pour la resiliution du Sehara eu Maroc -. Quelques detes vont alora jalonner le contantieux saherien (2).

Le 1er avril 1958, Madrid signe l'eccord de Cintra, qui restitue à Rabat le zone de Tekna, située antre le cap Juby et l'oued Oraa. Mais, le 28 novembre de la même année, le République letamique de Mauritanie est proclemée eu esin de le Communauté françaisa, et, deux ans plus tard jour pour jour, elle accède à l'incépendence. Coup dur pour le gou-vernement et les partie politiques marocréé un Etat fectice en emputant le Maroc d'un territoire qui e fait partie de l'empire chérifien et qui lui e donné certains de ses plus prestigieux moner ques. En octobre 1963, un conflit oppose Rabat et Alger eu sujet de Tindoul, et l'opposition marocaine ne e'est jamele consolée depuis de ce que le souversineté elgérienne se soit étendue à cette region. Le rol Hassan II finit cependent per edmettre les réalités : le 15 jenvier 1969, il algne avec le préside Boumediane un traité de fratemité et de ban volsinage qui met officiellement fin eu litige, puls il invite le président Quid Daddah eu « sommet » leismique de septembre é Rabat, ce qui revient é reconnaître la Mauritanie, l'Algérie ayant loue un rôle non négligeable pour tavo-

Entre-temps, le 6 juillet 1963, Hassan II evait eu avec le général Franco, sur l'eérodrome madriléne de Barajas, une entrevue qui détendit l'atmosphère et permit, après de longues et laborisuses négociations, la signatura, le 4 jen-vier 1969, du traité de Fès, par lequel l'Espegne rétrocédait au Maroc l'enclave d'Ifni. Parallélement, le Sahara cocidental feisait réquilibrament l'objet de résolutions à l'ONU, è l'O.U.A. et au sein du mouvement des non-alignés. Hassan II et M. Boumedièns décident, lors d'une vieite à Tiemcen le 27 mai 1970, de se concorter avec M. Ould Daddah. Les trois chefs d'Etat se rencontrant à Nouedhibou (14 septembre 1970) et à Agedir (24 juillet 1973), tandie que leura ministres des effaires étrangères siègent à Alger (5 janvier 1972) et é Nouakchott (9 mai 1973). Dens toutes ces instances,

INTERNAT

1/2 pension - externat - de la 6ème aux terminales ABCD

Cours Jean-Jacques Rousseau

établissement privé du second degré DIRECTION : JEAN- MICHEL TAILLEFER

documentation sur demande

7 bd Prince de Galles / tél (93) 81.37.54 nice cote d'azur

Que la mission de l'ONU alt coneidéré le F. POLISARIO comme - partie eu débat » el que M. Kurt Weldhelm ail rencontré ses chale n'ont fait qu'accroîtra l'irritation des Marocains et nourtir leur suspicion à l'égard d'Alger qu'ils accuseni de « vouloir laire la Grande Algéria plutôt que le Grand Maghreb ».

Sortant de son mutisme, le préaldent Boumediène e longuement répondu dans le discoura prononce à l'occasion du dixième anniversaire de son eccess eu pouvoir, le 19 juin. Les thèses elgél'Algérie n'e pas modifié son ettitude et e'en tient eux principes qui l'ont toujoura guidée. Elle a précisé à maintes reprises qu'elle établit une distinction entra les presides de Ceuta et Melille, partie intégrante du territoire marocain », et le Sahara occidental au sujet duquel elle ne formule d'allieurs eucune frontière commune avec lui, elle est considérée par l'ONU comme « partie intéressée » et elle a'est prononcée pour l'autodéterminetion, Pour les Algériens, cela eignifie que les Sahraoule ont plueleura choix possibles : demender leur rattachement au Meroc ou é le Mauritanie : eccepter le partage de leur territolra entre les deux ; opter pour l'indé-pendance. S'ils avalent voulu semer le zizanie dans le région, les Algériens n'auraient pas déployé des efforts pour réconciller Rabat at Nouakchott et Inciter la Meuritenie à edhérer au Meghreb. Fidèle à le lutte menée per le F.L.N., l'Algérie a eldé tous les mouvaments de libération euthantiques : Il n'y avait pas de raison qu'elle refuse de répondre eux demandes du F. POLISARIO. L'arqu-

ment selon lequel elle voudrait obtenir un couloir territoriel ne tient pas : elle evelt proposé l'exploitation en commun ements de fer de Gara-Diebilet et il était question que le mineral solt evacué par rail - tout comme l'oléoduc qui traverse le Tuniele évacue du pétrole, - le chemin le plus court vers l'Atlantique passant par le Maroc et non per le Sahara occidental. Les Merocains n'ayant pas donné sulte eu projet, M. Boumediène a voulu couper court eux spéculatione en décidant qu'une ligne de chemin de fer reliera Gera-Diebilet à le Méditerranée.

Dans l'intervalle, on apprend qu'un eccord escret e été conclu après le « commet » arabe de Rabat (octobre 1974) entre le Maroc et le Meuritanie, aux termes duquel les deux pays es eeralant entendus pour ee partager le Sahara occidental et exploiter en commun les gisements de phosphate de Segujet-El-Hamra, zone qui serait plecée sous le souveraineté de Rabat. Le président Bourguiba révèle publiquement é Tunie qu'il e personnellement conseillé à Hassan II et é Ould Daddah de s'entendra directement. Il précise qu'il n'y e pas lieu, selon lui, da procéder à un référendum eu Sahara, « n/ de créer un Etat indépendant qu/ serait sous l'influence de l'Espagna ou d'un Etat meghrébin «. Le président Senghor, du Senegel, a fait une déclaration qui ve dans le même sens. L'un et l'eutre semblent craindre qu'un Sahara indé-pendant ne contribue é accroître le poids déjé grand de l'Algérie dans le

Dane le même temps, une pertie de le classe politique meuritanienne se pose des questione sur le danger d'un partage du Sahara; certains n'hésitent d'allieurs pas à condamner cette formule, et d'autres l'auraient dit en privé eux membres de le mission d'enquête de l'ONU. Ils font remarquer que le Maroc e reconnu leur pays à contrecreur of parce ou'll ne pouvait pas faire autrement, le Sahara occidental servant de zone tampon. Le jour où les deux Etats euront une fronbère commune, le Maroc ne cherchera-t-il pas à récupérer le Rio-de-Oro, voire la Mauritanie? «Le partage, disent-lis, nous donne un eventage dans l'Immédiat, mais nous risquons d'être perdants à moyen

Pour leur part, les dirigeants algériens réagissent vivement é l'accord secret (7). Retoumant l'argument de ceux qu craignent le polds de l'Algérie, ils es demandent si, en coullase, les Etats-Unis ne tirant pas les ficelles pour affaiblir to Maghreb on ettisant des dissensions, Isoler le gouvernement Bouradiceux.

« On ne peut dissocier, disent-ils, les

L ES Espagnola affirment, de leur côté, qu'ils souhaitent une concertation evec les troie pays. N'ayant pas réussi, ila ont euggéré à l'ONU de l'organiser. Mais Medrid estime aussi que le F. POLISARIO est majoritaire sur les deux tiers du territoira et qu'il peut « Nous serions prêts à evoir des convereetlons evec ses dirigeants, à condition qu'ile s'identifient », noue e dit un diplomate. « En attendant, e-t-il ajouté, nous

agissaments autour du Sahara de la position militante adoptée par l'Algérie dans le domaine de l'énergie. On chercha à porter des coups eux options socialistes de notre pays et à son non-

Ouol qu'il en eoit, quelques jours plus tard M. Bouteflika, ministre algérien des affaires étrangères, est envoyé en mission à Rabat pour détendra l'atmosphère. Il y réussit el bien que les diplometes s'Interrogent : l'Algérie a-t-elle modifié ses positions, a-t-elle consenti un recul stratégique ou tout elimplement tactique ? Quelques faits apportent des éléments de réponse. Le 10 juillet, deux des militaires espagnols faits prisonniers par le F. POLISARIO ont été remie, sous l'égide du Croissant Rouge algérien, eux eutorités de Madrid et les dirigeants du Front venus pour la circonstance à Alger nous ont laissé entendre qu'ils conti-nuent é bénéficier du soutien de l'Algérie. D'eutre part, l'ambassadeur d'Algérie, M. Bedjaoul, a dévaloppé devant le Cour internationale de La Haye l'argumentation de son pays dene toute es rigueur.

Les Canaries, enjeu stratégique

terone tout pour parvenir à one solution pacifique. Toutefols, nos moyens étant Ilmités, al nous devions recevoir des coups de tous les côtés, noue deman-

derione à l'ONU de prendre le relève et d'envoyer éventuellement des « casquee bieus » pour assurer le maintien de l'ordre jusqu'au référendum préconisé par l'Assemblée générale.» Pour le moment, aucune des parties

intéressées ne se hasarde au moindre pronostic, le nombre d'inconnues étant trop grand. Les milieux diplomatiques n'excluent cependant pas l'hypothèse d'uno confrontation. De toute feçon, le problème de le « décolonisation » des territoires administrés par l'Espagne rebondira à l'Assemblée générale de l'ONU en septembre.

Madrid affirme que Ceuta et Melille ne sont pas négociables et que l'erchipel des Canaries no lui donne pas plus de souci que la Corse à la France. La situation pourrait bien changer. Le comité de libération de l'O.U.A., qui e'est reuni à Rabat du 9 au 15 juin, e décidé d'apporter un soutien eccru et fort Important au M.P.A.I.A.C. Son secrétaire général, M. Antonio Cubillo, un avocat installé à Alger, a toujours souligné que le problème du Sahara occidentel était l'é à celul des Canaries et II e fini par conveincre. La décision tendant à autoriser le mouvement à ouvrir une agence régionale eu Maroc devrait être soumise à la prochaine réunion du comité de libération, les chefs d'Etat africeins e y a n t prie consciance de l'importance stratégique de l'archipel que les Etats-Unis sunt en train de transformer en base militaire. A partir des îles, qui servirent toujours de point d'appul é la colonisation espagnole, il est non seulement possible de neutrallesr une offensive marocaine contre Ceuta et Mollia, mais aussi d'exercer un contrôle sur l'ensembla du Meghreb et de l'Afrique occidentale at équatortale, affirme le M.P.A.I.A.C. II a été entendu. En plus du Sahara occidentel, le question des Canaries est désormals posée par l'O.U.A. Affaire à sulvre.

PAUL BALTA.

(7) Le Monde du le juillet.

Réforme agraire et nationalisations en Ethiopie

LES MILITAIRES ET LE « SOCIALISME » A L'ASSAUT DE TRADITIONS MILLÉNAIRES

Un peu plus d'un an eprès la prise du pouvoir par l'armée éthiopienne, le gouvernement militaire provisoire annonçait, le 4 mars dernier, la confiscation de toutes les terres agricoles et l'epplication de la réforme egraire, qui prévoit l'octroi d'un lot de terre ne dépassant pas III hectares à chaque famille d'agriculteurs. Venue deux mois après la nationalisation d'une vingtaine de banques, de compagnies d'assurances et de sociétés d'épargne (le 1er janvier 1975), et un mois eprès la nationalisation totale de solvante-douze entreprises indus-trielles et commerciales, et partielle de vingt-neuf autres (le 3 février). la proclamation de la réforme egraire marque l'étape la plus împortante vers le realisation du « socialisme éthiopien », declare doctrine d'Etat le 20 décembre 1974 par le gouvernement militaire provi-soire (G.M.P.). En outre, le 26 juillet, les terres nrbaines et les blens immobiliers ont à leur tour, été nationalisés; en vertu de cette mesure, chaque famille ne peut posséder plus d'une maison et de 500 mètres carrès de terrain.

la charte publiée par la G.M.P. (1) et par diverses déclarations officielles, est caractérise par une grande prudence et par une approche toute pragmatique, démonapproche sonte institute de la contract le sout des autorités militaires do ne pas choquer l'opiniou publique. La population est comme pour son conservatisme, son attachement à la religion et son hostilité à toute docreligion et son hostilité à toute doc-trine importée de l'extérieur. Pour lui faire accepter plus facilemout la tran-sition d'uno monarchie moyenageuse, voire biblique, à un régime réforma-teur, on s'applique à présenter le socialisme éthiopien comme uno doc-trine à caractère éminemment natio-pel « Corcine le socialisme convente. nal. « Quoique le socialisme comporte un caractère universel, lorsqu'il est réalisé de manière pratique, il dott être conforme aux besoins, à la tradition et aux croyances de chaque pays: un habit coupé pour une personne ne peut pas être porté par une autre », explique une déclaration du G.M.P. (2).

Le socialisme éthiopien ne doit pas être une imitation du régime sovié-tique ou de tout autre pays commu-niste, répètent les éditoriaux de la niste, répétent les éditoriaux de la presse. Les autorités sont très sensibles à toute allusion à me influence étrangère dans l'Ethiopie actuelle. Parmi les accusations portées contre le correspondant de l'A.F.P. à Addis-Abeba, expulsé le 8 mars 1975, la plus grave, solon le quotidien Addis Soir (3) était d'avoir écrit que « la réforme agruire résolutionnaire est le travail des conseillers chinois ». Que cela soit exact ou non, le visiteur à Addis-

E socialismo éthiopieu, défini par Abebs no peut pas ne pas être france par le grand nombre de Chinois qui logent, parfois par groupes de quelques dizalnes, dans un hôtel proche do l'ambassade chinoise. D'autre part, la presse reproduit chaquo jour des articles sur le dévoloppement, l'agri-culture, les affaires sociales et l'édu-cation en U.R.S.S., dans les démocra-ties populaires ot en Chine, tandis que, dans les milieux universitaires, on susurre que, lorsque la faculté de médecino sera rouverte, son programmo d'études sera complètement changé en vue d'assurer la formation des « médocins aux pieds uus ».

Le socialisme tanzanien (Ujamaa) semble constituer une autre source d'inspiration, fréquemment évoquée. Lors d'une interviow diffusée par la radio et la télévision, l'ambasadeur de Tanzanie fut louguement interrogé sur cette doctrino conçue pour la réalité africaine et fondée sur le noyau de la famille. En outre, la recherche des racines du socialisme dans la religion rappelle clairement la methode employée par les propagateurs du socialisme arabe.

Mais la nouvelle doctrine éthio Mais la nouvelle doctrine éthio-plenne est présentée par les autorités comme un produit original, spécifi-quement éthiopien, qui se résume avant tout dans la devise Ityopiya tiqdem (l'Ethiopie d'abord), adoptée par les militaires dès la prise du pouvoir et maintenant inscrite sur les bâtiments publics et sur les ma-carons que de nombreux fithiopiens carons que de nombreux Ethiopiens portent à la boutonnière.

Les trois piliers du système

N OTRE socialisme est un socialisme purement éthiopien, qui
puise aux sources de notre civilisation », explique le Dr Bernahou
Abebbe, nommé tout récemment directeur général du ministère de la
culture et responsable de l'epplication
de la doctrine officielle dans le domaine de l'art, de la littérature et des
loisirs La journal de langue ambarious loisirs. Le journal de langue amharique Addis Zemen reproduit chaque jour en première page la citation suivante extraite d'une proclamation du G.M.P.:

« Notre doctrine socialiste éthiopienne
découls de la nature éthiopienne, elle
comporte un caractère et une forme éthiopiens et elle trouvera une solution éthiopienne aux problèmes éthio-piens. » Pour justifier une telle définition, les auteurs de la charte se tournent vers les trois composantes plenne : la religion, l'histoire et la

fair

La religion, ou plus exactement les deux grandes religions de l'Ethiopie — le christianisme et l'islam — four-nissent les bases doctrinales de l'égalité. « Le socialisme α ses ταcines mussi bien dans la Bible que dans le

religion et le socialisme sont irrécon-ciliables » (4), a déclaré le deuxième vice-président du Conseil militaire provisoire d'administration (le Derg), le major Atnafu Abate, dans un dis-cours prononcé à la fin d'un séminaire d'une semaine organisé per les autod'une semaine organisé par les auto-rités pour les membres du clergé. Car le G.M.P. tient à rassurer non seulement les prêtres, soucieux de conserver l'emprise qu'ils out toujours exercée sur leurs ouailles, mais aussi l'ensur leurs ouallies, mais aussi l'en-semble de la population chrétienne, très dévouée à son Eglise nationale. Une déclaration du G.M.P. annonce qu' a il n'a aucune intention d'élimi-ner la religion. La religion est l'affaire prinée de chacun, seul l'Etat est l'affaire de tous » (5). Les repré-sentants du gouvernement se gardent bien de tenir des propos pouvant être integrifées comme une atteinte à la religion, et la terminologie chrétienne n'est pas tout à fait absente de leurs discours. Ainsi, certains éléments radicaux de gauche qui ont distribué des tracts demandant de poursuivre la révolution jusqu'au bout, sont dénon-cès par le G.M.P. comme des « jaux prophètes » (6).

Toutefois l'Eglise est invitée à

Por OLGA KAPELIOUK

rajeunir ses conceptions dans l'esprit du socialisme éthiopien. Dans le dis-cours déjà mentionné, le major Atnafu Ahate demande au ciergé d'abandon-ner son fanatisme et sa bisoterie et de se rapprocher du peuple. Comme première mesure à cet effet, il lui propose de remplacer le guèze, langue de culte qui est une langue morte, par les langues vivantes des chrétiens par les langues vivantes des chrétiens — l'amharique, le tigrigna et l'oromo (galligna). Et effectivement, dans les programmes religieux do la radio, d'ailleurs considérablement réduits lepuis la chute de l'ancien régime, on n'emploie presque plus le guèze, ot même le *pater noster*, diffusé une fols par semaine seulement, le dimanche en fin de programme, est dit en amharique, « On ne mentionne plus le nom du Seigneur », soupire un prêtre ami.

L'histoire éthiopienne, source inta-rissable d'orgueil national, doit servir de base principale pour la formulation des uouvelles conceptions. La longue continuité de l'histoire éthiopienno est continuité de l'histoire éthiopienno est citée par la charte comme le principal fondement do l'unité nationale. En mêmo temps, on trace un tableau fortement idéalisé des relations qui auraient existé dans le passé entre le peuple et ses maîtres, pleins de bienveillance à son égard. Tous les malheurs de l'Ethiopie sont imputés aux quarante-cinq dernières années, celles du règne de Hallé Sélassié, accusé d'avoir négligé son devoir, fui à l'étranger lors d'un désastre national et développé le culte de la personnalité.

Par contre, les autres monarques sont traités avec beaucoup d'admiration. Le théâtre national présente actuellement un spectacle, intitulé squelette sur chaque page, qui exprime très clairement la nouvelle tendance. On y voit plusieurs personnages historiques, qui ont prouvé leur dévouement au neuvel reconter leurs actes toriques, qui ont prouvé leur dévoue-ment au peuple, raconter leurs actes et expliquer leurs motifs. Ainsi l'em-pereur Ménélik (1889-1913) est pré-senté comme un père miséricordieux des pauvres et des affamés; oubliée l'Erythrée qu'il avait cédée aux Italiens pour des raisons de politique inté-rieure; oubliées aussi ses conquêtes sur d'autres peuples dont les terres furent presque entièrement confis-quées, puis distribuées entre les fidèles officiers de l'empereur et les membres de sa famille, ce qui a créé l'essentiel de sa famille, ce qui a créé l'essentiel dn probleme agraire.

dn problème agraire.

Quant à la tradition, elle sera, d'après la charte, à la base d'un renouveau spirituel et moral du peuple, trop soumis à toutes sortes d'influences néfastes venues de l'étranger; la tradition suscitera l'esprit de coopération et d'entraide dans le travail.

Dans le domaine de la cuiture se manifeste un très net « retour aux sources ». Pour la première fois, la scène du théâtre national est mise à la disposition d'une troupe folklorique. a Même en ce qui concerne la culture physique, nous avons l'intention de faire revivre certains sports tradition-nels comme l'équitation ou le genna, sorte de cricket », dit le Dr Berhanou. Les valeurs traditionnelles du monde rural sont présentées sous un jour favorable, et les étudiants et professeurs envoyés à la campagne pour travailler et enseigner sont invités, à l'instar de leurs homologues chinois, à apprendre la sagesse de leurs frères les paysans. Il faut signaler toutefois que le retour aux valeurs tradition-nelles était déjà discernable à partir des années 60 chez plusieurs écrivains de langue amharique, dégus par les mirages d'un progrès présenté sous

forme de société de consommation à

Artistes et écrivains sont aujour-d'hui appelés à créer selon l'esprit du d'hui appelés à crèer selon l'esprit du temps : « La révolution culturelle peut rendre sa splendeur à notre héritage culturel. A cet effet, toute œuvre d'art doit s'inspirer, à partir de maintenant, du hibretesabawinnet (le socialisme éthiopien) », proclame un commentateur à la radio. Ainsi dans le spectacle Squelette sur chaque page, on voit à côté des personnages historiques les leaders du coup d'Etat manque do 1960, Girmame et Menghistou Neway, et le leader étudiant Thabun, assassiné d'une balle dans le dos une nuit de 1969. Une pantomime montre l'armée prenant la relève des étudiants fau-chés par les balles au cours d'une manifestation tes representations are un diverses armes, commandés par un sergent (détail symbolique, puisque estimations, les d'après certaines estimations, les sous-officiers et soldats de douzième classe représentent 60 % des membres du Derg), l'emportent sur un Satan assis sur un irône royal sous les applaudissements enthousiastes du public. Un autre spectacle, ABC en six

presente à l'occasion du premier anniversaire de la révolution, en présence du président du Derg, le brigadiergénéral Teferi Bante, et jouit depuis d'un grand succès, tandis que l' « Association patriotique » présente un drame intitulé le Héros de la révolution. lution.

Le train de vie traditionnel doit aussi servir d'exemplo dans la vie quotidienne. « La famille éthiopienne est la base de la paix du pays et de son bien-être », indique la charte. Il semble que ce paragraphe vise principalement le fléau de la prostitution. Il y a cent mille prostitution à Addis-Abeba (sur une population de huit cent mille à quatre cent mille autres dans le reste du pays (?). Il est très facile d'obtenir le divorce, et comme beaucoup d'hommes confrontès à des difficultés matérielles abandonnent leurs familles, les femmes n'ont d'autre

mois, dépeignant les souffrances du peuple sous l'ancien régime, a été présenté à l'occasion du premier anni-

leurs familles, les femmes n'ont d'autre moyen de survie que la prostitution. Une institution traditionnelle, celle de l'iddir, est fréquemment mention-née par les moyens de communication

et par les représentants des autorités. Il s'agit d'associations locales d'entraide et de coopération, où la participation est assurée moyennant une cotisation fixe. Les iddirs s'occupalent des enterrements, do la consolation de la famille du défunt et du secours aux nécessiteux, mais à présent on voudrait les exploiter à d'autres fins, tout en les modernisant; ainsi, par exemple, la poste d'Addis-Abeba, qui ne distribue pas le courrier à domicile, commence à installer des boîtes postales pour les quelques centaines d'iddirs de la capitale, qui distribueront le courrier à leurs membres.

Il semble que l'existence et l'utilité

Il semble que l'existence et l'utilité d'une telle institution solent surtout mises en relief par les autorités pour inciter la population rurale à accepter la création, dans tout le pays, des associations de paysans prévues par la loi de réforme agraire. Ces associations sont organisées sur la base d'une superficie de 300 hectares de terre cultivable en vue d'assurer la répartition do la terre entre ses membres, et de créer un cadre d'une part pour la coopération dans l'utilisation des outils et des bœufs de labour, d'autre part pour assurer la future représenpart pour assurer la future représen-tation des paysans dans les institu-tions de l'Etat. La création de ces associations constitue l'un des objec-tifs les plus urgents du uouveau régime : des représentants du Derg et du ministère de la réforme agraire silloiment la campagno et, profitant des rassemblements les jours du marché, expliquent en détail la ré-forme et l'importance des associations de paysans.

A l'heure actuelle, il s'agit de créer des organismes capables d'assurer la reprise du travail dans les champs, car de nombreux agricuiteurs, troublés par les changements, s'abstiennent de cultiver la terre, en attendant l'allocation de leurs propres lots. En plus, des propriétaires terriens et certains membres du clergé incitent les paysans à ne pas labourer la réforme. Or si les labours et les semailles ne sont pas terminés avant la saison des pluies, en juin, il n'y aura pas de récolte cette année, et ce sera la famine, un coup très dur, peut-être fatal, pour le nouveau régime institué justement « pour protèger le peuple de la faim ».

 $\sigma_{i,j,j,k} = -\sigma_{i,j,k,k} = \sigma_{i,j,k,k,k}$

The second section of the second

Contre la pauvreté, les maladies et l'ignorance

O N pouvait s'attendre à ce que le socialisme, dans un pays où il n'y a jamais eu de partis, et a tortiori de partis de gauche, soit empreint de pragmatisme et vise surtout la solution de quelques problèmes spécifiques. Le choix do la doctrine politique est alors expliqué dans un esprit apologétique. « Mêma les économistes bourgeois admettent que le socialisme constitue l'unique solution pour les problèmes des pays sous-développés », problèmes des pays sous-développés à tient à rassurer, dans un éditorial l'Ethiopian Herald (8). Le socialisme a donc été adopté, selon les autorités éthiopiennes, pour combattre les trois principaux fléaux du pays : la pau-vreté, les maladies et l'ignorance.

En Ethiopie, où 85-90 % des habi-tants vivent de l'agriculture, le gou-vernement espère résoudre le problème de la pauvreté en appliquant la loi de la réforme agraire, qui permettra à chaque paysan de jouir en totalité du produit de son travail, au lieu d'en remettre la majeure partie common remettre la majeure partie, comme autrefois, au propriétaire de la terre. Mais, même si la réforme est exécutée avec succès, le danger de la famine ne sera pas éliminé, d'autant que la sécheresse continue. Dans les régions

qui ont reçu une quantité de pluie normale, la récolte n'a pas toujours été satisfaisante : dans le Wollo, par exemple, où la famine en 1973 avait été la plus catastrophique, une récolte a été détruite à 60 % par trois inva-sions successives d'insertes.

Le gouvernement vend à des prix réduits la semence et l'engrais aux agriculteurs mais la pénurie do bœufe do labour, seuls animaux utilisés dans de labour, seuls animaux de deburges de la labour. do labour, seuls animaux utilisés dans l'agriculture, décimés par la séchieresse et les maiadies, entrave considérablement les travaux des champs. Le gouvernement tend à éveiller chez toute la population la conscience du danger de la famine et le sentiment de solidarité. « Aidez-nous, nos frères périssent de faim », dit un siogan.

(1) Pour la traduction officielle de la charte en angiais voir The Ethiopian Herald, 9 janvier 1975. (2) Addis Zemen, Addis-Abeba, 25 mars 1975.

(3) 3 aveil 1975. (4) Ethiopian Herald, 21 mars 1975. (5) Addis Zemen, 25 mars 1975. (T) Addis Zemen, 30 mars 1975.

Une ordonnance du GMP du mois de mars frappe tout revenn annuel supérieur à 250 dollars éthiopiens (120 dollars américains) d'une surtage

Additional Property of the Park

Commence of the Commence of th

vénériennes (10); la population est à 33 % analphabète (11); « PElhiopie occupe Favant-dernière place du continent africain, où l'ignorance est la plus élevée du monde » (12); 50 % des élèvés et des étudiants sont concentrés à Addis-Abeba et dans deux des quatorse provinces — le Choa et l'Erythrée (13); 20 % seulement de la population d'âge scolaire frèquente les écoles primaires, et 5.3 % les écoles secondaires (14). Pour combattre ces fléaux, la charte présente cinq principes de base, sur lesquels se fondera le socialisme éthiopien; 1. l'égalité; 2 la confiance en soi (15); 3 le respect du travail; 4 la suprématie de l'intérêt commun; 5 l'indivisibilité de l'Ethiopie.

L'égalité que préconise le nouveau régime concerne autant les relations horizontales entre divers peuples et religions, que les relations verticales entre les classes sociales et les sexes. L'Ethiopie, « mossique de peuples », est habitée par plusieurs dizaines d'éthnies différentes. Cette diversité est due surtout aux conquêtes effectuées dans la deuxière moitié du

d'ethnies différentes. Cette diversité est due surtout aux conquêtes effectuées dans la deuxième moitié du dix-neuvième siècle par les chrétiens, habitant le plateau central et parlant des langues sémitiques (surtout l'amharique et, dans une mesure plus restreinte, le tigrigna) an sein de populations parlant des langues conchitiques, nilotiques, bantoues et autres. Les Amharas, bien qu'ils ne représentent ni la majorité de la population ni même l'ethnie principale, dominaient toutes les autres ethnies, et l'intégration de celles-ci dans la commaient toutes les altres ethnies, et l'intégration de celles-ci dans la vie du pays, dans la mesure où elle leur était permise, était une fonction directe de leur assimilation à la religion de l'Etat — le christianisme éthinpien, et à la langue de l'élément demuire. dominant — l'amharique. Le nouvean régime déclare son intention de faire

MASME

HILLENAR

disparaître ce genre de discrimination, disparaître ce genre de discrimination.

Les membres du Derg, en tournée de propagande, expliquent dans les diverses langues, avec l'aide des interprètes, que l'Ethiopie est une pour tous et que toutes les ethnies ont les mêmes droits. La radio diffuse des explications sur la réforme et les associations de paysans dans des langues qui, saus aucun doute, n'avaient jamais été entendues sur les ondes. Chose incroyable pour quelqu'un qui a connu l'Ethiopie sous Hallé Sélassié, le quotidien Ethiopian Herald invite le quotidien Ethiopian Herald invite les journalistes de langue amharique les journaisses de langue amoarique a écrire dans un style plus simple a parce que l'amharique n'est que la deurième langue de la majorité de la population éthiopienue » (16). Les étudiants et les lycéens, enfants gâtés des villes, sont envoyés dans les coins les plus étoignés du pays et vont vivre aven des tribus dont les namients. aver des tribus dont ils n'avaient probablement jamais entenda les noms, noms que les speakers de la radin arrivent à peine à prononcer. Les étudiants sont aussi priés de recueillir sur place des données sur la civilisa-

tion de ces peuples.

Bien entendu toutes ces bonnes intentions sont en contradiction flagrante avec ce qui se passe actuellement en Erythrée où l'armée réprime le mouvement nationaliste. Il semble propriet le mouvement nationaliste. que la nouvelle tendance égalitaire profitera surtout aux Oromos (Gallas), qui constituent l'ethnie majoritaire et qui étaient déjà arrivés à des positions importantes dans le passe, mais tou-juars uniquement en tant qu'individus et en s'assimilant aux Ambaras. Les Oromos, qui étalent toujours d'excellents guerriers, sont nombreux dans l'armée et parmi les officiers, et leurs voix ont sans doute un poids considérable dans les décisions du Derg (17). Depuis le changement du régime, la radio émet chaque jour un programme d'une beure en oromo (contre quatre heures et damie d'émissions en ambarique). Une autre heure est consacrée aux émissions en arabe à l'intention des musulmans dont le nombre est égal, ou peut-être même supérieur, à celui des chrétiens.

Le G.M.P. fait un effort considérable.

egal, ou peut-être même supérieur, à celui des chrétiens.

Le G.M.P. fait un effort considérable pour se concilier les habitants musuimans din pays, dans l'espoir de désamorer les tendances séparatistes en Erythrée, et afin de prévenir l'irription de mouvements analogues dans d'autres régions, notemment chez les Somalis. Les musulmans sont assurés que la politique du divide et imperi de l'ancien régime est abolie une fois pour toutes et que, dans l'Ethiople nouvelle, chrétiens et musulmans sont égaux. Les preuves fournies par les autorités ont un caractère spectaculaire. Ainsi parmi les douze fêtes nationales officielles fixées par une ordonnance du G.M.P. le 24 décembre 1974, figurent quatre fêtes civiles à caractère historique cinq fêtes religieuses chrétiennes et trois fêtes religieuses chrétiennes et trois fêtes religieuses chrétiennes et trois fêtes religieuses musulmanes — al-Adha, al-Fitir et al-Mawiid al-nabawi. Deux semaines plus terd, le 1 " mal a été ajouté à cette liste, en tant que fête nationale.

nationale.

Le gouvernement et les mass media manifestent un intèrêt constant pour les affaires musulmanes Le brigadiergénéral Teferi Bante, président du Derg, prononce un discours devant des pèlerins allant à la Mecque (18], iandis que, le jour de la naissance de Mahomet, le 25 mars, les ehrétiens sont invités à célébrer la fête avec leurs frères musulmens à Addis-Abeba et dans les villes de province. Le matin de la fête, des milliers de personnes se pressent autour de la principale mosquée d'Addis-Abeba et des discours des membres du gouvernement et entrevoir le specpour écouter les discours des membres du gouvernement et entrevoir le spectacle présenté à l'intérieur par des élèves d'écoles musulmanes. Ayant demandé si, moi aussi, je peux entrer, un jeune homme me répond : « Bien sûr, maintenant îl n'y a plus de différence entre hommes et femmes, entre musulmans et chrétiens », et son sourire rayonnant contraste de façon significative avec la grimace ironique que j'al aperçue la veille sur les visages de quelques vieux érudits au moment où ils signalent une circulaire du ministère de la culture leur annondu ministère de la culture leur annon-cant que le lendemain serait férié à l'occasion de la fête musulmane.

De toute façon, la nouvelle doctrine est censée rapprocher les différentes communantes. Le revue Goh (19) raconte l'histoire suivants : un groupe de pionniers arrivent à la campagne et sont reçus avec enthousissme par les paysans qui leur offrent un mouton.
Toutefois, comme il y a dans le
groupe des musulmans et des chré-tiens, un problème se pose : d'après
quel rite égorger le mouton? Tandis que les étudiants discutent, s'échauf-fent et commencent à se disputer, leur professeur prend le mouton et l'égorge. Pâchés, les étudiants lui demandent comment il a pu faire cela. e C'est très simple, repond le professeur, fai levé les veux au ciel, fai dit l'tyopiya tiqdem (l'Ethiopie d'abord), et fai égorgé le mouton... s

Quant à l'égalité entre classes so-ciales, parallèlement aux mesures économiques destinées à réduire le fossé entre riches et panyres (réforme agraire, nationalisations), le nouveau régime préconise également un changement dans les mentalités, et surtout dans la relation maître-serviteur. En dans la relation maître-serviteur. En Ethiopie, les propriétaires terriens non seulement exploitaient les paysens mais aussi les traitaient avec un grand mépris, agissant selon la vieille maxime amharique « Si fon ne met pas un lourd joug à un veuu et à un paysan, ils ne marchent pas au pas. I Les paysans de leur côté, acceptaient avec humilité leur sort, convaincus que c'était l'indre naturel des choses et que telle était la volonté du Ciel. Maintenant e'est le rôle des pionniers — étudants, lycéens et enseignants — Maintenant e'est le rôle des pionniers

— étudiants, lycéens et enseignants —
d'aller dans les campagnes pour expliquer aux paysans le principe de
l'égalité et pour les rendre conscients
de leurs droits car, leur explique-t-on,
l'Etat existe pour les « gens ordinaires », un néologisme créé, comme
tant d'autres, depuis la révolution.

Esprit d'initiative et respect du travail

DEUXIEME prinelpe, le régime veut éveiller la confiance en sol, l'esprit d'initiative chez les paysans qui dépendaient trop des propriétaires terriens et des autorités. Même maintenant, après la confiscation de leurs terres, les propriétaires essaient de persuader ieurs tenanciers d'hier que remais ils ne pourront travailler la persuader leurs tenanciers d'hier que jamais ils ne pourront travailler la terre sans les outils et les bœufs qu'ils avaient l'habitude de leur fournir. Pour mettre fin à cette propagande, le GMP affirme dans une déclaration intimiée a Les paysans n'ont pus besoin de nourrice » (20) que, d'après une statistique effectuée dans sept districts méridionaux. 90 °C des agriculteurs labourent avec leurs bêtes, et que de toute façon les associations de paysans que l'on est en train d'organiser s'occuperont justement de la coopération dans l'utilisation des outils et des bœufs. D'ailleurs, selon la loi et des bœufs. D'ailleurs, selon la loi de la réfirme, les propriétaires ter-riens doivent remetire aux représen-tants du ministère une partie de leurs outils, qui seront distribués aux

paysons.

Les villageois sont aussi encourages à prendre l'initiative à l'échelon local pour la construction de nontes d'embranchement et d'écoles, sans attendre l'intervention ni l'aide des autorités. À cette occasion, on rappelle les vertus de l'administration traditionnelle qui était décentralisée et laissait une autoromie considérable aux autorités locales dans des matières concernant directement leur région. C'est Halle Sélassée, explique la charte, qui a imposé une administration centraliste qui a dégénéré en une bureauratie qui a dégénéré en une bureauratie impussante et empétable le développement des zones rurales. Les auteurs de la charte ne signalent pas que, dans un passé plus lointain, d'autres

empereurs, quelques-uns parmi les plus vénérés, comme Zera Yakob (1434-1468) ou Tewodros (1855-1866), avaient déjà aspiré à instituer un système d'administration centralisée, dans ce pays géographiquement hachè, nu il n'est pas facile de réguer.

n'est pas facile de régner.

Quoi qu'il en soit, actuellement toute route de quelques kilomètres et toute école de village construite par les soins des paysans et de leurs propres mains ont droit à une large publicité; souvent on souligne aussi que l'initiative prise par les villageois et la coopération permettent de se passer de l'aide de compagnies appartenant aux étrangers. Four ce qui est de ces derniers, on voudrait leur montrer qu'ils ne sont pas indispensables. Déjà plusieurs personnes ayant détenu des postes d'importance à l'université. Déjà plusieurs personnes ayant détenu des postes d'importance à l'université ont été remerciées. Les propriétaires étrangers des entreprises nationalisées sont invités à poursulvre leur travail en qualité de conseillers, mais ils le font sans grand enthousiasme. D'ailleurs beaucoup d'entre eux refusant de coopérer, ce qui, au dire des « milieux nationalisés », a causé une stagnation grave dans l'économie du pays.

sagnation grave dans recomme di pays.

La tâche n'est pas plus facile lorsque le régime veut — c'est son troisième principe, — encourager le respect du travail. Outre les discours exaitant la joie dans le travail et le devoir de gagner son pein dignement, la propagande officielle se préoccupe de deux problèmes spécifiquement éthiopiens — le mépris profond envera les occupations non agricoles et le gaspillage des journées de travail pour célémer les innombrables fêtes et jeunes de l'Eglise éthiopienne.

En Ethiopie, comme dans beaucoup de sociétés rurales, les métiers comme

le commerce et l'artisanat sont jugés inférieurs. Chez les Ethiopiens, ce sont surtout les artisans qui sont méprisés et qui souffrent d'une discrimination sociale marquée. Le travail de certains, tout matterillement, ethi des formes sociale marquéa Le travail de certains, tout particulièrement celui des forgerons, est associé à la sorcellerie et ils sont obligés de vivre à l'écart : les gens fuient à leur passage, de crainte du mauvais ceil. Seion les promoteurs de la nouveile Idéologie éthinpienne, ce mépris serait l'une des raisons du retard technologique dont souffre le pays et de sa dépendance des produits d'importation ; ils s'appliquent donc, à l'aide de programmes spéciaux à la radio, consacrés chacun à un métier traditionnel, à changer l'attitude de la population envers les artisans et à encourager ces derniers à moderniser leurs methodes de travail et à augmenter leur rendement. D'autre part, le leurs methodes de travail et à augmen-ter leur rendement. D'autre part, le mot usuel « ouvrier », qui a une certaine nuance péjorative, est sou-vent remplacé par celui de « travail-leur » — littéralement « celui qui subsiste par la sueur ». Les très fréquentes fêtes religieuses

Les très fréquentes fêtes religieuses célébrées d'habitude par un interminable service à l'église, et les innombrables journées de jeune (il y a deux cent quaire-vingts jours d'abstinence dans l'Eglise éthioplenne, mais tous ne sont pas observés par le commun des fidèles), qui minent le santé des gens, causent un grave préjudice aux travaux des champs. En instituant uniquement treize fêtes officielles et en soulignant qu'il n'y a qu'une seuls journée de rapos par ornacies et en sonignant qu'il n'y a qu'une seuls journée de repos par semaine, le CAMP, espère sans doute augmenter la productivité. Toutefois il serait naif de croire que des appels enthousiastes exaltant le travail, même soutenus par des citations de la Bible et de Capit un series de la Bible. soutenus par des ettations de la Bible et de Gorki, suffiraient à changer les habitudes d'une population minée par les maladies, souffrant de malnuirition chronique et dont l'espérance de vie ne dépasse pas trente-cinq ans. Le quatrième principe du socialisme éthiopien concerne l'intérêt commun. Il appelle les individus à remoncer à leurs tendances émittes et donnes despesses pas leurs de les donnes de leurs de les despes de leurs de les despes de leurs de l leurs tendances égoistes et à donner la priorité aux intérêts de la nation. Il semble que la politique forte des antorités militaires, dont les menaces sont prises an sérieux, surtout depuis les exécutions du mois de novembre

1874, et les lourdes peines infligées par la cour martiale spéciale pour corruption, spéculation ou frande, ont amené les citoyens à respecter la loi. « On ne peut plus urranger ses afjaires avec un pot de fleurs, ou bien il jout puyer tellement cher que ça n'en tout plus la peine », se plaint un businessmen étranger.

Toutefois, ce qui compte vraiment, c'est la manière dont sera appliquée la loi de la réforme agraire; car le danger qui la guette vient moins de quelques féodaux qui se révoltent çà et là, en entraînant avec eux des paysans, que de l'intérieur; sera-1-elle exécutée à la lettre, dans un esprit d'égalité et de justice, on bien y aura-t-il des exceptions, notamment en faveur de tous ces officiers qui possédalent eux aussi des terres, obtennes sous l'ancien régime pour arroudir leur salaire? Noublions pas qu'il suffit qu'une terre solt déclarée qu'il suffit qu'une terre solt déclarée terre gouvernementale pour empêcher sa confiscation et sa parcellisation. Enfin, cinquième et dernier principe, Enfin, cinquième et dernier principe, la charte insiste longuement sur l'effort commun de tous les habitants de l'Ethiople pour préserver l'unité au cours de sa longue histoire, mais il est bien évident que, au-delà d'une giorification du passé, ce principe tend avant tout à exprimer la ferme résolution du gouvernement de ne céder à aucune tentative séparatiste. En ce qui concerne l'Ervibrée, l'ar-En ce qui concerne l'Erythrée, l'ar-gumentation du gouvernement est plutôt simpliste la discrimination et plutôt simpliste; la discrimination et l'injustice étaient le résultat de la politique de l'ancien régime; après la chute de Hallé Selassié, la discrimination et l'injustice disparaitront automatiquement, et il n'y a plus aucune justification à la révolte actuelle, présentée comme le fait d'agitateurs étrangers. Le population éthiopienne est tenue dans l'ignorance de ce qui se asse dans cette province. éthiopienne est tenue dans l'ignorance de ce qui se passe dans cette province, les autorités ayant imposé un black out total sur tout ce qui concerne les opérations militaires. Par contre, les rumeurs persistantes, transmises de houehe à oreille, sur le comportement brutal des troupes éthiopiennes et sur les massacres de civils, ne font qu'augmenter le nombre d'Erythrèens, même parmi les chrétiens, qui aspirent à l'indépendance.

avec des indications sur l'heure et l'endroit du départ. A Addis-Abeba, le départ se fait du bureau central de la l'endroit du départ. A Addis-Abeba, le départ se fait du bureau central de la campagne. Rassemblés dès 5 h. 30 du matin en compagnie de leurs familles et de leurs amis, portant des uniformes et des casquettes kaki, les pionniers s'apprêtent à monter dans les autobus. Les mères pleurent, inquiètes pour leurs enfants en roote vers des régions inconnues et vers une population parfois hostile. Les garçons paraissent gais et excités. Certains sont portés en triomphe sur les épaules de leurs camarades. On entand des chants et des applaudissements. Chez les jeunes filles, l'attitude semble plus nuancée; beaucoup ont les yeux rouges et l'air inquiet. Voici one fière beauté qui s'avance en sangintant vers l'autel, suivie d'un cortège d'une trentaine de personnes, d'abord la famille, puls, à distance respectueuse, une vingtaine de domestiques, tous en pleurs Et, non loin d'elle, une antre jeune fille à l'allure résolue, les cheveux serrés sous la casquette, travers la place accompagnée non jeune fille à l'allure résolve, les cheveux serrés sous la casquette,
traverse la place, accompagnée non
pas de ses parents mais de deux petits
garçons de dinq et sept ans environ,
sans doute ses petits frères, qui portent,
eux aussi, de petits uniformes kaki.
Parmi reux qui les accompagnent,
personne ne sait quand reviendront
les pionniers; on parle de quelques
mois, après la saison des pluies. Personne ne sait non plus comment ils
seront à leur retour. Reviendront-ils
désabusés et décus pour reprendre
tranquillement leurs études? Ou bien
seront-ils plus enthousiastes, plus disciplinés, pouvant servir comme militants plines, pouvant servir comme militants et cadres pour le futur e parti poli-tique national » (unique) promis per la charte? Ou, peut-être, reviendront-ils plus radicalisés et plus exigeants dans leur élan révolutionnaire? Dans dans leur élan révolntionnsire? Dans ce cas, accepteront-ils l'état actuel des ehoses où l'armée gouverne en collaboration avec une couche de jeunes bourgeois et technocrates, qui avaient déjà servi sous l'ancien régime, mais sans trop se compromettre? Ou pousseront-ils vers des réformes plus radicales et vers plus de rigueur révolutionnaire? Blen sûr, tont dépend de l'attitude de l'armée; sera-t-eile, en fin de compte, din côté de la nouvelle bourgeoiste ou bien du côté du peuple? Pour l'instant, deux mondes se côtoient en Ethiopie, l'ancien, toujours persistant, et le nouveau, à peine naissant, au visage encore vague. Sur periodant, au visage encore vague. Sur mon chemin vers la mosquée Anwar d'Addis-Abeba, pour voir les musul-mans et les chrétiens célébrer la fête de la naissance de Mahomet, un mendiant affreusement mntilé par la mala-die me remercie pour l'aumône en me benissant : « Ristino yaquoyllino » (Que Dieu préserve potre patrimoine.) OLGA KAPELIOUK.

Les jeunes pionniers

L A propagation de socialisme éthiopien au sein de la population
rurale est conflée aux étudiants, aux
lycéens des deux dernières années de
lycée, et à leurs professeurs. Ayant
tons interrompu leurs études, ces
«pionniers» (21) sont mobilisés dans
le cadre de ce qu'on appelle « le développement par la coopération — campagne d'enseignement et de travail »,
et envoyés, par petits groupes, dans
tons les coins du pays pour une
période indéterminée. Cette campagne,
commencée par une parade giganpériode indéterminée. Cette campagne, commencée par une parade gigantesque à Addis-Abeba le 21 décembre 1974, un jour après la proclamation du socialisme éthiopien comme doctrine d'Etat, dn'it porter vers les zones rurales soixante mille jeunes, dont quinze mille jeunes filles, encadrés par leurs professeurs et des militaires e afin que, en l'éduquant, ils payent ou peuple la dette qu'ils lui doitent, pour les avoir entretenus de son labeur pendant leurs études 2, selon les paroles du brigadier-général Teferi Bante, au cours de la cérémonie inaugurale (22).

En dispersant les étudiants d'Addis-Abeba et des autres villes dans les campagnes, les militaires veulent s'en servir pour apporter aux paysans le message de la nouvelle idéologie et de la modernisation; mais en même temps cela leur permet de se débar-rasser de cet élément turbulent, qui, après avoir servi de détonateur au soulèvement des militaires, continue de

les presser sur leur gauche, demandant notamment la constitution d'un gonvernement civil. Pour le moment, la campagne continue à un rythme accècampagne continue à un rythme accè-leré. Trois mois après son lancement, 60 % des soirante mille jeunes mobl-lisés ont déjà été envoyés dans les campagnes et répartis entre deux cent quatre-vingt-ueuf centres sur cinq cent cinq prévus par le plan (33). Arrivés à la campagne, les étudiants dolvent enseigner aux paysans le socialisme éthiopien et les aider à nettoyer le village, creuser de nouveaux puits ou consolider les anciens, réparer les canaux d'irrigation et les maisons eu ruine, enseigner à la population les ruine, enseigner à la population les rudiments d'hygiène et aider les écoliers à faire leurs devoirs. Pour l'ins-tant, ou ne parle plus de l'alphabé-tisation des adultes, qui pourtant semble avoir été au début l'objectif principal de la campagne.

Depuis quelques mois, Addis-Abeba semble vivre à l'heure du zemecha. Nombreuses sont les familles dont les fils sont déjà partis, on doivent partir chaque jour des instructions concer-nant l'hygiène, les insecticides, la construction de routes, etc., à l'intention des pionniers, tandis que la radio leur consacre de nombreuses heures d'emission et transmet les messages de leurs familles. Presque chaque jour, à la vellle du départ d'un nouveau groupe, les noms des partieipants sont diffusés plusieurs inis par la radio,

(9) Ethiopian Herald, 11 janvier 1975, (10) Addis Zemen, 30 mars 1975. (11) Tract du G.M.P. distribué an décembre 1974. (12) Ethiopian Herald, 22 décembre 1974. (13) Ethiopian Herald, 24 janvier 1975. (14) Ethiopian Herald, 30 mars 1975. (15) En anglais self-reliance, (16) I. février 1975. (16) 12 fewner 1975.

(15) 12 fevrier 1975.

(17) Des trois personnalités militaires au pouvoir, qui seules sont connues du public, la première, le président du Derg, le brigadier-général Teferi Bante, porte un nom oromo; la deuxième. le premièr vice-président du Derg, le major Menghistou Halle Maryam, somit aussi d'origine oromo.

(18) Ethiopian Heruid. 21 décembre 1974.

(19) Avril 1975.

(19) Avril 1975.

(19) Avril 1975.
(20) Addis Zemen, 29 mars 1975.
(21) Le terme ambarique est zemach; à l'origine, il signifiait e celui qui part en expésition militoire », mais aujourd'hul il est appliqué aux participants de la compagne de développement par la coopération », désignée elle-même par le mot comecha. En augitais en traduit compaigners et rarement crusaders.
(22) Ethiopian Herald, 22 décembre 1974.
(23) Ethiopian Herald, 22 mars 1975.

 L'ambassadeur d'Italie et Mme Francesco Malfatti di Montatretto ont offert une réception le 1st juillet à l'occasion du départ du général Carlo Romano, attaché militaire, et du colonel Licin Petronin, attaché de l'air. . M. Georges Spénale, président du

Parlement européen, a donné un cocktail le 3 juillet.

· A l'occasion du départ de M. Tsac Kuei-sheng, conseiller près l'ambas-sade de la République populaire de Chine, M. Tseng Tso, ambassadeur de

Chine, a offert une réception le 7 jain. . M. Peter Cigarik, conseller commercial près l'ambassade de la Répu-blique socialiste de Tchécoslovaquie. a donné un cocktail le 8 juillet à l'occasion de la visite à Paris de M. Svoboda, président directeur général adjoint de la foire de Brao.

des Relations

de Citroën

Champ-de-

 A l'occasion de la fête nationale, ambassadeur de la République populaire de Mongolie et Mme Bat-Otchiryn Gotov ont offert une réception le 10 juillet.

 L'ambassadeur de la République d'Irak et Mme Saleh Mehdi Amash ont donné une réception le 16 juillet à l'occasion de la fête nationale.

 M. Miguel Maria de Lujendio. ambassadeur d'Espagne, a offert une réception le 18 juillet à l'occasion de

la fête nationale. A l'occasion de la fête nationale de la République populaire de Polo-gne, l'ambassadeur de Pologne et Mme Emil Wnjisszek ont donné une réception le 22 juillet.

A l'occasion de la fête nationale,
 M. Naguib A. Kadry, ambassadeur de la République arabe d'Egypte, e nffert une réception le 23 juillet.

· A l'occasion du quarante-huitieme anniversaire de la fondation de l'armée populaire de libération de Chine, M. Wn Chen, attaché militaire, naval et de l'air, a donné une réception le 31 juillet dans les salons de l'ambas-

NECROLOGIE

• M. Arhille Van Acker, ancien premier ministre belge, est décédé à Bruges le 10 juillet 1975. Agé de soixante-dix-sept ans, M. Van Acker n'avait abandonné qu'en mai 1974 la présidence de la Chambre qu'il déte-naît depuis 1961.

se tient à

Le Département Internationales Mars, 6/10, rue de la Cavalerie, 75015 Paris, Filiale de Ventes directes de la S.A. Automobiles Citroën créé, particulièrement,

à l'intention de Messieurs les Membres du Corps Diplomatique et des Organismes Internationaux, leur entière

disposition pour tout renseignement qu'il leur plairait d'obtenir.

CITROEN CHAMP-DE-MARS S.A.

Télex: TT CTTRO-24833 - Tél. 567.99.20 - 783.52.76 CITROEN?

SOMALIE

rendre l'Etat au peuple

De l'indépendance au socialisme, pour briser le tribalisme, rompre avec la fascination de l'Occident et lutter contre la sécheresse

Reportage de BASIL DAVIDSON



L'CEIL DE LA REVOLUTION

Aider l'individu à surmonter ses contradictions (affiche populaire).

L'EXTREME pointe nard-est du continent ofricain, toujours laintain et souvent mystérieux même pour un voyageur aguerri, le pays des Somalis s'étend sur 3 000 kilomètres le lang des rives de l'océan Indien et du galfe d'Aden: ligne brune de sable et de terre, ou bard d'une mer miroltante. Vu d'avion, le pays revêt sur d'immenses distances la couleur uniforme d'une peau de chameau, que viennent pommeler ça et là de petits nuages sans pluie. Après avoir attern à Hargelso, le vayageur monte à bord d'une Land Raver et gravit la langue pente qui mêne jusqu'aux salitudes de l'Ogo, une vaste étendue plate dont la monotonie n'est rompue que par l'abrupt des petits ples volcaniques qui délimitent l'actuelle frontière avec l'empire d'Ethiopie. L'Ogo - « tait » en - a blen mérité son nom. Au nord, la plaine s'incline vers les collines du littoral ; au sud, par-delà l'harizon, s'étend la basse plaine du Haud, Ici, nous sommes au cœur de la Somalie des nomades, qui se continue vers l'est; c'est la contrée traditionnelle du Reer Mijiga, le peuple de la campagne, qu'il faut distinguer du Reer Mogalka, le peuple des villes, les sédentaires:

pour les Somalis, la distinction est extrêmement

Les nomades du Reer Mijiga, ceux des plaines de l'Ogo et des autres régions, forment plus des qui compte en tout un minimum de 3 millions d'habitants. Ce sont des gens fiers, d'une farouche beauté, qui se morie bien à la splendeur dédaigneuse et pourtant si paignante de ces contrées rudes où ils ont vu le jour ; il est de tradition chez eux d'avoir peu de complaisonce oussi peu en retour. De génération en génération, leur vie se passe à se déplacer au rythme des saisons, en sulvant le tracé ancestral d'invisibles arbites migrataires, paussant devant eux des troupeaux de bovins, de chèvres ou de moutons ou morchant d'un pas infatigable en tête d'une file de chameaux. Ils vivent dons des huttes en farme de dôme constituées de peaux de chameou assen blées sur des arceaux d'épineux, faciles à dé-

Ce peuple qui possède bien peu de chose

est cependant doué de talents peu ardinaires; c'est un peuple de bardes et de poètes, chez qui même les exploits guerriers ne semblent pas susciter autant de respect et d'envie que les dons poétiques. Au point que leur grand héros notional, le « malloh fou » Mohammed Abdallah Hassan, qui a battu en brèche pendant plus de vinat ans la domination calonlale analoise au début de ce siècle, est resté plus fameux pour

ses poésies que pour ses prouesses mortioles. Serait-ce donc un pays encore fortement dominé par de très anciennes traditions? Il y a nomodes du Reer Mijige reste encore de mener une vie en tous points sembloble à celle de leurs aïeux. En Somalle, les villes elles-mêmes sont anciennes et semblent émerger à peine d'un possé très laintain. Merca, Brava, Kisimoyo, et même la capitale, Magadiscia, avec leurs petites maisons blanchies à la chaux agglutinées au bord de l'océan, évoquent ces temps révolus d'avont la venue des Européens où le commerce battait déjà son plein sur l'océan Indien. Les touristes en quête de nostolgies romantiques y trouveralent leur compte.

d'investissement, si ce n'est sous forme de têtes de bétail. Il existait bien une petite communauté de commerçants établis depuis fart langtemps dans les villes côtières, mais son Influence sur la vie nationale restait très marginole. Leur langue ne connaissant pas encore l'écriture, les Somalis étaient obligés de se gouverner eux-mêmes comme les puissances coloniales les avaient gouvernés, en se servant de langues étrangères que bien peu d'entre eux comprenaient et que moins encore écrivoient, Tous les échanges écrits devaient se faire en anglais, en Italien ou en arabe.

léguèrent à la Somalie un régime parlementaire de type Italien, jugeant sans doute que c'était la solution idéale à tous ses mous. On pourrait u'a pu avoir ce modèle en Italie même, mais il ne falt aucun doute en taut cas que so greffe sur la Somalie s'est soldée por une lamentable débacle, versant vite dans le burlesque à l'état pur et donnant lieu à d'Invroisemblables débordements de comuption et de gabegle.

Il est facile de comprendre pourquol Il ne pouvoit pas en être autrement. En 1960, le pou-Somaliens capables de s'exprimer en italien ou en anglals. Cela faisait blen peu de monde. A l'exception d'une polgnée de représentants des divers avatars du nationalisme somallen, il s'agissalt surtout de citadins aisés aux idées très conservatrices, qui se considéralent comme faisant partie d'une élite privilégiée — élite dont les seuls attributs distinctifs étalent en fait la capacité de lire et d'écrire et les liens de parenté. et se mirent en devoir d'en foire une démocratie orthodoxe, c'est-ò-dire capitaliste, conformément aux institutions qu'ils avoient héritées de leurs « tuteurs » calonioux (en 1950, l'ONU avait placé la Somalia sous tutelle Italienne pour une période de dix ons).

En réalité, ils se préoccupalent surtout de leurs fortunes et de leurs corrières, et le régime porlementaire à l'italienne se prétait admirablement à leurs desseins. Il suffisait de s'assurer d'un siège de député au de soudoyer un parlementaire déjà élu pour qu'il oriente son vote en fonction d'intérêts privés. D'où une prolifération de « partis > qui n'étaient que l'émanation d'un clan, famille, parfois même d'un seul homme. En déplt de l'homogénéité ethnique du nouveou pays, la palitique devint vite une lungle, une vaste faire d'empaigne où ces « partis » s'affrantaient en désordre, usant de toutes les rivolités de clans, de toutes les combines, de toutes les pratections. L'absurde prit de telles proportions qu'en 1968, lors des dernières élections générales du régime parlementaire, plus de soixante-dix « partis » étaient en lice paur un peu mains de

Brève et décevante expérience parlementaire

traditions vivent encare Ici, c'est indéniable. Mals les réalités présentes dinscrivent dans un codre de pensée fort différent ; on peut dire sans exagérer que les Somalis d'aujourd'hui sont en troin de vivre l'expérience bouleversante d'une double révolution contre leur passé, qui va à la fais contre l'héritage récent du calonialisme et celul, beaucoup plus laintain, du made de vie traditionnel. Après avoir sillanné le pays pendant un mois, je crais même être en mesure d'offirmer que la Somalie est en avance sur les autres pays d'Afrique en ce qui concerne la transformation du système politique et les changements sociaux; étant donnés l'importance de ces changements et le contexte très particulier dans lequel ils s'opèrent, il est même possible qu'elle soit ou premier rang de l'ensemble des pays du tiers-mande. Prétention excessive? On peut citer des faits pour l'étayer. Et les faits sont souvent surprenants.

PΞ

sers

Srésor

ment :

La Somalie telle que le vayageur la découvre autourd'hui est fertile en étonnements de toutes sortes. Tout ce que l'on en avoit entendu dire se trouve contredit par les faits. Tous les s experts a eumpéens avaient annoncé que la Somalie massait des troupes à la frantière somalaéthiopienne et s'apprétait à envahir l'Ogaden, province somalie de l'empire d'Ethiopie. Mais, sur place, pas le maindre signe de préparatifs militaires. J'ai longé la frantière sur plusieurs cen-taires de kilomètres et je n'ai operçu qu'un seul soldat ormé — et encare étalt-il en troin d'aider une vieille femme à se hisser dans un comion militaire qui participait aux apérations d'aide aux populations mises en détresse par la sécheresse. Je suis resté deux jours à Borama, qui devralt logiquement servir de point d'appu tactique avancé à toute opération de cette noture, étant donnée so position stratégique dans la partie la plus cruciale du secteur nord, à mains de 20 kilomètres de la frontière. Et, là non plus je n'oi pas vu la moindre trace de concentration d'effectifs, pas même de présence militaire. La seule « Invasion » est celle de camians-citernes qui vont au secours des populations sinistrées.

En fait, l'armée n'est présente que très discrètement dans ce pays, et la police reste très peu nombreuse. De toute évidence, la Sornalie est en paix avec elle-même comme avec ses

CITE UNIVERSITAIRE

« PAVILLON DU LAC »

Poissons beurre blanc, Gibiers Ouvert ta les jours. Terrages chauffée 20, rue Gazan (Parc Montsouris)

Salle pour banquets, 10 à 40 couverts

voisins (sons toutafois avoir renoncé à ses revendications territoriales). Là aussi, il y a de quoi guerrière des Somalis et leur longue habitude des razzlas. Beaucoup d'autres choses surprendront aussi, à commencer par les conséquences effroyables de la pire sécheresse que le pays ait connue de mémoire d'homme. Mais rien n'est plus étormant que la nature et les dimensions de la révolution des habitudes mentales et des structures sociales dans laquelle les Somalis se sont jetés à carps perdu et dont le voyageur découvre chaque jour de nouvelles marques.

Cinq dont deux

A République de Somolie, indépendante depuis 1960, est née de la réunion de la colonie britannique du Somaliland (ou Somalie septentrionale) et de la calonie italienne de la Somalla, c'est-à-dire de deux seulement des cinq régions qui farment le monde somolien ; les trois autres ont été tenues à l'écart de cette réunion. Pour des raisons qui tiennent autant de la politique

internationale que de la politique coloniale, les Somalis de l'Ogaden furent contraints de demeurer ou sein de l'empire éthiopien, et ceux de k Somalie « française » de demeurer dans ce au allait peu après devenir le « Territaire français des Afors et des Issas > (lesquels Issas ne sont autres que des Somalis); de leur côté, les Somalis du Northern Frontier Territary, administré par les Britanniques, furent rattachés d'affice au Kenya. Au centre du dropeau bleu de la République de Somalie figure une étoile à cinq branches e dont deux indépendentes », précisent invaria-

En tout cas, la partie devenue indépendante jouissait d'une très rare homogénéité ethnique. A l'exception d'une infime minorité, tous ses habitants avoient eu le somali comme première lanque (la plupart du temps, c'était même la seule qu'ils connaissalent) et s'étaient taujours vécus comme Somalis. Cela mis à part, la nouvelle République avoit bien peu d'avantages à son actif. Elle n'avait pratiquement pas d'industrie; bourgeoisie et classe auvrière ne s'y étalent pas encore cristallisées; elle ne disposait pas de capitaux à investir et ignorait la notion même

Les officiers progressistes et les «intellectuels»

Tout cela fut balayé au mais d'octobre par un graupe d'afficiers mené par le général Syaad Barre, mojor général de l'armée somalienne

et président depuis ; la junte s'empara du pouvoir sans tirer un seul coup de feu, abolit le régime parlementaire et annonço la formation d'un gouvernement qui allalt s'engager sérieusement sur la voie d'une transformation sociale radicale. Il s'avère aujourd'hui que les intentions du nouveau gouvernement étaient sincères : décidément, la Somalle n'est pas un pays comme les autres.

Le gauvemement formé à la sulte du coup d'Etat évolua rapidement et une parfaite coopération s'Instaura en son sein entre les militaires et les civils qui y sont représentés à parts à peu

Du côté militaire, les officiers semblent avoir accepté sans trop de mal la nécessité de solutions radicales pour lesquelles certains d'entre eux penchaient déjà depuis longtemps — à commencer par Sycad Barre lui-même. Les militaires sont disposés à se mettre à l'école de la gauche, et il y a à cela plusieurs raisons. D'abord, la lamentable déconfiture du régime parlementaire et la démonstration presque quotidienne de

l'inanité de son « capitalisme ». Ce régime affusquait leur fierté de Somalis en même temps qu'il faiscit offense à leur intelligence. En plus de cela, si ces afficiers faisaient partie de l'élite regnante, au si du mains its étaient du nombre ceux qui bénéficialent de ses arébendes, ils étaient pour la plupart issus de familles de namades ou de paysans pauvres, ce qui reflétait bien l'absence générale de stratifications socioles. En d'autres termes, ces afficiers n'avaient pour la plupart qu'un bien faible sentiment d'apparà la bourgeoisie urbaine encare embryonnaire. Par contre, ils étaient unis par le même idéal patriotique d'une nation somalie capable de progrès et de dignité, idéal que le régime parlementaire semblait fort peu susceptible d'accomplir.

Autre facteur qui a indubitablement joué son rôle: un certain nombre de ces afficiers ovolent été formés en Union soviétique, et celo leur avait permis au moins de venifler qu'il existait des solutions de rechange ou c capita-Ilsme parlementaire ». Bien entendu, le régime parlementaire n'avait pas souhaité de prime abord que ses officiers fussent formés en U.R.S.S. Il s'était donc adresse aux États-Unis, mais ces demlers avaient refusé car ils préféraient, semble-t-il, miser sur la corte éthiopienne. Il y eut, cela va sons dire, quelques exceptions de marque: alnsi, l'un des instigateurs du coup d'Etat de 1969, qui est à l'heure octuelle l'un

des vice-présidents de la Somolie, avoit fait ses classes à l'académie militaire de Sandhurst, haut lieu britannique du génie militaire de l'Occident. Il y eut d'autres exceptions au sein de la palice, que le régime parlementaire avoit justement vaulu forte afin de contrebalancer l'influence de l'armée. Il avait réussi à faire assurer la formation des cadres de sa palice en Allemagne fédérale. Les responsables policiers ne virent pas tous d'un bon œil le coup d'Etut, mois aucum ne s'y apposa vraiment; ils préfé-rèrent s'entendre à l'amiable avec Syaad Barre, qui se montra si habile négociateur qu'il y en cut même quelques-uns pour le soutenir.

Cela dit, les afficiers regroupés sous la direction de Syaad Barre ne semblent avoir pensé à aucun moment qu'ils étalent capables de définir seuls un projet révolutionnaire, alors même qu'ils étaient certains d'avoir assez de force pour foire une révolution. L'élément eivil fut de la partie dès le début. Il s'agissait à l'arigine d'une Infime paignée d'étudiants aux conceptions résolument manastes. Ils avolent fait leurs études qui oux Etats-Unis, qui en France au en Italie, qui en U.R.S.S. et, dans un cas au moins, en Grande-Bretagne. Syaad Barre les invito à rejoindre les militaires et, depuis le début de 1970, ils occupent des postes de responsabilité à l'échelon gouvernemental. Ils ont grandement influé sur la ligne politique du nouveau régime, et ce sont eux qui lui ant

and Barreyman

conféré cette assurance, cette souplesse du style et de la pensée, cette capacité d'évoluer palltiquement.

L'art du changement social

L est manifeste aujourd'hui que les meilleurs de ces « Intellectuels » (voilà une étiquette qui ne leur plaira guére) ont participé intimement à la pensée et à l'action du régime, autant qu'à ses instances gouvemementales. Le remaniement ministèriel qui est survenu en décembre demier en a donné, une nouvelle fais, la preuve. Certains parmi les plus notoires de ces « intellectuels » (ils vaudrant bien me pardonner ce terme que j'emplaie foute d'une melleure définition), comme Muhammad Aden Sheik, Ali Warsema et Youssoul Weirah, ont alors quitté leurs fonctions ministérielles et sont entrés à la direction centrale de la planification, aù leur

influence saro beaucoup plus déterminante, tandis que d'autres (Muhammad Hassan Aden (1), Jama Rabile, par exemple) étaient appelés de leur côté à des postes ministèriels. En attendant, la direction de l'exécutif reste sous la haute main du président Syaod Barne et des afficiers qui s'étaient rongés derrière lui en 1969, et dont quatre forment le noyau dirigeant de l'arganisme central de la planification et du Conseil suprême de la révolution: le colonel ismaïl Ali Abokor (questions politiques et sociales), le général Hussein Kulmi Afrah (économie), le général Ali Samantar (défense et sécurité du territoire) et le colonel Ali Mathan Hasci (justice).

A la longue, la cohabitation permanente de l'élément civil et de l'élément militaire a claitement abouti à une synthèse que l'un et l'autre acceptent même si des divergences personnelles se sont manifestées, surtout au début de 1975. On en voit la preuve dans ce qui arrive vrai-

ment dans le pays; on la voit aussi dans leurs rapparts personnels, qui sont cordiaux, en public comme en privé. Sons aucun doute, il subsiste un certain nambre de rivalités, dont quelques-unes ne sont que trop évidentes, mais sons freiner, du mains jusqu'à présent, le programme de transformation sociale. Ceci, on le doit surtaut au style très personnel du général Syaad Barre. Exceptionnellement sûr de lui, très résolu, Syaad Barre est un hamme de forte corrure, très libre de ses manières; ses ministres et ses conseillers, qui ont presque tous mains de quaronte ans, l'appellent tamillèrement « le Vieux », et il lui arrive sauvent de bavarder avec eux jusqu'à des heures avancées de la nuit; dons la conversation, il se révèle comme un soldat qui est depuis longtemps parvenu par lui-même à la conclusion que la palitique doit être l'art du changement social; an sent aussi que l'an a affaire à un homme qui ne croint pos de mener sa pensée à son aboutissement logique, aussi peu « arthodoxe » qu'il soit.

Les nationalisations en elles-mêmes ne changeaient pas grand-chase au sort de la plus grande partie de la papulation; et, la Somalle étant ce qu'elle était, elles aurolent fatalement provoqué l'apparition d'une nouvelle élite, bureaucratique celle-là-Pour dépasser le capitalisme d'Etat et en éviter les écueils, il était absolument nécessaire de « rendre l'État aux masses », de faire participer toute la population, jusqu'aux peuplades nomades les plus farauches, , à la gestion quotidienne de l'État, C'est ce que le nouveau régime entreprit de faire dès 1970. Cinq ans après, cet effort a parté ses fruits dons de nombreux domaines.

Syand Barre parlait d'une « rupture evec les valeurs qui régnaient précédemment » — celles

Syaad Barre parlait d'une « rupture avec les valeurs qui régnaient précédemment » — celles du colonialisme et du néo-colonialisme, bien súr, mois aussi, dans certains secteurs essentiels, celles de la Somalie traditionnelle. Cette rupture a pris farme au cours d'une série de grandes compagnes d'Infarmation et d'action, dont quelques-unes seront évoquées lci. Comme an le verra, leur objectif a toujours été — et reste — double : surmonter le handicap des traditions qui font entrave au progrès, mois taut en suscitant la participation volontaire des masses.

Aujaurd'hui, le changement social passe par deux canaux distincts : le premier est constitué par la structure exécutive du Consell suprême de la révolution, qui est de forme pyramidale et se répercute vers le bas à travers des consells révolutionnaires de région, de district au de village. Le second est né en 1970 ; à l'arigine, Office national des relations publiques, rebaptisé par la suite Office politique, il s'agit d'un arganisme d'éducation politique, semblable au premier dans so structure, qui s'est fixé trais principales missions : d'abard, mener à bien son travail d'éducation politique ; deuxiémement, jauer le rôle d'argane de transmission bilatéral, à tous les échelans, entre l'état-majar de la révolutian et l'ensemble des populations sédentaires, urbaines au rurales ; enfin, encourager et superviser la création d'un réseau extrêmement complexe de comités représentatifs. Cet Office politique et ses ramifications prendrant à terme (larsque des codres suffisants existerant) la forme d'un portipolitique à part entière ; d'allleurs, pour l'essentiel, c'est à cela qu'ils se ramènent déjà.

Et c'est a cela qu'ils se ramenent deja.

Et c'est peut-être en abardant le travail de ces
comités issus des masses que l'on s'approchera le
plus de la signification pratique que peut avoir

Combattre le chômage, les maladies et l'ignorance



Point n'est besoin d' a v a ir longtemps séjoumé en Somalie pour a d m et t re qu'une transformation sociale de nature radicale y est en cours. Le pourquoi de la chose est assez évident : Il suffit de faire le

bilan du régime parlementaire, dont tout le monde s'accorde pour dire qu'il a été source d'une confusion paralysante, qu'il a installé l'incohérence au pouvoir et provoqué la colère et la frustration de l'ensemble de la population, C'est le « comment » qui est intéressant. Comment un coup d'Etat militoire peut-il aboutir à une transformation radicale du système social?

Comment peut-il mener à une politique et à des pratiques visant à une démocratisation générale à tous les échelons de la société? Ou, pour poser plus crûment la question, comment les « mots d'ardre venus d'en haut » peuvent-ils susciter la « porticipatiou à la base »? Ces questions sont Intéressantes en général. Elles sont certes appropriées en ce qui concerne la Somalie, même si les conclusions doivent évidemment rester, en 1975, provisoires.

La première « charte de la révolution » rendue publique aussitôt après le coup d'Etat de 1969, se déclarait en faveur d'une société « fondée sur le travail et sur l'équité sociale, compte tenu des particularités de notre situation et des conditions de vie de notre population ». A portir de ce principe, la charte définissoit une série de douze abjectifs. Certains étalent d'ardre général, por exemple « la progrès économique et social ». D'autres étalent plus spécifiques, comme l'élimination de l'analphabétisme et la mise au point d'une écriture du somali. D'autres, enfin, relevaient de la politique internationale : soutien aux mouvements de libération, adoption d'un « neutralisme posifif », respect des traités conclus por la Somalle. Un programme progressiste, mais pos révolutionnaire.

Le « tournant révolutionnaire » a été pris en janvier 1971, au moment de la publication de la « charte numéro deux », qui était concise et nette, déclarant tout de go que « le seul système philosophique susceptible de permettre la réalisation des abjectifs définis por la charte numero un (étoit) le socialisme ». En conséquence, la Somalie allait prendre pour guide le socialisme scientifique » et agir conformément à ses préceptes. Tradult dans la pratique, tout ceci donne la matière d'un corps de doctrine dejò assez valumineux, auquel il faut alouter le contenu d'une série de discours-fleuve du général Syaod Barre détaillant le programme d'action de son gouvernement et un nombre de déclarations des membres du Conseil suprême de la révolution et de leurs conseillers civils (2). Les application pratiques de cette doctrine aux réalités spécifiques de la Somalie ant fait l'objet d'une grande quantité de publi-cations à coractère éducatif.

Egalité, justice, unité

DANS ses discours, Syoud Barre revient avec unsistance sur un paint : ce socialisme-là découle directement de Marx. Si ses applications pratiques peuvent voier au gré des circonstances, ses principes restent toujours ceux du change-ment social authentique. « Il n'existe au monde que doux modèles de société, il n'y a pas de troisième voie. » « Notre socialisme na sourait se ramener à une version somalie, africaine, an musulmane da socialisme » : au contraire, comme le soulignent de nombreuses déclarations de Syaad Barre, il est à mille lieues, dans ses principes comme dans sa pratique, de ce genre d'illusions. Ces principes et cette protique se fondent oussi sur la conviction que « les révolu-tions socialistes ne s'importent pas de l'extérieur. Chaqee nation dait tenir compte de sa structure unaque nation doit tenir compte de sa structure politico-sociale particulière et y adapter les principes généraux du socialisme scientifique (...). Notre socialisme est indépendant et gouverné par des conditions spécifiques ; il vise à l'édification d'une société faadée sur l'égalité, le justice sociale et l'unité populaire... » Sa réussite dépendra de la compréhension de ces conditions spécifiques et des moyens utilisés pour porvenir à bonne fin. Ici, l'an songe aux écrits d'Amilcor Cabral et de certains autres leaders des mouvements de libération des pays africains de la sphère d'influence partugaise : les idées de Syaad Barre et de ses collaborateurs sont souvent étrangement proches

April 1000

Autre trait significatif, cette doctrine proclame avec insistance que la société somalienne, pour « retardataire », « dénuée de ressources intellectuelles » et « sous-développée » qu'elle soit, contient déjà en germe tous les éléments nécessaires aux transformations sociales avancées qui pourrant seules déboucher sur un véritable développement. La encare, nous citerans Sycod Boare (extrait d'un discours prononcé en 1973):

« L'important, bien plus que les récriminations

coutre le passé, est l'enseignement qui s'est dégagé de notre expérience, Cet anseignement reconfirme notre conviction que toute tentative en vue de se dégager du sous-développement ne peut passer que par une ropture evec les valeurs qui régnalent précédemment

» Le tribalisme, ainsi que le régionolisme, étaient parmi ces valeurs. En faisaient partie également les privilèges actroyès à des individus ou à des groupes précis dans le but de former une bourgeoisie locale, de perpétuer les rapparts injustes et inégaux entre le campague et le ville, entre poysans, bergers et populations urbaines.

» Faisait également partie de ce système l'insistance mise à faire pénètrer dans nos esprits la cauviction que le Somalie était pauvre en ressources intellectuelles, que rien ne pouvoit être modifié sans l'intelligence pragmetique, la connaissance technologique, le protection bienveillente de l'Occident (...).

» Le souci priucipal de cotre révolution a done été de mobiliser les masses sur les problèmes qui les concernent. Il fallait rendre indépendantes la palitique et l'économie du pays; restituer au peuple le direction effective de la nation; combattre le chânage, les maladies, l'analphabétirse; et porticiper vigoureusement à la libération de notre continent du colonialisme et da uéo-coloaialisme. »

En prélude indispensable à tout cela, les banques, les compagnies d'assurance et les ultimes vestiges des entreprises étrangères (exception faite pour des plantations italiennes de bananes) furent nationalisés au début de 1971. Mais il n'étalt pos dans les intentions du nauveau rècime de se satisfaire d'un constalisme d'Etat.

Une pyramide de comités populaires



Jemaane, bourgade agricole du
sud de la Somalie,
ne compte pas plus
de seize mille habitants mais jouit de
conditions nettement plus favora-

bles que la pluport des localités du même genre. Bordé de majestueux manguiers, le fleuve Juba passe à proximité, et ses eaux sont toujours abondantes, même au cœur de la pire des sécheresses. Ainsi Irriguée, la terre qui s'étend le lang de ses rives est source d'une relative prospérité agricole. Ici comme ailleurs, il n'existait pas de porticipation démocratique aux affaires locales au temps de l'administration coloniale.

Pendant l'êre « néo-coloniale », de 1960 à 1969, aucune améliaration ne se dessina dans ce

Le président d'un comité populaire, por ailleurs ouvrier dans une usine de papeterie de la ville, répond à mes questions : « Avant la révolution de 1969, Jemanne était soumise au gouvernement d'un seul homme : l'afficier de district. Nous avians trois députés au Parlement. A chaque élection, ils venaient nous vair pour briguer nos suffrages. Une fois réélus, ils disparaissaient jusqu'à l'élection suivante. Aujourd'hui, les choses sont bieu différentes. Ce qui permet cette différence, c'est le socialisme scientifique, dont les principes sont que tout le monda doit participer à l'administration de la cité par l'intermédiaire des camités. Aujourd'hui, ca sont ces comités qui administrent notre ville, dans tous les aspects de le vie publique. »

Il m'explique la structure. C'est toujours un « afficier de district » qui assure la liaisan avec l'exécutif gouvernemental (j'apprendrai bientôt qu'il s'agit, encore une fois, d'un anclen étudiant aux apinlons radicoles). Mals cet « afficier de district » n'a pos le même statut qu'autrefois. Il est également président du Conseil révolutionnaire du lieu; en plus des fonctionnaires placés sous ses ardres, il travaille en étraite coopération avec un réseau de huit comités de secteur, quatre pour chacun des deux secteurs administratifs qui composent la ville de Jemaane. Ces huit comités de secteurs se subdivisent en selze sous-comités, qui califént en teux-mêmes une multitude d'autres comités représentant des unités de population encore maindres. « Par exemple, nous uvons trente-deux petits villages dans les environs immédiats de Jemaane. Chacun u sou propre comité, chacun se gouverne lui-même. Chacun propose son propre plan de développement annuel et le soumet à la discussion des instances supérieures. »

Au centre d'orientation

A règle veut que ces comités soient composés d'hommes et de femmes résidant dans le secteur ou sous-secteur considéré. Je me suls entretenu pendant plusieurs heures avec les membres des comités de secteurs de Jempane, au cours de rencontres oul ont eu lieu dans le codre des « centres d'arientotion » dant dispose chaque secteur. Ces centres d'anentation sont un autre trait de la vie sédentaire dans la Somalie d'aujourd'hui; on en trauve portaut dans les villes et les agglamérations importantes. La papulation les a construits elle-même à l'alde de matérioux foumis gratuitement por le gouvernement. Ce sont des lieux de dimensions généralement vastes, clos de murs blanchis à la chaux, qui abritent un espace réservé aux assemblées et aux

meetings de plein air, des salles de réunions pour les comités et le bureau du représentant local de l'Office politique. Il arrive souvent que l'espace réservé aux meetings soit en même temps terrain de basket et qu'un mur soit assez hout pour servir d'écran lars des séances de cinéma à ciel ouvert. Partout fleurissent les affiches et les proclamations qui appellent de leurs voeux le succès de telle campagne, mettent en garde contre tel danger palitique; mals ces centres ne se bament pas, loin de là, au rôle d'instrument politique et la popu-lation les utilise de multiples manières : crèches dans la journée, lieux de rencontre le soir; ils font affice, pêle-mêle, de stade, de salle de concerts, de théatre, de doncing ou de salle des fêtes. A Jemaane, ailant d'un centre à l'autre, je retrouvais partout la même nuée joyeuse d'enfants excités et de mères approbatrices.

Il m'a été possible d'avoir de semblables entretiens dans plusieurs autres villes. Le gouvernement, por les représentants authentiques de la population, foit désormais partie de la nouvelle réalité samplienne, blen qu'il ne soit pas encore totalement électif. Ainsi, à Hargelsa, une grande ville du nord, qui compte près de quatre-vingt mille habitants, la gestian municipole est assurée por un réseau de comités populaires qui regraupent en tout mille deux cents hommes et femmes. A Kismoayo, à l'autre extrémité du pays, la proportion est de mille deux cents pour cin-quante mille habitants, et j'imagine qu'elle dait être sensiblement la même partout ailleurs. Il est indubitable que ces comités sont représen-tatifs, étant donnée l'importance numérique de leurs membres, qui sont tous recrutés dans la population locale et sélectionnés de façon à former un bon échantillonnage des trais couches majoritaires de la papulation sédentaire : les salariés (pormi lesquels an range les artisans et les petits commerçants), les jeunes et les femmes.

Les femmes s'émancipent, les enfants alphabétisent



Les femmes... Là en main la défense de leurs propres intérêts; il y a portout, jusque dans les plus minuscules villages, des comités de femmes qui siègent côte à côte avec les autres comités (où les femmes sont également représentées) et porticipent avec eux à l'administration des affaires locales. Bien sûr, somalies ét a i en t taut le monde n'est pos d'accord, tout le monde

tenues pour quantité négligeable et n'avalent pas drait à la parale, sauf peut-être ou sein du foyer conjugal (et même là, à ce qu'il semble, leurs prérogatives restalent fort minimes); il était bien entendu exclu qu'elles se représentent elles-mêmes et parient en leur propre nom. Soumises à l'oppression séculaire des préjugés locaux et des coutumes musulmanes transplantées en Somalie, elles étaient au mieux les domestiques de leurs maris, au pire leurs esclaves. J'ai pu m'entretenir sur ce paint avec un certain nombre de Somo-

Quelques-unes venaient de familles riches et avaient fait leurs études en Europe, comme Faduma Ahmed, une des plus remarquobles parsonnalités à avoir émergé de ce petit graupe, qui a accède aux fonctions de présidente de l'université de Mogadiscia au début de cette année. La plupart de mes Interlocutrices avaient vécu une expérience bien différente, celle de l'analphobétisme et de l'oppression. Mais tautes, instruites ou non, étaient d'accord sur la nécessité d'une transformation de la condition féminine en Somolle. Et cette transformation est actuellement en cours. Aujourd'hui, dans l'ensemble de la Somolie

sédentaire, les femmes sont arganisées et prennent

lages, des comités de femmes qui siègent côte à côte avec les autres comités (où les femmes sont également représentées) et participent avec eux à l'administration des affaires locales. Blen sûr, taut le monde n'est pas d'accord, tout le monde ne réagit pas favorablement, tout le monde n'est pas près à admettre ces entarses à la trodition; il reste encare un lang chemin à parcourir. Néanmain, le processus général de la libération des femmes est engagé.

« Nous, les femmes, nous avons toujours eu

« Nous, les femmes, nous avons toujours eu de nombreuses responsabilités », m'explique une femme d'un des comités d'Horgeiso. « C'est nous qui étions chargées de le construction des poillottes, de le cuisine, du tissage ; e'est nous qui faisions poitre le bétoil. Tout le monde le sait. Mais ces responsabilités ne nous veloient aueune considération. Quand il venait des visiteurs comme vous, c'était toujours les hammes qui portaient — et à buis clos encore — nous n'étions même pas admises à écouter ce qui sa disait. Comme vous pouvez le constater, cela e bien changé. Car notre révolution est pour la participation réelle et active des femmes aussi bien que des hommes. »

Au mais de janvier, le gouvernement a foit un pas de plus dans le défi à la tradition en publiant un décret aux termes duquel les fernnes auront désormals le droit d'hériter au même titre que les hommes. « Cette réforme, nous na l'attendions qua depuis trop longtemps, me disait une autre représentante d'un comité de femmes, mais elle sera utile tout de même. » Ce décret a été lain de faire l'unanimité : il souleva même, dans certains milieux, de sévères réprobations ; plus d'une mosquée s'emplit d'un baurdonnement indigné de volx masculines. Déjà, certains wadaddas (c'est le nom somalien des muftis) s'étaient élevés avec vialence contre le recours à l'alphabet latin, le dénonçant comme un passage dans le comp des « Isfidèles ».

Cette fois, les pratestations furent étouffées avec une vigueur qui peut paraître disproportionnée (mais l'an soupçonnait derrière elle une influence d'origine étrongère, une manipulation archestrée nan por les États-Unis, mois por un ou des pays infiniment plus proches géographiquement).

(Lire la suite page 20.)

(1) Muhammad Hassan Aden, I'un des hommes politiques les plus brillants de Somalie, a commu une fin tragique lors d'un socident de la route au mois de février dernier.

de février dernier.

(2) Il n'existe que deux ouvrages bien documentés et dignes de créance sur les événements qui se sont déroulés en Somalie depuis 1969, tous deux en langue italisance : Somalie, cronacc della rivoluzione, par L. Pestalozza (Detalo Libri, Bari, Italie), qui vs jusqu'à novembre 1972, et, pour les événements ultérieurs, le livre à paraître prochaînement de P. Petrucci. Les principaux discours de Sysad Barre out été rassemblés let quelquefois tronqués) dans My Country and My People : Selected Speeches 1963-1974, Mogadiscio, juin 1974.

(Sutta de la page 19)

Quoi qu'il en solt, la fronde fit long feu et, semble-t-il, les plus respectés des wadoddus n'y mêlérent pos leurs voix. Au contraire, les plus éminents des dingeants religieux somoliens paraissent s'ôtre finalement résolus à accepter de bon cœur lo rénovation de l'islam ; il est vrai que le régime s'est dépensé sans compter pour ne pas s'aliéner leur foveur. Tout en abservant scrupuleusement les prescriptions de l'islom, il ne s'est pas fait foute d'aller puiser dans le Coran les justifications de sa politique de progrès social.

Sédentariser les nomades

ES formules démocratiques de gouvernement Le local, une considérable oméliuration de la condition féminine, l'extension de la scolurité et la renavation du système scoloire : ce sont là quelques-uns des progrès qui concernent la populotion sédentaire de la Somolie. Mais qu'en est-il des nomades non sédentarisés, de ces nomades qui forment les trais cinqulémes un mains de la popu-

Jusqu'à une date très récente, il n'était guère possible de dire que les numudes fussent liés d'une manière au d'une outre à l'État somalien. Les pulssances coloniales s'étaient bomées à tenter de « pacifier » les nomades et y étaient quelquefais parvenues ; mais, à part cela, elles les avaient abandonnés à eux-mêmes. Après 1960, le pouvoir les avoit taut simplement ignorés, les loissant aux griffes des candidats de clans ou de groupes de claris qui se disputaient les sièges de députés des circonscriptions à peuplement numade. Les nomades existaient bien sur le papier; mais, dans la pratique, Il en allait souvent untrement : des qu'ils voyaient se profiler à l'horizon l'ambre d'un collecteur d'impôts, ils démontaient leurs fautas et disparaissalent dans la noture. Les visiteurs médicoux dépèchés par le gouvernement les foisaient fuir de la même

La terrible sécheresse qui sévit depuis 1973, mois, heureusement, avec des bonnes pluies en mol-juin 1975, a profondément modifié cet état de choses. Mais, en tout état de couse, le régime révolutionnoire ne pouvoit tolèrer que les trais cinquièmes de la population restent à l'écart des changements socioux. S'il était indispensable de « rendre l'Etat » uux masses sédentuires, la nècessité de foire de même pour les nomodes n'était évidemment pas moins impérieuse. Sur ce paint, la campagne d'alphabétisation a jaué un râle

La mise au point d'un système d'écriture simple et focile à apprendre pour la longue somalle fut achevée en 1972. L'année sulvante, une compagne d'alphabétisatiun Intensive fut déclenchée parmi les papulations sédentaires. Elle eut d'excellents résultats, et permit d'enseigner bien des choses en plus de l'écriture. Forte de cette expérience, révolution entreprit des le milleu de l'onnée 1974 de « rendre l'Etat » aux nomades en leur apportant l'alphabet. La méthode adoptée était vralment ariginale : les nomades vivant en petits groupes dispersés sur d'énormes étendues de territoire, Il fallait leur trouver des milliers d'enselgnants; à cette fin, le gauvernement décida la fermeture des deux demières classes (dites classes de cours mayen) des écoles primotres et des trois premières classes des écoles secondaires; les élèves ainsi libérés et la plupart de leurs professeurs firent l'objet d'une formation accélérée d'olphabetiseurs, et on les envoya posser huit mois chez ment et l'assistance « technique » de leurs élèves,

En même temps que la technique de l'alphabétisation, on leur avoit oppris quelques notions d'hygiène élémentaire ; quelque temps plus tard, an leur confia en outre la tôche de procéder ou premier recensement systématique jomois effectué de la population nomade et de son cheptel, tache que taus les régimes antérieurs avalent jugée audessus de leurs forces. Les écoliers avalent été

Pε 30r=

den:

Préser

To Car terme

SEUS S

mer. .

transportés à bord de camions jusqu'oux campements nomodes, et les enseignants ovaient dit oux nomodes : « Voici vos enfants. Ils viencent vous uidur. Ils ne veus ferout uueuc mal. » Tous les recits que j'ai entendus s'accordaient pour dire que lo réaction des nomades fut des plus fovorables : ils hébergérent chez eux les Jeunes alphobétiseurs, les traitant comme des membres de leur propre famille : uu fil des mois, ils en vinrent même u leur demander de célébrer les morlages et parfais d'orbitrer certoins litiges mineurs.

Et c'est oinsi que l'État vint oux nomodes non

par l'intermédiaire de collecteurs d'impôts qu de fanctionnaires quelconques, mois por celui des anfants des écoles. Les « devoirs » des nomades olphobétisés commençaient à parvenir dans les villes, en liasses épaisses, ou moment de mon séjour, et les premiers dépouillements sont, paraitil, fort encourageants. Actuellement, des « cours de continuation » sont en voie d'organisation, l'enseignement devant être dispensé cette fois por le, plus daués des nouveaux alphabétisés. En deux ans, le taux d'oiphabétisation de l'ensemblo de la papulation est passe de zero à plus de 50 %,

et il serait sans doute beaucoup plus élevé à l'heure qu'il est n'eût été la sécheresse.

L'alphabétisation est toujeurs une des clés essentialles du progrès social. Mais, pour une bonne partie des namades somalis, l'écriture est aussi devenue presque aussitöt un moyen de survie. En effet, la phase ultime de la compagne d'alpha-bétisation a coïncidé, au début de 1975, avec ce que l'on considère à présent comme la plus grande cotastrophe noturelle que la Somalie ait jamais connue, et qui morque la fin du monde traditionnel des cheikhs et des guerriers.

La sécheresse : catastrophe naturelle et fautes humaines



Hormis un intermède en 1972, jusqu'en mai 1975, la comulie n'u pas et depuis 1969. Lo sécheresse u pris les proportions d'un veritable fléau à la

début de certe unnée, la situation était teliement ulurmunte que le gouvernement u entrepris d'ins-taller et d'équiper un grand nombre de comps de secours. Au mais de février, quelque cent trente mille nomades y uvuient déjú cherché refuge. Ils étalent ossurés d'y recevoir des vivres, de l'eou, et les secours médicoux dant ils avaient désespé-rément besoin; l'olphobétisation se poursuit, et un leur inculque également quelques nations pratiques Indispensables à leur adoptation à un nouveau mode de vie.

La gouvernement prévayait qu'ou moins sept cent cinquante mille nomodes gagneraient les camps de secours ; dans la pire des éventualités, le nambre des réfugiés paurroit atteindre le million, soit un tiers de la population totale du pays. Le pays oura perdu, selon les évaluations les moins pessimistes, un tiers ou moins de ses moutons et de ses chévres, un bon quart de son cheptel bovin et un dixième environ de ses chomeaux. Mais la cutastraphe va plus lain encore que la décimation du bétail. D'Immenses zones du nard et du nordest de la Somalie sont en train de se transformer en déserts, et l'on ne paurro plus y mener paitre les troupeaux avant de longues onnées.

A qui ou à qual attribuer la responsabilité du désastre? D'abord à des phénomènes climotiques qui semblent avoir bouleversé le régime habituel des précipitations; il est indiscutable qu'il est orrive quelque chose d'inaccoutumé, cor un n'avait pas vu de mémaire d'homme une telle succession de sécheresses plus graves les unes que les autres, Mais l'imprévoyance des hommes y est oussi pour quelque chose. Dans les années 60, la hausse des prix à la production encouragea un accraissement excessif du cheptel ovin, qui nécessita l'installa-tion d'une multitude de clames de ciment, lesquelles faumirent un stimulant supplémentaire à l'accumulation de têtes de bétall. À l'époque, ces citemes pouvaient rapporter beaucaup d'argent et leur construction fut la source de prafits personnels, en particulier pour les députés qui vendaient leurs votes au Porlement en échange de permis de citernes et en financaient la construction à l'aide de fonds publics détaumés.

« Mais nous avens ogi avec vigueur pour mettre fin à ces pratiques responsables de la dégradation de notre terre », me disoit le président Sygod, Le gouvemement révolutionnaire Interdit le construction de nauvelles citemes. Mois le mol étoit déjé foit. Par exemple, le district de Burgo ne comptali en tout et pour taut au'une citeme en 1954. Le temps que l'Interdiction prononcée par le gouvernement issu du coup d'Etat de 1969 devenue effective, Il en avait déjó plus de... dix-huit mille l'Aujourd'hul, elles sont toutes asséchées depuis longtemps et les troupeaux qu'elles

ubreuvalent ont été décimés. Il faudra en démolir la plus grande partie, et des milliers de kilomètres corrès de terres devront être mis sous séquestre en urtendant une éventuelle restauration.

L'appel au secours

L A situation actuelle permet-elle de dire que l'administration aurait pu prendre plus vite des mesures conservatoires? Dans un cos au moins, il est évident que out : au début de cette année, le gouverneur du district de Burao ot tous ses colloborateurs immédiats ont été congediés en bloc parce qu'ils n'avaient pas agi assez vite. Mais, dans l'ensemble, il ne fait guere de doute que le gouvernement et son administration ont réagi avec une honnêteté et une diligence exemploires. Toutes les ressources humoines et matérielles ont été mobilisées pour effectuer les upérations de secours et d'oide oux populations en péril. Mais les moyens dont le gouvernement dispose restent dérisoires.

« Ce désastre uppelle des upérations de secours à une voste échelle, explique le président Synod. A uce échelle si vaste que la Somolie par ellemême ue peut pas y suffire, techniquement ou matériellement. » La Samalie o besoin d'une uide, qui devra se traduire pour portie en équipements et en personnels médicoux (la sécheresse o foit subir de graves dégâts à l'état de santé général des papulations nomades), et pour partie en céréales. En 1972, grâce aux programmes d'exploitation ogricole accélérés et au système d'aide à la production mis en place par le gouvernement, lu récolte u été bonne et la Somalie n'a pas eu besoin d'importer de céréales; elle a même pu se constituer des réserves, qui sont octuelle-ment en voie d'épuisement à la suite des distributions gratuites aux réfugiés. D'id ou mois de septembre, la Somalie souffrira d'une pénurie obsolue de céréales; il foudrait qu'elle en Importe environ 150 000 tannes, mois elle n'a pas de qual les payer. Les Somalis font de leur mieux avec le peu qu'ils ont ; les réserves de blé encore disponibles sont stockées dans les entrepôts gouvemementaux et soigneusement contrôlées afin e tuer dans l'œuf tout risque de spéculation. Aussi la Somalie se sent-elle justifiée d'appeler le reste du monde à son secours; non content de mériter qu'on l'aide, elle en o désespérément besoin.

La mer offre le salut

I L faut l'aider, et c'est une question de vio ou de mort. Cela dit, le gouvernement somollen est affligé d'un problème plus voste, qu'une aide Immédiate ne suffiro pas à résoudre : il doit lutter contre une désertification de plus en plus rapide, et dater les nomades d'un genre de vio moins précaire. Celo ne peut être foit qu'en persuadant de nombreuses peuplodes nomades de renoncer à leurs errances ancestrales et de se fixer comme exploitonts agricoles sédentaires le long des rives fertiles des fleuves Juba et Schebelle. Une minorité de Somolis vivent depuis très longtemps de cette focon: à présent, il fout que leur nombre s'accraisse

considérablement. Heureusement, ces régions ont encore beaucoup d'espace libre. Pour d'outres nomades, il sera nécessaire d'apprendre à sur-monter leur sainte horreur du paisson ; comme me l'expliquoit un historien somali : « Beaucoup de uns nomades — mais ue sommes-nous pas tous nomades par nos uncêtres? — devront uller s'inz-taller le long des côtes, il leur faadm uppreudre à noviguer et à construire des bateaux. Il faudra qu'ils apprenuent à pêcher. Et à se nourrir de

poissen. Au début, ca ne leur plaira pas, mais ils finirent bien par s'y faire. » Et c'est là que la compagne d'alphabétisation prend tout son sens. Car, une fois réglé le problème des secours Immédiats, l'opprentissage du métier de cultivateur ou de pêcheur (mals aussi celui de tous les métiers artisanoux) deviendra, pour les nomades rescapés du désert, une nécessité vitale. La plupart d'entre eux n'ont las d'outre choix oujourd'hui, à moins de retoumer à ces terres où ils ne pourront plus faire paitre leurs troupeaux, à supposer qu'il leur en reste. Il va donc folloir au'ils s'intègrent à la Somalie sédentoire d'une manière permanente, qu'ils participent à la gestion de cet Etat qui est en train de leur souver la vie. L'alphabétisotion est un pas en avant dans cette direction.

La chance de la Somalie auro été d'avair eu à sa tête des gouvernants qui avaient compris tout cela avant que l'actuelle sécherese alt pris ces proportions dramotiques. Ils doivent méditer aujourd'hut le vieux proverbe occidental qui dit qu' « à quelque chose malheur est bou » puisque ce désastre oura, en fin de compte, été bénéfique en donnant une démonstration éclatante de l'excessive précarité du mode de vie traditionnel. En tout cas, la sécheresse leur aura fourni une nouvelle occasion de foire la preuve de leur capacité à ontielper sur l'avenir : voilà déjà plusieurs mois que le gouvernement avait entamé la planification d'un processus de réadaptation des namades à lo vie sédentaire. La recrudescence de la sécheresse a ensuite donné à ce processus une priorito

A n'en pas dauter, les nomades en vale de sédentarisation sont confrontés à des problèmes considérables. Mais les ressources politiques et humaines que l'on a mises en œuvre pour résoudre ces problèmes sont à la taille des problémes eux-mêmes; ces problèmes d'autotransformation ne paurront être effectivement résolus qu'à l'alde de beaucoup de persussion et de coopération, et c'est précisément la roison d'être de la révolution commencée en 1969, qui a foit de lo persuasion et de la coopération les methodes de son gauvemement, les abjectifs de so palitique, les themes autour desquels toute son action s'organise. Cette cotastrophe sans précédent n'est pas insu montable; paur peu que l'alde étrangère soit suffisonte et rapide, elle n'ouro coûté que peu de vies humaines. Plus encore, elle représente un nouveau pas vers la société égalitaire que Syaad Barre et les siens se sont juré de foire noître une société où la justice sociale peut aller de pair ovec le changement moderniste.

(Copyright Basil Davidson et le Monde diplomatique.) (Dessins de PLANTUJ

CRISE DES INSTITUTIONS, COUPS D'ÉTAT, DÉPENDANCE ACCRUE...

L'échec des systèmes politiques africains =

ETAT eolonial a légué à l'Afrique uou soulement lo mode de production capitaliste, et avec ini l'embryon d'un uouveau système de classes sociales, mais égalemeot, par lo biais de l'information et de la scolarisation, un eertain type de eulture en mêmo temps qo'une manière de ecocevoir l'appareil institutionnel et juridique. Cet héritage forcé explique, en grande partie, pourquui les dirigeants aetuels de l'Afrique, quelles que solent leurs options fondamentales, capitalistes ou socialistes sont autourd'hul confroutés à une siluation difficile qui se caractérise à la fois par la crise des lustitutions politiques et par une position de dépen-dance souvent accrue à l'égard de l'ancieune métropole. Par-deià les analyses que fout les politologues de cet état de eboses, le mérite de l'ouvrage du professeur Gonidec (1) est de poser clairement les problèmes de l'avenir et do se demander en particulier si le sous-développement ondamne les Africains à subir éternellement la loi des dietateurs, elvils ou militaires, actuelle-

Depuis plus de dix ans les Etats africains, à la recherche d'un équillibre lutrouvable, traver-sent une série do crises politiques dont lo peuple est pratiquement toujours ubseut. En effet, le droit de suffrage, par lequel devrait normalement s'exercer la souvernincté populaire, ne permet guère aux citoyens de se faire entendre : le système du parti unique est presque partout présent et, dans la plupart des cas, les élections ue seot qu'un moyen de légitimation formello d'un poovoir couquis et couservé par la violence. La elguification d'une électico dépend, en effet, d'su moins deux cooditious fuodamentales qui, si elles ue sont pas respectées, ue peovent que la transformer ou plébiscite on en mascarade : la détermination du choix des candidats et l'expression de la voleeté des électeurs. Or en Afrique, le choix des candidats est une opération qui ne fait intervenir qu'un nombre limité de privilégiés recrutés dans les rangs de ceux qui appartienment à la classe

(1) P.F. Gonidee: Les Systèmes politiques africains, Librairie générale de droit et de juris-prudence R. Pichon - R. Durand-Auzlea, Paris. Première partie : « L'évolction, la scèce politique. l'intégration nationale », 1971, 361 pages, 63 P. Deuxième partie : « Les réalités du pouvoir », 1974, 353 pages, 80 P.

polirique, adhèreut ao parti et possèdent à la fois oue ellentèle et une infloence importantes. Quant aus électious proprement dites, elles se soldeut généralement par l'existence de votes massifs en faveur du parti unique (solitaire ou dominant).

De tels résultats seraient la manifestation parti ou d'un homme, si l'on en croit les divi-geauts. En réalité, ils s'expliquent surtout par l'action conjoguée de lu propagande et de la fraude électorales associées aus pressions plus moins occultes du pouvoir (prom

inhèreutes à un système quasi monarchique: cuite de la personalité (le président Ahidjo a été tour à tour qualifié de « Moise du Came-roun » et de « Christ de l'Afriqoa »), problèmes de succession, confiscation des libertés fondasentales du citoyen. Si la plupart des Constitutions africaines

eousacreut de façou plus ou moins large les droits et libertés du citoren, ou sait que la mise en œuvre des principes proclamés se trouve contrartée par un certain nombre de facteurs défavorables à l'épanoulissement, voire à l'exis-

teure même, de ces droits et libertés.

Par JACQUES CHEVRIER

ces conditions li est évident que le vote n'est pas un moyen pour lo peuple, encore moins pour le citayen pris individuallement, d'espri-mer sa voinnté, mais pintôt une occasion pour les dirigeants africains de démontrer à la face du monde (et plus particulièrement aux pays fonraisseors d'aide) l'excellence de leur pelitique et la cohésion de leurs peuples.

S i l'ambition du parti unique en Afrique était à l'origine de s'ideotifier au peuple politiquement organise, il eo vu tout autrement dans la pralique. En théorie il u'y a. semble-1-il uueouo contradiction entre ce système et l'exercice de la démocratic, mais en réalité il existe actuellement un véritable divorce entre le peuple et le parti. Les partis uniques africains tendent ou effet à se constituer en partis de cadres, repliés sur les villes et principalement és de défendre des intérêts de classe En défloitive, la situation politique des pays africains se caractérise par l'existence d'une domination de caractère charismatique assumés par le chef de l'Etet assisté d'un parti unique constitué de cadres civils et militaires à sa dévotion (à moins qu'ils ne travaillent secrètement à sa perte_) avec toutes les conséquences

En fait les régimes constitutionnels et le système des partis uniques aboutissent à noe véri-toble concentration des pouvoirs entre les mains d'un seul homme. Les conséquences aont connues : arbitraire, répression, intimidation étourent dans l'œuf toole velléité d'opposition. A cette tyrannie a'ajoute le fait que l'état de sousdéreleppement actuel de la plupart des Etats africains enlève aux notions mêmes de droit et de liberté toet conteou courret. Dans un continent eu rôde tocore le spectre de la mine et eù plus de 80 % de la population est analphobète, ou voit mal en effet ce quo peuvent bleu algulfier des expressions comme « droit à l'éducation, au travail, à l'information...».

Enfin, et ce n'est pas la moindre mal, l'affermissement du pouvoir personnel repose pour une grande part sur la politisation de la justice ordinaire et l'extension de la justice politique ac détriment de la justice ordinaire, chaque fois que les « circonstances » l'exigent. En 1962 résident Modibo Kelta ubésitait pas a déclarer : « Les juges de to République du Mail ue doiveot pas être cooduits, su nom de l'indé-peodagce du pouvoir judiciaire et de la séparation des pouvoirs, à perdre de vue qu'ils sont d'abord et avant tout des militants de l'Union eoudanaise... » Dans ces rouditions, un comprend que la tentatieo d'étendre la notice de délit

politique à toute forme d'opposition conduise à l'instauration de juridictions d'exceptico dont la sévérité et l'iniquité u'ont pas échappé ans observatsurs des grauda procès d'Alger et do

africains pour justifier cette rigueur est la uécessité d'assurer la stabilité des institutions en vue de résoudre les nombreux problèmes auxquels sont confrontés les Etats africains. Mais cet objectif est rarement atteint, ainsi qu'en témoigne la fréquence spectaculaire des conps d'Etat perpêtrés par les militaires.

A U-DELA de ces péripéties, la question qui se La pose est de savoir si les politiques pratiquées par les goovernements africains depuis les par les goovernements africains depuis les par les goovernements en en pour effet, sinon de réaliser une véritable révolution, du molas d'éngager leurs Etats dans la voie du dévelourement et de l'indépendent pécile au développement et de l'indépendance réelle. Aux plans économique et culturel, il faut bien recounaitre qu'ou assiste un peu partout à un développement du sous-développement, qu'il s'agisse des paya néo-capitalistes ou de cens qui pré-tendent suivre une volo africaine du socialisme, avec tous les aléas et les incertitudes attachés d'une apparente croissance (par exemple en Côte-d'Ivoire), la situation économique tend en réalité à se dégrader au détriment de plus grand nombre (eo raison detamment du recul des eultures vivrières) on peut dire que, dans le domaige eulturel, l'école et l'Université demenreut, comme l'économie, essentiellement extraverties. Actuellement, on effet, l'enseignemeut africain vise davantage 4 transmettre uu modèle occidental qu'à faire des Africains des hommes de culture et des agents de développe-

D'une façon générale, on peut donc estimer que l'indépendance est demeurée jusqu'à nos jours un véritable mytho et quo tous les régimes mis en place en Afrique se rejoigneut sur un point commun : la permanence d'une politique qui, à travers ses fluctustique, teud à maintenir les popolations africaines dans une situation asses peo différente de la situatieu coioniale, ce qui autorise l'auteur de cette étude à qualifier les Etats africains de oéo-colonies.

And the second of the

-

2010/09/09

 $(x,y,y,z) = (x,y,y,y,z) \frac{\partial x}{\partial z} x$

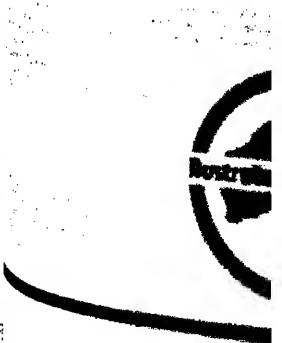
Company of the contract of

.

10uveau emonde

apaissance moveme Salvardonne l'amilie

eat from Austr



L'AUSTIRAILI



Un nouveau regard sur le monde

'AUSTRALIE travallisto jette un neuveau regard sur le mende. Le mérite en revient à M. Whitlam, son premier ministre, qui a en quelque mal à imposer à son peuple l'idée que l'univers ne se résumait pas aux banlieues de Sydney, an centre de Londres et au département d'Etat américain. Il a, dans ce domaine. réussi, grâce notamment à ses voyages en Asle reussi, grace notamment à ces voyages en Asle orientale, en Asie centrale et en Europe. Il est parvenu à déprovincialiser le grand pays qu'il dirige depuis la fin de 1972. A Canberra, rapporte ci-dessous Kenneth Randall, certains pensent que le chef du gouvernement va peut-être reinneer un projet qui lui tient au cœur : la création d'un grand ferum asiatique en la Chine ferait entendre sa voix.

Pins encore que les mutations diplomatiques. l'émergence du Marché commun et l'adhésion

de la Grande-Bretagne à la C.E.E. ent contraint L'Europe demeure, certes, un marché important, mais la puissance montante est bien le Japon, avide de produits alimentaires et de matières premières. Or, en ce domaine comme en d'autres, premières. Or, en ce domaine comme en d'autres, premières de Carberra est nécessirement la stratégie de Canberra est nécessairement influencée par la situation éconemique intérieure.

Cette situation, que présente Patrice Drouin, n'est pas brillante. L'inflation fait des ravages, le chomage touche un nombre inhabituel d'Aus-traliens. Les milieux d'affaires sont maussades, et la base ouvrière, traditionnellement favorable aux travaillistes, supporte mal une crise qui la touche de plein fouet.

Il est cependant une constante dans la diplomatie australienne : les liens étroits de Canberra avec le monde balkanise du Pacifique. Si, sur le plan mondial, l'Australie est une puissance moyenne, elle est la grande puissance de la région. Le déséquilibre est évident entre oc continent massif et riche et les microbes océaniens. M. Forsyth, ancien secrétaire général de la Commission de la Delicie de la des Commission du Pacifique du Sud. passe en revue les problèmes qui se posent aux îles, en parti-culier dans leur dialogue avec Canberra. Les cultures locales penvent-elles survivre à une telle confrontation - car c'en est une, finalement ee s'adapter ? Il est difficile de le croire. Lorsque l'Australie jette son nouveau regard sur le monde, elle le fait comme l'Occident, dont elle represente un pan lointain. Important pour son pays, le grand dessein de M. Whitlam trouve de la sorte ses limites évidentes.

Diplomatie -

Une puissance moyenne qui subordonne l'amitié au réalisme

Par KENNETH RANDALL*

Après son arrivée au pouvoir. M. Whitlam, qui était alors aussi ministre des affaires étrangères, s'est évertué à faire apparaître bien différente de celle qu'avaient auparavant menée les gouvernements conservateurs. L'activité fébrile de Canberra dans ce domaine après la victoire travailliste de 1972 avait provoqué une vive émotion, mais le choc a été absorbé même si sont finalement rares les Australiens qui comprennent le nouveau mode de relations entre leur pays et le reste do monde. Quelques-uns continuent de regretter la politique étrangère d'autrefois et la volomté du premier ministre d'établir un nouveau type de dialogue avec le tiers-monde et les pations communistes. M. Whitlam a été pritiqué pour avoir passé trop de temps à l'étranger — pour a se pavaner sur la scène mondiale a comme l'ont dit plusieurs de ses ments conservateurs. L'activité fébrile de Canberra dans ce domaine après la victoire travailliste de 1972 avait provoqué une vive émotion, mais le choc a été absorbé même si sont finalement rares les Australiens qui comprennent le nouveau mode de relations entre leur pays et le reste do monde. Quelques-uns continuent de regretter la politique étrangère d'autrefois et la volonté du premier ministre d'établir un nouveau type de dialogue avec le tiers-monde et les nations communistes. M. Whitlam a été critiqué pour avoir passé trop de temps à l'étranger pour a se pavaner sur la scène mondiale a comme l'ont dit plusieurs de ses comme l'ont dit plusieurs de ses critiques — alors que les crises critiques — alors que les crises intérieures devralent le préoccuper davantage. Il reste que, désormais, les relations internationales ne reviennent plus que rarement dans les débats politiques. L'Australie ne discute finalement plus les orientations travaillistes en ce domaine. Voilà au moins un secteur qui ne cause pas trop de soucis au premier ministre.

Cette phase passablement agitée a été suivie d'une phase de consocar le ministère des affaires étrangères avait quelque mal à répondre à la « demande », tant le premier ministre mettait d'ardeur à développer les relations entre Canberra et le monde. Quant à la phase à venir, il est déjà évident que le gouvernement considère qu'elle devra être dominée par les questions économiques.

Remettre en ordre les marchés

* Journaliste australien.

L'australie est l'un des principaux vendeurs de matières premières et elle possède, y compris dans le secteur énergétique, d'énormes ressources. Elle n'a eu en conséquence aucune difficulté à se ranger aux côtés des nations exportatrices sousdéveloppées pour demander une remise en ordre des marchés et la fixation de prix justes. Dans le domaine agricole, d'ailleurs, voilà des années que Canberra a adopté pareille politique. Mais, aujourd'hui, une fois tirées les leçons de la crise du pétrole, les pressions se font plus fortes et les discussions possèdent une forte charge émotionnelle.

L'Australie est devenue membre d'organismes tels que l'Association internationale des producteurs de bauxite et de l'Association des pays exportateurs de minerai de fer, cela en dépit des inquiétudes de puissants amis tels que les Etais-Unis et même de son propre ministre des ressources minières et de l'énergie, M. Rex Connor, Mais M. Whitlam, soutenu par le ministère des affaires étrangères, estime que, puissance moyenne profondément engagée dans ces dépats, l'Australie se doit d'appartenir à ces organisations et d'user de son influence tions et d'user de son influence afin qu'elles fonctionnent conve-nablement, au lieu de demeurer à l'extérieur et de rester dans l'extérieur et de rester dans

Où de telles initiatives peuvent-elles mener? Vollà qui n'est pas encore très clair. La « diplomatie des matières premières » s'exerce avant tout au niveau des relations qu'à présent, ancune des parties n'a clairement défini ses positions. Le degré d'interdépendance de deux matières premières comme le mineral de fer et le charbon est l'un de ces problèmes qui provoque de véritables cauche-mars chez les dirigeants des deux mars chez les dirigeants des deur pays. Selon les dernières indications. le Japon serait prêt à accroître sa dépendance à l'égard de l'Australie si, par le biais d'accords plus précis que les textes actuels, il avait l'assurance de recevoir le charbon et le minerai de fer qu'il désire. Il pourrait aussi se voir donner des garanties concernant l'uranium — un sujet concernant l'uranium — un sujet d'inquiétude chez les Japonais depuis l'arrivée au pouvoir des travaillistes australiens. Aucun nouveau contrat n'a été conclu depuis 1972 avec qui que ce soit, et M. Connor a clairement indiqué que Canberra entend obtenir

le maximum de bénéfices du développement de ses importants gisements de mineral d'uranium (20 % des réserves mondiales connues) tout en impliquant le plus possible les pouvoirs publics dans cette mise en valeur. Mais, tout récemment, ce qui a provoqué Les liens avec Djakarta

D'AUTRE part, la crise économique interne a freiné les possibles initiatives diplomatiques de Canberra. Après avoir soudain baissé de 25 % les tarifs donaniers en 1973, le gouvernement de M. Whitlam a dû faire marche arrière afin de protéger le niveau de l'emploi et de rassurer sa base politique. Les secteurs des textiles et de la chaussure font particulièrement problème car ils sont développés en Asie mais, en même temps, fournissent du travail aux

de temps elles demeureront en place.

En dépit de l'élargissement de son champ d'action international, l'Australie continue d'accorder une priorité à ses relations avec la région, blen que, dans ce do-maine aussi, on assiste à des changements rapides et impor-tants. C'est avec l'Indonésie, et et de la chaussure font particu-lièrement problème car ils sont développés en Asie mais, en même temps, fournissent du travall aux Australiens. Des barrières protec-tionnistes ont ainsi été érigées, qui visent Taiwan, Hongkong, la Chine, la Corée du Sud et l'Inde, et nul ne sait pendant combien

fin de la guerre du Vietnam, d'autre part, l'Australie considére qu'elle peut joner un rôle utile en Indochine pendant la période de reconstruction. Depuis qu'est éteinte la querelle entre Paris et Canberra au sujet des expériences nucléaires dans le Pacifique, l'Australie s'associe de plus en plus à la France dans cette action en direction de l'Indochine. um grand émoi au Japon, on a pu se demander si ces gisements seraient même exploités, cela en raison des fortes pressions exer-cées par les puissants groupes qui, au sein du parti travailliste, mili-tent en faveur de la paix et de la

En outre, le ministre austra-lien des affaires étrangères, M Donald Willesee, a offert ses bons offices aux deux Corées lors de sa récente visite à Séoul et à Pyongyang (où l'Australie vient Pyongyang (où l'Australie vient d'ouvrir une ambassade). Rien n'indique qu'une telle initiative portera ses fruits, mais elle est le symbole d'une rupture avec l'ancienne diplomatie qui interdi-sait tout geste en direction d'un pays quelque peu éloigne de Can-berra. L'Australie avait déjà dans la région montré le voie à suivre la région montré la voie à suivre en reconnaissant le régime de Pekin. Avant longtemps, va peutétre réapparaître le grand de de M. Whitlam, qui rêve de mettre aur pied une organisation régio-

E ACCRUS...

meat from Australia

L'Australie exporte plus de viande frigorifiée sur les marchés mondiaux

que n'importe quel pays. Oui, l'Australie approvisionne plus de 100 morchés internationaux en viande de bœuf et de mouton, grâce à une industrie dynamique et en

Toutes garanties sont offertes : les contrôles d'hygiène sont effectués sous la responsobilité du gouvernement. Les produits proposés sont négociés sous couvert d'une licence d'exportation délivrée par

P . Austrolion Meat Board >. L'Australie o donc un rôle à jouer dans l'approvisionnement en vionde de la Communauté Europecane.

Pour toutes informations contacter

the European Representative THE AUSTRALIAN MEAT BOARD, Management House, Parker Street, London-WC2B 5DL (01-405-5642) Telex 28863 (MEATBRD LON).





Canberra et le Pacifique

La balkanisation de la région ne favorise pas l'harmonie des relations

Par W. D. FORSYTH*

nécessité pour eux de coopérer avec les insulaires.

propres territoires.

En 1974, l'Australie a versé
7 milliens de dollars d'aide aux
îles, la Papouasie-NouvelleGuinée recevant pour sa part
170 millions de dollars et la
garantie de se voir accorder
500 millions de dollars dans les
trois années suivant l'indépendance (qui sera proclamée le
16 septembre). Pour sa part, la
Nouvelle-Zélande a, au titre de
l'aide bilatérale, versé 5.6 millions
de dollars en 1972 et plus de
7 millions l'année suivante, l'assistance allant surtout à ses propres
territoire Insulaires mais aussi aux

territoire insulaires mais aussi aux Samoa occidentales et à la Pa-pouasie - Neuvelle-Guinée. Plus de la meltié de l'assistance accordée

par le gouvernement de Wel-lington est concentrée sur les îles

Voilà deux siècles d'autre part

par s'intèresser au bois de santal, puis au coprah, au sucre, à l'or, aux phosphates : vinrent ensuite

demine les investissements étran-gers à Fidji avec plus de 100 mil-

trielle, que vous recherchiez des composants pour

vos propres fabrications ou que voos souhoitiez

importer des praduits finis, vous devez vous tourner

vers l'Australie où des possibilités d'offaires vous

bossode d'Australie à Poris, est à votre disposition

pour vous oider à entrer en relations commerciales

ovec les sociétés oustraliennes, à l'odresse soivonte :

Ministre, Affoires commercioles,

66, ovenue d'lèno, 75116 PARIS

Ambossode d'Australie,

Téléphone: 723-54-23.

Télex: 61.752.

Le ministre, Affaires commerciales, près l'om-

UATRE millions de per-sonnes vivent sur les iles de l'océan Pacifique, dans cette immense région cemprenant la Micronésie, la Mélanésie et la Pelynésie. Sur ce total, deux cent cinquante mille sont des citoyens français. Mais dix-neuf adminis-tratiens différentes s'occupant de

français. Mais dix-neuf administrations différentes s'occupent de cette population éparpilie.

La balkanisation est donc évidente sur le plan politique. Et, pourtant, ces territoires ent beaucoup en commun sur le plan de la géographie et dans le domaine culturel; tous aspirent à l'autocemie politique et à un déveleppement social et économique. Certes, il existe des différences géographiques, culturelles, ethniques, econemiques et politiques, mais presque tous ces territoires sont très petits et peu peuplés; leur histoire est aussi celle de leur histoire est aussi celle de leur solement, qui n'a que récemment été brise par l'impact din comisolement, qui n'a que récemment été brisé par l'impact dn commerce avec l'Occident, par le déveleppement des transperts — celui de l'aviation spécialement. Tous ont subi, parfois pendant un siècle et plus, la tutelle coloniale qui n'a été que partiellement levée au ceurs des quinze dernières appées

à se faire sentir après la seconde guerre mendiale. Un écheveau de liens a commencé à se tisser en

partie en raison de la pression irrésistible des activités occidentales, en partie grâce à la prise de conscience d'une similarité des problèmes locaux; en partie aussi parce que, lel et là, les habitants des Iles partageaieot les mêmes aspirations, faisalent les mêmes réserves à l'égard des ldées occidentales. L'erganisation de contacts sur le plan régienal a aussi joué son rôle.

L'occasion de procèder à de tels échanges est apparue en 1947 lorsque l'Australie et la Nouvelle-Zélande persuadèrent la France, les Pays-Bas, les Etats-Unis et le Royaume-Uni de signer un accord mettant en place la Commissieo du Pacifique du Sud. Les Néerlandals s'en retirèrent en 1961 lersque la partie occidentale de la Neuvelle-Guinée passa sous le contrôle de Djakarta.

veile-Guinee passa sous le controle de Djakarta.

Depuis son quartier géneral de Neumèa, en Nouvelle-Calédonie, la Cemmission a, au cours de deux décennies et demie, mis sur pied de nombreux programmes sanitaires, établi des projets de dévelonpement economique et so-

La Conférence et le Forum

A L'ORIGINE, simple occasion A de timides débats, cette Conférence, qui permet aux délègués de dix-neuf communautés insulaires de se rencentrer règulièrement, s'est petit à petit transformée en un organisme à ce point essentiel qu'il a fini par absorber la Cemmission en 1974. Les deux organismes n'en forment donc plus qu'un. Les représentants des métropoles, ceux des Etats locaux indépendants et ceux des territoires encore sous tutelle se réunissent sur un pled d'égalité, chaque délégation disposant d'une voix. Les langues officielles sont le français et l'anglais. sont le français et l'anglais.

La compétence de la Conférence n'est pas plus étendue que ne l'était celle de la Commissien. Elle se cantonne aux questions tech-niques mais ne traite pas de pro-biemes administratifs ou poll-tiques.

Tout en demeurant membres de la Conférence, les Etats insulaires souverains de la région ont créé

Ancien secrétaire (australien) de la Commiss Pacifique du Sud.

cioux.

spéciolisées.

dèveloppement éconemique et so-clal, erganisé des rencontres trai-tant de sujets techniques, donné une fermatien à des habitants des îles et, ce qui est de la plus haute importance, erganisé qua-terze réuniens annuelles de la Conférence du Pacifique dn Sud.

en 1971 le Forum du Pacifique du Sud, dent les compétences ne sont pas limitées comme celles de la Conférence. Les territoires auto-nomes (îles Cook, Niue, Papoua-sie - Nouvelle-Guinée), l'Australle et la Nouvelle-Zélande ent adhéré à cette opranisation Test en traiet la Nouvelle-Zelande ent adhéré à cette organisation. Tout en trai-tant de questions pratiques — pêcheries, transports aériens, navi-gation. courants commerciaux, etc. — le Forum organise des débats politiques traitant notamment des essais nucléaires, du droit de la mer, des questions d'immigration.

L'Austraile a, pour sa part, comme d'ailleurs la Nouvelle-Zélande, tout intérêt à avoir des relations étroites avec les îles, et ceci est vrai depuis la création des deux grandes nations du Paci-fique. L'effondrement de la puissance occidentale dans le Pacien 1941-1943, et la lutte féroce qui fut menée conjointement par les Américains, les Britanniques et la France libre pour reconquérir les territoires envahls, ont impres-sionné de façon indélébile les Australiens et les Néo-Zélandais qui furent alors persuadès de la

Connue traditionnellement comme pays à voca-

tion ogricole, exportateur de loines, de peaux de

mouton et de denrées olimentaires, l'Australie fournit

mointenant oux morchés du monde entier, y compris

la France et les outres pays du Morché commun, un

éventail de plus en plus large de minerois, minéraux,

métaux non ouvrés et produits manufacturés spé-

entreprises d'importance moyenne, ne craignont pos

d'innover, fabriquent des produits d'élaboration cou-

teuse souvent destinés à des applications industrielles

En morge des grosses industries, de nombreuses

risme et les transports aériens. Les firmes britanniques, japo-naises, néo-zélandaises, cana-diennes et américaines ent elles aussi pignon sur rue à Pidji. Les Australiens ont joué un rôle

considérable dans le développe-ment de l'élevage en Nouvelle-Calédonie, de la production de coprah aux Salomon, de coprah encore aux Nouvelles-Hébrides où leurs banques sont actives; le commerce australien est florissant à Samoa, et les firmes d'import-export se retrouvent dans tout le monde mélanésien.

lions de dollars. Les sociétés australiennes sont très bien repré-

sentées dans la banque, le com-merce, l'industrie minière, le tou-

L'Australie est le premier parte-naire commercial des îles, plus d'un tiers des importations de ces territoires provenant de leur grand voisin. Elle est le premier fournisseur de Nauru, des Salomon, des Gilbert, des Nouvelles-Hébrides et de Tonga, et le second, après la France, de la Nouvelle-Calédonie

nécessité pour eux de cooperer avec les insulaires.

En tant que pays voisins, la Neuvelle-Zélande et l'Australie se sentent contraîntes d'apporter une assistance au développement so-clo-écocemique des lies et à la préservation de leurs cultures. Elles out contribué an financement du budget de la Commission (31 % pour l'Australie, 16 % pour la Nouvelle-Zélande, 14 % pour la France), sommes auxquelles il faut ajouter d'importantes contributiens velontaires en 1974 et en 1975. Canberra et Wellington ont d'autre part finance des programmes d'aide spécifiques destinés à des populatiens qui sont on ont été sous les tutelles britannique, australlenne et néo-zélandaise, tout comme Paris le fait dans ses propres territoires. Les îles du Pacifique ont acheté en 1972 pour 962 millions de dol-lars de marchandises. Le marche n'est donc pas négligeable et

absorbe un cinquième sculement des exportations des îles. L'Aus-tralie tropicale, le Queensland en particulier, a en effet des produc-tions semblables à celles des ter-

tions semblables à celles des territoires du Pacifique.
Guam et la Micronésie sont en
revanche rattachés sur le plan
commercial au Japon et aux
Etats-Unis comme les territoires
français et le condominium des
Nouvelles-Hébrides le sont à la
France, au Marché commun et
aux Etats-Unis, et les territoires
néo-zélandais à la NouvelleZélande. D'autres pays, comme les
Samoa occidentales, Tonga et
Fidji ont été directement concernés par les décisions de la C.E.E.:
ces pays voulaient avoir accès au
marché européen (Fidji désirant
en particulier vendre son sucre);
leurs économies étaient jusqu'alors

orientées vers le marché britannique. C'est pourquol ces îles se sont associées alix pays africains et aux Caralbes lors des négociations avec Bruxelles et benéficient maintenant de l'accord signé à Lomé en février 1975.

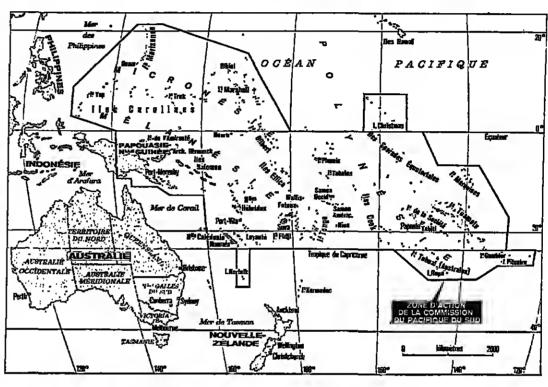
La question démographique se pose aussi dans le Pacifique. De nombreux groupes humains ont fondu après les débuts de la colonisation pour reprendre leur expansion îl y a quelque cinquante ans. Le boom enregistre au cours des dernières décennies menace d'abaisser le nivean de vie si les jeunes, de plus en plus nombreux, ne tronvent pas à s'employer et si le taux de natalité n'est pas abaissé. Jusqu'à prèsent, les campagnes de contrôle des naissances n'ont remporté des succès qu'à Fidji. les interests

for pulminant et elec-

Les travailleurs immigrés

S EULS les Samoa américaines, les Cook, Niue, Wallis et Futuna ont pu recourir de façon significative à l'émigration : envi-ron la moitté de leur population vit à l'extérieur : à Hawal, en Californie, en Nouvelle-Zélande, en Nouvelle-Calédonie; encore s'agit-il de tout petits groupes

pole et, en tant qu'ancien terri-toire sous tutelle, les Samoa occi-dentales disposent d'un quota de quelque mille cinq cents immi-grants chaque année. Mais la présence de soixante mille person-nes d'origine insulaire pose des problèmes sociaux, dans la région d'Anckland en particulier. Cepen-



voisines.

Lors du cinquième forum, qui s'est rèuni en 1974 à Rarotonga, l'Australle a a n u o n cé qu'elle consacrerait une s o m me de 250 000 dollars au financement de projets destinés à préserver et développer les cultures des lles du Pacifique. Les autres projets australlens et néo-zélandais s'appliquent à des domaines tels que l'élevage aux Iles Salomon, la riziculture à Fidji, l'aide sanitaire à Tonga, la construction de rontes et d'aéroports, l'instruction dans plusieurs territoires. L'aide est normalement insérée dans le cadre de développement local.

Voilà deux siècles d'autre part s'étend avec l'accroissement démo-graphique, les investissements et le tourisme. La Nouvelle-Zélande, la Papouasie - Nouvelle-Guinée et les îles du Pacifique ont, ces der-nières années, représenté un quart que l'Australie commerce avec les tralien. Cependant, l'Australie achète peu aux territoires du Pacifique, la Paponasie - Nouvellel'industrie, la construction, l'avia-tion, la banque, les assurances et le tourisme. Le capital anstralien Guinée mise à part. Ses impor-tations représentent moins de la moitié (en valeur) de ses exportations et le marché australien

humains. Les territoires plus peu-plés tels que Fidji, les Samoa occi-dentales et Tonga n'ont pas la possibilité de mener pareille poll-tique.

pouasie - Nouvelle-Guinée, les Salomon et les Nouvelles-Hébrides ont des ressources suffisantes pour subvenir aux besoins de leur population en expansion. Et la Polynésie française souffre surtout d'une concentration de sa population à Tahiti, mais l'armée a beaucoup investi, le tourisme se développe, l'administration dé-pense, la métropole finance. En revanche, l'avenir est sombre pour les Gilbert et les Ellice, dont la principale ressource, le phosphate, sera épuisée en 1978. Il est de l'Intérêt de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande de faire des investissements générateurs d'emplois à Fidji, aux Samoa occiden-tales, à Tonga et dans les Gilbert et les Ellice, car les jeunes de ces pays ne cessent de demander le droit d'émigrer chez leurs grands

En partie parce qu'elle possède une grande population polyné-sienne (les Maoris), la Nouvelle-Zélande a pu se montrer plus accuelliante que l'Australie. Ci-toyens néo-zélandais, les habitants des Cook et de Niue peuvent entrer librement dans la métro-

dant, le gouvernement de Wellington a accepté en 1974 d'ac-cueillir un certain nombre de Tongiens et de Fidjiens.

L'Australie a, de son côté, mo-difié sa législation et accepte désormais des immigrants non euro péens, qui peuvent s'insèrer dans l'économie et la société, mais reconomie et la société, mais seules quelque trois mille cinq cents personnes répondant à ces qualification arrivent c b a que année, et rarement des fles du Pacifique. La discrimination a, en principe, disparu, mais les qualités exigées sont telles que rett de personnes venues du Paci peu de personnes venues du Paci-fique peuvent, en falt, s'installer en permanence. Cependant, des dirigeants tels que le premier mi-nistre de Fidjl et le président Hammer de Roburt (chef de l'Etat de Nauru) exercent des pressions sur Canberra, plaidant notamment la cause des Gilbert et des Ellice. Quant aux futures relations entre l'Australie et la Papouasie - Nouvelle - Guinée dans le domaine de l'immigration, elles ne sont pas encore définies. De toute façon, le déséquilibre des échanges, le problème de l'immigration et une politique

commerciale dynamique ont terni l'image de l'Australie en Océanie. Les milieux officiels ont réagi afin de créer une atmosphère mieux en accord avec les intérêts à long terme de Canberra.

Qantas. 1er v

Paris-Orly

le gourrement le

Une technique de pointe en matière de transports. mais, dėjà, une expérience de 6 ANS avec la

membre du groupe CGM

SCTC 12 Boulevard de la Madeleine

CONTENEURS



75440 PARIS Cedex 09 Tél. 0730760 Télex Mecose 23713 F

Dons le domoine de la transformation indus-LA FRANCE IMPORTE DEJA D'AUSTRALIE LES PRODUITS SUIVANTS :

accastillage équipement vétéripaire appareils de nettoyage à la vapeu machines et eatillege machines pour les industries alimentaires

équipement photographique

machines gour filatures

pompes et materiels de graissage

(PUBLICITE)

COMMERCEZ AVEC L'AUSTRALIE

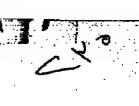
ottendent.

composants electroniques

ppareils électrociques d'essois et de mesur quiocolllerie pour portes et fanêtres médicaux et radiologiques lentilles aptiques tondeuses é gazon

matériel agricole

pièces détachées pour l'aéronautique



reign :5_; :g=

P≞

216751 Tsus M. K. ತಾಬಕ್ಕ ನ

factor



Crise économique, inflation, chômage -

Le gouvernement tente de concilier les intérêts du patronat et des ouvriers

Par PATRICE DROUIN

E secteur privé n'a aucune confiance dans l'avenir immédiat. Il est beaucoup trop imposé depuis que les travaillistes sont au pouvoir. Les dépenses publiques qui pleuvent sur le pays depuis deux ans et demi sont souvent improductives. Au train où nous allons, l'inflation avoisinera les 30 % l'année prochaine. 3 M. Peter Rosenblum, directeur général de Repco Ltd, société qui a de nombreuses filiales à l'étranger, semble particulièrement découragé.

«La récession est incontestable. Les responsables gouvernemen-taux ne cherchent plus à en mini-miser la gravité», déclare M. Eu-gène Bajkowski, l'économiste de l'A.C.M.A. (The Associated Cham-bers of Manufactures of Austra-lia). Les chiffres sont d'alleurs bers of Mannfactures of Austra-lia). Les chiffres sont d'ailleurs éloquents. A l'instar d'autres pays industrialisés, l'Australie connaît une croissance négative: —3 % environ. En 1974, son inflation a été de 16,2 % (contre 13,2 % l'an-née précédente). Les experts estiment qu'elle atteindra 20 % cette année et qu'elle sera plus forte encore en 1976, donnant ainsi raison à M. Peter Rosen-blum et à la majorité des hommes d'affaires. Le marché de l'emploi n'est guère favorable. En temps normal, le taux de chômage avoi-sine 1,5 %. Actuellement, il se situe entre 4,5 et 5 %, soit environ trois cent mille chômeurs. Cette situation contribue à freiner l'im-migration. En 1974, l'île-continent migration. En 1974, l'île-continent

australiens (1). Quant an déficit budgétaire, il pourrait atteindre 2 milliards de dollars à la fin de L'arrivée an pouvoir des travail-

L'arrivée an pouvoir des travall-listes, en décembre 1972, après près d'un quart de siècle de « règne » libéral (conservateur), ne suffit pas à expliquer ce retournement de la conjoncture. 1973, dans bien des domaines, fut une excellente année. Il y a six ans, l'industrie minière a connu un boom sans précédent. A l'ori-gine de cette belle santé : de nom-breux investissements spéculatifs. Capitalistes anstraliens et étranbreux investissements spéculatifs. Capitalistes australiens et étrangers (américains, japonais et européens en particulier) investissent à tour de bras, espérant réaliser de rapides et confortables bénéfices. En 1970, le boom a tendance à s'estomper, la spéculation se portant plus voluntiers sur l'immobilier. En 1972, s'ajoutant à une demande intérieure faible, les coûts de production progresles coûts de production progres-sent sensiblement. Pour relancer l'économie, le gouvernement libé-ral ouvre le robinet du crédit et s'efforce de remédier an chômage. Avec bien sûr une arrière-pensée : gagner les élections générales de décembre.

De nombreuses réformes sociales

queurs de cette éprenve électorale, en accordant la priorité au secteur public — souvent au détriment du secteur privé, — en engageant le pays sur la voie de nombreuses réformes sociales (nécessitant un accroissement considérable des dépenses publiques) et en se déclarant peu favorables, sinon hostiles, aux investissements sinon hostiles, aux investissements étrangers, les ministres travaillistes ont entraîné le pays sur une pente économiquement dangereuse, dans la mesure, surtout, où ils ont voulu aller beaucoup trop vite en besogne.

«Le changement est une nécessité, en Australle comme ailleurs.

Mais en voulant tout bouleverser en quelques mois, le Labour a perdu la confiance de la grande majorité des industries », nous déclare M. George Polites, directeur de l'Australian Council of Employers' Féderation. Il est vrai que les profits ont subi une chute impressionnante depuis le changement gouvernemental de 1972. Il y a trois ans, les bénéfices du

MAIS M. Whitiam et le parti travailliste sortent vainqueurs de cette éprenve électorale. En accordant la priorité au secteur public — souvent au détriment du secteur privé, — en engageant le pays sur la voie de nombreuses réformes sociales (nécessitant un accroissement considerate des déraphs en publiques) soit de la production intérieure brute (les salaires, 68 %, et les impôts, 16 %). Aujourd'hui, ils ne représentaient 16 % de la production intérieure brute (les salaires, 68 %, et les impôts, entent plus que 6 % de la PLE, la part des salaires s'élevant en creamble à 72 % et celle des impôts à 22 %, « On n'investif plus, car la rentabilité n'est plus plus dérable des dépenses mubliques) puis, car la remainte n'est plus évidente », affirme M. George Polite, Propos que nous tiendront la plupart des hommes d'affaires interrogés.

> L'omnipotence des syndicats n'a pas facilité la tâche du gouver-nement de M. Whitlam. Car en exigeant — et en obtenant — d'importantes augmentations de

a accueilli quatre - vingt mille immigrants seulement, contre deux cent mille en moyenne les années précédentes.

Malgré un léger excédent de sa balance commerciale, l'Australie a connu l'année dernière un déficit record de sa balance des palements : 1799 millions de dollars par semaine ! Ce qui dans une période connec celle que nous vions, peut avoir des conséquences fûcheuses. » Le récent conflit de la métallurgle illustre de telles craintes. En mai, les ouvriers de ce secteur ont demandé une augmentation de 20 dollars par semaine ! Ce qui dans une période contrôler. Co qui, dans une période contrôler. Co qui due nous vions, peut avoir des conséquences fâcheuses. » Le récent conflit de la métallurgle de la contrôle de la métallurgle contrôle de la métallur donna lieu à d'interminables dis-cussions an sein du gouvernement entre les syndicats et le patronat et nécessita l'arbitrage d'une com-mission. Les quatre cent mille métallos n'oni toutefois pas ob-tenu gain de cause, ce qui a atténné la morosité patronale et les difficultés économiques du gouvernement.

c Les négociations salariales se jont à deux niveaux : il y a tout d'abord une négociation collective au niveau de la branche d'activité ; il y a ensuite, et souvent en plus, un murchandage au niveau de o ha que entreprise. Cette seconde étape a de plus en plus tendance à se substituer à la première », affirme M. Collin, un des directeurs de la division internationale de la Bank of New South Wales, la banque la pius importante d'Australie. Et d'ajouter : a Comment voulez-vous que le secteur privé joue véritablement son rôle dans de telles conditions? Les syndicats sont tout puissants ; les augmentations salariales dépassent largement 30 % par an ; les prix ne sont pas contrôlés mais étroitement surveillés par le gouvernement, et la veillés par le gouvernement, et la productivité a tendance à stagner. Parier de lutte contre l'inflation et de relance des investissements, dans un tel climat, est une

M. Whitlam et le gouvernement ont certainement commis des erreurs dans le domaine économique. Mais ils ont surtout eu la malchance de succèder aux libémalchance de succéder aux libéraux à une mauvaise période.
L'Australie est très dépendante de la conjoncture mondiale.
Grande exportairice de matières premières (agricoles et minières en particulier), elle a donc été touchée de plein fouet par la récession américaine, japonaise, européenne, et par la chuie des cours de certaines ressources naturelles.

Depuis que la récession a atteint la plupart des pays industrialisés, les cours des matières premières les cours des matières premières alimentaires on t tendance à stagner, sinon à régresser. L'Anstralie est un des pays les plus touchés. Les exportations agricoles ne représentent-elles pas près de la moitlé de ses exportations totales? C'est ainsi que certaines de ses exportations ont chuté en 1974 par rapport à l'année précèdente: —480 millions de dollars pour la viande de beuf et de reau. —41 millions pour la viande de monton et d'agneau. Quant aux exportations de laine, qui rapportent annuellement 1,3 mil-liard de dollars en moyenne, elles n'ont atteint que 835 millions l'année dernière (3).

l'année dernière (3).

Le renchèrissement de ses importations pétrolières (le pays est autosuffisant à 75 % en matière énergétique) — 648 millions de dollars en 1974, contre 196 millions l'année précédente — a été compensé par les plus-values réalisées sur certaines de ses exportations minières : + 152 millions de dollars pour le charbon, + 142 millions pour le mineral de fer, + 63 millions pour le plomb.

Premier producteur de laine du globe, deuxième producteur de viande, l'Australie attend des jours meilleurs pour prouver sa vitalité. Grâce à la richesse de son sous-sol (fer, bauxite, uranium, nickel, plomb, zinc, argent, cuivre, manganèse, phosphates, étain, charbon, or, pétrole, gaz naturel), elle ne devrait avoir

ancun mal à se hausser à la hau-teur de ses ambitions. Les respon-sables de l'économie — à quelques exceptions près — ont le senti-ment qu'ils devront, un jour ou l'autre, prendre la décision d'exploiter quelques - unes des richesses enfoules dans le sable ou les roches du pays ou les roches du pays.

De profondes divergences existent déjà entre Canberra, la capitale fédérale, et plusieurs Etats. En s'appropriant par exemple, depuis août 1974, la responsabilité de l'exploration, dn développement et de la distribution des ressources minières et pérrolières du pays, le gouvernement fédéral ne s'est pas fait que des amis du côté de Melbourne, d'Adélaide ou de Perth, la belle capitale de l'Australie-Occidentale. Les dirigeants de cet Etat — qui détient 88 % du mineral de fer australien, 70 % de l'or, 31 % des céréales, 20 % de la laine — ont une vision économique moins nationaliste que M. Rex Connor, le ministre fédéral des mines et de l'énergie.

Les dogmes remis en cause

A PERTH, et dans l'ensemble A de l'Australie-Occidentale, la mystique de la « conquête de l'Ouest » n'a pas disparu. Il est vrai que certains chiffres peuvent donner le vertige. Les montagnes de fer du Pilbara renferment 120 milliards de tonnes d'héma-tita presume runs. De quei suffire tite presque pure. De quoi suffire aux besoins de l'ensemble du globe durant deux siècles !

L'Australie, qui ne veut pas devenir la Mandchourie du vingt et unième siècle — « il n'y a aucune raison que le Japon projite de nos matières premières pour envahir commercialement l'Asie du Sud-Est », n'hésite pas à déclarer un hanquier de Sydney, — demeure un Eldorado pour de nombreux investisseurs étrangers. Mais ces derniers restent très prodents et ne donnent pas l'impression de faire confiance à la politique économique travalliste. Il est vrai que le climat social n'est pas tout à fait serein. En outre, les salaires australiens sont assez élevés — 150 dollars par semaine en moyenne (3 710 FF par mois) — pour une producti-

nombreux mois avant que les capitaux étrangers reprennent massivement le chemin de l'Aus-traile (4).

Nous ne sommes pas du tout hostiles au profit. Car sans profit il n'y a pas d'investissements pos-sbles. Or sans investissements la sibles. Or sans investissements la création de nouveaux emplois se révèle pratiquement irréalisable. » Pour M. Bob Carr, un des responsables des syndicats de la Nouvelle-Galles-du-Sud, une certaine connivence existe actuellement entre les différents partenaires sociaux. « A la différence de ce qui se passe dans le Royaume-Uni, ajoute-t-il, il ny a pas ici de latte de classes. Co qui permet un minimum de coopéa pas ici de latte de classes. Co qui permet un minimum de coopération entre les syndicuis et les employeurs en période de crise. La montée du chômage explique ce changement d'attitude. Maintenir l'emploi et, si possible, faciliter l'insertion des jeunes dans l'appareil économique est devenn la priorité des priorités. Le gouvernement fédéral a consacré des sommes de plus en plus impor-

fonctionnaire rendu quelque peu inquiet par la débâcle américaine au Vietnam du Sud et au Cambodge. Depuis quelques mois, la géopolitique jous un rôle important dans la stratégie économique du gouvernement et dans les acémandes de l'apportion egnservanarios » de l'opposition conserva-trice. L'analyse la plus courante est la suivante : l'Austrelle fait partie du monde occidental, mais elle est très éloignée de l'Occi-dent; peu peuplée et riche, très riche même maigré la conjoncture actuelle elle est entourée de pres actuelle, elle est entourée de pays pauvres et surpeuplés; peut-elle ou doit-elle rester cet flot de pros-périté blanc dans une région guettée par la paupérisation et la famine?

acrossement de l'immigration et au priode de crise, un problème que nous n'arriverons peut-être jamais à résoudre », nous déclare M. Brian Murray, fonctionnaire au ministère de l'immigration. « Car, ajoute-t-il, il n'est pas sûr quo l'opinion publique accepte, surtout en période de crise, un accroissement de l'immigration et la fin du doors neu convable. accroissement de l'immigration et la fin du dogme, peu avouable, de la «White Australia» (l'Australia blanche). » L'île, dont la superficie est quatorze fois celle de la France, ne devrait pas compter plus de 20 millions d'habitants en l'an 2000. Le pays pourrait héberger et nourrir beaucoup plus de bouches. Ce n'est ni la place (68 % de la population vivent sur 10 % dn territoire) ni les ressources agricoles qui manquent, mais plutôt la volonté des uns et des autres de rompre avec uns et des autres de rompre avec un passé confortable et quelque

(1) 1 dollar australien : 5,50 FF environ, Il a été dévalué de 12 % en septembre 1974, Auparavant, Il avait été révalué de 7,05 % en décembre 1972 et de 5 % en septembre 1973.

(2) Le confédération coiffe tous les syndicats; elle est l'équivalent du Trade Union Congress (TUC) britannique.

(3) L'Australie compte 150 millions de moutons (pour 13,5 millions d'nabitants !), qui foirnissent prés de 30 % de la laine produite daus le monde entier, Le rendement moyen d'un mérinos est de 4,500 grammes.

liste. Il est vrai que le climat social n'est pas tout à fait serein. En outre, les salaires australiens sont assez élevés — 150 dollars par semaine en moyenne (3 710 FF) par mois) — pour une productipar mois par les esteur privé).

antipodes, les semaines de trentecinq heures de travail sont courantes. Il se passera peut-être de semble de l'Asie », estime un haut (4) Les intérêts français en Australie représentent quelque 300 millions de dellars (1.650 millions de EFP). La piupart des grands cont au moins une représentation commerciale à Sydney ou à Melbourne. En 1974, la França a achaté pour 1.784 millions de FF (18 millions de FF). La piupart des grands cont au moins une représentation commerciale à Sydney ou à Melbourne. En 1974, la França a achaté pour 1.784 millions de FF). La piupart des grands cont au moins une représentant quelque 300 millions de dellars (1.650 millions de EFP). La piupart des grands cont au moins une représentant quelque 300 millions de dellars (1.650 millions de FFP). La piupart des grands cont au moins une représentant quelque 300 millions de dellars (1.650 millions de FFP). La piupart des grands cont au moins une représentant quelque 300 millions de dellars (1.650 millions de FFP). La piupart des grands cont au moins une représentant quelque 300 millions de dellars (1.650 millions de FFP). La piupart des grands cont au moins une représentant quelque 300 millions de PFP). La piupart des grands cont au moins une représentation commerciale à Sydney ou à Melbourne. En 1974 millions de FFP). La piupart des grands cont au moins une représentant quelque 300 millions de dellars (1.650 millions de PFP). La piupart des grands cont au moins une représentant quelque 300 millions de producti-la production des jeunes de dellars (1.650 millions de FFP). La

Le plomb peut-être fatal

Le plomb semble inottensit... jusqu'à ce que vous l'absorbiez. C'est alors un dangereux poison qui s'accumule dons votre organisme. Mais VARIAN-TECHTRON le surveille pour vous avec lo

Trop de plamb dans l'atmosphère, dans une rivière polluée, ou dons ao revêtement mal soigné, risque d'être aussi mortel... qu'ene balle de « 45 ».

C'est une équipe de scientifiques australiens qui a développé oo oppareil d'onalyse physico-chimique appalé « spectromètre d'absorption atomique » (pour détecter les atomes et non les briser), permettant de découvrir les traces de plomb avant que celles-ci ne vous descendent... six pieds

VARIAN-TECHTRON, Société australieune, fait boune garde partout où lo pollution





Leader du marché français, au service de ses assurés en Australie comme dans le monde entier

SYDNEY: 44, Miller Street (GPO Box 3690) - Tél.: 929-98-31

MELBOURNE: U.M.S. 543 Little Collins Street - Tél.: 62-6367 BRISBANE: U.M.S. 344 Queen Street - Tél.: 21-5162

Qantas. 1er vol direct Paris-Orly/Australie

OF2:Départ chaque dimanche à une heure pratique: 21 h 05.
Un 747B spécialement aménagé par QANTAS pour votre confort:
une meilleure insonorisation, des sièges plus spacieux
et le bar-salon de première classe, le Captain Cook Club,
surplombant le monde.
OF2:Vingt-quatre heures de détente pandant lesquelles
vous serez choyé par QANTAS.
QF2:Quatorzième voi hebdomadaire QANTAS reliant
rEmme à l'Australie par Baluein. TEurope à l'Australie par Bahrein, Kuala-Lumpur (escale technique), Singapour puis Sydney et Melbourne

7, me Scribe - 75009 Paris - Tél. 266.62.00

HISTOIRE de l'unité européenne, de Jean Lecerf, était un livre optimiste sous un titre un peu était un livre optimiste sous un titre un peu téméraire, qui, dans le second valume, devient un sous-titre plein d'interrogations inquiètes et de doutes alarmés. N'était-il pas assez exaltant, on effet, pour qui avait la foi et passait outre aux ombres et unx mirages, d'écrire l'histoire de la fondation et des fondateurs, au molus jusqu'au traité de Rome? Ce traité que de Gaulle, il l'a dit, n'aurait jamais laissé se faire tel quel. Qu'en serait-il advenu, en mieux ou en pire? Il s'en est failn d'un an. Après quoi, la France devient incommode; puis e'est le fameux veto de 1965:

It s'en est tain d'in an. Après qual, la France devient incommode : puis e'est le fameux veto de 1963.

L'histoire reprend où elle uvalt été laissée, en 1965 : avec la crise de la «chaise vide». Pourtant, l'auteur n'est pas même tenté de desespèrer, et il affirme la constance de sa foi en reprenunt poux les trois parties de son nouveau livre lo triptyque de Maurice Sebnmann : « Achever, élargir, approfondir ». De la ropture — on feinte ropture — par laquelle est démontre que, si la France ne peut imposer son Europe, il n'est pas d'Europe sans elle, jusqu'aux «sommets» do Paris et de Copenhague, le lecteur trouvera dans ce second volet de l'ouvrage l'exposé le plus elair et le plus complet d'une évolution où, en dépit des vieissitudes, l'auteur contione de voir un progrès, une édification, souvent difficile et toujours leute, mais qui monte vers son couronnoment. Il souligne les événements décisifs du solennels — tel le «coutrat de mariage» (il ne parle tout de même pas de noces) avec la Grande-Bretagne — et même de «rèves réalisés». A la fin seulement commence de poindre l'inquiétude, avec la montée du péril : celui-ei, pls qu'une explosian, un éclatement du un simple éclat : la paralysie». Cela ne sanrait effacer les grandes beures et les c heures fécoudes » de la « première puissance commerciale du monde et l'une des premières puissances industrielles ». monde et l'une des premières puissances industrielles ».

A travers son histoire, Jean Lecerf apparait comme un Enropéen elassique: il ne conteste ni la nature ni les structures de la Communauté, et moins encore son existence. Il considère, en somme, les Cinq, puis sou existence. Il considère, en somme, les Cinq, puis les Huit, comme de bous Européens et épouse discrètement la thèse de la France réticente et géneuse. Ne porte-t-il pas, très discrètement aussi, le deuil de la C.E.D. " Pour lui, enfin, l'affaire e multinationale a Europe-Eints-Unis est une « querelle d'amis ». Il demeure un fervent et un eroyaut de l'Europe — entendez : de l'Europe telle qu'elle est, ou a tenté d'être — avec ses étoiles, son azur et son Hymne à la joie.

En face, le refus brutal — plein de dauleur secrète et de déplt amdureux — de José Fralon, qu'exprime un titre tranchant. Il est eurieux, solt dit eu passant, qu'on doive à M. Messmer, dout les plus grands mérites ne semblent être ni dans l'éloquence ni dans l'écriture, les deux formules qui ont fait fartune et que tout le monde reprend inlassablement sans payer de droits d'auteur: la «petite phrase»; et le : «C'est finix. L'Europe, danc, c'est fini. Bien mieux, du bien pis : cela e u'a jamais commencé ».

On voit tout de sulte que nas deux Européens ue parient pas de la même Europe: l'un craint pour celle qui existe; l'autre dénie cette existence et rève d'une autre que la première occulte et insulte; dont elle empêche l'avènement; dont elle a peut-ètre détruit d'avance l'image dans l'esprit des peuples. C'est que a naus vivons dans un système politique, écondmique et social incapable de donner carps à une grande idée a.

Critique radicale, donc. de ee qui sons le nom d'Europe, n'est qu'une société unonyme : et d'abord une « supercherie », un faux-semblant, une imposture. Et

L'exposé — partial, diront les uns, lucide diront les autres — des faits va de pair avec la critique des institutions, de leur fanctionnement, et même des fauctionnaires — n'e théâtre d'ombres et ses acteurs » — et débouche sur l'analyse des causes du » ratage éblouisdébouche sur l'analyse des causes du » ratage éblouissant » des projets d'union économique et munétaire.
Même les deux «succès», mis entre guillemets — la
coopération au développement du tiers-moude et la
politique agricole, — sont dénoncés comme une source
de profits pour quelques-uns, une doperie pour les
autres. Quant aux États-Unis — « dixième européen »,
ou plutôt le premier — nous sommes assez loin, avec
José Fraldn, de la « querelle d'amis ». On peut résumer
son analyse en deux mets : domination et exploitation.
Il conclut ce chapitre sur une citation du président
Ortoli ; « Les dernières années ont marquie non seulement un recul de l'indépendance de l'Europe, mais
aussi de ses possibilités d'indépendance. » Le même
discours contenait un passage, nou pronducé, où il était
question du « fait impérial américain ».

PROCES et requisitoire, donc, sans la moindre eir-Le consisance atténuante. Le tronvera-t-on excessif et injuste? Mais, au bout du compte. cette démystification ne rejoint-elle pas, à travers ta différence évidente des positions idéologiques. l'inquiétude de Jean Leceri? Au reste, fait-on un procès à une morte?

reste, fait-on un procès à une morte?

José Fraidu reprendrait volontiers le fameux triptyque, mais avec un humour macabre, « Achever »: la moribonde: « élargir, approfondir »: sa tombe. Assistons-nous à l'enterrement d'Europe? Malgré Ini, José Fraion ne se résigne pas à désespèrer, puisqu'il écrit: « Pour renaître, paraît-il, il faut mourir, » Pour Ini, c'est déjà fait, et il croît donc à une résurrection. Mais il ne croît ui au miracle ni aux dieux. Si ce n'est évidemment pas biercure, ce u'est pas non plus quelque Jupiter qui « enièvera » Europe à Plantos: ce sout les penples, s'ils en prennent les moyens. Encore faudrait-il que cette Europe leur soit désirable; et, pour commencer, qu'elle leur soit visible.

La Communauté en péril, de Jean Leterf, Coll. e Idées s. Gallimard, Paria, 1975, 415 p., 9,40 F. L'Europe, c'est fini, de José Fralon, Chimann-Lévy, Paria, 1975, 258 pages, 28 F.

PROCHE-ORIENT

NUIFS ET ARABES EN PALESTINE - Jean-Paul Kauffmann et Daniel Le Gac ★ Editione du Centurion, Paris, 1975, 158 pages, 18 F.

A Editione du Centurion, Paris, 1975, 158 pages, 18 F.

La collection « Basio », dans laquelle est publié ce court ouvrage, a pour propos de présenter le monde actuel d'une façon elimie et didactique. Et c'est blen, co effet, ce qu'ont fait les deux auteurs de Juijs et Arabes na Palestine, deux journalistes intéressés depuis de nombreuses années par les questions du Proche-Orient. Fes d'analyse nouvelle, pas de point de vue original sur ce problème qui est au centre de l'actualité moodiale depuis plus de vingt-cinq ans, mais les éléments d'un dessier qui se succèdent en de très courts chapitrea, recouvrant près de qoatre mille ans d'histoire de la Palestine. Les auteurs retraceut les rapports des peuples juif et arabes ou cours de leur longue cohabitation, souvant fratricide, la naissance du sionisme — qu'ils placent dans le contexte du réveil des nationalismes au XIXº elècie et de lo persécution des juits en Europe, — la prise de conscience de l'eolité palestinieuse par ceux qui furent chassés de leur terre il y a un quart de alècie, et insistent tout particulièrament sur la responsabilité des grandes puissances da ns se conflit. Esquissant lo situation en 1973, les auteurs terminent leur livre en se demandant al la paix entre Arabes et Esraéliens est aujourd'bul possible. Elle oe peut l'être, en tous les cas, que si les pays arabes reconnaissent le fait ustional palestinien.

C. C. E. C. C. K.

ISLAM. PERSPECTIVES ET REALITES. -Seyyed Hossein Nasr

* Bnebet/Chastel Editeurs, Paris, 1975. raduit de l'anglais par El. Crès, 224 pages,

traduit de l'angleis par H. Cres, 224 pages, M.85 F.

Cet essai, destiné surtout oux Occidenteux, expose os qu'il y a de plus universel dans l'islam, ainsi que ce qui sousteed les eroyances de l'ensemble des branches orthodozes de la tradition. L'auteur, un Iranien, fervent musulman, étudie de l'intérieur la réélatiou qui duit susciter la fui dans une « réalité transcendante », le Coran, corpus de cette révélation, le prophète, messager de la parole dieine, le dennier des envoyés de Dieu. Devenir musulman, o'est accepter la Loi divine, in Shari'ah. S. H. Nasr l'èrige en voie universelle, destinée à tous les bommes et qui leur permat e d'atteindre toutes les possibilités de l'état humain sur le plan de l'individu ». C'est avec la même force et la même cooviction qu'il présente lo Tariqah, ou voie spiritueils (soulisme). Il o'agit là de la dimension intérieure et ésotérique de l'Islam. L'auteur ae montre plus prudent quand ti aborde le problème de la division au sein de l'orthodozie qui a douné nulasance au Sh'isme, tendance partisane d'un successeur du prophète Mahomet, par opposition au Sunnisme qui opta pour la succession par khalifa (calife).

Ce ilvre, qui est surtout théorione.

qui opta pour la succession par amana-(calife).
Ce livre, qui est surtout théorique, omet, par complaisance peut-être pour la théologie établie, d'analyser les véri-tables réalités de l'islam en tant que re-ligion et en tant qu'idéologie détournées par les alasses dominantes.
T. B. J.

AFRIQUE

LA RÉVOLUTION NATIONALE ALGERIENNE ET LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS. -J. Jurquet.

★ Editions dn Centenaire, 70, rue de Bel-leville, Paris, 1974, tome 2 : 603 pages, 45 F. * Editions du Centenaire, 70, rus de Beileville, Paris, 1974, tome 2: 603 pages, 45 F.
S'appuyant sur une solide analyse de textes variés, rassemblés ensuite dans une anuers de 150 pages, J. Jurquet, dans le second toma de sou étude qui vo de 1926 à 1939 (deux volumes resteot à paraître), présente l'évolution de la ligne suivis par les socialistes puis par les communistes français et algériens eur la question coloniale algérienne, Le problème soulevé est, bleu sur : comment des socialistes, le P.C.P., puis le P.C.P., ont-ils pu achopper sur l'idée de l'indépendance nationale de l'Algérie, liée à la stratégie globale de lo Inte cootre l'impérialisme, alors qu'elle allait de soi pour l'Indochine?

L'auteur constate l'affroutement de plusieurs courants: le courant socialiste assimilationniste d'inspiration jourssieurs du début us disparaît pas après le congrès de Tours et resurgit avec le Front populaire. Un autre suit les recommandations de la IUs Intercetionale sur le soutien à seconder oux luttes des peuples colonioux, impulse les actions de l'émir Khaled et de l'Etoile nord-africaine à ses débuts, l'apogés de cette tendance vite minoritaire coincidant ovec la guerre du Rif. Une troisième tendance s'impose, qui a'aligne our les contraintes de la vie politique intérieure française; la réalisation du Front populaire, puis la priorité de la lutte antifasciste. Ce courant majoritaire. un rione populate, pue la priorite de la lutte antifascisto. Ce courant majoritaire, fortement incarné par Maurice Thoras à partir de 1934, sépare rapidement, et, bieu-tôt, définitivement, communistes et natio-

partir de 1974, separe rapidement, et, hieutôt, définitivement, communistes et nationalistes.

En dépit d'un etyle idéologico-pédagogina parfois lassant, la démonatration
est fort bien conduite. Elle montre que
l'idée que e l'émancipation des populations
indigènes de l'Aigérie ne pourra être que
la conséquences de la révolution en
France e u'a jamais été dépassée.

Pourtant le livre ne concaine pas
complètement en chargeaut politiquement
et moralement la persoune de Maurice
Thores de l'eutière responsabilité de la
ligne sulvie. Force est de constater que
l'idéologie européo-centriste a affecté
durablement toute la société, commonistes inclus, et pins ou moins influencé
les sociétés coloniales selon leur proximité
géographique et l'importances du peuplement européen. Son poids se fait sentibien au-delà de la proclamation de l'indépendance, an point que certaines étites
politiques algérieunes continuent de a'y
alimanter, nu grand désespoir des nationalistes authentiques.

R. W.

L'ESCLAVAGE EN AFRIQUE PRECCLONIALE. * Maspero, Bibliothèque d'anthropologie, Paris, 1975, 582 pages, 75 F.

A Maspero, Ribilethèque d'anthropologie, Paris, 1975, 582 pages, 75 F.

Lorsqoe l'udministration colonials francalse découvrit l'esclavage en Afrique de
l'Ouest, elle es trouva placés devant le
dilemme cuivant: ou bleo y metire un
terme, dans l'esprit des grands principes
elvilisateurs de la République, ou blen
fermer les yeux sur une pratique réprébenable qui comportait oéanmoins quelques avantages politiques. Les choses
devalant évoluer lentement jusqu'en 1906,
date à laquelle était décidés une mesure
d'émancipation générale. En Afrique
sahélo-soudanieune, les effets de l'ébolition furent assez spectaculaires et entrainièrent le départ de milliers d'esclaves
doot beauconn n'eurent d'autre issue que
de s'engager dans l'armée coloniale ou
d'entrer eu service des colons français,
Cependant les esclaves nés en servitude
demeuraient, pour la quasi-totalité, près
de 'eurs maltres, et ils continuent encore
à transmettre leur état à leurs descentants, el blen que les séquelles de l'esclavage soot de ce fait toujours observables
dans des pays comme le Sénégal, le Mail,
la Guinée, la Côte-d'Ivoire et la bouclo
du Niger.
En dépit de ces insolites persistances,

la Guinée, la Côte-divoire et la boucio du Niger.
En dépit de ces insolites persistances, l'ethnologie est toujours restée si discrète sur cette institutiou qu'on lira ovec un intérêt tout neuf les dix-sept études russemblées par Claude Meiliassoux et consacrées à l'esclovage dons l'Afrique précoloniale. Les auteurs de cet ouvrage collectif se sont en ettet attachés, d'une part, à distinguer l'ampieur et la localisation du phénomène, du quinzième au dix-neuvième siècle, et, d'autre part, ils ont tenté de cernar le statut économico-juridique de l'esclave en mêms temps que son degré d'intégration dans lo société.

J. C.

● RAPPORT SUR LA TORTURE, Amnesty International (Gallimard, Paris, 1974, 250 pages, 36 F). — Cet ouvrage, réa-lisé à partir de documents réunis par Annesty International constitue un dossier accabiant et la preure de l'exis-leuce d'une méthode de plus en plus utilisée à des fins policières, politiques et réncessives.

L'ECONOMIE AFRICAINE 1975

* Société africaine d'édition, Paris, Dakar, 1975, 342 pages, 138 P. Dakar, 1975, 342 pages, 138 P.

Cet ouvrage collectif, sous la direction de P. Blarnès et L. Dutrien, est un tableau très complet, économique principalement — mais dans le cadre géographique et démographique, — de l'Afrique noire, limitée aux quatorze Etats de la zoue franc, considérés néparément. Tout ce qui concerne la production et les services, la politique économique, les échanges et les cutentes, est traité point par point, dans l'exposé des raits, des chiffres, des statistiques, ovec une grande précisieu dans la documentation, Y. P.

ANNUAIRE DE L'AFRIQUE DU NORD 1973. — Centre de recherches et d'études sur les sociétés méditerranéennes

* C.N.R.S., Paris, 1974, 1387 pages,

Sociétés méditerranéennes

** C.N.R.S., Paris, 1974, 1387 pages,
259 F.

Récolntion populaire en Libye, congrès
des grandes organisations internationales
en Aigérie, mise en application des plans
de développement en Tuniste et au
Marce, « morocanisation » de lidmbreux
secteurs de l'économie chérifieune, telle
est la richesse événementielle de 1973
pour les pays du Maghreb et la malière
des chrouiques documentaires de ce gros
Annnaire (1300 pages) qui comple désormais une série de robriques définitivement établiès et dans lequel la Mauritanie fait une première et discrète apparition — en attendant mieux — sous
la forme d'un article de présentation
générale.

Les questions culturelles au Maghreb
constituent le thème de la partie
« Etudes » consacrée, d'une part, à l'analyse des politiques culturelles et, d'anlyse des politiques culturelles et,
coloniales différentes, les politiques
culturelles respectives es coloniales
culturelles respectives es coloniales
culturelles de l'édification d'une unité
entiturelle commente indirects et feutrés
affrontemente indirects et feutrés
antre les tenants d'un certain « retour »
à la civilisation islamique originelle —
que traduisent les projets de c renationalisation » en es qui cones roe lo Tuniste, d' e outbecticité », pour l'Algérie
et d' e sarabisation » pour le Marco —
et les partisans d'une « techno-culture »,
adversaires du mareboutisme et défenseus d'un projet culturel étroltement
associé aux besoins de la modernisation,
illustré par les thémes d' « ouverture »,
de c décentralisation » et de c démocratisation ». La vocation idéologique de la
politique eulturelle est particulièrem

Le Monde réalise chaque semaine

UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

RÉSERVÉE AUX LECTEURS RÉSIDANT A L'ÉTRANGER

Numéro spécimen sur demande 5, rue des Italiens, 75427 PARIS - CEDEX 09

FRANCISCO FRANCO : LA CONQUETE DU POUVOIR (1892-1937). — Philippe Noutty * Denoct, Paris, 1975, 560 pages, 50 F.

* Denoël, Paris, 1975, 560 pages, 50 F.

e Nous voici donc — cas unique permi
les dictateurs bottés de son époque —
cn présenes d'un destin entièrement
accompli. Musolini, et plus encore Hitler,
ont riolé l'Histoire et en sont moris;
Franco l'n épousée oprès l'evoir forcée. »
Depuis le début du livre — nous sommes
b lo deuxième page du prologue — le
ton est donné. Le ettle nerveux de
l'auteur, incantestablement maître co
son récit, entraine le lecteur eans poine
jusqu'au bout d'un bou demi-militer de
pages. Mais la vitesse grise souvent Ph.
Nourry, qu'i ne craint pas les raccourels.
N'appelle-t-il pas le dictateur Miguel
Primo de Rivera un e mullitée espagnoi »? N'y 2-t-il pas, d'après lut, un
évideot clivage entre communisme et
fasciame, et e'est pourquoi le socialiste
Prieto. à la dittérence d'un Doriot.
« faute d'être passé per l'Egise communiste (...) ne pouveit en nucun cas
être tenté d'épouser lo liturgie de José
Antonio », le tondateur de la Phalange?

Blen que l'auteur avoue groit » tenté

 \mathbf{P}^{ϵ}

*0:27 talia. Véga

reduce

೯೭೦೩೦ ರ

dirette

Antonio », le tondateur de la Phalange?

Blen que l'auteur avoue avoir « tenté tout simplement, et sens parti pris évident, de raconter, à travers in chronique de son temps, ce que fut (...) la conquête du pouvoir par ce général qui s'appeloit Franco », et reconnissant même la responsabilité personoelle du dietateur espagnol dans la féroce répression qui suivit sa victoire, ce livre n'en reste pus moius une entreprise de justification du coup d'Etat franquiste. Celui-ci se fuit contre un gouvernement fermement étagé par l'expression sens équiroque de la souvernemente populaire » mais « eviait la peuche révolutionnaire qui avait pris l'initiative de détruire les institutions républicaires » dans la révolte des Asturies deux ans auparavant. Les militaires ne firent que devancer un putsch révolu-

tionnaire, a hypothèse (qui) était depuis 1917 une des constantes de l'histoire de l'Espagne ».

Le manque s.

Le manque d'originalité d'un tel argument est compensé par un point de vue beaucoup plus personnel conesrnant l'internationalisation du conflit espagnol. En ettet, pour Philippe Nourry, « le question reste posée de sevoir ri les dicteteurs (fitter et Mussolini) nuraient osé apporter une aide immédiate à la rébellion s'ils n'y evalent eté encouragés per l'attitude du pouvernement français ».

En fignat les traits sembres du frances

En francia s.

En firant les traits sombres du franquisme sur la personne de Pranco et son sotourage de généraux « africanistes », l'auteor, consciemment ou con, ne rend pas un mince service, dans les circonstances actuelles, aux partisans d'un franquisme sans Pranco.

LES INSTITUTIONS ESPAGNOLES. — Jean

lestas.

** P.U.F., collection a Que sals-je? n. 1975. 128 pages, 5.50 F.

Le centre du tivre est nne étude politique et juridique estaustive des institutions espagnoies actuelles, à partir dus salois fondamentales s'élaborées à Burgos après le remise à Franco de tous les pouvoirs. Mais l'auteur c'attache à reodre plus évidente la fracilité d'une construction apparemment solide, ca remontant dans le temps depuis 1800 : précarité instabilité troubles, rébellious, coups d'estat, déchirements dyonstiques, sont le lot de l'Espagne; au point que J. Testas se demande el cette décadence continue a n'a pas grevé à jamais les possibilités d'avenir d'une royanté espagnoie n.

Y. F.

POMPIDOU ET L'EUROPE. — Pierre Bernard Cousté et François Visine

* Librairies techniques, Paris, 1974, 208 pages, 32 P.

A Libraines recuniques, Fans, 1978, 288 pages, 32 P.

Pierre Beroard Cousté, député du Rhône et vice-président du Pariement européen, et François Visine, auteur de nombreux ouvrages de droit européen, sont des partisans déclarés de la construction d'uoe Europe confédérale respectueuse des diversités de langues, de mœurs, d'hobitudes, nettement plus proche de l' « Europe des patries» que de l'Europe lotégrée. On n'attendra cependant pas de ces pompidoliens devenus giscardiens une option tranchée en faveur d'uo couteon social ou socialiste des institutious qu'ils préconisent. Leur ouvrage comprend, dans une première partie, l'anaiyse de la politique européenne du président Pompidou, puis une série de citations des discours les plus importants. A ce titre, ti est déjúfort utile. Viennent ensuite une chronologie très détaillée et, ce qui se fait rare dons l'édition française, un lodex et une abondante bibliographie comportant les noms des éditeurs. Qu'on partage ou non les positions des auteurs, d'ailleurs exprimées avec mesure, on se trouve en présence d'on instrument de tracail fort bien fait.

LA SUEDE ET LA QUALITE DE LA VIE -Guy de Faramond ★ Le Centurion, Paris, 1915, 131 pages,

Guy de Paramond, qui a été correspon-dant du Monde à Stockholm pendant six ans, donne de la Suéde une des-cription éloignée de l'apologie mais qui démeot une appréciation pessimiste qui a coors depuis pen et salon laquelle le fameux « modèle » ne l'est plus, sionn celui d'un échee.

celui d'un écbet.

Modèle de démocratie d'abord, où la loi est vraiment égale pour tous et traiment appliquée. Mais l'égulité n'estelle pas un leurre dans un aystème économique demeuré capitaliste, même si le pouvoir politique est aocialiste? Et un socialisme qui n'a procédé qu'à une seule et unique nationalisation. Sans doute. Mais, d'une part, l'écrat des revenus et des modes de vie n'est pas choquant comme dans trop de pays capitalistes; d'autre part, seidn l'auteur. Je pouvoir économique a commencé de guisser des maius du capitalisme pour passer dans celles de l'Etst.

Le litre procéde par questions et ré-

lisme pour passer cans celles de l'Etat.

Le livre procéde pur questions et réponses, claires et préciser, sur tous les sujets : des institutions politiques et sociales à la vie sexuelle, en passant par la protection de l'environnement (où la Suède est estrainement un modèle). Le législation du divorce est eu ovance de façon écrasante sur nos timides réformes : il est autometique et immédiat eur demande des deux conjeints : automatique, oprès un délai de aix mois, eur demande d'uo seul. Il est vrai que le maringe est de moins en moins pratiqué.

Haut niveau de vie, mais vide de la Haut niveau de vie, mais vide de la vie? Le tivre fait justies de cette imputation, et notamment de ce que la Syède serait le premier pays d'Europe pour le udmbre de suicides : il n'est « que a le cinquième, Statistique tout de même un peil négatiee pour justifier de l'équilibre et du bonbeur. Y. F.

méthode nouvelle de psychologie Self Création Institut

30 minutes de l'Étoile

Paresse, timidité, dyslexie, angoisse, retard : vaincre: toutes difficultés d'ottention, de concentration, de mémorisation dans toutes matières. Dynamismo, méthode de travall, sens des responsabilités, réussite. acquérir :

A TOUS NIVEAUX

pension - week-end - consultations - conseils consultation à Paris sur rendez-vous

Documentation sur demande :

SELF CREATION INSTITUT, 47-49, rue de Paris, 95150 Taverny Téléph. : 960-18-05 et 960-06-25

Ouvert tout l'été

S SOUBRESAUTS

du maris

ÉCONOMIE

LES SYSTEMES ECONOMIQUES DANS L'HIS-TORRE ET BANS LA THEORIE. - K. Polanyi et C. Arensberg

★ Préface de Maurice Godelier, Larousse Université, Paris, 1975, 348 pages.

En 1957, cinq ans avant que le Fensée sauvage, de Claude Lévi-Straus, ne décounce e l'erreur de croire le sauvage exclusivement pouverné par ses besoins organiques ou économiques », un groupe de chercheurs de l'université Columbia, aux Etats-Unis, sous la direction de Kari Polanyi, publiait Trude und Commerce in the Early Empires, dont la traduction est proposée aujourd'hui au publie francais.

est proposes aujourd'hui an public français.

Pour décrire et expliquer les systèmes de production des sociétés primitives, ethnologues et archéologues ne disposent puère que des concepts économiques enseignés dans les universités, qui reflètent la pratique du capitalisme. Or, pour Karl Polanyi, e le jait que le marché donne sa forme d notre économie et di notre société est un obstante majeur d le comprâtension des sociétés primities es. En effet, l'étude attentive des faits montre que ce qui est communément qualité de marché, par exemple en Mésopetante su temps d'Hammourabl, eu actuellement en Kabylle, recouvre une réalité qui est radicalement différente du marché au sens moderne de ce terme. Les membres des compteirs assytiens faisalent, certes, le commerce du bois, des métaux, des céréales, mais leur pratique commerciale ne cennaissait ni la perte sur les prix, ni la spéculation, ni l'insolvabilité des débiteurs. La fonction technique qu'ils assuraient (transport et stockage des dennées uécessaires à l'epprovisionnement d'une ville) était strictement réglementée par l'Etat; en tant que commercants, ils ne pouvaient, statutairement, courir aucum risque. De même un e souk », en Kabylie, n'est-ii pas un vrai marché puisque certaines lois kabyles obilgent tous les membres de la tribu à y étre présents, qu'ila alent ou uon quelque chose à vendre on à scheter?

L'analyse de l'activité des ports de commerce à l'époque hittite, du commerce entre Azièques et Mayas, de maychés contemporains en Guinée et eu lude écontirme ainsi la nécessité de c'étude de la place changeants de l'économie dans la société, qui n'est rien d'autre que l'étude de la manière dont le procès économique est institutionnalisé en divers temps et lleux s, Plusieurs tentetives de généraliser cette approche à l'ensemble des économies et des sociétés (dont le capitalisme) sont présentées, aboutissant, notamment, à la contentation de la validité de la notion de surplus économique.

La longue préfece de Maurica Godeller fait le point des discussions entre spécialistes depuis la parution de l'ouvrage, il y a près de vingit ans. Une bibliographie de et aur Karl Polanyl et des princious textes d' e authropologie éconemique e lui est adjointe. Un livre difficile. capitivant, qui a le charme de l'érudition (mais qui n'en évite pas toujours les plèges) et qui intéressera ceux qui trouvent souvent trop étroit le champ de l'analyse économique coutemporaine (y compris l'analyse marxiste).

Strasser

* PUF, 1975, 312 pages, 45 francs.

Cest le première étude d'ensemble expo-nant les structures institutionnelles qui regient le « pouvoir budgétaire e euro-père et la réalité des divers budgets de il- Communanté. On plus précisément des diverces Communantés et d'abord la C.E.C.A. En s'uttachant à la description d': !nstruments financiers, i: a ute u r mentre comment ceux-ci eus pérmie la mise cu cruvre des politiques communau-laires : agricola, sociale, régionale, etc., ainsi que le financement de la coopération arce les pays eu voie de développement. Y. P.

LE PROFIT ET LES CRISES. - Arghiri Emmanuel

k Editions Maspèro, Paris, 1974, 423 pages, 68 F.

Le but initial de cat ouvrage est d'expliquer e une certaine forme de protectionnime que les doctrines économiques traditionnelles, depuis Quesnay, ont pénéralement condamnée, sens pour autant se soucier d'en expliquer le pérennité ». Il us s'agit ni du protectionnisme « éducatif » de List, ni de ceiui qui vise à rétablir un déséquilibre temporaire, mais du expréssionnisme intégral et inconditionnel (...) qui vise tout simplement d vendre (...), d vendre d'étranger plus qu'on ne lui achèté, d assurer aines une balance commerciale non pas équilibrée mais excédentairs » et dont les pays qui, aujourd'hui, chercheut à touts prix à secumuler des dellars inconvertibles offreut un bon exemple (Allemagne, Japon...). L'explication du décalage cutre la pensée économique et les discours efficiels d'une part, et la réalité d'untre part, des auteurs comme le professeur Jean Weiller l'out recherchée dans une sociologie de la connaissance économique. A Emmanuel, lui, veut rester sur le terrain de l'économis politique, discipline dout e toutes les lois découlent de l'hypothèse de la poussuite par tout un chaque et don excient de son intérêt matériel ».

Sur ce plan, le ceurse acharnée à l'excédent, nu cours de laquelle e le paya d'balance excédentaire envoit d'l'étranger que l'encre ce le papier dont elles sont faites » parsit, en effet, absurde. Elle ne paut être expliquée que per la tendance du capitalisma à la europroduction générale : « A tout moment, le prix total des marchandises de lous genres (...) produites et offertes sur le marché dépasse le somme de repenue de lous genres (...) produites et offertes sur le marché dépasse le somme de repenue de lous genres (...) produites et offertes sur le marché dépasse le somme de repenue de lous genres (...) produites et offertes sur le marché dépasse le somme de repenue de lous genres (...) produites et offertes sur la marché dépasse le somme de repenue de lous genres (...) et explication du protectionnisme ser ainsi de point d * Editions Maspéro, Paris, 1974, 463 pages, 66 F.

Analyse intéressante, où l'auteur déplois toutes les ressources de son érudition dans le domaine de l'histoire de la peusée économique, et de son sens de la logique. Mais la base historique en parait, par comparaison, d'autant plus faible : le protectionnisme « intégral » 2-t-ll vraiment été « la constante de la politique économique enférieurs de tous les temps et de fous les pays déconomie de marché »? On aimerat également voir figurer la réponse à une dauxième quesfion, tout anist essentielle, et que Marx s'est posée : l'économie politique seule peut-elle expliquer quoi que ce soit?

LE MARCHE FINANCIER AMERICAIN. - Jean-Claude Stora

PUP, 1975, 144 pages, 28 francs Les tempêtes qui ont secous ce marché depuis 1973 contrastent avec une stabilité. mepula 1973 contrastent avec une stabilité, une solidité qui n'alloit pas sans quelque spieudide isolement. La rupture de l'équilitre à affecté comme ou sait l'économie du monde entier : l'étude de J.-C. Stora aide à mieux saisir les mécanismes de cette « solidarité » et les raisons pour lesquelles les Etats-Unis ont été les plus atteints par la récession et l'inflation.

T. F.

• CRISE DE L'ENERGIE OU CRISE POLITIQUE? par Bernard di Crescenzo (Editions sociales, Paris, 1974, 202 pages,

● LES INVESTISSEMENTS AMERI-CAINS DANS LES PAYS INDUSTRIALI-SES, par Jean-Pierre La/Jarque (Presses universitaires de France, coll «SUP», Paris, 128 pages, 17 F).

HISTOIRE

HISTOIRE OU FRONT POPULAIRE. - Georges

lessanc

* Payot, e Le regard de l'histoire a,
Paria, 1974, 534 pages, 67,75 P.

Le Front populaire n'a pas duré plus
longismps qu'um qualconque grovernement de la IUR Ecpublique; une année.
Du moins, pour le pouvoir: il faut ajonter, grant, encore une année d'eratitation,
d'organisation et d'espoir: et, après,
e dix-buit mois d'agenia a Pourtant. il a
marqué prosondément, comme la révointion qu'il fut, et qu'il demeure eccora.
Histoire, inéparable de la légande et du
mythe, que G. Lefranc a écrite exhaustivament, — et aussi nbjectivement que
possible. Publiée il y a dix ans, elle est
replacée dans une perspective ucuvelle:
depuis, il y a cu uoismment mai 68.

Dans son e Buan extérieur », l'auteur
qualifié le programme de evagués et en
montre la comtradiction paralysante. Cole
est apparu dramaiquement avec la guerre
d'Espagne. Dans la première partie, il est
rappelé que, lors de la réoccupation de la
Réémaia, les associée du Front populaire,
à deux meis de leur victoire, étalent
d'accord: ne rien faira. Et que le seront,
quatre ans plus tard, ce qui permettra
à le même Chambra d'agir comme on
anit. Le livre se ferme avant Munich.
Sans quoi, il aurait constaté le même
soulagement, et l'approbation unantima
des socialistes. Silencieux, les communistes avaient toutefeis déclaré un meis
avant, par la bouche de Maurice Thorez:
e Il faut s'entendre avec l'Allemagne. »
Bur la question assible des armements.
C. Lefranc rappelle que le Front populaire
les evait trouvés très en retard, a antendu
y remédier, u'y est pas parvenu: les
raisons diverses en sont clairement apportesa, e Il est impossible des armements,
C. Lefranc rappelle que le Front populaire
les evait trouvés très en retard, a antendu
y remédier, u'y est pas parvenu: les
raisons diverses en sont clairement apportesa, e Il est impossible de reprocher aux
gouvernements de Front populaire d'aveir
uégligé les impératifs de la défense naricoule. Ils out fat pins qua l'état-major
ne leur avait demandé. » Simplement, pus
plus qua les précédents et l

PAX BRITANNICA, The Comax of an Empire. - James Morris

* Faber & Paber, Loudres, 1975, 544 pages, 2,50 livres sterling.

Le publication en édition de poche de cet envrage, premier volume d'une trilegie consacrée — dans l'erdre — à l'apogée, in naleannee et la désagrégation de l'empire britsamique, duit rendre accèssible à un targe public ce qui, dès ca première parutien en 1968, e'est imposé comme un modèle de recréation historique. Joliment écrit, adroitement agencé, cet bymne diacret à l'empire s'appule sur une solide documentailem, utilisée sans leurdent. Toutes qualités qui se retrouvent dans Hement's Command, premier volet chronologique, paru entretemps L'apogée de l'empire, pour James Morris, c'est 1897, année du Jublié de diament (soixante ans de règne) de la reine Victoria. Deux ans avant que la guerre des Boers ne manque le début du déclin; quatra sus avant que la guerre des Boers ne manque le début du déclin; quatra sus avant que la mett de la reine n'en sanctionne l'essourilement. e le plus susts empires de l'histoire du monde », qui regroupe alers un quart de l'humanité, jouit pielnemest de sa termidoble expansion, acquise d'extoe et de taille, an nom du profit et, accessolment, de la giore. Dans la fébrila atmosphère tin de siècle, c'est encore l'embousissme qui prime. Diarsell l'a amporté sur Cidatatone, ce illa de l'empire qui récusait l'empire. Déjà l'Iriande est une écharde au fianc, déjà les mées s'ameucalient, mais le uouvel impérialisme est une doctrine qui suctite vocatiens et entheusisames, dans la beune conscience que donne une « mission civilisatrice ». L'èpoque est aux corditudes confertables et l'alcoolisme est le fiésu le plus précocupant pour les maîtres d'un ampire sur lequel le solell jamais ne se couche... mais nu le coucher de soleti est l'occasien du traditionnel whisky aux la vérands. Cu songe, à lire ces pages complices, à d'autres empires que la fiéve même de leur expansion pousse an déclin. M. Bg. * Faber & Faber, Loudres, 1975, 544 pages, 2,50 livres sterling.

Bourgeoisies et prolétariats en Amérique latine

L'engrenage de la contre-révolution au Chili

DEJA deux ans. Le sangiant coup d'Etat du 11 septembre 1973 n'a pourtant pas fini de livrer ses mécanismes ni d'interpeller les forces progressitées de tous les pays du monde. E'il est maintenant avéré que l'intervention directe des Etats-Unis a été un élément essentiel de l'assassinat de l'Unité populaire, ce u'est pas pour sutant le seul. Dans le Problème chilien (1) Joan Garcès, le plus proche des collaborateurs du président Allende et qui fut l'une des rares parsonnes de son eutourage immédiat luttant à ses côtés an palais de la Moneda à survivre à l'assaut, analyse point par point la pellique du gouvernement de l'Unité populaire et le développement des contradictious entre, d'une part la classe ouvrière et la payannerie révolutionsaire et, d'antre part, la pelite et moyanne bourgeoisle. Gu mesure la responsabilité historique de la démocratie chrétienne, qui returant toutes les ofères de disloque d'Allende, a légitimé par avance et appelé la pusch. Garcès souligne que la détérioration de la situation économique merme était dans une très large menure liée à la conjencture internationale et plus particulièrement an blocus financier qui frappa le Chili surre 1971 et 1971.

A la questien qu'inévitablement, Garcès ne répond certes pas directement mais, à la lecture de cet euvrage très documenté, on perçoit la mise en route d'on engrenage qui, compte tenu du rapport

CUBA, YES. - David Caute

* Seeker and Warburg, Loudres, 1974, 268 pages, 3,75 livres. 288 pages, 3,75 livres.

Co carnet de voyage à Cuba d'un intellectuel de gauche britannique traduit à la fois l'admiration pour les succès du régime cubain et l'agacement devant certains de ses aspecta. Intercalant outations prises sur le vif au cours de son voyage d'un bout à l'autre de l'ile, rappels historiques et cummentaires personnels, David Caute exprime fort bien l'attitude stalement divisée du sympathisant occidental qui a rèvé une révolution et em découvre une sutre. S'il retournait à Cube an 1975, David Caute constatérait de vastes changements per rapport à la situation de 1972 qu'il décrit, sussi bien dans l'amélioration de l'approvisionnement en biens de consommation que dens la mise en routs de rapprovisionnament en blans de consom-mation que dens la mise en routs de grands changements institutionnels. La presse et l'édition anglo-saronnes n'ayant pas toujeurs été e fair play e vis-à-vis de Cubs, ce livie cet à remarquer pour sa recherche constante de l'honnéteté intel-lectuelle.

CUBA SOCIALISTE DE A A Z. - André Carrel et Georges Fournial

* Rditions sociales, Paris, 1975, 284 pages, 13 F. A Rditions sociales, Paris, 1875, 284 pages, 13 F.

L'idée de présenter Cubs sous ferme de dictionnaire de « Agrunes e et « Alphabétisation » à « Zébu » est exceliente. Le lectour cherchent une référence, le touriste voulant einfermer avant sou ééjour, apprécieront cette présentatien commode. La masse d'infermations effette est considérable et le texte écrit dans un atyle très agréable. Si certaines entrées sont attendurs qu'il e'agiese de « Castro a, « Marti a, « Rhum e ou « Tabac », le W de « Watergate e est plus supprenant. Fourniel et Carrel y évoquent les révélations d'un ancien émigré, Carlos Collado, sur le participatien d'exilée cubains au Watergate et à différents agissements de la C.I.A. On n'attend pas de deus journalistes communistes une atitiude non engage, mais le livre n'est nullement une hagiographie de la révolution enbaine. De A à Z, chacun y trouvers de quoi satisfaire sa curiosité.

B. C. des forces en présence, ne pouvait aboutir qu'à la crise. Pour l'auteur, la miracle est que l'U.P. ait pu as maintenir si longtemps au pouvoir siors que la résction chillenne et ses alliés améticains avaient mis en place les atractures du coup d'Estat avant même la prise de fonctions du président Allende. Au passage, Joan Carcès fait justice de l'accusation simeliate faite à Allende de u'avoir pas armé les euvriers... Comme si la chose avait été possible, même envisageable, sans provoquer l'interveution immédiate de tonte l'armée!

La bourgeoiste chilianne a payé sa vic-

sans provoquer l'interveution immédiate de tonte l'armée!

La bourgeoiste chilianne a payé sa victoire provisoire d'un prix élevé, la destruction de l'appareil d'Etat bérité du dix-nenvième siècle et qui légitimait démocratiquement son hégémonie. Elle n sinsi jeté bas le masque et contribué à éliminer définitivement toute illusion la concernant dans les luttes à venir. C'est l'exemplarité de l'expérience chilianne et les letons qu'il faut en tirer qui constituent l'armée d'he Lesons of Chife (2). Il s'agit de la transcription de quelques-unce des interveutions (notamment celles de Claude Julien et Bernard Jaumout) faites en 1974 à Amsterdam lors d'une conférence du Transmatièus Institute. On y trouvers an particulier une bonne analyse de le « doctrine Elesinger e selon laquelle la réétorique de la paix est plus populaire et plus payante que celle de la liberté. On notera des divergences d'appréciation eutre les participants quant aux conclusiens à tirer du puisen de Bantiago en er qui concerne le passage an socialisme dans d'autres pays. Un point semble faire l'unanimité : la meiliaure façon d'affirmer es aolidarité avec la résistance chilienne, c'est d'affaiblir l'impérialisme américain et us le cemhatire partout et dans toutes ses manifestations. Ceri est particulièremeut vrai eu Europe où le lutte contre la subversieu multiforme du pays din dollar, filet de sécurité et maître à pense des bourgeoisies locales, est à peins antamée.

(1) Le Problème chilien, démocratie et contre-révolution, par Joan Garcès, Marabout e Monde Moderna s, Paris, 1975, 250 pages, 17.50 P.

(2) The Lessons of Chile, par John Gittluss, Feace Foundation, Spokesman Books and the Transpational Institute, Nottingham, 1973, 91 pages, 0.73 livre.

BOLIVIE - Collectif

★ Coll. « Découverte de l'Amérique », UNICLAM, Paris, 1975, 207 pages, 34 F.) UNICLAM, Paris, 1975, 207 pages, 34 F.)

Très utilis introduction su pays où le c'Cha's devait trouver la mort, le cinquième ouvrage d'une collection qui entend a présenter sous forme de patites monographies les aspects les plus importants, cantrès sur l'histoire sociale et politique, de chaque pays e d'Amérique atine. Outre des renseignements pratiques (circuita, visas, êtc.) et des articles sur la littérature et le feliciore, une brève présentation de la culture Tahuanaco (pré-luca), l'évocation du processus de colonisation à travers l'exemple de Petost, la ville minière, et une chronotogie politique des principaus évécements de l'histoire républicaine, Un type d'auvrage resilectif aux l'au anubattrait en l'extoire républicaine. Un type d'euvrage (collectif) oue l'eu souhaitsrait voir étendu aux pays des autres continents.

SOCIOLOGIE DU TRAVAIL

● LA TRAITE DES PAUVEES, par Jean-Loup Dariel 1Fsyard, Paris, 1975, 208 pages, 29 F): Enquéte sur le raco-lagé et l'exploitation des travailleurs immigrés.

● EXPERIENCES EN VUE D'UNE GRGANISATION PLUS HUMAINE DU TRAVAIL INDUSTRIEL (Armand Colin, Paris, 1973, 114 pages, 15 P): Compte rendu d'un colloque international réuni à Paris en janvier 1972.

LES SOUBRESAUTS DE L'ÉCONOMIE OCCIDENTALE

De la crise de l'énergie à la « mort du dollar » —

A-T-IL vraiment crise de l'énergie dans le monde et qu'est-ce à dire ? La moindre des pudeurs anjourd'hui veut qu'on mette l'expression entre guillemets, tant la mette l'expression entre gamemes, can't la réalité de cette crise est sibyline. La pénurie énergétique mobilise en tout cas bien des éver-gles. Que n'a-t-on pas écris un dit, broyant les faits, manipulant les concepts, triturant les chiffres, accabiant, au nom d'une science herméthures, accadant, an nom a me estrete deus ex-tique, les émira du pétrole er leurs deus ex-machina supposés? Un brin de ratinonement en fuel, un zeste de panique, un e chantege s pétrolier politiquement motivé mais pas toujeurs convensblement explicité — et le traditionnel racisme auti-arabe a fait le reste : la crédulité est la chose du monde occidantal la mieux partagée, surront quand elle est intéressée.

Les erganizateurs de la pénurie jouzient sur du velours, sur les phantagnes collectifs. Un livre vient tenter de remettre les faits et les idées eu perspective : le Pétrole à l'heure arabe (1). Livre de spécialiste, il a d'abord le mérite d'être ciair, dans sa forme et sur le fund. La formule de la collection dans laquelle il fingère (celle d'une interview étirée aux dimen-alons d'un volume) trouve lai es justification: les questions qu'Eric Laurent pose à Miedias Sarkis n'ent rien de complaisant. Elles permet-tent de faire déflier toutes les idées reques, et tent de faire déflier toutes les idées reques, et l'économiste syrien se livre à nu joyent jeu de massacre, rappelant que l'inflatine dans les économies occidentales est bien antérieure à la hausse des prix du pétrole, echie-ci u'intervepant en outre que de façon marginale dans celle-là; que les taxes perçues par les Etats consommateurs représentent souvent les deux tiers du prix de vente au détail des produits pétroliers; union par saurait confendre a prise de contrôle à qu'on ne saurait confendre o prise de contrôle s on a accord de participation a seve e nationali-tation a, d'antant que ces concepts out une antre signification dans les pays du liers-monde

Ces bandruches — et quelques autres — crevees, reste le foud de l'argument : la crise, souligne le conseiller de l'OPEP, frappe blen davantage les pays membres de l'organisation (et, n fortiori, les pays sous-dévaloppés non pétrollets) que les ustions industrialisés. Fauts de savoir maitriser l'inflation, estrains dirigeauts ocaldentaux fent de l'UPEP un bouc émissaire, tandis que les compagnies pétrolières et les Exats-Unis trouvent leur intérêt à entretenir une psychoes de panique dans les pays euro-péens et an Japon, qu'il s'agit de maintenir plus fermement sous le lesdership américain. En resanche, pays arabes pétrollars et pays consommateurs ent un commun intérêt à se tibérer de la tutella américaine, notamment en court-circultant les compagnies pétrollères. Mais des échanges directs ne suffiraient pas, qui ne seraient pas étayés par des liens de coopération technique, économique et financière.

Le mérite de cette argumentation, c'est qu'elle peut s'appuyer sur une évolution et des résultais tangibles, même si Nicolas Sarkis a parfoie tendance, nous semble-t-il, à savestimer la volunté collective d'émandipation des régimes pétrollers arabes, travaillés par des divergences politiques et d'intérêts, et limités par leur refus de mettre es péril l'édifice cepitaliste mondiel deut ils cherchent à mieux profiter.

L A même réserve paut être exprimée à l'égard de Jacques-Anthine Kosciusko-Morizet et da Jean Peyrelevade lersque, abordant le problème Jean Peyrelevada leraque, acordant le probleme sous un tout entre angle, ils as penchent an chevet du dellar moribond pour réclamer de l'Europe no sursant saintaire (2). Le moins qu'un puisse dire est que l'écolntion contempo-raine ne va guère dans le seus de leurs espoirs : l'Europe monétaire, en ces temps de soubresants du dellar, a pent-être sa chance. Encore fau-drait-il qu'elle e'en rendit compte.

La crise du pétrole. Nicolas Sarkis en convieudraft, u'est qu'un épiphimomène d'une maladie plus générale et plus grave, crise de civilisation sans donte, mals d'abord crise du capitalisme mondial. Il faut se réjeuir que ces deux brillant polytechniciens aleut entrepris de débreussailler le maquis monétaire. Ils le fout avec la verve et l'irrespect qui faissient la saveur de la Maffie polytechnicienne, dénonçant, à propos de l'or, du papier mounaie, des droits de tirage spéciaux ou de la baisnee des paiements, les e arguties » des « chariatans » de la matita monétaire.

Malheureusement, leur propre urgumantatien pêche parfois par impressiounisme. A leur avis, e les maux que connaît le système des palements internatieusux tiennent à l'origine à l'incapacité où es trouve la communanté internationale d'imposer à l'un de ses mambres, nommémant les Etats-Unis, le respect de leurs engagements et abligations. B'y ajoute, depuis quelques meis le formidable étranlement provooné par l'intuotion massire des e pétrovoqué par l'irruption massive des e pétro-dellars » qui en est d'ailleurs, pour une large part, la conséquence. Inflation nblige » (p. 111).

part, la conséquence. Inflation mblige » (p. 111).

Outre que, comme le rappelle de son côté Nicelas Sarkis, « les 60 milliards de revenus pétrollers de tous les pays arabes réunis représentent à pen près les dépenses budgétaires de la France en 1873 (eu ancore) à peins 4,3 % du revenu national des Etats-Unise; il reste à analyser las raisons d'uns telle e incapacité e de la communanté internationale : s'agit-il d'une e puresseuse soumission e aux « volontés néfantes d'une puissance visillissante », comme l'affirme le présentation, ee pletôt d'une impossibilité structurelle, liés notamment à one trop grande interdépendance économique? « Les solutions, écrivent encore les auteurs, doivant être recharchées non dans une illusoire réforme technique chées non dans une illusoire réforme technique

du système des palements internationaux, mais dans l'établissement d'un nouveau rapport de forces. (...) Le rétablissement de l'indépendance nonétaire des pays européens passe désormais par une lutte vigoureuse contre les mouvements erratiques de capitaux et par une diminution du rôle du dellar cemme monnaie internationale de transaction » (p. 208).

Premier objectif : e rétablir un surplus commercial pour financer les sortles de capitaux à leng terme e (p. 212) et entreprendre un e contrôle des activités des sociétés multinationales e — lesquelles soraient an demeurant e un puissant facteur d'affaiblissement à long terme de l'économie ustionale américaine ». En effet, les suteurs font leur la thèse selon laquelle les sociétés multinationales, essentiellement d'origins américaine, tendent à devenir des entités flottantes dans le monde espitaliste, souleuses de leurs seuls intérêts et reniant une métropole sur le déclin — en semblant noblier que ces monstres apatrides egitent encore les tentacules armés de l'empire américain de pré-férence à tont autre. Pourques prendre des mesures de contrôle des sociétés multinationales al les activités de eslies-ci out la boone grâce de centiforme. de contribuer à saper l'économie américaine? A moins que ces sociétés us coient la mellieure défense et illustration du « dollar-roi e, augusl cas le capitalisme ue se porterait pas aussi mai qu'on le dit? Vent-on rempiacer le capitalisme sénile américain par un cepitalisme conquérant européen? Il faudrait d'abord être certain que la e mort du dollar » n'entrainera pas également celle du franc, du deutschemark ou de la livre...

(1) Le Pétrole d l'houre arabe, Nicolas Sarkis, Stock, Paris, 1975, 320 pages, 32 P. (2) La Mort du dollar, J.A. Kosniusko-Mariast, J.Peyrelevade, Le Seuil, Paris, 1975, 238 pages, 33 P.

Compte tenu des délais uécessaires à la ratification de ces amendements par les neuf pays membres, le texte nouveau de la charte n'a été rendu nouveau de la charte n'a été rendu public que près d'un an plus tard. Les modifications, sans bouleverser l'organisation et le fonctionnement du COMECON, sont substantielles. On peut donc se demander pourquoi les pays membres ont éprouvé le besoin de changer un texte auquel on u'avait pas touché depuis 1962, et quelle est la portée des nouvelles dispositions.

La charte du Conseil d'entraide économique a été adoptée, dans sa version initiale, le 14 décembre 1959, et est entrée en vigueur le 13 avril 1960, soit plus de onze ans après la création de l'organisation. Dès 1962, une révision assez profonde est intervenue. de l'organisation. Dès 1962, une révision assez profonde est intervenue. Si en effet, au cours de sa première décennie, le COMECON n'était guére plus qu'un cadre pour les échanges extérieurs, à partir de 1962 un objectif plus large lui était assigné, l'extension de la « division internationale socialiste du travail » par une coordination de plus en plus poussés des plems de plus en plus poussée des plans internes de développement. La struc-ture du COMECON devait donc être renforcée. A cette fin fut institué un comité exécutif, remplaçant la « con-férence des représentants des Etats an

d'exécution, plus permanent que la conférence, doté de compétences plus larges, ne revêt pas un caractère supranational; ses recommandations et décisions, comme celles de la session dont la set l'exécutif deutent être. dout li est l'exécutif, doivent être adoptées à l'unanimité des membres intéressés et ne sont donc pas appli-cables aux membres « non intéressés ». cables aux membres « non intéresses ».

L'histoire du COMECON entre 1962 et 1971 est marquée par une opposition, souvent conflictuelle, entre ceux de ses membres qui souhaitent lui conferer des pouvoirs plus étendus et ceux qui insistent sur les garanties de souveraineté et d'indépendance économique. On connaît les épisodes de la querelle soviéto-roumaine à ce sujet. En intillet 1971 est adopté le pro-En juillet 1971 est adopté le programme complexe de coopération des pays membres pour les quinze-vingt années à venir. Ce texte fixe à l'orgaamées à venir. Ce texte fixe à l'orga-nisation, comme but ultime, l'intégra-tion des économies socialistes, mais ne contient aucune disposition liée à une quelconque « supranationalité », dont le concept même est repousé avec force, Qui plus est, prenant acte des difficultés rencontrées au cours de la décennie précédente, il définit avec une crande souniesse moche du avec une grande souplesse, procbe du compromis, les différentes modalités concrètes de la coopération.

concrètes de la coopération.

Si donc rien n'a changé, pourquoi modifier, trois ans après l'adoption du programme, la charte du COMECON?

Les amendements peuveut se ranger en deux groupes, selon leur finalité: harmonisation de la charte et du programme; préparation de relations institutionnelles entre le COMECON et d'extres compriseires internations. et d'autres organisations internatio-nales. Ainsi l'intégration fait expressis perbis son entrée dans la charte ; la voie est ouverte à des rapports orga-nisés entre le COMECON et la Communauté economique curopéenne.

« Respect des intérêts nationaux >

L A uouvelle rédaction ajonte aux buts du COMECON, précisés à l'article 1 de la charte, « le dévelop-pement de l'intégration économique socialiste ». On ne saurait réaliser celle-ci sans réduire an préalable les éconts de dévelopment qui gibilet en

socialiste %. On he saurat realiser celle-ci sans réduire au préalable les écarts de développement qui subsistent entre les pays; aussi bien, dans le même article, l'impératif d'industrialisation posé en 1959 se complète-t-il d'un objectif nouveau, « le rapprochement et l'égalisation progressifs des niveaux de développement économique », thème auquel le programme consacrait un chapitre entier.

Mais si l'intégration devient le but ultime, il n'est pas question de l'imposer aux pays membres. Nous avons signalé lei même en son temps (ile Monde diplomatique, septembre 1971) que le texte du programme affirmait certes le principe de l'internationalisme, mais renforçait par rapport à la charte les garanties des Etats membres. Désormais, charte et programme ont une formulation iden-

tique reprise de ce dernier texte. La tique reprise de ce dernier texte. La coopération des pays membres se réalise, selon l'article 1 de la charte, « conformément aux principes de l'internationalisme socialiste, sur la base du respect de la souveraineté ciatique, de l'indépendance et des intérêts nationaux, de la non-intervention dans les affaires intérieures des pays, de l'égalité complète de droits, de l'avantage mutuel et de l'entraide amicale » (nous soulignons les expressions nouvelles introduites par le programme en 1971, et désor-

par le programme en 1971, et désor-mais statutaires). Rien n'est modifié dans la définition Rien n'est modifié dans la définition des procédures de décision. Les recommandations, qui constituent la catégorie des lesures de fond adoptées par les organes du COMECON, sur les problèmes concrets de coopération, spécialisation, coordination des plans, demeurent soumises à la règie de l'unanimité. Qui plus est, même si elles out été régulièrement adoptées puis approuvées dans l'ordre constitutionnel interne de chaque pays, leur inexécution, comme par le passé, est dépourvue de sanction. Le programme prévoyait prudemment « la mise à l'étude » de la création d'une cour internationale d'arbitrage; riem n'est programme de la charte de la cha

internationale d'arbitrage; rien n'est mentionné à cet égard dans la charte. Cependant, quelques dispositions, par petites touches, marquent bien une progression vers l'intégration. Ainsi l'article 3, qui traite des fonctions du COMECON et inscrit bien sûr parmi elles le développement de l'intégration, précise que l'Organisation assiste les pays membres dans l'élaboration, la concertation et la réalisation de mesures communes; le même terme de concertation revient à propos de l'activité des comités et commissions

concertation revient à propos de l'activité des comités et commissions permanentes, et n'est pas sans rappeler le concept d' « harmonisation » des politiques économiques dans le cadre de la C.E.E.

Deuxième signe : désormais le CO-MECON a un hudget (art. 13). Aussi extraordinaire que cela puisse paraître, jusqu'id il n'en avait pes. L'article traitant des questions financières ne mentionnait que « les frais relatifs à l'entretien du secrétariat et au finanl'entretien du secrétariat et au finan-cement de son activité ». Le nouvelle rédaction spécifie nettement que conseil d'entraide économique sont prévus dans le budget du Conseil ». prévus dans le budget du Consell », lequel est arrêté par le comité exécutif, également compétent pour examiner le compte rendu d'exécution du budget. C'est sans aucun doute le signe d'une extension des visées de l'Organisation, puisque l'on prévoit des dépenses excédant les frais de gestion courante (rappelons cependant que les dépenses liées à des investissements communs sont en tout état de sements communs sont en tout état de cause exclues de ce budget puisque la Banque internationale d'investisse-ments, qui finance de telles opérations, ments, qui infance de telles opérations, est statutairement tout à fait distincte du COMECON). C'est aussi l'indice d'un renforcement du comité executif lui-même, qui devient par ailleurs l'organisateur principal de l'activité de tous les organes opérationnels du COMECON (comités, commissions permanentes).

Enfin, la charte entérine la création d'une nouvelle catégorie d'organes permanents, apparue en 1971 : les comités, placés an-dessus des commis-sions permanentes et sous la direction immédiate du comité exécutif. Leur vocation est de « réaliser des études vocation est de « realiser des études d'ensemble et des décisions sur uns base multilatérale, relativement aux problèmes les plus importants de la coopération ». Jusqu'à présent trois comités ont été institutes, dans des domaines particulièrement déterminants : recherche scientifique et technique complination des pluss politique. nants: recherche scientifique et technique, coordination des plans, politique
des matières premières, ce demier
créé en 1974 en conséquence de la
crise mondiale de l'énergie.

La deuxième ligne d'amendements
concerne les relations extérieures au
COMECON. On se souvient des
contacts plutôt décevants entre une

délégation de la C.E.E. et le secrétariat du COMECON en février 1875 à Moscou. Or, désormais, la charte offre la possibilité d'accords conclus entre les deux organisations. L'article 3 sur les fonctions et attributions du COMECON complète la liste de celles-t en précisant que le Conseil d'entraide économique « peut conclure des accords internationaux avec les pays membres du Conseil, avec d'autres pays et avec des organisations internationales ». En ce qui concerne les « autres pays », c'est une consérration a posteriori du premier accord de ce type, conclu en mai 1973 avec la Finlande, qui pourrait servir de modèle type, conclu en mai 1973 avec la Finlande, qui pourrait servir de modèle
à des conventions avec des pays développés et surtout des pays en voie de
développement. Mais si l'on se réfère
à l'exemple finlandais, il ne saurait
s'agir, en aucun cas, d'accords commerciaux du type de ceux que la
C.E.E. est désormais compétente pour
signer au nom de ses membres avec
les pays « à commerce d'Etat »;
l'accord-cadre avec la Finlande se
borne à définir des domaines et pronédures de coopération économique, les
relations commerciales entre la Finlande et les partenaires du COMECON
continuant à faire l'objet d'accords
bilatéraux.

Une procédure analogue sera-t-elle

Une procédure analogue sera-t-elle recherchée, dans les rapports C.E.E.-COMECON, conduisant à la signature d'un accord très général sur les conditions des échanges, de la coopération industrielle, avec éventuellement la création d'organes de travail mixtes? L'article 12 nouveau, après avoir repris les termes vagues de la version antérieure sur les relations du

COMECON avec les organisations internationales, définies « après entente » avec celles-ci, ajoute qu'une telle entente pourrz être réalisée « en particulier par voie de conclusion d'accords ». Cette formulation contraste avec la rédaction de l'article 11 cm. les ravvorts du COMECON avec d'accords ». Cette formulation contraste avec la rédaction de l'article 11
sur les rapports du COMECON avec
les pays non membres: lei des formes
de coopération pourront être arrêtées
« en règle générale par voie de conclusion d'accords ». Avec des Etats,
l'accord sur les principes de la coopération deviendrait la règle; avec des
organisations internationales, il demeurerait cas d'espèce. Cependant, et
c'est un élément important, plus rien
ne s'oppose à la conclusion d'accords,
ni en fait (comme par le passé d'ailleurs, puisque les pays du COMECON
pouvaient toujours mandater le secrétaire de leur organisation à cette fin),
ni en droit. Reste à savoir ce qu'on
peut mettre dans un tel accord. Le
schéma général d'accord commercial
élaboré en 1974 par la Commission
des Communautés européennes ne
correspond certainement pas à la définition très large du cadre de la
coopération Est-Ouest que paraît
souhaiter le COMECON. En outre, la
volonté bien affirmée des États memsouhatter le COMECON. En outre, la volonté bien affirmée des Etats membres de conserver toute leur indépendance pour leurs relations commerciales: et économiques avec l'Ouest conduit à ne donner, pour le moment, qu'une pottée symbolique à d'éventuelles négociations « au sommet » entre le COMECON et la C.E.E.

MARIE LAVIGNE, Maître de conférences à l'université de Paris-I.

MOSCOU ET LES COMMUNISTES PORTUGAIS

(Suite de la première page.)

Enfin la crise portugaise a ranimé le malaise an sein du mouvement communiste. Si bon nombre de partis frères ont publié des analyses jugées tout à fait orthodoxes, d'autres se sont vus obligés de critiquer la politique de M. Cunhal. Est-ce simplement par sens de l'opportunité que les Italiens sens de l'opportunité que les Italiens et les Espagnols ont affirmé qu'il était désormais inconcevable de bâtir le socialisme en Occident sans garantir les libertés formelles? Qu'il fallait respecter la liberté de la presse, reconnaire sux partis politiques le droit de mener leur actim et tenfr compte de l'existence de députés régulièrement élus par le peuple? Les événements de Lisbonne obligent à mener le débat que les Soviétiques tentent d'esquiver depuis 1956 sur l'intégration dans le socialisme des valeurs de la démocratie bourgeoise. La préparation de la conférence communiste européenne conférence communiste européenne était déjà si difficile qu'il fut impos-

sible de tenir l'engagement pris d'orsible de tenir l'engagement pris d'organiser cette rencontre en R.D.A.
« vers le milieu de 1975 ». Maintenant
les P.C. du continent pourraient-ils se
réunir sans déballer tout ce qui les
divise à propos du Portugal?
Cette affaire est douloureusement
ressentie par une autorité qui a gardé
la nostalgie du monolithisme pendu.
Moscou soutient M. Cumhal mais doit
ménager les communistes italieus qui

Moscou soutient M. Cunhal mais doit ménager les communistes italiens qui ont plutôt donné raison à M. Soares. Quant aux Chinois, qui annonçaient naguère le triomphe inéluctable des forces révolutionnaires et accusaient les Soviétiques de baisser les bras, ils font preuve de la plus grande réserve. Ils ne se hâtent pas d'établir des relations avec le régime de Lisbonne. Qu'attendent-lis? De voir si les militants maoistes auront leur place an soleil? Ou de s'assurer que les soubresants de la révolution ne modifieront pas, an profit des Soviétiques, l'équilibre des forces en Europe?

BERNARD FERON.

BERNARD FERON.

Correspondance

Les militaires en Amérique latine

M. Georges Fauriol, étudiant en doctorat à l'université de Pennsyldoctorat à l'université de Pennsyl-vanie, nous adresse les remarques suivantes à propos de l'ensemble d'articles publiés dans le Monde diplomatique de juillet sous le titre « Les militaires et le pouvoir en Amérique latine ».

De nature très vastes, ces articles ue ne nature tres rastes, ces articles ne traitent pas toujours la question du même plan. L'utilité du tableau (p. 11), extrait de The Military Balance, récapitulant les données militaires et économiques des vingt et une Rèpubliques devient donc étidente.

Je dols malheureusement noter l'utili-sation presque avengle de cette illustre source. Les lecteurs blen informés vous feront remarquer que les estimations du P.N.B. pour l'Argentine et le Chill ne sont pas comparables aux autres. The Military Balance calculant le P.N.B. sans se soucier du taux d'inflation et du pou-

voir d'achat, les résultats deviennent uon seulement incorrects mais empêchent toute comparaison sérieuse. Coul est particulièrement important dans le cadre d'une nouvelle hiérarchie de forces régio-nales qui se dessine eu Amérique latine. Il est done utile de noter que le P.N.B. de l'Argentine (1973) se rapproche plutôt de 27-29 militards de dollars (ce qui piace l'Argentine au troisième rang, et non au de 27-29 militards de dollars (ce qui place l'Argentine au trolsième rang, et non au premier), et que ceiui du Chill (1873) plane dans les environs de 7,5 militards de dollars (très important à l'échelle andine, puisque depuis 1973 le Péron a un P.N.B. supérieur à ceiui du Chill). En conclusion, je voue signale deux sources particulièrement utiles dans ce domains:

domaine:

— U.S. Arms Control and Disarmament Agency, World Military Expenditures and Arms Trade, 1963-1973 (Washington, 1973);

— U.S. Agency for International Development (A.I.D.) (Statistics and Reports Division), Latin America: Economic Growth Trends (Washington, publication regulière).

A la suite de l'article de Virgilio Delemos (le Monde diplomatique, juin 1975), M. José M. Súva, étu-diant à l'université catholique de

Louvain, nous écrit : M. Deiamos introduit dans la liste des partis politiques une formation, le Parti d'antité populaire (P.U.P.), qui n'existe plus. Cela lui permet d'ignorer un autre parti politique, celui-là mêma qui, avant comme après le coup militaire du 25 avril 1974, est la cible favorité des forces de répression et dout la radio a reçu l'ordre de ne même pas citer le sigle. Il s'agit du Mouvement réorganisateur du parti M. Delamos introduit dans la liste des du prolétariat (M.R.P.P.), parti marxiste léninhite-maolità. Ce parti, qui s'était farouchement opposé au fascisme et au colonialisme du Dr Cartanu, a dénoccé après le putsch toute tentative de dé-tourner le mouvement populaire de ses véritables objectifs et d'instaurer un capitalisme d'Etat. Il s'oppose à ce qu'il

5, rue des Stallens, 75427 PARIS CEDEX 09

Pris de vente : le numéro 5 F

appello la dictature militaire appuyée par le parti pro-soviétique de M. Cunhal.

Militaires et partis au Portugal

Depuis 1976, la PIDE (police politique) avait déclaré le MR.P.P. ennami public numéro un, et son secrétaire général était l'homme le plus recherché. Aujourd'hui, la nouvelle politique politique socoude aussi ses « fareurs » an même parti ; son secrétaire général et des centaines de smilitaire général et des centaines de smilitaire sont arrêtés, incarefrés dans des conditions épouvantables, torturés. Le seul journal indépendant du gouvernement, l'Expresso, a protesté. Ces arrestations sont faites en vertu d'un décret de l' « angien » code militaire repris par le « nouveau » et qui permet la détention pour une période ullimitée. Agé de moins de quarante aus, le secrétaire général du M.R.P.P., M. Arnaido Matos, pourra blen attendre la fin de sa vie eu prison.

J'attire aussi votre attention sur le fait que M. Alfonso Albuquerque, médecin psychiatre, depuis de lougues années collaborateur d'Amnesty luternational, est

Pohjet, pour être soepçonné de sympathie envers le M.R.P.P., d'un mandat d'arrêt lancé coutre lui par le Copcon.

[La liste des partis à taquelle se réfère M. José M. Silva est celle des partis qui n'avaient pas été exclus des élections. Ajoutons d'autre part que les dirigeants du MR.P.P. ont été libérés par ordre du général Othelo de Carvalho, commandant du Copcon, le 18 juillet et que M. Arnaldo Matos, secrétaire général du MR.P.P., en prison depuis le 28 mai, a pu s'évader, donner une conférence de presse clandestine et une interview à l'hebdomadaire portugais O Jornal. — V.D.]

Calendrier des fêtes nationales

16-31 AOUT 17 GARON Fête de l'indépen

17 INDONESTR

Anniversaire de la déclaration de l'indépendance 23 BOUMANTE Pête nationale

Fête de l'indépe

31 MALAISIR Fête de l'indépen-

31 TRINITE BT TOBAGO Fête de l'indépen-1er-15 SEPTEMBRE

1 LIBYE Fête nationale

2 REPUBLIQUE DEMOCRA-TIQUE DU VIETNAM Pête de l'indépen-dance

SAINT-MARIN

Fite nationale 3 OATAR 6 SWAZILAND

Pête nationale 7 BRESIL

fête de l'indéper S MALTE Fete nationale

9 BULGARIE Fête nationale

9 REPUBLIQUE Fête nationale

DEM. POP.

15 COSTA-RICA Fête de l'indépen-

15 EL SALVADOR Fête de l'indépen

15 GUATEMALA Fête de l'indépen-

15 HONDURAS Fête de l'Indépen-

15 NICARAGUA Pête de l'Indépen-

AU SOMMAIRE :

LES VACANCES

IDEES : 100EZ AVEC YOS ENFANTS LO JOR, C'est no plaisir de la découverte, du temps retrouve, de la détente. Encera tapad l'organiser des dissines de suggestions pour les parents et les enfants.

de l'éducation

TEST : EXPLORES YOTRE MEMOIRE

Le Monde-

TROIS PROFS EN VACANCES par Plette VIANSSON-PONTE

poir-là, lesso LEMAITRE. Paul LECOL et là. le professeur aunt beureux. La côte vesq - se Cassargie. Pirès... Les récéacés sur! là. C'est en peu la vizie vis qui commes

MOUVELLE , L'AFFAIRE PINLOCHE, par 1000 GUENOT

ofesseur Finloche, président du jury du haccalauréat, s'apprétait à tire la tiste des d. tant à comp. It se fit un utience clacé…

13 QUESTIONS A M. JACQUES CHIRAC

Pour la première tois, M Chirac e'exprime dens la presse sur les problèmes de l'enseignement li répond à treize questions sur la réforme Haby, le maleise des enseignents, le loi Debré, le sélection, le chômage des leunes...

REPONSES A MOT PAILLER

Le numéro d'été est paru

Abounement (1) numéros par an) : vois normals : France 50 - Etranger 68

. REFLEXIONS D'UN PRÉSIDENT D'UNIVERSITE

FORMATION-ANIMATION A LA VILLENEUVE

ET LES AUTRES RUBRIQUES : Nouvelles de l'étraeger, vie de la classe, les livres, les revues

re:: c;: U >°è:e ole sun i ?:=n : M. K nı :"u scus : Perra. directe

 $\mathbf{P}^{:}$

faisait

ERS L'EXTÉRIE

A CHANGE OF

L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

ONU

Le Conseil de sécurité renouvelle le mandat de la FUNU au Sinai Le mandat de la FUNU au Sinai T E Conseil de sécurité a approuvé à l'unanimité (l'îrak et la Chine ne participant pas au vote), le 24 juillet, le renouvellement pour trois mois du mandat de la Force d'urgence des Nations unies dans le Sinai (FUNU). Cette décision a été prise in extremis, le mandat arrivant à expiration le même jour.

Le 15 juillet, l'Egypte avait en effet informé les Nations unies qu'elle refuserait de prolonger le mandat de la FUNU, estimant que sa présence était utilisée par Israël pour perpétuer son occupation du territoire égyptien. Le Conseil de sécurité avait alors adressé au président Sadate, dans la nuit du 21 au 22 juillet, un appel lui demandant de revenir sur sa décision, ce qu'il devait faire le 23. L'appel du Conseil de sécurité avait été voté par ireize voix en sa faveur, l'Irak et la Chine ne participant pas au scrutin.

Bilan de la conférence mondiale de l'Année internationale de la

Ouverte le 19 juin à Mexico, la conférence mondiale de l'Année internationale de la femme a pris fin le 2 juillet, avec l'adoption d'un Plan d'action exposant les directives à suivre et les objectifs à atteindre pour améllorer le statut de la femme dans le monde entier, et d'une Déclaration sur l'égalité des femmes et leur contribution au développement et à la paix. Trente-quatre résolutions complètent ces documents.

Adopté par consensus, le Plan d'action était le principal document soumis à la conférence. Il a pour objectif de stimuler l'action nationale et internationale pour résoudre les problèmes et internationale pour résoudre les problèmes du sous-développement et des structures socio-économiques qui placent les femmes dans une position d'infériorité. Il comprend des « objectifs minimaux » qui devront être réalisés avant 1980, y compris un accroissement considérable de l'alphabétisation des femmes, l'expansion de la formation professionnelle, l'égalité dans l'accès à l'éducation primaire.

à l'éducation primaire.

Les progrès réalisés dans l'application du Plan seront examinés et évainés à intervalles réguliers par les Nations unies.

Quant à la « Déclaration de Mexico 1975 », dont la paternité revient à un groupe de quelque soixante-quinze pays en voie de développement, elle a été adoptée par 89 voix contre 3 (Danemark, Etais-Unis, Israël) et avec 18 abstentions. Le Danemark a annoncé qu'il avait eu l'intention de s'abstenir et avait voté contre par erreur. Avant l'adoption, Israël avait demandé un vote séparé sur l'inclusion du mot « sionisme » dans quatre passages du texte à côté de formes d'oppression comme le colonialisme, le néo-colonialisme, la discrimination raciale et l' « apartheid ». Par 61 voix contre 23 avec 26 abstentions, la conférence a décidé de

avec 26 abstentions, la conférence a décidé de maintenir ce mot.

Dans la « Déclaration de Mexico », la conférence demande aux peuples et aux gouvernements de se consacrer à la réalisation des objectifs de l'Année internationale de la femme, dans le but de construire e une société femmes. objectifs de l'Année internationale de la femme, dans le but de construire « une société humains où les femmes et les hommes peuvent vivre dans la dignité, la liberté, la fustice et la prospérité ». La Déclaration affirme notamment que l'égalité entre les femmes et les hommes signifie égalité dans leur dignité, leur valeur d'êtres humains, ainsi que l'égalité de leurs droits et de leurs possibilités et de leurs responsabilités ».

La conférence a enfin adopté trente-quatre résolutions complètant les deux principaux textes et élaborant les points de vue de certains pays ou groupes de pays qui n'ont pas été inclus dans la Déclaration et le Plan d'action. Une partie de ces résolotions établissent la liai-son entre l'amélioration du sort des femmes et la solution de problèmes politiques: textes sur la Palestine, le canal de Panama, les régimes racistes d'Afrique australe, l'aide an Vietnam, le Chili, le désarmement, le rôle des femmes dans la promotion de la paix et de la détente, etc. Par acclamation, la conférence a recommandé à l'Assemblée générale de l'ONU de convoquer en 1980 une deuxième conférence de la femme pour faire le point des résultats obtenus.

DEMANDES D'ADMISSION DES DEUX VIET-NAMS. — Les 15 et 17 juillet respectivement, le gouvernement répolutionnaire provisoirs de le Répu-bique du Vietnam du Sud et le gouvernement de la République démocratique du Vietnam ont demandé l'admission de leurs pays aux Nations unles et invité le secrétaire général à saistr le Conseil de sécurité de la question.

unles et invité le secrétaire général à saisir le Conseil de sécurité de la question.

CONMANDEMENT DES NATIONS UNIES EN COREE. — Dans uns lettre adressée au président du Couseil de sécurité le 27 juin, l'ambassadeur des Étals-Unis à annoncé que, en accord avec le gouternement de la République de Corée, les Étals-Unis étaient prêts à dissoudre le commandement des Nations unles en Corée et à le ramplacer par des militaires des deux pays qui auraient pour lâche d'assurer l'application de l'accord d'armistica, responsabillé qui incombatt jusqu'à présent au commandant en chej de la jorce des Nations unies. La lettre prêtse que ces mesures seront misse en œuvre le le janvier 1976, sous réserve d'un accord préclable avec l'armés populaire de Corée et les reloniaires de la République populaire de Chine en leur quelité de synataires de l'accord d'armistice, qui resten en vigueur.

De leur côté, dans une lettre au secrétaire général de l'ONU, le Canada, le Costa-Rica, le Japon, les Pays-Bax, le Royaume-Uni et les Étals-Unis ont notamment inrité l'Assemblée générals à demander, lors de sa prochaine session, au Conseil de sécurité d'encranger les parties intéressées à conclure des urruggements ain de permettre la dissolution du commandement des Nations unies en Corée le Ir janvier 1976.

DEOITS DE L'HOMME AU CHILL — Le gouver-

DROITS DE L'HOMME AU CHILL - Le gouver DROITS DE L'HOMME AU CHILL — Le gouver-nement étuien a injormé la secrétaire général des Nations unues le ? juillet qu'il rejuserait l'entrés au Chill du groupe de travail étangé par la commis-sion dez droits de l'homme d'enquêter sur le respect des droits individuels au Chill Considérant cette annulation unitaiente d'un accord présablement conc'n comme injustifiée, le groupe de travail s'est rendu à Linna et à Caracas où à a reçu des témoi-gnages oraux et écrits sur la situation au Chill il doit rédiger son rapport ce mois-ci à Genère. PROGRANNE DIES NATIONE UNIES POUR LE PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT. — Le conseil d'administration du Propreame des Nations unies pour le développement, réuni à Genève, a approuvé le 19 juin deux projets concernant, d'une par l'Ajrique orientale (création d'un centre pour l'amélioration du blé et du mais et envoi d'un spécialiste de l'économie agricole), d'autre part les pays arabes. Il a autorisé son administrateur à approuver éventuellement des demardes d'aide entrant dans le cadre de programmes proposés par la Birmanie, le Kenga, le Koneit et le Nigéria. Enjin, le même jour, il a accordé son appui à une proposition concernant la répartition des dépenses de reconstruction dans la zone da canal de Suez, et approuvé des projets de étreloppement dans la région sud du Soudan. Le 23 juin, le conseil d'administration a donné son accord pour des projets à entreprendre par le Fonds des Nations unies pour les activités en matière de population et pour un projet intéressant la plantification jamiliale au Nigéria. PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL — La conseil économique et social des Nations unies a ouvert sa session d'été d Genève le 2 juillet. On trouvera un résumé de ses travaux dans le prochain numéro. nn résumé de ses travaux dans le prochain numéro. SEORERESSE DANS LA ZONE SOUDANO-SAHELLENNE. — Pour inciter la communauté internationale à contribuer financièrement à la mise en Guur de cinquanto-deux projets en relation avec la sécheresse dans la région soudano-subélienne, une confrance de gouvernements et d'organisations intéressées s'est tenue à Genère le le juillet. Des contributions financières ou techniques ont été annoncées.

AIDE A L'INDOCHINE. — M. Eust Waldheim, recrétaire général de l'ONU, a lancé le 17 juillet un nouvel appel en javeur d'une aide supplémentaire urgente aux populations de l'Indochine.

PEFUGIES. — M. Oystein Opdahl (Norvège) a nommé le 20 fuin délégué du haut commissaire Nations unies pour les réfugiés en Angola.

Travail

Les travaux de la soixantième conférence internationale du tra-

QUINZE cents délégués et conseillers gouver-nementaux, employeurs et travailleurs venus de cent dix-neuf pays membres de l'Organisa-tion internationale du travail (O.I.T.) ont participé à Genève à la soixantième confèrence internationale du travail, qui a en Heu du 4 au 25 juin. Cette conférence, qui a été mar-quée par le retrait des délégations amé-ricaine et israélienne après l'admission d'une délégation de l'Organisation de libération de la Palestine (O.I.P.) en qualité d'observateur, a voté un budget de 144 millions de dollars pour 1976-1977 (ce qui représente une augmentation de 34 millions de dollars par rapport à la période précédente mais ne fait que tenir compte de l'inflation internationale et de la baisse du cours du dollar).

de l'inflation internationale et de la baisse du cours du dollar).

Comme chaque année, de nouvelles normes internationales du travail ont été adoptées:

1) Une convention et une recommandation pour promouvoir la création d'organisations de travailleurs ruraux et leur permettre de jouer un plus grand rôle dans le développement. Plus de la moitié des travailleurs du monde sont des ruraux, généralement pauvres et incapables d'améliorer leurs conditions de travail et de vie du fait de l'absence d'organisations fortes pour les défendre.

2) Une autre convention et une autre recommandation pour encourager les Etats membres à moderniser leurs politiques et programmes d'orientation et de formation professionnelles, de façon à former une main-d'œuvre capable de s'adapter aux conditions et changements du marché de l'emploi, tout en lui assurant un travail satisfaisant.

3) Une troisième convention, assortie d'une recommandation, indique les politiques à suivre pour éliminer l'emploi des migrants dans des conditions abusives et pour accorder aux travailleurs migrants l'égalité de traitement avec les nationaux. Il n'y a pas moins de 13 millions de travailleurs migrants en Europe occidentale seulement.

Les travaux ont aussi porté sur la préparation

Les travaux ont aussi porté sur la préparation d'instruments qui seront récraminés l'an prochain et qui visent à inciter les gouvernements, les employeurs et les travailleurs à se consulter et à coopèrer pour prendre les mesures permettant une meilleure application des cent quarante-trois conventions et des cent cinquante et une recommandations qui constituent maintenant le code international du travail.

D'autre part, dans une déclaration solennelle, la conférence a réaffirmé le droit des travailleuses — plus de 500 millions de femmes — à l'égalité de truitement avec les hommes dans l'emploi. Un plan d'action destiné à concrétiser ces droits demande à l'O.I.T. de rassembler les données nécessaires à l'évaluation des progrès accomplis en vue d'une égalité effective pour les travailleuses.

accomplis en vue d'une egante enectave pour les travailleuses.
Une résolution consacrée à la situation au Chili invite instamment les autorités chiliennes à se conformer aux dispositions de l'O.I.T. sur les droits de l'homme et les droits syndicaux et à fournir au Bureau international du travail des informations sur l'application des convenet à fournir au Bureau international du travail des informations sur l'application des conventions concernées. Parmi les autres sujets qui ont fait l'objet de résolutions de la conférence figurent la mise en ceuvre d'une stratégie coordonnée du développement rural, l'égalité de chances et de traitement entre les hommes et les femmes dans le domaine du travail, la contribution des petites et moyennes entreprises au progrès économique et social, la réadaptation professionnelle et la réinsertion sociale des invalides et des handicapés, l'industrialisation, la garantie de l'emploi et la protection des revenus des travailleurs.

Un nouveau conseil d'administration du BIT.

Un nouveau conseil d'administration du HIT, de cinquante-six membres au lieu de quarante-huit antérieurement, a été élu pour la période 1975-1978. En effet, un amendement à la Cons-1875-1978. En effet, un amendement à la Constitution a porté le nombre des sièges au conseil à cinquante-six (vingt-huit gouvernementaux, quatorze employeurs et quatorze travailleurs) permettant ainsi une représentation plus large des cent vingt-six Etats membres.

Enfin la conférence a prolongé d'un an le mandat du groupe de travail chargé d'étudier les problèmes de structure de l'O.I.T. pour lui permettre de poursuivre ses travaux.

permettre de poursuivre ses travaux.

F. A. O.

Situation toujours difficile pour les fibres dures

A situation du sisal, du henequen et des autres fibres dures a continué à se détériorer à la fin de 1974 et au début de 1975, avec un gonfiement des stocks, une baisse des prix et une concurrence croissante de la part des synthétiques sur le marché mondial : telle est la principale conclusion du groupe intergouvernemental sur les fibres dures, qui a tenu sa neuvième session, du 30 juin au 4 juillet à Rome, au siège de l'Organisation des Nations unles pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.).

L'invasion croissante des marchés du sisal et du henequen par les produits de remplacement synthétiques a été notée avec inquiétude. Les pays producteurs reconnaissent qu'il est nécessaire de vendre le sisal à des prix de nature à concurrencer les synthétiques, mais la plupart des délégations ont exprimé la crainte que, si A situation du sisal, du henequen et des

les prix des fibres s'établissent à des niveaux aussi has que ceux qui sont considérés comme compétitifs par les pays consommateurs, c'est-à-dire à près de 300 dollars la tonne, la culture du sisal ne sera plus rentable dans de nombreux pays étant donné le progrès de l'inflation et de la hausse des coûts de production.

Parallèlement à cette réunion, s'est tenue du 30 juin au 2 fuillet, également au siège de la F.A.O., la sixième session du groupe de travail consultatif de la recherche sur les fibres dures.

UN NOUVRAU PROGRAMME DE LUTTE CONTRE LA POLLUTION EN MEDITERRANER. — Plus de soixante centres de recherche marine de diz-huit pays méditerranéans vont saus doute participer à un ou plusieurs des sept projets pilotes des Nations unies contre la pollution en Méditerranée. Quatre de ces projets, patronnés par ls Conseil général des pêches pour la Méditerranée de la PA.O. et par le PNUD (Programmes des Nations unies pour le déceloppement), ont été discutés à Rome du 23 juin au « juillet par une cinquantaine de spécialistes de quatorze pays bordant la Méditerranée.

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL.

Hatti, qui vient de subir les effets de la sécheresse, et Madagascar, récemment dévastée par des
eyelones, vont recevoir du Programme alimentaire
mondial une aide alimentaire qui se mont respectivement à 1235.700 dollars et à 225.500 dollars.

La majeure partie de la population de Batti vit
d'une agriculture de subsistance, qui a été très
gravement affectée par une séchereuse de huit
mois. mois.

A Madagazear, ce sont quatre évolones qui se sont abattus récemment sur la Grande Ile, y provoquant des dépâts considérables : des maisons, des bâtiments publics, des ports et des digues et cinq mille hectares de rizières ont été détruits.

Pautre part, en Birmanie, environ cent mille personnes sinistrées à la suite d'un récent cyclone vont recevré pendant deux mois des rations de secours expédiées par le Programme aimentaire mondial, pour une valeur de 740.000 dollars.

• ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE.

L'UNESCO a organisé à Quito (Equateur), du 24 au 30 juin, une rencontre d'experts consacrée à le planification des échanges de nouvelles en Amérique latins (circulation intérieure des nouvelles, échanges d'informations au nineau régional et international et rôle des agences internationales

d'information). Les conclusions de cette réunion seront soumises à une conférence intergouverne-mentale sur les politiques de la communication en Amérique latine qui aura lieu au mois de de-cembre.

embre.

SANTE. — Un symposium sur le planification et l'organisation des services en faveur des alcooliques et des individus pharmacodépendants s'est tenu à Albi du 30 juin au 5 juillet à l'indiation de l'OMS.),

L'amélioration mondials de la santé (OMS.),

L'amélioration de le sécurité dans le recherche mbrobiologique et la recherche en biologie cellulaire a été au centre des travaux de la disseptième session du comité consultatif de la recherche médicale de l'OMS, qui a eu lieu à Genève au 21 au 27 juin. Le comité a accordé une attention toute particulièrs aux nouvelles techniques mises au point dans le domaine de le génétique moiéculaire et à leur application aux problèmes de prévention et de traitement de maladies humaines et animales.

AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE

AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE. — A l'initiatipe du pouvernement gabonals et du Commissariat français à l'énergie atomique, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a organisé, du 23 au 27 juin, d'Utreville, un colloque sur le phénomène d'Oklo (réaction de fission en chaîne très ancienne dens un réacteur jossile constitué par un giaement à uranium).

a DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL. — La création d'une organisation internationale du coton,
destinée à promouvoir l'industrie textile dans les
pays en vois de développement, a été l'une des
recommandations jornulées par un groupe
d'experts venus de treize pays en voie de développement et de quatrs pays industrialisés, qui
s'étaient réunis à Manachester (Grande-Bretagne)
du 23 au 25 juin à l'initiative de l'Organisation des
Nations unies pour le développement industriel
(ONUDI) et de l'Institut international du coton
(11,0.).

(I.I.C.)

NAVIGATION MARITIME. La convention internationale sur la responsabilité civile pour les dommagee dus à la pollution par les hydrocarbures, élaborés par une conférence convoquée en 1971 par l'Organisation interpouvernementales consultatives de la navigation musitime (O.M.C.I.), est entrée en vigueur le 19 juin. Cette convention a pour objet d'assurer une réparation suisjainante aux personnes victimes de dommages causés par un pollution due aux hydrocarbures, à la suite d'accidents survenus en mer et deus lesqueis sont impliqués des navires transportant ces produits, La convention ne s'applique ni aux navires de guerre ni aux bateaux exploités par un Etat et utilisés à titre temporaire pour un service officiel non commercial.

L'Ethiopie est devenue, le 3 fullet, membre de l'O.M.C.I., portant sinsi le nombre des Etats membres de l'Organisation à quatre-vingt-dix (dont un membre auscoté).

e TELECOMMUNICATIONS. — L'Union inter-nationale des télécommunications (U.I.T.) a organisé à Alger, du 7 au 12 fuillet, une confé-rence consacrée à l'étude du financement à un réseau régional de télécommunications englobant les vingt pays membres de la Lique des Etats arabes ainsi que Chypre, l'Ethiopie, la Grèce, Malts et la Turquie.

Fonds monétaire international

Révision de taux de rémunération L Fonds monétaire international (FML) a révisé le 9 juillet dernier les taux de rémunération applicables aux positions dans la super tranche-or. Selon la formule adoptée en juin 1974, le Fonds a décidé de verser une rémunération au taux de 3,75 %; il a également unitié à 275 % les deux taux de rémunération. rémunération au taux de 3,75 %; il a également unifié à 2,75 % les deux taux de rémunération en vigueur depuis juin 1974. D'autre part, le taux d'intérêt et les commissions relatives aux droits de tirage spéciaux (D.T.S.), qui d'après les statuts du Fonds ne doivent pas dépasser le taux de rémunération quand celui-ci est supérieur à 2 %, ont aussi été fixés à 3,75 %.

AIDE AU RENYA DANS LE CADRE DU MECANISME D'AIDE A MOYEN TREME. — Le 7 fuillet,
le Renya a demandé au F.M.I. d'utiliser les ressources du Fonds octroyées dans le cadre du mécanisme d'aide à moyen terme créé en septembre
1974 pour ventr en aide aux pays membres qui
doivent effectuer certains ajustements destinés à
redresser l'équilibra de leur balance des paiements.
Contrairement aux crédits e stand-by » qui
u'excèdent pas une durée de douze mois, ce nouveau mécanisme a une durée de trois ans. Il
s'agit là du premier recours à octte faculité qui
permetru au Kenya d'acheter, pendant une
période de trois ans, l'équivalent de 67,2 militons
de D.T.S.

de D.I S.

CREDITS « STAND-BY » A L'AFGHANISTAN ET A HAITL — Le P.M.I. a approuvé, le ? juillet, un crédit « etand-by » à Haitl l'autorisant à acheter, au cours des douse prochains mois, l'équivalent de 4,55 millions de D.T.S. en monnaies étrangères; d'autre part, le 15 juillet, l'Ajphanistan s'est vu accorder un crédit de même nature qui lui permettra d'acheter l'équivalent de 8,5 millions de D.T.S. en monnaies étrungères.

PLEMINISTE AU GIUDE III MELLANISME DE

en monnaies étrangères.

EMPEUNTS AU TITRE DU MECANISME PETROLIER. — Deux pays mémbres du Fonds ont
éffectué, le 9 juillet, dens le cadre du mécanisme
pétrolier, deux achais d'un montant total équivalant
à 59 970 000 D.T.S., ciusi répartis : Batti,
380.000 D.T.S.; Bépublique de Corée, 58 millions TIRAGE DE LA GRECE. — La Fonds monétaire donné son accord, le 18 juillet, à l'achat par a gouvernement gree de l'équisalent de 34,5 mil-lons de D.F.S. en montaies étragères.

Groupe de la Banque mondiale

Quinze prêts de la Banque A Banque internationale pour la reconstruc-tion et le développement a recemment approuvé plusieurs prêts en faveur des pays et organismes suivants:

— Nigéria, le 19 juin: 65 500 000 dollars pour trois projets de plantation de palmiers à hulle à grand rendement;

— Syrie, le 19 juin: 72 millions de dollars pour la réalisation d'un projet énergétique sur le fleuve Grontes;

pour la realisation; le fleuve Grontes; — Turquie, le 19 juin : 75 millions de dollars pour le financement d'un projet de dévelop-

pour le financement d'un projet de développement rural;

— Algérie, le 30 juin : 48 millions de dollars,
dont un prêt d'assistance technique de 8 millions de dollars pour la réalisation de son
programme national de développement rural et
40 millions de dollars pour développer la production des matériaux de construction et augmenter les investissements industriels;

— Colombie, le 30 juin : 21 millions de dollars
qui financeront un programme de développement
agricole à Cordoba;

— Indonésie, le 3 juillet : 68 millions de dollars pour un projet de distribution d'engrais;

— Kenya, le 3 juillet : 63 millions de dollars
qui financeront en partie la construction de la
centrale hydro-électrique de Gitaru sur le fleuve
Tana;

— Tunisie, le 3 juillet: 8 900 000 dollars qui permetront de venir en aide aux écoles primaires et de développer le programme national de formation professionnelle;

— Hes Fidji, le 9 juillet: 5 millions de dollars destinés an développement du réseau de télécommunications du pays;

— Banque de développement industriel du Kenya, le 9 juillet: 10 millions de dollars qui fourniront à cet organisme une partie des devises dont il a besoin jusqu'à la fin de 1978;

— Libéria, le 9 juillet: 1 800 000 dollars qui

— Libéria, le 9 juillet : 1 800 000 dollars qui contribueront à améliorer la gestion de la Société d'Electricité du Libéria ; - Yougoslavie, le 9 juillet : 40 millions de dollars pour l'amélioration de l'infrastructure routière ;

— Société financière coréenne de développe-ment, le 17 juillet : 55 millions de dollars pour ses opérations de prêts en faveur des entreprises industrielles et du secteur des travaux publics ;

— Thailande, le 17 juillet: 95 millions de dollars pour le financement du projet d'irri-gation de Phitsanulok dans le nord du pays. ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOP-PEMENT, — Une série d'opérations de crédits ont été annoncées par l'Association internationale da développement (IDA) au cours des dernières

développement (IDA) au cours des dernières semannes:

Deux crédits, d'un montant total de 17 100 000 dollars le 19 juin à le République arube du Yémen, pour le financement d'un projet routier, d'un projet d'alimentation des eaux et d'évacuation des eaux usées à Hodelda, le principal port du pags; 24 millions de dollars le 19 juin à l'Inde, pour le développement de la zone de contrôle du projet d'influence de la grouncion d'anance près de Eindia; un crédit de 3 millions de dollars le 30 fuil à le Guiné, pour le développement de la production d'anance près de Eindia; un crédit de 3 millions de dollars le 3 juillet au Cameroun, pour ventre en pays; un crédit de 10 millions de dollars le 2 fuillet à le Tanannie, pour le développement de la production latitire; un crédit de 2 millions de dollars le 3 juillet au Sénégal, pour le financement d'un projet de réinstalletion et d'assislance technique; un crédit de 25 millions de dollars le 17 juillet à la Banque d'Alexandrie en Eppple, pour l'aider à financer ses prêts en vue d'opérations de développement.

INVESTISSEMENTS DE LA S.F.L.— Le Société

INVESTISSEMENTS DE LA S.F.I. — La Société financière internationale (S.F.I.) a effectué une sèris d'opérations pendant les mois de juin et juillet : juillet:

Le 23 juin, 3 100 000 dollars ont été affectés au dévaloppement de l'industrie touristique en Tunisie (2 500 000 dollars sous forme de prêt et 585 500 dollars sous forme de participation au capital de le Société d'études et de developpement de 80 susse-nord); le 25 juin, unes participation d'environ 700 000 dollars a été prise dans le capital d'un nouvel organisme se consacrant au marché financier au Venezuela, la Sociédaé Financiera Promotora del Merado de Capitales; le 26 juin, le premier investissement de la S.F.I. au Cameroun a ut lieu sous jorme d'uns prize de participation de cât 8000 dollars dans le société Batz camerounaise pour l'aider à accroître sa fubrication de chaussures; le 25 juin, un prêt, en collaboration de chaussures; le 25 juin, un prêt, en collaboration de chaussures; le 25 juin, un prêt, en collaboration de chaussures; le 25 juin, un prêt, en collaboration de chaussures; le 25 juin, un prêt, en collaboration de chaussures; le 25 juin, un prêt, en collaboration de chaussures; le 25 juin, un prêt, en collaboration de chaussures; le 26 juin, un prêt de developpement en Turquie, le Turkiye Sinai Ealicinma Eankasi; le 30 juin, un prêt de 10 millions de dollars a été affecté à le construction d'une usine pétrochimique au nord-est du Brésil; le 1x juillet, nu prêt de 9 500 000 dollars a été consenti à le société Mahindra Ugine Steel de Finde pour le développement de Findaustrie sidérurgiques; le 2 fuillet, enjin, la S.F.I. a souserit un engagement de 3 millions 160 000 dollars sous forme de prêt et de prise de participation pour un projet de développement hôtelier à Ratmandou au Népal.

EMISSION DE BONS AUX ETATS-UNIS. — Le 9 juillet, la BIBD a effectué une émission de bons aux Etats-Unis. D'un montant total de 500 millions de dollars, eUs comprend 300 millions de dollars de bons à citaq ans venant d échéance le 15 juillet 1980 et 200 millions de dollars de bons d dix ans, venant d échéance le 15 juillet 1985.

REUNIONS DE DIVERS GROUPES CONSULTA-TIFS. — Une série de réunuons de groupes consul-tatifs se sont dernièrement tenues à Paris : les 17 et 18 juin, groupe consultatif pour la Tuntsie ; les 23 et 24 juin, groupe consultatif pour la Co-lombie ; les 26 et 27 juin, consortium d'aide à l'Inde et, les 2 et 3 juillet, groupe consultatif pour la République de Corée.

Banque africaine de développement

Six prêts

Six prêts

T A Banque africaine de développement a annoncé une série d'opérations de prêts:

— Au Swaziland, le 24 juin: 700 000 u.c. (194 600 000 F C.F.A.) (1) qui financeront la première phase du programme décennal d'extension et de modernisation du système de télécommunications de ce pays et 170 000 u.c. (47 260 000 F C.F.A.) pour l'extension de la route reliant Mansini à Mahamba;

— Au Cameroun, le 24 juin: 1 100 000 u.c. (305 800 000 F C.F.A.) destinés à la construction de la nouvelle aérogare de Douala;

— A la Société nationale des chemins de fer tunisiens, le 24 juin: 5 millions d'u.c. (1 390 000 000 de F C.F.A.) pour financer le coût en devises des travaux réalisés sur le réseau ferroviaire sud;

— Au Malawi, le 24 juin: 5 millions d'u.c. (1 390 000 000 de F C.F.A.) pour le financement du coût en devises d'une ligne électrique entre Nkoula et Lilongwe;

— Au Kenya, le 24 juin: 3 millions d'u.c. (834 000 000 de F C.F.A.) pour la construction de la route Kitale-Kapenguria.

AIDE DU NIGERIA. — Le 25 fnin, le Nigeria a Informé la Banque africaine de sa décision de lui confier la gestion d'un fonds spécial destiné à accroître la contribution de la Banque en faveur de ses membres les plus défavorisés. Ce fonds s'élève d 50 millions de nairas. soit 16 500 000 000 de F C.F.A.

FONDS APRICAIN DE DEVELOPPEMENT. — La cinquième réunion consultative sur le mobili-sation des ressources supplémentaires pour le Ponds ciricain de développement (FAD) s'est tenus le 26 juin à Genève.

(1) 1 u.c. = 1,20 dollar on 278 francs C.P.A.

Banque asiatique de développement

Pret aux Philippines

A Banque asiatique de développement a le 26 juin accordé aux Philippines un prêt d'un montant de 13.5 millions de dollars (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour trente ans et à 3.75 % l'an). Ce prêt, qui est assort d'un don d'assistance technique de 100 000 dollars, est destiné à financer un projet visant à irriguer, à partir du fleuve Pulangui, la plaine de Valencia, située dans le centre de l'île de Mindanao.

Banque centraméricaine d'intégration économique

Prêts ou Guatemolo et ou Honduros

L A Banque centraméricaine d'intégration éco-nomique (B.C.I.E.) a accorde le 20 juin un prêt de 1800 000 dollars au Guatemala destiné à financer la mise en place de réseaux d'eau potable dans la capitale. Elle a consenti le même jour au Honduras un prêt d'un montant de 4500 000 dollars qui financera un projet

CREATION D'UN FONDS DE DEVELOPPEMENT SOCIAL. — La B.C.J.E. a eunoncé le 25 juin la création d'un fonds de développement social dont les ressources seront affectes à la réalisation de proje's dens les domaines de la santé, de l'éducationa, de l'habitat et du développement pour les populations à bas revenus. Ces projets devront avoir un caractère régional ou latre partie des programmes d'intégration.

Banque européenne d'investissement

Treize prėts

 \mathbf{P}^{1}

re: = :5.: C::

⊒:ése

- 's

fion t

Tsus M. K

തം 22

asus ¢

ment Path.

directe faisti

P OUR la première fols, après une interrup-D OUR la première fols, après une interruption de sept ans à la suite des évènements politiques qui avaient conduit la C.E.E. à suspendre sou aide financière, la Banque européenne d'investissement (B.E.L.) a consenti le 25 juin a la Grèce deux prèts d'un montant total de 11,65 millions de dollars (9,1 millions d'u.c.) dout 10 millions de dollars sous la forme d'un prêt global destiné à contribuer au financement d'initiatique industrialles de petite et cement d'initiatives industrielles de petite et moyenne dimension (pour onze ans et à 9,25 %), et 1,85 million de dollars (pour neuf ans et

CE capitale de la Côte d'Azur centre mondial des congrès



Un Paisis des congrès ponvant recevoir 20 000 personnes;
 Vingt salies de capacités diverses ;

Tradoction signaltable ; Trois cents bôtels totalisant plus de dix mille chambres; D'innombrables possibilités d'excursions et de distractions.

distractions.

An centre de la Côte d'Azur, desservie par un aéroport international, des liateons ferroviaires, routières et maritimes la reliant à toutes les

eapitales
EN TOUTES SAISUNS
NICE EST LA VILLE
IDEALE BES CONGRES

OPFICE D& TOURISME SYNDICAT D'INITIATIVE: 22, rue Hôtel-dea-Postes - Tél 85-25-25/26. Tèles: Acqueil Nica: 460-42.

à 9,25 %) pour la construction près d'Athènes d'une usine de produits en aluminium. Autres opérations annoncées : — Deux prêts d'une contre-valeur de 24,2 mil-

— Deux prêts d'une contre-valeur de 24,2 millions de livres (44,9 millions d'u.c., pour dix ans et à 9,25 %), le 26 juin, à la British Gas Corporation du Royaume-Uni, pour le financement d'un réseau de gazodues destinés à acheminer le gaz de la mer du Nord vers l'Ecosse;

— Un prêt d'une contre-valeur de 4,5 millions de livres (7,7 millions d'u.c., pour quinze ans et à 9,25 %), le 6 juillet, à Cement Ltd de Dublin, pour contribuer au finaucement de l'extension d'une cimenterle à Platin;

— Trois prêts d'une contre-valeur de 50 millions de fraucs (9,6 millions d'u.c., pour douze ans et à 9,25 %), le 11 juillet aux départements bretons, pour le renforcement et l'extension des réseaux d'adduction d'eau dans des zones rurales de la Bretagne;

réseaux d'adduction d'eau dans des zones rurales de la Bretagne;

— Un prêt d'une coutre-valeur de 165 millions de francs (31,8 millions d'u.c., pour douze ans et à 9,25 %), le 16 juillet, à la société concessionnaire des Autoroutes Paris-Est-Lorraine-Apel, pour le financement d'une nouvelle tranche de l'autoroute Paris-Metz;

— Trois prêts d'une contre-valeur totale de 27,1 milliards de lires (33,5 millions d'u.c., à 9,25 %), le 17 juillet, au groupe italien Ente Nazionale Idrocarburi (ENI) : 12,1 milliards de lires (10 pour sept ans) financeront le développe-

lires (pour sept ans) financeront le développe-ment du gisement d'hydrocarbures de Malossa dans la plaine du Pô; 7 milliards de lires (pour dix ans) pour la pose de quatre gasoducs en Calabre, dans les Pouilles et en Basilicate; 6 milliards de lires (pour dix ans) financeront un projet d'extension et de modernisation du complexe pétrochimique de Gela, en Sielle; — Un prêt d'une contre-valeur de 1 350 000 u.c. (13,6 millions de roupies mauricismes pour quinze ans), le 16 juillet, au Central Electricity Board (CEB), pour le renforcement de l'approvisionnement en électricité de l'île Maurice.

EMISSION D'UN EMPRUNT OBLIGATAIRE EN SUISSE. — Le 19 juin, la B.L.I. a émis en Suisse un emprunt obligataire de 80 millions de francs suis-es pris terme par un syndicat de bonques suisses placé sous le direction commune de l'Union de Banques suisses de la Société de Banque suisse et du Crédit euisse.

Ces obligations, d'une durée de quinze ans maximum portent intérêt au taux de 7.75 % payable annuellement Elles ont été offertes eu pair en souseription publique du 25 au 30 juin 1975.

Conférence des Nations unies

La septième session de la commission des articles monufacturés

A septième session de la commission des naticles manufacturés de la Conférence des Nations unles sur le commerce et le développement (CNUCED), qui s'est tenue à Genève du 23 juin au 4 juillet, a adopté trois résolutions. La première demande au secrétaire genéral de la CNUCED de réunir un groupe spécial d'experts chargé d'identifier les pratiques commerciales restrictives qui risquent d'engendrer des abus de position dominante sur les marchés aux niveaux national et international et d'élaborer à l'intention des pays en voie de développement un projet de loi-cadre leur donnant les moyens d'éliminer ces pratiques. La seconde résolution, qui concerne le commerce interna-

résolution, qui concerne le commerce interna-tional des textiles, recommande la libéralisation progressive des obstacles tarifaires et non tari-

faires qui entravent les exportations de textiles en provenance des pays en voie de dévelop-pement, le maintien par les pays développés du système de préférences généralisées dans ce domaine et l'octroi de facilités à l'impor-

tation, par les pays industrialisés, des produits textiles artisanaux fabriqués dans les pays moins

développés. Quant à la troisième résolution, elle invite les pays industrialisés à procéder aux reclassifications tarifaires qui seraient nécessaires pour faciliter l'entrée sur leurs marchés des produits tropicaux, bruts et transformés, et des produits artisanaux provenant des pays en vole de développement.

Conseil de coopération douanière

sixième sessions du Conseil T E Conseil de coopération douanière a tenu

E Conseil de coopération douanière a tenu ses quarante-cinquième et quarante-sixième sessions à Buenos-Aires du 21 au 29 mai, sous la présidence de M. Jasjit Singh (Inde).

Le Conseil a approuvé la publication de textes adoptés par le comité de la valeur en douane, parmi lesquels une étude sur la valeur en douane des ordinateurs et des supports de programme. D'autre part, trois nouvelles annexes à la Convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des résimes

la simplification et l'harmonisation des régimes donaniers ont été adoptées : elles traitent du dédouanement des marchandises pour mise à la

consommation, du transit douanier et de l'exportation temporaire pour perfectionnement

Le Conseil a également adopté une recom-

mandation sur la centralisation des renseigne-ments concernant les fraudes douanières, et

une résolution concernant l'abolition du mani-

une résolution concernant l'abolition du mani-feste de passagers pour l'arrivée et le départ des voyageurs empruntant la voie aérienne. Un nouveau mandat a été attribué au groupe de travail chargé de l'étude des applications pratiques des ordinateurs en matière donanière. En ce qui concerne l'activité du comité de la Nomenclature, la Conseil a adopté un certain

la Nomenclature, la Conseil a adopté un certain nombre d'amendements à la Nomenclature et diverses modifications afin de l'actualiser et d'accroître l'uniformité du classement des mar-chandises dans le commerce international.

Perspectives de l'offre et de la

demande mondiales pour 1975-1976

Nations unles sur le commerce et le develop-pement (CNUCEID) et du Programme alimen-taire mondial (PAM) ont participé aux solvante-treizième et soixante-quatorzième ses-sions du Consell international du blé, qui se sont déroulées à Londres du 30 juin au 3 juillet.

Conseil international du blé

Quarante-cinquième et quarante-

sur le commerce

et le développement

Banque interaméricaine de développement

Augmentation des ressources de la Bonque

A U cours d'une réunion extraordinaire qui A s'est tenue le 9 juillet à Washington, l'assemblée des gouverneurs de la Banque inter-amèricaine de développement (BID) à demandé aux vingt-quatre pays membres de la Banque d'augmenter de 6,3 milliards de dollars le capital de l'organisation afin qu'elle puisse faire face aux besoins croissants que requiert le dévelop-pement de l'Amérique latine.

Prêts à l'Equateur, à la Bolivie et

à cinq pays d'Amérique centrale à cinq pays d'Amérique centrale

Deux prèts d'un montant total de 3 millions de dollars ont été accordés le 26 juin à l'Equateur pour financer le développement des petites industries et des entreprises artisanales. 1.5 million de dollars ont été consentis à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour quinze ans et à 6 %; 1.5 million de dollars ont été fournis par le Fonds d'opérations epéciales, pour quarante ans et à 1 % l'an pendant les dix premières années et à 2 % ensuita.

Deux prêts ont été accordés le 11 juillet à la Bolivie pour le développement de l'industrie et du tourisme. Le premier, d'un montant de 6 millions de dollars, provient du Fonds d'opérations spéciales; le second s'élève à 2 420 000 francs suisses (l'équivalent de 1 million de dollars); tous deux ont été consentis pour vingt-einq ans avec un taux d'intérêt de 1 % pendant les cinq premières années et de 2 % ensuite.

pendant les cinq premières années et de 2 % ensuite. Enfin, le 3 juillet, 25 millions de dollars (à l'aide du Fonds d'opérations spéciales, pour trente ans à 1 % pendant les dix premières années et à 2 % ensuite) ont été attribués à cinq pays membres (El Salvador, Honduras, Costa-Rica, Guatemala et Nicaragua) pour aider à la construction de divers tronçons routiers.

EMPRUNT EN ITALIE. — Un emprunt d'un mon-tant de 25 millions de dollars e été effectué le 7 juillet par le BID en Italia. Souscrit auprès de l'Ufficio Italiano dei Cambi, cet emprunt ports un intérêt de 8,25 % et a une durée de dix ans.

Le Conseil a procédé à un examen des prévisions concernant l'offre et la demande mondiales de blé pour 1975-1976.

Les besoins mondiaux en importations de blé ont été évalués entre 63 et 68 millions de tonnes, en hausse par rapport à 1974-1975 où ils u'ont pas dépassé 62,7 millions de tonnes; une augmentation des importations est surtout prévisible en Europe occidentale (7,2 millions de tonnes contre 6,4 en 1974-1975) et en Afrique (10 millions contre 8,7 pour la période précédente). Les capacites mondiales d'exportation seront, quant à elles, comprises entre 63,8 et 76,3 millions de tonnes en 1975-1976.

Toutefois, même si les prévisions actuelles laissent prévoir un niveau des capacités d'exportations suffisant pour satisfaire la demande en importations de blé et pour assurer une reconstitution des stocks (et notamment aux Etats-Unis), il ne faut cependant pas exclure la possibilité d'une augmentation imprévisible de la demande, que ce soit pour des raisons d'ordre climatique ou de toute autre nature. Au cours de ces deux sessions, le Consell a pris connaissance d'un rapport du groupe préparatoire qui avait été créé en février pour examiner les nossibilités de rerustacement de l'actuel

toire qui avait été créé en février pour examiner les possibilités de remplacement de l'actuel accord international sur le blé de 1971 par un nouvel accord; le groupe a été chargé de pré-senter un autre rapport an Conseil lors de sa

EXTENSION DE L'ACCORD INTERNATIONAL DE 1871. — Les protocoles étendant les deux conventions de l'accord international sur le blé de 1971 (la convention sur le commerce du blé et la convention sur l'aide alimentaire) sont entrés en vigueur le 1s juillet.

Dix-septième session ordinaire de

La commission

La commission de l'Accord de Cartagena a tenu dans la capitale péruvienne sa dixseptième session ordinaire du 14 au 24 juillet.
Elle a repris l'étude des propositions du comité
(la junta) sur les programmes sectoriels da développement des industries automobile, pétrochimique et des engrais chimiques. D'importants progrès auraient été réalisés, notamment en ce qui concerne l'industrie automobile.

La commission a aussi arrêté la position des pays membres en vue des négociations collectives au sein de l'Association latino-américaine de libre-commerce (ALALC), dont la reprise était prévue pour le 4 août à Montevideo. Elle a en outre considéré l'état actuel de l'application, au niveau de la sous-région, des statuts des entreprises multinationales, et examiné en première lecture una proposition du comité sur la construction d'un réseau routier sousrégional.

VERS LA CREATION D'UN FONDS COMMUN DE RESERVES. — Le conseil monétaire et des changes du Groupe andin s'est réuni d Lima du 23 au 28 juillet pour les trapaux de sa quatrième session. L' conseil a entièrement consaoré ses trapaux à l'exames du tests de l'avant-projet de création d'un iruda commun de réserves. Prèvu en tant qu'instrument de la politique monétaire et des changes dons la sous-région, le londs commun de réserves aurait notamment pour but : a) Calder les pays membres en cas de déséquillors temporaire de leurs belances des palements; b) de contribuer de l'harmonisation des politiques linancière et monétaire.

DEFENSE CIVILE. - Une réunion technique

DEFENSE CIVILE. — Une réunion technique des représentants des organismes de défense civile des six pays membres s'est tenue d'Lima (Pérou) du 28 au 31 juin pour élaborer un projet de convention sur la création d'une organisation anaine de la detense civile. Les textes arrêtés à le fin des travaux prévolent notamment la coordination des actions des sus pays pour 'aire face d'des situations d'ungunce et à des catastrophes nationales, et l'élaboration de projets préventifs d'intérêt commun.

Groupe andin

la commission

que, malgre ses côtés positifs, cette évolution n'est pas allée de pair avec les progrès des institutions.

A la suite de l'abaissement accéléré des droits de douane, en 1973, 90 % des biens échangés à l'intérieur de la zone circulaient déjà librement. Les importations entre les douze pays sont passées de 4.9 % en 1968 à 7.3 % en 1973. A ce caractère relativement marginal du commerce intra-zonal s'ajoute une disproportion de l'importance de chaque pays dans ces échanges. La part des importations des Quatre Grands (Barbade, Guyana, Jamaique, Trinitè-et-Tobago) est eu effet passée dans le même laps de temps de 65 % à 74 % du total, alors que celle de leurs exportations représente aujour-d'hui 92 % du total.

Quant à la structure du commerce intra-zonal, elle n'a pas subi de changements significatifs, la diversification de la production étant encore à ses débuts. A la suite de l'abaissement accéléré des droits

O. C. D. E.

L'Agence internationale de l'éner-R EUNIE le 30 juin et le 1st juillet à Paris,
l'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.)
s'est prononcée en faveur d'une reprise du
dialogue avec les pays producteurs de pétrole et
les pays en voie de développement le plus rapidement possible. Elle a repris et précisé les
propositions qui lui avaient été présentées en
juin par M. Kissinger : en particulier, trois
commissions étudieront respectivement les problèmes d'énergie, de matières premières et de
développement. Mais ces trois commissions travailleront sur un pied d'égalité et auront la

Vers un chômage accru dans les pays membres

Dans son étude semestrielle sur les «Perspec-tives économiques » dans les pays membres (no 17) publiée le 22 juillet, l'O.C.D.E. prévoit une aggravation du chômage dans les six pro-chains mois, tandis que la reprise économique lui paraît improbable dans le même délai. Les experts suggérent même le maintien d'un taux de chômage « un peu supérieur au niveau struc-turel et frictionnel» pour tenter d'abalsser le rytime de l'inflation dans les grands pays à moins de 7 %. Ces six derniers mois, l'inflation est tombée de 15 % à la fin de 1974 à environ 10 % (taux annuel).

COMITE D AIDE AU DEVELOPPEMENT. — Le comité d'aide au développement (CAD), réuni d Paris au niveau ministère les 30 juin et 1= juillet, n étabil un bulan de l'aide occidentale accordée en 1974 aux pays en voie de développement, Il ressort de cet exames que l'epport d'aide publique a mumenté de 71 % par rapport à 1973 (11,3 milliards de dollars contre 9.4 milliards l'annés précédente), ce qui, compte tenu du niveau général des prix, ne représente qu'une très légère hausse des ressources réclies transférées. Ce montant de 11,3 milliards de dollars correspond d 0.31 % du P.N.B. global des pays de l'O.C.D.E. donneurs d'aide contre 0.30 % en 1973 et marque un changement dans le tendonce constante à la baisse enregistrée est dernières années. A l'aide publique, il convient d'ajouter les crédits à l'exportation accordés par le secteur public et privé et les investisements pour évaluer l'aide totale en provenunce des pays du CAD : elle e sumenté de 10 %, atteignant en 1974 26,7 milliards de dollars.

SCIENCE ET TECHNOLOGIE. — Réunix à paris

SCIENCE ET TECHNOLOGIE. — Réunis à Paris les 24 et 25 juin, les ministres de la science et de la technologie des pays membres de l'O.C.D.E. ont étudis le rôse de la science et de la technologie dans l'élaboration des politiques générales, la gestion dans l'elaboration des possiques generales, la gestion du système de le recherche, les rapports entre la science, le technologie et la société, le gestion des ressources naturelles et le coopération avec les pays et voie de développement (y compris les transferts de tachesique).

RECENTES PUBLICATIONS

Dans la scrie « Etudes économiques » :

Autriche, Espagne, Grêce et Suède.

• L'éc-se d options multiples. Incidences sur

le construction. 111 pages.

• Statistiques de la population active, suppièment trimestriel parution d'una nouvelle

publication présentant l'évolution à court terme

de la population active et de l'emploi.

• Le rôle des lemmes dans l'économie,

136 pages , rapport préparé par le comité de

la main-d'œuvre et des affaires sociales.

P = q

145.34

gie souhaite la reprise du dialogue vailleront sur un pied d'égalité et auront la même importance. Aucune décision u'a été prise quant à la fixation d'un prix minimum du pétrole importé. COMMUNAUTÉS

40.00

A 40 80 8

40

.....

.

1000

. . ' . -

4 100 100 100 100 ميەسىراد. يەسى ««

......

11 a 11 a 11 an

.

The second second

٠.٠٠ من المناسبة

V.

a 4. %

3.5

19.10.00 7.0

. . . .

e commun

LE TOURISMS INTERNATIONAL EN RECRESSION — Seim le capport anuel de l'O.C.D.E. sur le tourisme international qui dott paralire en septembre, le raientissement amorcé en 1973 s'est jortement accentué en 1974. Pour le première jois depuis l'après-querre, les mouvements touristiques internationaux dans le plupart des pays membres de l'O.C.D.E. ont été en nette régression.

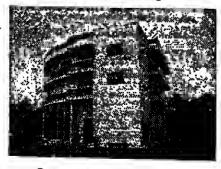
e ASSOCIATION LATINO AMERICAINE DE LIBRE-COMMERCE. — La disième réunion du groupe d'experts des techniques douanières, d Montevideo du 18 au 26 juin, a été consacrée d le mise à jour, sur la base des recommandations de l'Organisation de l'aviation civile internationale, du conseit de la Coopération douanière de Bruxelles et des directeurs des douanes nationales des pays de l'Association latino-américaine de libre-commerce (ALALC), des documents douaniers employés dans les transactions commerciales avec l'extérieur.

e COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES PAYS DES GRANDS LACS. — Les ministres des affaires étraspères du Burundi, du Bwanda et du Zafre ont adopté, le 21 juin à Rigaii (Bwanda), la projet de convention créant la Communauté économique des pays des grands lacs (OEPGL.); le projet sera soumis, pour approbation, aux chejs d'Etat des trois pays.

A VENDRE

NICE - AÉROPORT

Futurs Ports Commerce et Plaisance 100 mètres mer et olage



Petit immeuble neuf, 1974 Grand standing Cinq plans - Porkings privés Réception grand luxe

Ecrire ; M. Julien TAICHE avenue de Verdun, 06700 St-LAURENT-DU-VAR

Communauté des Caraibes

LES délégués de trente-sept pays et des observateurs de l'Organisation des Nations unles pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.), de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), de la Conférence des Nations unles sur le commerce et le dévelop-ES délégués de trente-sept pays et des obser-Un bilan des relations économiques depuis 1968

L la Communauté des Caralbes (CARICOM Day) a été précédée les 6 et 6 de la sixième reunion du conseil des ministres du Marché commun. Ce fut l'occasion pour les ministres de dresser le bilan de l'évolution des économies des pays membres depuis 1968. Il en ressort

2 1.

GATT. — Le consett du GATT (Accord général sur les turies douaniers et le commerce) a décidé, le 11 juillet, le création d'un groupe consultatif qui sera essentiellement chargé de suitre l'évolution de la attuation du commerce interna-

révolution de la struction du commerce international.

Le mandat officiel de ce groupe est de « faciliter aux parties contractantes du GATT l'exercice de leurs responsabilités » Divhuit membres
le composeront : neuf page en voie de développement, sept page industrialisés (dont la CFE.), un
page socialiste et un page méditerranéen.

— Au cours des réunions, les 15 et 16 fuillet, du
comité des négociations commerciales du GATT, les
pags engagés dans le « Tokyo round » ont unanimement réafirmé leur volonité de parsent « une
nouvelle ilbéralisation du commerce mondial et
d'en accilére le processus. Les positions des différents pags sur les produits tropicaux, les mesures
des sauveparde et les réductions larifaires u'ont pas
évolué, mais estie réunion a permis de desser un
inventaire des points d'acciotté établis par les six
groupes de travail mis en place en février dernier.

MARCHE COMMUN CENTRAMERICAIN. —
Le haut comité pour le perfectionnement et la

restructuration du Marché commun centraméricai (U.C.A.) a consacré sa scizieme session ordinain réunie d Guatemala du 22 au 25 juin. à l'étude de positions respectives des pays membres sur l'avant projet de traité-cadre de la Communauté écono mique el sociale centraméricaire.

Les représentants des paye membres du traité de Managna — d'expeption du représentant du Honduras — ont paraphé le 12 juin, au siège du secrétariet de l'intégration (SIECA), l'instrument modificant le second protecole à l'accord centramérican sur les encouragements fiscaux au développement industriel, entré en viqueur le 25 octobre 1973 et venu a expiration le 30 juis dernier. En vertu du nouvel instrument, les dispositions du second protocole concernant notamment l'exonération des droits de douane sur les importations de matières premières et de produits semi-daborés en faveur des entreprises entrant dans le cadre des programmes de développement industriel seront protongées jusqu'au 31 décembre 1977. Après cette date, ces avantages s'uscriront dans la nouvelle politique d'intégration de l'actionté industrielle prévue dans le lette de l'avant-projet de traité-cadre de la Communauté économique et sociale centraméricaine.

Marché commun

Les résolutions du Conseil européen

VOICI l'essentiel des quatre déclarations faites par le Conseil européen à l'issue de la réunion « au sommet» des Neuf qui s'est tenue les 16 et 17 juillet à Bruxelles :

1) Alde au Portugal : « Le Conseil européen risaffirms que la Communauté européenne est disposés à engager des discussions sur une coopération plus étroite avec le Portugal dans les domaines économique et financier. Il fuit également observer que, conformément à set traditions politiques et historiques, la Communouté européenne ne saurait apporter son souties qu'à une démocratie de caractère pluraliste. »

liste. »

2) Institutions européennes : a Le Conseil a invité le conseil des ministres des affaires étrangères à examiner le problème de l'élection de l'Assemblée au suffrage universel direct de façon à présenter au Conseil européen un rapport sur cette question avant la fin de

» Le Conseil européen a chargé le conseil des ministres de jaire progresser les travaux relatifs à l'institution d'une union des passeports et d'élaborer un rapport à ce sujet, si possible avant la fin de l'année. »

3) Politique économique : «Le Conseil euro-péen... a chargé le conseil des ministres des finances et des affaires économiques... de ren-forcer la coordination des politiques écono-miques et financières des Etats membres... Le

miques et financières des Etats membres... Le Conseil a reconnu que les problèmes conjoncturels actuels doivent être afrontés en collaboration avec les autres pays industrialisés (en particulier les Etats-Unis et le Japon) si l'on veut espèrer une reprise économique effective, a Le Conseil européen... a réaffirmé l'importance d'une étroite collaboration au sein de la Communauté, il a pris acte avec satisfaction du retour du franc français dans le système de change communautaire (« serpent ») et il a invité le conseil des ministres des finances et des affaires économiques à approfondir la question des modalités lechniques du flottement des monnales communautaires.»

4) Nations unies : « Animés par une volonté commune de dialogue, la Communauté et ses Eints membres présenteront… des propositions d'actions sur un ensemble équilibre de sujeis répondant aux préoccupations les plus imporianies des pays en voie de developpement, notamment dans les domaines des matières premières et de la coopération au dévelop-

pement. > Signalons également que les Neuf ont charge la France de prendre les initiatives nécessaires la France de prendre les initiatives nécessaires pour permetate la reprise rapide du dialogue sur l'énergie, les matières premières et les problèmes du développement entre les pays industrialisés et les pays du tiers-monde.

M. Giscard d'Estaing a annoncé que le prochain Conseil européen consacré à l'énergie et aux matières premières se tiendra à Rome à la mi-novembre avant la reprise du dialogue producteurs/consommateurs prévue pour la fin uovembre.

> Accord des Neuf sur le volet agricole de la négociation avec le Maghreb

Les ministres de l'agriculture des Neuf sont parvenus le 24 juin à Luxembourg à un accord sur le volet agricole des négociations avec le Maghreb. Ils ont en même temps renforcé la protection du marché européen des fruits et légunes, transformés et frais, ainsi que du vin contre la concurrence des pays tlers, particu-lièrement sensible pour l'Italie et la France. Les principales dispositions du compromis de

Les principales dispositions du comprisins de Lixembourg portent sur le vin. Les ministres de l'agriculture se sont mis d'accord pour auto-riser des distillations spéciales de vin importé si les importations, notamment en provenance des pays du Maghreb, perturbent le marché.

Pour les fruits et légumes transformés, les certificats d'importation et la surveillance seront renforcés pour huit produits : les tomates pelées, les poires, les framboises, les pêches, les champignons, les jus de tomate, les haricots verts et les petits pois.

verus et les petits pois.

Enfin, pour les fruits et légumes frais, les agrumes italiens (oranges et citrons) bénéficieront d'une prime de pénétration pour les dédommager de la concurrence des produits des pays méditerranéens et en particulier des agrumes d'Afrique du Nord sur le marché communautaire.

Les ministres de l'agriculture ont également décidé d'autoriser la France à octroyer des aides nationales aux producteurs de sucre des départements d'outre-mer et ont rejeté l'application de la clause de sauvegarde sur les importations d'huile d'oive réclamée par l'Italie.

Portugal, Grèce et politique méditerranéenne

Le soutien de la démocratie au Portugal et en Grèce et la politique méditerranéenne de la C.E.E. ont été longuement étudiés le 24 juin à Luxembourg par les ministres des affaires étrangères des Neuf.

Pour le Portugal, les Neuf ont décidé de ne pas se prononcer immédiatement sur une aide d'urgence massive pour Lisbonne suggérée par la Commission de la C.E.E. Ils se sont contentés de charges un servere de la content de production de la C.E.E. Ils se sont contentés de charger un groupe de travall de préparer une étude sur les modalités techniques de cette

La demande d'adhésion de la Grèce à la CRE a été reçue avec sympathie par le consell des ministres, mais evec une certaine prodence. En effet, la Turquie a fait parvenir

aux Neuf une note de protestation où Ankara s'élève coutre les conséquences politiques néfastes qu'aurait une telle adhésion.

La rentrée de la France dans le « serpent »

Les ministres des finances des pays du cer-pent > (Allemagne fédérale, France, Pays-Bas, Belgique, Luxembourg et Danemark) ont déclare, dans un communiqué publié le 10 juillet à l'issue de leur réunion :

l'issue de leur réunion :

« En accord avec ses partenaires de la C.E.E., et afin de renforcer l'union économique et monétaire européenne, le gouvernement français a jait connaître sa décision de rejoindre aujourd'hui le dispositif de flottement concerté, issu de l'accord de Bâle, et plus connu sous le nom de « serpent ». Cette décision a été saluée avec satisfaction par les ministres.

satisfaction par les ministres.

> Les ministres des finances des pays du « serpent » ont en outre décidé de continuer ensemble les discussions avec les autorités suisses en vus de trouver une issue favorable à l'association du franc suisse au « serpent » communautaire. Ils ont décidé à cette fin d'inviter une délégation suisse à leur prochaine réunion en septembre et feront ensuite rapport au conseil des ministres de la C.E., le a serpent » étant un mécanisme essentiellement communautaire ouvert à d'autres pays qui acceptent les règles nécessaires à son bon jonctionnement. »

Avant-projet pour le budget communautaire 1976

La Commission de la C.E.E. a proposé d'accroître sensiblement en 1976 le budget communautaire dans les secteurs social, de la recherche et de la coopération au dévelop-

L'avant-projet présenté le 11 juillet à la presse à Bruxelles par M. Claude Cheysson, commissaire européen chargé du budget, ne comporte toutefois pas d'indication sur les prévisions de dépenses de la section garantie du Fonds européen d'organisation et de garantie agricole (FEOGA), qui représente normalement près de 80 % du budget communautaire.

Ces prévisions ne seront connues qu'au mois de septembre. Pour le secteur social, la Commission de la C.E.E. propose de porter de 355 à 500 millions d'unités de compte (soit une progression de 36 %) les sommes mises à la disposition de 18 mais social proposé qu'il la disposition du Ronds social renové au devront en priorité être affectées à des actions de recyclage professionnel.

Le budget du secteur recherche devrait être augmenté de 117 millions d'unités de compte, soit près de 90 %, et le secteur coopération au développement de 106 millions d'unités de compte (+ 35 %). Pour cette dernière rubrique, l'aide alimentaire représente près de 70 % des dépenses présues. dépenses prévues.

Enfin, les crédits de palement pour le Fonds régional passent de 150 à 450 millions d'unités de compte, conformément aux décisions prises par le « sommet » de Paris en décembre 1974.

ACCOBD DE COOPERATION AVEC LE MERIQUE.

L'accord non préférentiel entre la C.E.E. et le Merique signé le 15 juillet à Bruxelles met l'accent sur la coopération économique plutôt que sur les échanges commerciaux. Il contient de nombreuses dispositions commerciales, mais prévoit aussi la création à une commission mixte chargée d'étudier et de réaliser concrétement les objectifs de coopération économique et commerciale contenus dans l'accord.

dans l'accord.

ACORD SUR LE FINANCEMENT D'UN PROGHAMME DE RECHERCHE. — Les Neuf se sont
mis d'accord le 15 juillet à Bruxelles pour financer
un programme de recherche en matière d'énergie
et débloquer les sommes nécessaires à la poursuite
des traveux des centres européens de recherche
d'ispre (italie), de Petten (Hollande) et de Carlaruhe
(Allemagne jédérale).

Les Allemands de l'Ouest ont, en effet, levé
leurs réserves générales à la suite de la promess
jeite par la Commission de la C.E.E. de faire, d'ici
fin cetobre, de nouvelles propositions un la politique de recherche scientifique des Neuf à partir
de 1977.

Pour 1976, une rallongs financière totale de

de 1977.
Pour 1978, une rallongs financière totale de 45,4 millions d'unités de compte sera done accordée aux trois centres européaus, dont le coût de fonctionnement a été majoré par l'inflution. Pur ailleurs, les Neuj ont adopté un programme de recherche en matière d'énergie s'étendant sur quaire aus et portent notemment sur le développement d'énergies nouvelles (solaire et géothermique).

LES MINISTEES DE L'ENERGIE des Neut ont accepté sans discussion, le 28 fuin, à L'urembourg, les économies d'énergie de 9 % pour 1975 par rep-port à 1973.

CONVENTION DE LOME. — Le régime intéri-maire des échanges entre la C.E.E. et les Etats d'Afrique, des Carabes et du Pacifique (A.C.P.), signataires de la consention de Lomé, est entré en vigueur le 1st juillet.

CECA

Un plan d'aide aux houillères DEUX dates ont marqué en juillet, en faveur des houillères des Neuf, la fin de la c saison » CECA, les institutions européennes se mettant traditionnellement en vacances en août. La première — le 9 juillet — a vu le Parlement européen approuver à l'unanimité par des des displaces que trappe de grandes l'imper de une résolution qui trace les grandes lignes de la politique charbonnière à suivre dans le cadre de la « nouvelle ligne énergétique », consécutive

de la « nouvelle ligne énergétique », consécutive à l'enchérissement du pétrole.

L'idée centrale de ce texte est que, vu le prix du « hrut » et la dépendance dans laquelle se trouve l'Europe vis-à-vis des pays producteurs de pétrole, la production charbonnière doit être encouragée, de façon à la maintenir aux environs de 250 millions de tonnes par an, malgré l'abandon de veines épuisées ou de manyaise rentabilité.

La réponse de l'exécutif aux parlementaires

A cette orientation des parlementaires de la Communauté a répondu, quelques jours plus tard, une note de la Commission européenne, proposant aux neuf gouvernements l'élaboration pour dix ans d'un plan d'aide aux houillères communautaires. Le uouveau régime — destiné à remplacer celui qui datait de 1971 — doit assurer la continuité du mécanisme antérieur. mais en tenant compte de la situation nouvelle. Il doit douc être suffisamment souple pour assurer à tout moment une adaptation des aides aux situations économiques dans lesquelles les charbonnages pourraient se trouver à l'avenir.

Commission européenne a autorisé l'achat par la firme britannique Johnson de Firth Brown, de Sheffield, de la société Greening de Sons, de Warrington, (Greening). CONCENTRATION DANS LA SIDERURGIE. - Le

(Greening).

AIDE A L'AMELIORATION UES CONDITIONS DE TRAVAIL — Brusalles a ouvert un crédit de 1.06 million d'unités de compte européennes en javeur de diz projets de recherche technique visant notamment à l'amélioration à u travail grâce de la mise au point de systèmes de contrôle radic à distance, à l'emélioration des chargeurs transporteurs utilisés dans les exploitations au jond des mines, à la prévaition des accidents et au contrôle de la chaleur dans les mines.

MESURES TARIFAIRES POUR LES ACIERS BAPOETES. — Des allégements de droits ont été autorisés par Bruxelles pour le second semestre, ils concernent la fit machine pour paus de voiturés (1900 tonnes pour l'Allemagne, 9000 pour l'Italie, 3000 pour l'Allemagne, 1 350 pour le Benelux, 1200 pour la France); les tiles magnétiques à grain orienté (1300 tonnes pour l'Allemagne, 1 les rails usagés pour relaminage (31000 tonnes pour la France).

Parlement européen

Révision des dispositions financières des traités

Le Parlement européen a achevé sa session d'été le 11 juillet à Strasbourg en votant des propositions de modifications aux dispositions financières et budgétaires des traités

communantaires.

Les parlementaires ont adopté les conclusions d'un rapport de M. Erwin Lange (socialiste -

R.F.A.), qui préconise un accroissement des pouvoirs du Parlement de manière que celui-ci soit doté de compétences budgétaires pleines et entières avant la fin de 1976.
Sur proposition de M. Heinrich Aignier (démocrate-chretien - R.F.A.), auteur d'un second rapport axé davantage sur la création d'une cour des comptes européenne, le Parlement, tout en uotant avec satisfaction que cette cour jonira d'une totale indépendance, demande que le conseil des ministres ne nomme ses membres qu'avec son accord et que les compétences de la cour solent mieux précisées une fois sa création acquise. création acquise.
Enfin la proposition de M. Aignier stipule que

Enfin la proposition de M. Aignier stipule que la cour ne devra pas voir ses activités restreintes à un simple contrôle, mais qu'elle soit habilitée à suivre de près l'ensemble des opérations faisant l'objet d'une vérification. Sur un tout autre chapitre, le Parlement européeu avait adopté un projet de résolution de M. Libero della Briotta (socialiste italien) souhaitant des mesures propres à adapter le potentiel viticole aux besoins du marché.

Association européenne de libre-échange

Accord sur l'octroi d'une assistance technique au Portugal

Le comité de développement économique de l'Association européenne de libre-échange (A.E.L.E.) s'est réuni le 14 juillet pour examiner les demandes d'assistance présentées au mois de mai par le Portugal. Les pays de l'A.E.L.E. ont exprimé au cours de cette réunion leur volonté de fournir au Portugal une assistance technique dans de nombreux domaines spécifiques:

Le comité a également examiné la possibilité de créer un fonds industriel de développement pour financer de nonvelles entreprises et moderde creer un longs industriel de developpement pour financer de nonvelles enireprises et moder-niser celles qui existent déjà au Portugal; il s'est aussi préoccupé de la coordination des aides bilatérales accordées à ce pays par les autres membres de l'A.E.L.E.

— Une convention internationale sur le contrôle et le poincomnement des ouvrages en métaux pré-cieux est entrée en vigueur le 27 juin entre les quaire pays de l'A.B.L.B. qui l'ont ratifiée depuis sa signature en novembre 1972 : Autriche, Fin-lande, Suède et Suisse; les autres pays signatures sont la Norvège, le Portugal et la Grande-Bretagne.

AUTHE OF CHIEF TONS POLITICIALS

Conseil de l'Europe

Au comité des ministres : plan d'action pour lutter contre le chômage des jeunes

mage des jeunes

L Comité des ministres du Conseil de

L l'Europe a adopté le 27 juin un plan
d'action destiné à réduire et à prévenir le
châmage des jeunes et qui devrait être intégré
dans les politiques économique et sociale de
chaque Etat membre. Les mesures préconiséesconcernent l'orientation et la formation professionnelle des jeunes, l'information des jeunes,
des parents, des employeurs, et des organisations syndicales, l'octroi d'allocations aux
jeunes sans emploi, la création d'emplois temporaires et d'un registre des travaux d'été.

SECORITE SOCIALE. — Des experis en matière de sécurité sociale des dix-huit Etais membres du Conrell de l'Europe se sont réunis à Dublin du 7 au 11 juillet pour étudier la mise en œuvre de la convention européenne de Sécurité sociale et l'application du code européen de la sécurité sociale, lis ont sussi examiné les relations Est-Ouest pour tout ces qui touche ces problèmes ainsi que les mesures à prendre en faveur des retraités et des personnes qui exercent une activité professionnelle après l'ape de la retraite, en faveur des femmes et de certainer catégories particulières (jeunes filles au patr). au pair).

au part).

LUTTE CONTRE LE TERRORISME. — Le comité des ministres a décidé la création d'un comité d'experts chargé d'examiner les problèmes liés aux nouvelles formes de terrorisme; ce groupe élaborera des propositions sur l'intensification de la coopération entre us Etats du Conseil de l'Europe et sur la définition de l'infraction politique qui est invoquée pour faire échea aux demandes d'extradition

COMMISSION EUROPEENNE DES DROTTS DE L'EOMME — Les délégués de la commission européenne des droits de l'homme ont décidé le 19 juin de se rendre à Chypre au début du mote de septembre, ajin de procéder a une enquête qui comportere l'audition de témoins proposés par le gouvernement chypricte dans l'ajiaire de Chypre contre la Turquie.

— La commission européenne des droits de l'homme e tenu sa cent àix-septième session, du 7 ou 12 juillet à Strasbourg. On trouvera un brej résumé de ses truvaux dans le prochain numéro du Mende diplomatique.

Organisation de l'unité africaine

La préparation du « sommet » de Kambala

ES ministres des affaires étrangères de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) se sont réunis à Kampala (Ouganda) du 18 se sont réunis à Kampala (Ouganda) du 18 au 28 juillet pour préparer le « sommet » de l'Organisation qui devait s'ouvrir dans cette ville le 28; ils ont décidé de proposer la nomination pour un an à la présidence de l'O.U.A. du général Idl Amin Dada, chef de l'Etat ougandais, pays hôte (confirmée par le « sommet ») et la convocation des chefs des trois mouvements de libération de l'Angola à la conférence « au sommet » de l'O.U.A. Trois pays, le Botswana, la Zamble et la Tanzanie, en désaccord avec la politique du président ougandais, ont annoncé leur intention de ne pas participer à cette conférence.

ougandais, ont annoncé leur intention de ne pas participer à cette conférence.

Dès le début de leurs travaux, les ministres ont admis au sein de l'O.U.A. les Comores, le Mozambique, la République du Cap-Vert et celle de Sao-Tomé et Principe, portant ainsi à quarante-six le nombre des Etats membres de l'Organisation.

On trouvera un résumé des travaux de la conférence cau sommet de Kampala dans le prochain numéro du Monde diplomatique.

• AGENCE UE OCOPERATION CULTURELLE ET TECHNIQUE. — Le conseil d'administration de l'Agence de coopération culturelle et technique a siégé d' Pars du 17 au 19 juin. De ses trapaux, trois orientations se dégagent pour l'Agence : regroupement des programmes autour de trois asse (dévelopment, éducation et coopération scientifique et technique, promotion des cultures et des langues nationales) ; l'emetures provisoire du Centre d'artisans: international de Paris en raison de la charge imancière qu'il jaisait reser sur l'Agence; organisation d'un festival de la jeunesse d'Libreville en 1977.

AGENCE SPATIALE EUROPEENNE. — Le conseil de l'Agence spatiols européenne (ESA), réuni à Paris pour sa première session les 24 et 25 juin,

a nommé à sa présidence M. Wolfgang Finke (Allemagne fédérale), pour un an. Le général Luis de Azasraga (Espagne) et M. Jan Stiernstedt (Suède) ont été élus pice-présidents.

— L'ESA a nommé M. Hans Hintermann (Suisse) au poste de directeur du Centre européen de recherche et de technologie spatiale de Noordwijk (Pays-Bas) en romplacement de M. Ove Hammarstrom (Suède), appelé à de nouvelles fonctions.

strom (Suede), appelé à de nouvelles fonctions.

• CONFERENCE DES PAYS ISLAMIQUES. —
Réunte le mois dernier à Dieddah, la sixième conférence islamique des ministres des affaires étrangères a terminé ses travaux le 15 fuillet en Arabia Saoudite en rotant une résolution qui demande à ses membres • de déployer tous leurs ellortepour faire expulser Israél de l'Organisation des Nations unles et de toutes les organisations internationales dont ce pays est membre ».

• ORGANISATION DES ETATS AMERICAINS. —
Les représentents des vingt et un pays membres de l'Organisation des Etats américains signataires du traité interaméricain d'assistance réaproque (TIAR) se bont réunis le 16 juillet à San José de Costa-Rica pour préparer la révision du traité. Ils demient aussi consacrer une grande partie de leurs trapaux à la levés des sanctions contre Cuba, qui avalent été imposées en 1964 en vertu de ce traité. On trouvers dans le prochain numéro un bilan des trabaux, qui se sont prolongés jusqu'à la lin du

tropaux, qui se sont prolongés jusqu'à la fin du mois de tuillet.

mois de fuillet.

OCAGANISATION EUROPEENNE POUR LA RECHERCHE NUCLEAIRE. — Le conseil de l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CRRN) a tenu su cinquante-cinquième session le 25 juin à Genève pour examiner la direction et les ressources judures de l'Organisation, ainsi que les rapports d'activité des six derniers mois, présentés par MM, J. B. Adams et W. R. Jentschke, directeurs génévaux, Le conseil e, d'autre part, approuvé le protocole d'un nouvel accord — qui devait être signé le 10 juillet — entre le CERN et les instituts scientifiques d'Union sométique, destiné à renjoncer leur coopération en matière d'étude des particules londamentales.

VILLE D'ART, DE TOURISME ET DE CONGRES

Allie ae prestige de ses moauments enciens l'énergie souriante d'une jeune cité qui, dans élan rons relâche, construit son gyenir



LA PALAIS DES PAPES: LE PONT SAINT-BENEZET, popularisé: à travers le monde par la léganda et la chapson: ses nombreux éditices civils et religieux;
 LES TRESURS DE CRS MUSEES;
 UB MAGNIFIQUES EXCURSITURE à TRAVEES LA PROVENCE;
 SON FOLKLORE (dances et rieilles traditions).

LIONS).

UN FESTIVAL URAMATIQUE (15 juillet - 15 sout) Thestre chorégraphie cinéma, mu-

15 BOUT) Thestre choregraphie, chiera, mpedue;

• UES SALLES DE REUNION,

• UES SERVICES REGULIÈRE DE TRAINS

«BUCS-couchettes alier el retour su départ

GE PARIE ETAPLES (LE Touquet), BOULOGNE, LIEGE BRUXELLES, AMSTERDAM,
USSELDORF, HAMBGURG, KARLSRUER;

• SON IMPURTANT MARCHE QUOTTUIEN UE

EDITET ET PRIMETIES:

PRUITS ET PRIMEURS; UES SATISFACTIONS GASTRONOMIQUES et Ges vins de gradis crus [Châteaunsuf-du-Pape, Côtes-du-Rhône, Oigondaa Tavel, etc.); LE PALAIS UES EXPOSITIONS avec son

equipement pour tautes les manifestations et congrès, ses grandes et iuxueuses salles de conférences de restaurant, con i m m e a » e parking

Visites AVIGNON e La Sanneuse de joie i... s

Renseignements Maison Qu Tourisme,

autant paraître avoir trempé dans l'affaire. Les menifestants paysans firent attaqués par d'eutres contre-manifestants; il y eut plusieurs blessés (les manifestations es déroulaient dans plusiours provinces et à Bangkok). Pour pour-suivre leur lutte, les paysans auraient du effronter à la fois la polles et l'armés, envoyées effronter à la fois la police et l'armée, envoyées à pied d'œuvre pour faire respecter la lo! et l'ordre : le répression des émeutes aurait signifié pratiquement l'écrasement des militants paysans et étudiants. C'est pourquoi les manifestations furent annulées.

Autre exemple, celul de le grève générale des ouvriers dans le pramière semaine de juin. Il ne s'est pas passé un jour eans qu'un groupe de terroristes lance des bombes eur les grévistes, dans l'intention évidente de provoquer un affrontement qui aurait donné un prétexte à l'intervention de la police ou même de l'armée. En outre, le gouvernement e efforçait de diviser les dirigeants ouvriers en cherchant à isoler les plus radicaux, ce qui aurait facilité le répression. Les ouvriers les plus militants, proches du Centre national de coordination des ouvriers (N.W.C.C.), es virent obligés à des compromis evec les plus modérés, ce qui revenalt à réduire leurs revendications, et finalement à mettre fin à le grève. Cette tactique du maintien d'un large front uni pour éviter exploités pour réprimer le mouvement se révéla quelque peu coîteuse, an ce sens eu moine que les ouvriers radicellsés durent rabattre de leurs exigences initiales tout an e'exposant aux critiques d'éléments plus radicaux encore qui leur reprochaient leur alliance evec les groupes

risation repide de la vie politique en Thallande. Droite et gauche sont de plus en plus appa-rentes, tant dans le classe politique que parmi les étudiants, les ouvriers, la presse, les elim-

A mi-juin, le ministère de l'intérieur annonçait qu'il ne saurait tolérer plus longtempe les « agitateurs » dont les activités au sein du peuple visent à seper la ol et l'ordre. Il est clair pour les militants de la gauche urbaine — qui n'ont guère d'autre fonction que d'aider le peuple à s'organiser que la répression n'est plus qu'una question

Les militants étudiants considèrent leurs Interventions comme partie intégrante d'un pro-cessus révolutionnaire à long terme, La répression, à leurs yeux, entraînereit un recul grave mais ne saurait détruire totalement le moude nature, sans pour autant cesser complètement. Le problème qui se poss à l'heure ectuelle est celul de la sécurité des chets de file qui, cible de l'extrême droite, sont eulourd'hui menacés de meurtre ou qui pourraient trouver le mort au cours d'affroi lents. Certains d'entre eux ont déjà àté assaseines dans des conditions mystérieuses. La tantative contre Therdbhoom Chaldi, le président du N.W.C.C., qui essuya des coups de feu brés d'une volture à la vellie des maniles tations ouvrières de dàbut Juln, montre que l'idée répandue seion laquelle les plus connus des militants ne seralent pas d'abord inquiétés n'est plus de salson.

Quol qu'il en soit, les militants de Bangkok sont assez blan implantes dene la peuple, nment parmi les ouvriers et les paysans. sion e'abat eur eux, il faudrait elore e'attendre à une guerre civile, à tout le moins, à l'expansion rapide de le lutte armée. Les jours tranquilles - de la dictature relèvent désormals du passé.

THAILANDE

Les mouvements militants face à la répression

Par SEKSAN PRASETKUL *

A situation politique en Thallende n'est pes si simple qu'on puisse la réduire à l'action de groupes de pression dans une démocratie pariementaire. Témolas de l'ectivité des maquie dans les campagnes alors que le régime au pouvoir tout comme les contestataires urbains sevent pertinemment ce qui es contexte blan plus vaste qu'un simple décaccord sur les problèmes nationaux.

Peu eprès le soulèvement d'octobre 1974, les étudients qui combattaient sous la bannière de

Journaliste, secrétaire général du Centre de cordination nationale des ouvriers (N.W.C.C.), neien président de la Fédération des étudiants adépendants de Thallande (F.J.S.T.).

la démocratio libérale se mirent à chercher de nouveaux thèmes de campagnes politiques. Assurément, sprès des décennles de dictature, la grande majorité du peuple thallandais soutfrait de le pauvreté du fait de l'exploitation économique qu'il subissait. On savait commu-nément que les dirigeants des régimes Sarit puis Thanom-Prapass profitaient de leur pouvoir pour amasser d'immanses fortunes, oux dépans les masses populaires. Consciemment ou non, les étudiants na pouvaient manquer de confronter le nouveau gouvernement Pramoj à ce problème, posé en termes de classe. Les contesles usines pour aider les ouvriers à organiser les prèves qui avaient éclaté epontanément des que les travailleurs evalent senti es relâcher la contrainte du pouvoir distatorial. Il y avait eu plus de cinq cents mouvements de grève en 1973. Entre-temps, certaines organisations estu-diantines, dont la fédération des étudiants indé-pendants de Thallande (FIST), a étaient déjé rapprochées de le paysannerie qui ressentait également le besoin de faire valoir ses reven-

Outre que les activités des étudiants après octobre les portalent à prendre le parti des opprimés, on obestvait une tandence à entre-prendre une étude approfondie de le littérature révolutionnaire. Pour la première lois dans l'hieloire politique thallandales, on imprimait des centaines de milliers d'exemplaires d'ouvrages révolutionnaires qui étaient répand'atvrages revolutionnaires qui essent l'epar-due dans l'ensemble du pays. Les grands clas-alques du marxisme et nombre d'écrits de dirigeants communistes tela que Plueng Wanasri, Asanea Polechan et feu Chit Bhu-misak étalent soudein disponibles an de nombreuses librairies. Les étudients se trouvaient sinsi intellectuellement mieux équipés que jameis et les ections révolutionnaires dans les zones urbaines commencèrent à prendre forme.

U fait de ces tendances, le nouveau régime — qui comprensit encore les membres de l'ancienne classe dirigeants, recrutés certes en pertie dans d'autres groupes que celui de Thanom-Prapass — ee demanda com-ment combettre les activités étudiantes, qu'il considérait comme plus « genchistes » que

Toutefols, les étudiants pouvaient ancore utiliser le crédit que leur evait valu leur partici-pation eux événements d'octobre pour poursuivre leurs ectivités sens rencontrer de résis-tance notable. Début 1974 capendant, un jour-nai de droite, Rai Wan Buntherng (feuille à ecandale devenue plus « politique «), attaquait les étudiants dans une cérie d'articles eur le soulèvement d'octobre qui concluaît à un complot communiste. Les liens entre le rédec-teur en chef de ce journal et le colonel Narong Kittikachorn (fils du maréchel Thenom, beau-fils du maréchel Prapass) étant quasiment de notoriété publique, l'impact de ces erticles fut mineur. Ila devalent marquer, cependent, le début d'une tentative visant à susciter un courant hostile sux ectivités des étudiants et préparer le terrain pour l'apparition de mou-

Vers le milleu de 1974, les mésures enviétalent appliquées. Quelques milliers d'élèves du technique, dont les maneurs auraient agi soue l'influence du général Witcon Yasawas dirigealt les « mercenaires » thailandeis de le C.I.A. au Laos), organisèrent une manifestation contre les militaris étudients de geuche eur la question de l'amendement du projet de Constitution. Cele dure de le fin septembre au début octobre, le 5 octobre marquant l'apogée des menifestations.

C'est alors qu'eut lieu le premier anniversaire du soulèvement. Plus de douze organisations estudiantines et ouvrières d'associèrent pour préparer ea célébration à l'université Thammasat de Bangkok : exposition de photographies du soulèvement, publication de brochures, mise en acène de pièces politiques... La Centre des élèves des écoles supérieures de technique, pépinière de l'extrême droite à l'époque, organisa de son côté une autra expesition, en coopération avec certains étudiants d'extrêma droite, sous le bannière du Centre

distribuirent des tracts accusent les dirigeants étudiants et ouvriers de chercher à détruire la monarchie et de vouloir assassiner le roi le

Le premier effrontement violent entre militants de gauche et extrémistes de droite eut ileu fin 1974. Le retour en Thailande du maréchal Thanom, en décembre, suscita une vague d'indignation nationale, et les étudiants purant organiser une manifestation pratiquement le jour-même de son arrivée à Bangkok. Le suriandemain soir, à l'université Thammasat, un groupe d'élèves du technique se faisant eppeler les « Taureaux rouges » lançaient des bombes artisansles our des manifestants et falsalent plusieurs biessés. Pendant plus d'une heure à partir de minuit. « Taureaux rouges » et service d'ordre de le gauche s'affrontèrent en une fusillede nourrie. Depuis lors, il est devenu « normal » d'entendre des bombes exploser lore des manifestations, toujours sui-vies par des échanges de coups de feu entre militants de gauche et extrémistes de droite.

A politique des hommes eu pouvoir est très clairs. Hostiles aux mouvements contes-tatzires, ile ne peuvent se permettre de les affronter directement. Plutôt que de les réprimer ouvertement, le gouvernement soutient de diverses façons les mouvements d'extrême droile qui font le « travell » pour lui. On seit que les - Taureaux rouges - ont des ilens très étroits avec certains officiers supérieurs de l'armée et des généraux de la police. Blan qu'ile eieni feil usage de leurs armes en public à plu-eleurs reprises, on ne sache pas qu'eucun d'entre eux alt jamais été arrêté et jugé.

Outre son soutien à l'extrême droite, le classe dirigaante e suscité sa propre organisation pour réprimer les mouvements révolutionnaires urbeins. Le encors, le but est de soigner l'Image de marque libérale du régime tout en poursulvent une répression discrèle. Cette Importante organisation d'extrême droite semiciandestine s'appalle Nawapol, ce qui signifie litiéralement le - Neuvième force -. Ses dirigeants se recrutent permi les officiers de haut rang, les couches supérieures de la bureaucratie et les gros capitalistes. La principale actività de Newspoi est le chasse aux gau-chistes sous couvert de défendre la nation, le religion et le monarchie ; alogans traditioncela du gouvernement dans les rassemblements populeires, nullament différents de ceux que brandissell le gouvernement Thanom-Prapass.

Toutefals, le dirigeant le plus connu et le plus actif de Nawapol, Watane Kluw Wimol, vient de rentrer des Etata-Unia cù il e vécu pendant des années; il es flatte d'étroites rela-tions avec de nombreuses personnalités gou-varnementales américaines, y compris M. Henry Kissinger. Il n'est guère surprenent que les étu-diants de geuche considérent cette organisa-tion comme étant une créature de le C.I.A., eccusation remforcée par la rumaur selon laquelle Newspoi fait partie de le clique du général Witcon. On ne saurait dire lei si cette accusation est ou non fondée, mais il est indubitable que Navapol apparaît désormale comme la principale organisation d'extrême droite. Selon sa propagande, les ectivités des militants de geuche ne sont n'en d'autre que de le eubversion communiste. Ses membres sont toulours prêts à prendre le contrepled des infbatives des militants de gauche. Ils ont organisé plusieurs conférences et séminaires dans plueleurs provinces, mais eussi saboté les activi des étudiants, notamment en mettant le feu à des expositions, an incendiant des voltures. en tirant des coups de feu dans des forums, etc. lle se cont même vantés, à plusieurs reprises, de posséder leurs propres gangs de tueurs

TACE à de telles attaques, la contestation urbalne ne manifeste plus le même apontanéité qu'eu lendemain du equiévement d'octobre. D'une part, les militants de geuche commencent à c'interroger sur l'avenir de leur mouvement : d'eutre part, leur maturité croissante ee double d'une égale prudence devant une éventuelle répression violente. On estime!! généralement que celle-ci serait organisée à l'occasion d'un coup d'Etat, dont l'imminance ne fait guére de doute pour certains. Mels l'élucidation de le tendance ectuelle de la

Dans ce numéro :

P. 5 et 6:

P. 8:

 \mathbf{P}^{*}

den int

resp Siegr Pegr

preis

directa

LA FRANCE EN ASIE DU SUD-EST : P. 2 à 4: Pénétration économique et équilibres politiques, par Marcel Barang. - Dans l'Asie du Nord-Est, percée en Corée du

Sud et à Taiwan, par Philippe Pons.

La Meleieie peut-elle devenir un

domino - chancelant? par Philippe

Les films impérialistes au Festival de P. 7:

Grenoble, par Ignacio Ramonet. Dans les revues...

Promesses et limites du « boom » pétrolier en Equateur, par Jean-Claude Buhrer. Suite de l'article de Gonzalo Arroyo sur les forces armées, la C.I.A. et les Eglises en Amérique latine.

P. 9 à 13:

P. 14:

P. 15:

VERS UNE CONVERGENCE DES SYS-TEMES DE L'EST ET DE L'OUEST? L'insécurité et l'interdépendance sur le vieux continent, par Charles Zorgbibe; Espoirs et illusions d'un rapprochement des structures économiques et politiques, C. Z.: Une symétrie beaucoup plus formella que réelle, par Marie Lavigne; En Union soviétique : La burezucratie et l'opposition face à la convergence, par Jean-Jacques Marie; Les daux Super-Grands et les autres, par Pierre Hassner; Une convergence des complexes militaires américain et soviétique, par Dieter Senghass.

POLITIQUE ET LITTERATURE : Le paysan dans le roman soviétique, par Vsevoled Bourganov.

Le Sahara occidental suscite les convoitises de ses voisins, par Paul Balta.

P. 26:

P. 16 et 17: En Ethiopie : Les militaires et le « socialisme » à l'assaut de traditions millénaires, par Olga Kapeliouk,

Carnet des ambassades.

P. 18 à 20: SOMALIE : RENDRE L'ETAT AU PEUPLE, reportage de Basil Davidson. L'échec des systèmes politiques africains, par Jacques Chevrier.

P. 21 à 23; Australie : un nouveau regard sur le monde (supplément).

P. 24 et 25: Les livres du mois.

Le COMECON précise ses objectifs : intégration et ouverture vers l'extérieur, Marie Lavigne. - Suite de l'article de Bernard Féron sur les Soviétiques et les

communistes portugais Correspondance,

P. 27 à 29 : L'ectivité des organisations internatio-

classe dirigeante tend à Infirmer cette estimation : un coup d'Etat militaire s'accompagneralt d'une répression massive, mais celle-cl peut tout aussi bien avoir lieu eans qu'un

The state of the s

Martin auf fin auf beimer dalle Bedertragen ertemfenfelich.

لهلى النهي العليم التق الموارية وتوامد والمادادي يهيقي بينيفانيونونونونون the state of the same with a state of the same of the

5792ga (V. 14 . 1 .

al de la company L'a Miranat . . . La Lubit na into Er perentingen A with at Expension with the profit of which were springer The later with a series of the second section of the Strategy of the control of the contr the part of the contract of th Can an analysis of the same and the same of the same o and the desires that the second second process while we let a supply of the state of the second of the s Come 29 in the radio of the late of the same and the branches of the same and the same of The me are the same of the same

The second secon The state of the s The same and the same of the same and the sa Services and the services are services and the services and the services are servic A data consideration of the property of the compaction of The secretaries in a second section of the section in the

To other 5

the state of the same

energy to a second of

APPLICATION OF THE $\gamma_{m_1,\dots,m_{m_1},\dots,m_{m_1}} = \gamma_{m_1}$

 $e_{(\mathcal{L}, \mathcal{A}, \mathsf{red})} = P(\mathcal{O}_{\mathsf{red}(\mathsf{red})},$